DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13721

4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

il paut fixer une progregation des apprentissages

DE L'INTÉGRATION NÉOPÉDAGOGIQUE

AUGMENTÉ

TRANSVERSAUX DANS LE CADRE TUNE ÉVOLUTION POSITIVE, RATIONNELLE ET PÉRIPHÉRIQUE DES

JEUDI 9 MARS 1989

M. Bush, l'OLP et Israël

rois mois bientôt après s'être officiellement noué, le dialogue entre les Etats-Unis et l'Organisation de libération de la Palestine n'a toujours pas acquis la « substance » promise par Washington et espérée un peu trop vite par M. Yasser Arafat. Les rencontres régulières à Tunis entre diplomates américains et repré-sentants palestiniens n'ont pas permis jusqu'à présent d'entrer dans le vif du sujet. L'administration Bush, dont les intentions proche-orientales demeurent fort vagues, semble surtout estimer sur ce chapitre qu'il est urgent

Une chose est sûre en tout cas : le dialogue américano-palestinien continuera. Le président américainet un responsable du département d'Etat l'ont confirmé mardi 7 mars, chacun à sa manière. Il ressort surtout de ces propos que, tout en d'infiltration vers Israel de certains commandos palestiniens, les Etats-Unis semblent, après quelques atermoiements, refuser la définition du terrorisme, trop extensive à leurs yeux, que Jéru-salem tente de faire prévaloir.

Cette précision vient à point nommé. Car Washington, au cours des der-nières semaines, avait vivement haussé le ton envers l'OLP, en lui contrôler les factions palesti-niennes qui lancent des attaques contre l'Etat juif à partir du Liban. clairement entendre que ces opé-rations de commando violaient l'engagement pris en décembre par M. Arafat de répudier le terrorisme sous toutes ses formes. Sous la pression des Israéliens, Washington semblait même envisager, en préalable à la poursuite du dialogue avec l'OLP, de poser à la centrale palestinienne une condition drastique et difficilement acceptable par M. Arafat : la renonciation à tout acta de vio-

L'administration Bush a donc préféré mettre un bémol à ses menaces et garder les mains libres. Ainsi campe-t-elle de nouveau sur les positions qui étaient celles de l'Amérique lors des dernières semaines du règne de M. Reagan, après que celui-ci eut décidé de prendre langue avec l'OLP. Cepen-dant, le débat de fond est loin d'être clos aux Etats-Unis, où les éditoriaux de la presse assimilent assez souvent la moindre violence palestinienne à du terrorisme, certains commentateurs considérant même que l'intifada - le soulèvement dans les territoires occupét - appartient à cette catégorie.

N.ayant apparemment l'intention ni de reven sur la « percée » historique réalisée par MM. Reagan et Shultz ni de laisser dépérir la dialogue à peine ébauché avec l'OLP, la nouvelle équipe dirigeente américaine estime surtout que la situation n'est pas mure pour de nouvelles propositions. S'agit-il d'attendre que l'Intifada s'épuise, ou, au moins, de faire traîner les choses au maximum en profitant du fait que l'émotion soulevée outre-Atlantique per la répression du soulèvement s'est nettement émoussée ? Ou bien les Américains pensent-ils, au contraire, que l'évolution en cours împosera d'elle-même à M. Shamir un changenent d'attitude ? La « pru-dence » de MM. Bush et Beker présente l'evantage de laisser le chemp libre aux interprétations

En attendant, les dirigeents américains attendent de pied ferme M. Shamir, qui sera leur hôte dans un mois. Mais le premier ministre israélien n'est pas Dopé par les récents succès de son parti aux élections municipales, il multiplie les propos musclés, comme pour mieux montrer à l'Amérique que son intransigeance



Présidée par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros

La commission sur les contenus de l'enseignement propose une refonte complète des programmes

Rocard et Lionel Jospin devaient dialoguer directement avec les téléspectateurs et auditeurs sur A 2, FR 3, France-Inter et RFO. le mercredi 8 mars à 18 heures. Nous publions (page 30) le texte de la commission créée par M. Lionel Jospin sur les contenus de l'enseignement. Les auteurs proposent une refonte complète des programmes scolaires.



Un projet diablement ambi-tieux... Telle est la première réaction à la lecture du texte intitulé Principes pour une réflexion sur les contenus de l'enseignement », que vient de rédiger la commission de spécialistes nommée par le ministre de l'éducation nationale et présidée par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros.

L'idée qui guide ce texte est qu'il fant cesser de considérer la formation comme une juxtaposition, souvent bancale, de disciplines pour en faire un tout cohérent, ayant des objectifs clairement définis.

C'est donc à une remise à plat générale des contenus de l'enseignement, de la maternelle à l'uni-

versité, qu'invite la commission,

que. Pour la commission, les programmes sont un ensemble vivant, qui doit évoluer au rythme de la science et de la société. Elle propose qu'un conseil national sure leur mise à jour permanente, en veillant à ce que . toute adjonction soit compensée par des suppressions ».

Une autre idée de base est our la formation doit être centrée sur l'élève, ce qui suppose, d'une part, qu'elle englobe un éventail d'activités pédagogiques et ne se limite pas aux cours magistraux, et, d'autre part, qu'elle livre honnête-ment les clés de son fonctionnement (méthodes, techniques...).

Ce document soulève évidemment une foule d'interrogations. Celles-ci sont de trois ordres : conceptuelles (la définition de ce corpus cohérent de savoirs ne sera pas facile à réaliser) ; matérielles (l'activité pédagogique envisagée implique de sérieux aménagements de locaux); psychologiques (comment faire passer dans la réalité des démarches et des comportements pour le moins inhabituels?). La commission pourra se faire une idée plus précise des problèmes soulevés au cours d'un colloque qu'elle va organiser, et qui sera suivi de rencontres régionales.

(Lire page 30 dans le supplément « Campus ».)

La mort de Roger-Patrice Pelat

Fragilités

La mort de Roger- serait un drame intime. C'est Patrice Pelat, le 7 mars à un drame d'Etat. Parce que la l'Hôpital américain de France, depuis deux mois, avait Neuilly, causée par une crise cardiaque, n'a pas été évoquée au cours du quer devant nous tous sur conseil des ministres de mercredi. C'est ce qu'a . indique M. Louis Le Pensec, porte-parole du gou-

par Bruno Frappat

L'ami du président est mort. En d'autres circonstances ce

dardé sur lui ses yeux médiatiques, parce que le président cette amitié, parce que la justice l'avait inculpé dans une affaire de délit d'initiés, l'ami de l'ombre était devenu, par une célébrité subite et non recherchée, le héros d'un feuilleton qui le dépassait. Sa bio-graphie s'était emballée et lui échappait.

(Lire la suite page 14.)

«Je vais me battre non seulement pour moi mais aussi pour lui», nous déclare M. Max Théret

Lire page 46

Le sort de la forêt amazonienne

Apre débat au Brésil PAGE 3

La conférence de Vienne

MM. Baker et Chevardnadze se retrouveront en mai PAGE 4

La préparation des municipales

■ Histoires de villes : prison tranquille à Ensisheim ■ Le treizième arrondissement de Paris: combat sans tendresse entre M. Quilès et M. Toubon PAGES 12 et 13

Campagne d'information sur le sida

Un message sera adressé à tous les Français

PAGE 15

Le sommaire complet se trouve page 46

L'ENQUÊTE : la communauté internationale et les réfugiés indochinois

Le casse-tête des boat-people

Le problème des réfugiés indochinois, et surtout des boat-people vietnamiens, sait l'objet d'une conférence internationale, du mardi 7 au jeudi 9 mars, à Kuala-Lumpur, en vue de préparer une autre réunion, sous l'égide de l'ONU, en juin à Genève.

de notre envoyé spécial

Baraquements austères, murs coiffés de barbelés et mirador : l'ancien camp mili-taire de Sham-Shui-Po, dans un quartier populaire de Kowloon, a bien le physique de l'emploi ; celui de centre de détention. Que ses pensionnaires soient des réfugiés ne change pas grand-chose à l'affaire.

« Nous sommes débordés », soupire M. Chu, le directeur du camp. On le serait à moins : des locaux conçus pour quelques centaines de personnes en accueillent plus de cinq mille, dont une majorité d'enfants. Au cœur de la ville chinoise surpeuplée et hostile, Sham-Shui-Po est un de ces «abcès» où des milliers

de Vietnamiens, en rupture de patrie, végètent en attendant d'aller refaire leur vie aux Etats-Unis, au Canada ou en Aus-

Un hangar sert de dortoir. Condamnés à la promiscuité, les réfugiés s'entassent par familles entières sur des planches superposées de 1 mètre sur 2. Et Sham-Shui-Po n'est pas le pire! On peut en sor-tir pour travailler et, un beau jour, pour émigrer. Ailleurs, dans les camps vraiment fermés, la vie est verrouillée du matin au soir. Sur l'île de Hei-Ling-Chau, dans un univers qui n'est pas sans rappeler le pénitencier d'Alcatraz, des hommes, des femmes et des enfants croupissent, parfois depuis cinq ou six ans.

Comment tiennent-ils ? - A ceux qui ont tout perdu, il reste l'espoir et la force du rêve ., dit le Père Pierre, un missionnaire français qui les aide. Mais pour ces « naufragés de la liberté » dont l'Occident a longtemps fait si grand cas, en fait de rêve, quel cauchemar ! **ROLAND-PIERRE PARINGAUX.**

(Lire la suite page 6.)

Un entretien avec M. Marc Viénot

« Le métier de banquier commercial exige une totale indépendance »

· La fin de l'opération sur la Société générale marque la véritable privatisation de la banque », estime son président, M. Marc Viénot, dans un entretien accordé au « Monde ». Il affirme que « le métier de banquier commercial exige une totale indépen-

« Vous êtes considéré comme l'un des principaux vainqueurs de la bataille autour du capital de votre banque, peusez-vous qu'il n'y 2, après l'armistice du 23 février,

que des gagants ?

— Il vaudrait mieux parler de paix que d'armistice. Du moins est-ce ainsi que je l'entends personnellement. Tous vainqueurs? Il m'est difficile de me substituer à tous les belligérants pour connaître leurs sentiments profonds. Pour nous, l'accord met fin à un épisode un peu long au cours duquel l'indépendance de la banque a été menacée. L'accord ne met pas en cause cette indépendance mais il l'affirme. Nous ne pouvons qu'en

- Vous avez obtenu le retrait presque total de M. Georges Pébereau, votre assaillant. Est-il le seul perdant?

- M. Pébereau s'était lancé dans une aventure aux apparences d'opération capitaliste classique mais avec des partenaires aux motivations très diverses. Les gestionnaires des fonds publics engagés dans l'opération avaient certainement des objectifs différents de ceux de MM. Dalle, Leven ou Pagézy (1).

» Je doute que l'issue de l'opération soit pour Marceau et la SIGP financièrement glorieuse. Mais il paraît qu'elle a donné une grande notoriété à M. Pébereau et que les affaires vont affluer chez Marceau Investissements.

> Propos recueillis par ERIK IZRAELEWICZ. (Lire la suite page 39.)

Respectivement président du conseil exé-cutif de L'Oréal, président directeur général de Perrier et président de la Compagnie du Midi.

Un livre tonique. Pour donner toutes les chances de succès scolaire à votre enfant.



Geneviève Cattain Antoine

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

L'effet « glasnost » Créateurs, plasticiens, architectes et décorateurs retrouvent les vertus du verre Les folies de l'art déco à Bruxelles Malaise dans la création dramatique Pages 17 à 19

> CAMPUS Le métier d'expert-comptable Pages 27 à 31

Immobilier: Une rubrique d'annonces classées: la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 35 à 37.

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Merce, 5 dir.; Tunisis, 600 m.; Allemagna, 2 DM; Autriche, 20 eth.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,96 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Decemark, 11 kr.; Espagna, 155 pec.: G.-B., 60 p.; Grice, 160 dr.; klanda, 90 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL; Lucembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugel, 140 esc.; Sénégel, 335 F CFA; Suède, 12,60 cs.; Seisse, 1,60 f.; USA (NY), 1,50 \$; USA (others), 2 \$.

Débats



L y a la part de l'évidence : nous sommes en 1989; donc nous célébrons 1789 plutôt que 1793. Il y a la part du subterfuge : célébrer la Révolution en glorifiant la première Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, c'est se réclamer de libertés publiques sur lesquelles tout le monde est d'accord aujourd'hui, que personne ne cher-che plus à disqualifier comme bourgeoises », ce qui permet de s'interroger moins sur les égalités encore déniées, sur les libérations du besoin et de l'ignorance encore à venir : la Déclaration de 1793

conduirait à s'interroger davantage sur les non-acquis. Il y a surtout la part d'une profonde évolution idéologique. Naguère, la Terreur, dont la guillotine était le symbole, se trouvait expliquée, excusée et même glori-fice. Qu'est-ce qu'une Révolution qui ne serait pas sanglante? Les modérés sont obligatoirement des contre-révolutionnaires en puissance. Le sang est signe de grandeur. Dans son roman satirique Travelingue, où le Front populaire se trouvait caricaturé, Marcel Aymé faisait dire à l'un de ses personnages ridicules: « Moi, je considère que la Révolution est faite. Je pense que d'ici quinze jours, nous aurons les quatre ou cinq cent mille cadavres qui sont indispensables pour souli-gner l'œuvre accomplie! ». La for-

mule ne renvoie-t-elle pas au double

BICENTENAIRE

Les crimes de la Révolution française

par ALFRED GROSSER

mémoire farouchement préservée est le silence. Il suffit de garder l'image, de remâcher les chiffres...

Ce qui vous étonnera, ce n'est pas

cette mécanique de la folie, de la

bétise, de la montée en puissance substitutive des tarés et des mêdio-

cres, comme dans la saisie du pou-

voir d'Etat bolchevik, communiste

tiers-mondiste et nazi... Jamais au

cours de notre histoire un tyran

plus haïssable n'a parodié, profané,

dénaturé, les principes dits abusi-

intrinsèquement perverse. Or même

les ouvrages les plus engagés justi-fient mal la comparaison avec

Kolyma et Auschwitz. Et ils ris-

quent de cacher une étude aussi

fondamentale parce qu'à la fois

ample, sereine et humaine comme

celle de Jean-Clément Martin la

Vendée et la France (Seuil 1987)

dont la lecture suggère de toutes autres réflexions comparatives pour

la barbarie massive des Bleus et les

C'est surtout la guerre de Vendée qui doit constituer l'arme absolue dans la lutte contre la Révolution

vement de 1789. »

part, pour les mencheviks de l'autre? La vraie Révolution serait ainsi celle de 1793 plutôt que celle de 1789, celle d'octobre 1917 plutôt que celle qui, au printemps, avait vraiment renversé le tsarisme.

Lénine était trouvé grand parce que successeur de Robespierre. Robespierre était grand parce que prédécesseur de Lénine. Peut-on comprendre Albert Soboul sans cette interinfluence? Or les temps ont changé, ou plus exactement l'air du temps. La grandeur de Robes-pierre a été atteinte par l'après-68 et par la chute de prestige de l'URSS, du léninisme et de l'ensemble du révolutionnarisme répressif et intolérant. C'est un phénomène plus important que l'antisoviétisme frénétique de nombre d'anciens stali-

Le duel larvé pour le pontificat du Bicentenaire s'est sans donte en bonne partie joué là-dessus. Dans la Mentalité révolutionnaire, parue en 1985, Michel Vovelle écrivait encore : « La légende noire des atrocités révolutionnaires a été l'un des thèmes favoris d'une historiographie conservatrice qui n'a pas son dernier mot aujourd'hvi... La Terreur, c'est la peur contrôlée, maîtrisée, fixée dans les limites d'une justice populaire, non plus passive, mais active. Ce n'est plus celle que l'on ressent, panique et irrationnelle, mais celle que l'on inspire à bon escient aux ennemis de la Liberté. » Légende noire, les noyades de Nantes, les fosses dans lesquelles s'abattaient à Lyon les gens de toutes sortes fauchés par la mitraille de Fouché et de Collot d'Herbois? Légende noire, les éradications de villages vendéens?

François Furet a senti la cassure qui était intervenue. Dans la ligne de son évolution personnelle qui

l'éloignait des interprétations éconocrimes des Blancs. Le protestant Pierre Chaunu ne pense-t-il vraimiques et sociologiques et le ment pas aux atroces exterminations conduisait à privilégier des données psychologiques et politiques, il avait écrit dans *Penser la Révolution*, non ordonnées par le Roi et approuvées par le légat du pape? Na-t-il pas sans outrance : « En 1920, Mathiez pris connaissance des livres de Janine Garrisson dont le plus ample, justifiait la violence bolchevique par le précédent français. les Protestants au seizième siècle Aujourd'hui, le goulag conduit à est sorti l'an dernier chez Fayard? repenser la Terreur en vertu d'une identilé dans le projet. - Aller jusque-là, c'est faire la part belle Les éradications de villages « camisards » ne pouvaient être justifiées par les très réels crimes du héros huguenot Jean Cavalier. Pas plus que, en 1945 autour de Sétif et en 1947 à Madagascar, les crimes aux déferlements furieux des antirévolutionnaires d'aujourd'hui. Qu'on lise la préface de Pierre Channu au livre de Jean-François commis par les révoltés n'auraient Fayard, la Justice révolutionnaire di entraîner des massacres de (Laffont, 1987)! « Devant les fours dizzines de milliers de musulmans réputés français et de Malgaches en crématoires éteints d'Auschwitz et les barbelés glacés de l'Archipel du Goulag, le meilleur hommage à la principe paternés par la France.

L'air du tennos pour Condorcet

du propos antirévolutionnaire vienne troubler une atmosphère propice à des réconciliations sans renie Il est désormais permis d'avoir de l'admiration pour l'œuvre de la Convention et du Comité de salut public sans trouver pour autant que les résistances des provinces étaien nécessairement contre-révolution naires. Certes, l'air du temps est à Condorcet et à Sieyès plutôt qu'à Saint-Just dont une promotion de l'ENA ne prendrait plus le nom, pas plus qu'un nouvel André Mairaux cherchant un pseudonyme pour écrire dans le journal d'une nouvelle Résistance. Mais l'époque est propice, recherche historique solide à l'appui, pour le jugement équilibré, pour la justice rendue aux protagonistes - dans la connaiss leurs crimes comme dans l'appréciation de leur œuvre, quand œuvre

C'est cela qui a été rendu possible par la prétendue désidéologisation de la vie intellectuelle chez nous. On fait bien, finalement, de célébrer la Révolution à partir des droits et des libertés de 1789 : c'est à ce titre qu'elle avait déjà rayonné sur l'Europe et qu'elle se remet à rayonner aujourd'hui. Il n'y a qu'à voir comment le Bicentenaire se trouve magnifié en Allemagne. En République fédérale, la sagesse libérale la condamnation de la violence avaient provoqué le rattachement à la Révolution américaine par l'intermédiaire du Français Tocqueville, pendant qu'en France, on glo-rifiait trop l'intolérance répressive en se rattachant à notre Révolution par l'intermédiaire de l'Allemand Karl Marx. Aujourd'hui, l'esprit de

Tocqueville triomphe. Et ce libéralisme souvent chaleureux ne serait pas une idéologie? La glorification des crimes comme bien et même comme mal écessaire n'est enfin plus de saison. Et on peut considérer que, des deux côtés d'un ancien clivage, on accep-tera de regarder avec la même horreur les fosses de Lyon-Ville affranchie et celles remplies en 1871 par les corps des communards fusillés de la même façon. Comme on sem-

ble accepter, à quelques déchaînements près, que notre vie politique, notre société, nos valeurs sociales soient fondées sur ce qui fut révolutionnairement établi en 1789 : la souveraineté populaire prenant la place de la légitimité royale et se ustifiant au moins par la visée de l'égalité de tous et de la liberté pour

« VERSETS SATANIQUES »

Le blasphémateur

par DOMINIQUE JAMET

ES injures faites à un dieu ou à une religion ne peu-vent que blesser les hommes qui vénèrent celui-là ou professent celle-ci. Mais s'imaginer que quelques lignes écrites par une main humaine nt altérer ce qui est inaltérable et obscurcir une vérité révélée, c'est se faire une bien pauvre idée de la divinité et de ia foi. S'agirait-il même d'un crachat, un crachat a-t-il jamais souillé les étoiles ? Tout au plus

S'instituer le vengeur du dieu que l'on décrète offensé (sans que celui-ci ait exprimé, à notre connaissance, la moindre demande en ce sens), c'est supposer que le créateur de l'univers, tel don Diègue, aimerait punir l'offenseur mais n'en aurait pas la force. Une telle

risque-t-ii de retomber sur celui

conception est deux fois insul-

L'imam Khomeiny se dit le serviteur de Dieu. Mais de quel dieu ? Tout indique que le sinistre visillard qui a déjà envoyé à la mort des centaines de millie d'Iraniens coupables de le défier ou assez innocents pour le suivre a créé son dieu à son image. L'Aliah de l'ayatoliah est selon toute apparence un être mes-quin, cruel, vindicatif, probablement chauve, enturbanné et barbu, un pied dans la tombe où il a peur de coucher seul.

Qui donc offense le plus gravement Dieu, du plaisantin Rushdie ou du prêtre arrogant qui, parce qu'il ignore lui-même le perdon, ose dépouiller Allah de son plus beau sumom : le teur, c'est lui.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le professeur, le politique, le magistrat

par DOMINIQUE ROUSSEAU (*)

OUS les trois ans, le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat doivent, chacun, nommer un membre du Conseil constitutionnel. Moment toujours attendu avec grand intérêt tant cette institution est devenue l'élément central de notre système constitutionnel par le pouvoir qui lui est reconnu de sanctionner les lois votées par le Parlement qu'elle juge contraires à la Constitution, à la Déclaration de 1789 et au Préambule de 1946. Quel est donc le nou-veau Conseil 1989? Les choix faits, qui s'inscrivent dans une certaine continuité, semblent dessiner un

Conseil à majorité de juristes. Régulièrement « on » regrette l'absence des femmes : régulièrement des noms féminins circulent : Mme Grévisse, M™ Rozes ...; régulièrement des bommes nomment des hommes. Comm si les femmes avaient acquis le droit de concourir à l'élaboration de la loi mais pas encore celui de la contrôler. Il faut donc à nouveau regretter et attendre... la prochaine fois.

L'absence de nomination de membre du Conseil d'Etat confirme la tendance engagée au moment du départ, en 1986, d'André Ségalat et Paul Legatte. L'autonomie du Conseil par rapport à son voisin peut s'en trouver renforcée, même si la présence d'un éminent conseiller d'Etat an poste-cié de secrétaire général permet encore d'assurer la liaison entre les deux ailes du

Palais-Royal. Comme de Gaulle et Pompidou, le président de la République a nommé une personnalité proche de lui et les présidents des assemblées des hommes pris dans les professions juridiques, même si l'amitié politique n'est pas absente de leur choix; on notera cependant une rupture : les amis d'Alain Poher sont anjourd'hui ceux de Charles Pasqua. Mais, au total, la continuité est respectée : un professeur, un politique et un juge s'en vont et sont remplacés par Jacques Robert profes-seur, Maurice Faure homme politique et Jean Cabannes magis-

Si le nouveau Conseil ne se féminise pas, il rajeunit; la moyenne d'âge passe en effet de soixantequatorze à soixante-huit ans. Sans doute ne peut-on parler de mélange de générations, et François Luchaine reste tonjours le plus jeune conseiller nommé en 1965 à quarantosix ans. Mais les dernières désignations « détachent » au sein des neuf « sages » un groupe de quatre conseillers dont l'âge est compris entre soixante et soixante-

Pour la première fois, le Conseil accueille, à l'exception des extrêmes, des représentants, à parts égales, de chaque famille politique; deux anciens MRP, deux proches du RPR, deux issus du courant idées socialistes et un membre « sans étiquette » mais nommé par Laurent Fabius. Pour la première fois aussi, les membres désignés par la gauche sont majoritaires – cinq contre quatre, - ce qui ne peut conduire, sauf à méconnaître le fonctionnement réel de l'institution, à affirmer que la gauche est désormais majoritaire au Conseil.

Plus important peut-être est d'observer que le nouveau Conseil comprend en majorité des juristes : six, dont trois professeurs, sur neuf. les « politiques » n'étant plus que trois et les anciens parlementaires passant de six à quatre. Et s'il faut réintroduire l'élément politique dans le « groupe des six », on constate, là, que deux seulement ont été nommés par la gauche. L'activité du Conseil sera-t-elle profondément modifiée ou influencée par la place ainsi faite aux professionnels du droit? Question classique et réponse difficile, car il n'est toujours pas interdit à un juriste d'avoir ou de défendre des opinions politiques. Ni à un homme politique d'appuyer son raisonnement sur de forts arguments juridi-

* Professeur à l'université de

BONHEUR

ACE à un univers illimité.

d'une raison cruelles

limitée. Pas étonnant que nous

sovons tentés par des recours

non rationnels : la religion en est

le plus répandu dans le temps et

de plus fasciné. L'essentiel de

notre culture judéo-chrétienne est

chaos initial, d'où surgit le

monde : le modelage de l'homme

en argile; son animation par

insufflation divine. Plus tard, le

judalisme, puis le christianisme

affirmerent leur spécificité, mais

elle est déjà en esquisse dans le

pharaonisme. Quelques siècles

avant Salomon, Aménophis III

ordonne d'aimer son prochain; le

pharaon est un homme-dieu.

médiateur commode auprès de

son père céleste : le souffle divin

déjà le Saint-Esprit ?

féconde une vierge : n'est-ce pas

La religion est une réorganisa-

intelligible. Afin de transcender le désordre et la terrifiante opecité

de la mort, l'Egypte ancienne édi-

Je reviens d'Egypte, une fois

dans l'espace.

nous ne disposons que

Le recours

par ALBERT MEMMI

Les détails de ces constructions, fruits de l'ingéniosité taire. Il avait zort sur le fond : tout rite est un exorcisme et une manière de maîtriser l'angois

Tous les jours, devant l'Arche sainte (dejà), de vrais repas sont offerts à un dieu en pierre. Mais c'est pour saluer le retour de la lumière, après les ténèbres, dont rien ne garantit que l'on sortire. Lorsque les francs-maçons,

ces religieux modernes, ont voulu célébrer notre lien, éprouvant et rassurant, avec le cosmos, ils n'ont su que reprendre l'antique rituel. Je ne suis pas sur que les organisations politiques procèmalisme, référence à des hommes-symboles, qui résument et cimentent la communauté.

Durant des millénaires, les prêtres égyptiens, gestionnaires de l'angoisse collective, ont refait les tion de l'univers pour le rendre mêmes gestes, répété les mêmes nement apaisante. La philocalie chrétienne recommande la prière continuelle ; les soufis musulmans

nom d'Allah; les adeptes de Krichna, une courte invocation. Ainsi pris en charge, l'esprit est diverti de ses tourments.

Alors tout est bien ainsi? Out Notre insatiable soif de certi-

tude, exigeant une foi absolue, nous rend exclusifs et tyranniques. Une double tentation nous coercition spirituelle, et le cléricalisme, qui est main-mise sur le pouvoir afin d'assurer cette coercition.

Or l'anthropologie la plus rapide nous enseigne la modestie et la tolérance. La religion ne se démontre pas ; sa vérité n'est pas dans ses raisons, mais dans le basoin que l'on a d'elle. D'où la vanité des disputes religieuses. Il est vain de vouloir imposer à autrui ce qui ne lui convient pas : on réveille son angoisse et on suscite sa violence. Les prêtres de Thèbes, affolés devant le monoeisme précurseur d'Akhénaton,

lui ant brisé les reins. Nous nous battons pour nos différences, c'est-à-dire pour du notre égale fragilité; et, malgré soyons raisonnablement irration-

fia une fabuleuse réplique du monde des vivants. psalmodient inlassablement le **BILAN ECONOMIQUE** ET SOCIAL Le Bilan économique, véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde, rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économi-Le Monde ques de l'année dans leur environnement social et politique.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde Edité par la SARL le Monde

André Foutaine, cteur de la publication

Anciens directeurs:

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,

Société anonyme des lecteurs du *Monde*,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Coréducteur en chef : Claude Sales

ABONNEMENTS

PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ert Reuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

7. RUE DES ITALIENS, **75427 PARIS CEDEX 09**

Tél. : (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650672 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

da • Monde • 7, c des instin PARIS-Di sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des ionmanz et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

TH: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 296 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** TéL: (1) 42-47-98-72

THE FRANCE MENGLIS SUSSE 3 ==== 365 F 399 F 700 F 584 F á 729 F 762 F 972 F 1 400 F 9 1630 F 1009 F 1404 F 2040 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

1m | 1300 F | 1380 F | 1800 F | 2650 F

PORTAGE: pour tous renseigneme tél: 05-04-03-21 (numéro vert)

provisoire: nos abomés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

3 mois
6 mois
9 mois 🗆
1 au
Nom:
Prénom:
Adresse:
Code postal:
Localité :
, Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

حكذا من الأصل

Mobilisation internationale pour la protection de la nature

Au Brésil, le sort de la forêt amazonienne suscite un âpre débat

RIO-DE-JANEIRO De notre correspondant

Il y avait l'inflation, la dette extérieure, il y a maintenant l'Amazonie. Le sort de la plus grande forêt tropi-cale du monde donne des migraines au gouvernement de M. José Sarney. Non pas qu'il s'inquiète outre mesure à ce sujet, ce qui lui déplaît c'est le bruit que sa destruction suscite à l'étranger, et les pressions qui en résultent pour y mettre un terme. Il se plaint d'être victime d'une campagne internationale », voire d'un complot contre la souveraineté du Brésil. Au Parlement, la droite s'est emparée de l'affaire et demande la formation d'une com-mission d'enquête. Les militaires ne disent rien publiquement, mais on sait qu'ils s'enervent.

C'est le ministère des relations extérieures qui a donné le ton. A en croire son secrétaire général, M. Flecha de Lima, jamais le Brésil n'a été l'objet de tant de « pressions ». Celles-ci n'avaient pourtant pas manqué à l'époque du régime militaire, dans les années 70, pour faire cesser les tortures et les assass de prisonniers politiques. Au dixneuvième siècle, c'est une campagne du même genre qui avait été menée par l'Angleterre en faveur de l'aboli-tion de l'esclavage.

Ce qui gêne aujourd'hui Brasilia, c'est l'activisme des écologistes, surtout américains. Ces derniers multiplient les démarches auprès de Washington, ainsi que des organismes de financement multilatéraux, afin de bloquer les crédits qui pourraient servir à des projets nuisi-bles à l'environnement. Ils ont parfois gain de cause. L'un des plus critiqués parmi ces projets est celui d'une route qui doit relier Rio-Branco, dans l'Acre, à la côte péruvienne. On craignait, aux États-Unis, qu'un crédit de 1,5 milliard de dollars promis par le Japon ne lui soit destiné – au moins en partie. Le gouvernement de Tokyo vient d'annoncer qu'il n'en serait rien; et celui de Washington a laissé enten-dre qu'il avait pesé sur cette déci-

Les réactions à Brasilia sont celles du nationalisme outragé. « On veut bloquer le développement du Brésil ., affirme M. Flecha de

Une surface supérieure à celle de la Belgique détruite chaque année

Il est difficile de mesurer, avec précision, la dévastation de l'Amazonie brésilienne, tant les spécialistes sont en désaccord à ce sujet. Ils disposent des mêmes données : les images fournies depuis 1985 par un satellite américain. Mais ils les interprétent différemment. Selon M. Alberto Setzer, de l'Institut national de recherches spatiales de Sao-José-dos-Campos, près de Sao-Paulo, 205 000 kilomètres carrés ont brûlé en 1987, soit une superficie équivalant à celle de la Grande-Bretagne. Le phénomène se serait répété l'an dernier. Au total, selon M. Setzer, 12% environ de la forêt amazonienne brésilienne auraient été perdus depuis que les quei-mades (les incendies) ont com-

Les contestations portent d'abord sur le champ de l'étude. La forêt proprement dite s'étend sur 3,6 millions de kilomètres carrés, soit 42% du territoire brésilien. Mais le nom d'Amazonie est aussi donné à ce qui est, en fait, la pré-Amazonie, région de végétation moins luxuriante, où les incendies observés en 1987 concernaient des zones exploitées depuis longtemps (la

A l'Institut national de recherches sur l'Amazonie, situé à Manaus, les estimations sont plus modestes. L'écologiste américain Philip Fearnside, colla-borateur de l'institut, estime, à partir des mêmes images de satellite, que 35000 kilomètres carrés de forêt ont été détruits en 1987, et autant l'an demier, soit chaque fois « une surface supérieure à celle de la Belgique ». Au total, selon lui, 400 000 kilomètres carrés ont été dévastés jusqu'à présent, dans la forêt et dans les zones de cerrado (savane) : ce qui correspond à 8 % de la région.

« Un zoo humain » L'une des propositions les plus discutées est celle que plusieurs ministres européens ont présentée

Lima. « On veut faire de notre pays

une réserve écologique. assure le ministre des relations extérieures, M. Abreu Sodré. Pour mobiliser

l'opinion, les autorités prêtent aux accusateurs l'intention d'« interna-

tionaliser » l'Amazonie sous pré-

texte de la sanvegarder. M. Michel

Rocard se voit classer parmi ces

indésirables, pour avoir proposé, si l'ou en croit la presse locale, de

confier à une organisation suprana-tionale le soin d'« administrer » la

récemment : le Brésil a une grande forêt tropicale et aussi une grande dette extérieure, pourquoi ne pas lier les deux questions ? Il s'agirait, pour les pays créanciers, d'utiliser une partie de l'argent qui leur est dû dans des actions ponctuelles de sau-vegarde. Le projet se heurte ici à un non » catégorique des militaires et du chef de l'État, qui disent qu'aucune partie du territoire ne peut faire l'objet de marchandage.

Les arguments les plus variés fleurissent à Brasilia pour répondre favela de Rio, mais qui occupent un territoire vingt fois plus grand que celui accordé aux indigènes des Etats-Unis ».

Bref, les nationalistes outragés font feu de tout bois en faveur de ce ont feu de tout bois en laveur de ce qu'ils appellent le « développe-ment » de l'Amazonie. C'est an Bré-sil, certes, de décider ce qu'il doit faire chez lui. Mais la défense de la les crimes commis contre l'écologie et les habitants de la région.

Déboisement sauvage, travail-leurs agricoles assassinés ou réduits au servage, Indiens spoliés ou victimes d'aventuriers : la liste des méfaits est conque et s'allonge tous les jours. Le plus souvent, la forêt est détruite pour céder la place à des pâturages. Les « grands projets » encouragés par l'Etat depuis quinze ans, avec subventions et exemptions fiscales, visent à créer en Amazonie des exploitations de plusieurs dizaines de milliers d'hectares destinées à « faire du boenf ». Politique désastreuse, aux yeux des spécia-listes : l'élevage pratiqué étant extensif, il faut 2 ou 3 hectares par tête de bétail. Autrement dit, pour produire 200 kilos de viande, on sacrifie 20000 ou 30000 mètres carrés d'un patrimoine naturel uni-que au monde. A la violence contre la nature s'ajoute celle qui s'exerce

fait existe déjà, encouragée par l'Etat. C'est ce qu'un écologiste renommé, M. José Lutzemberger, fait remarquer en dénonçant le « chantage nationaliste » exercé par les autorités: le capital étranger contrôle nombre de compagnies d'élevage et de sociétés minières de

Les défenseurs de la nature ne plaident pas pour l'immobilisme, mais pour une mise en valeur rationnelle de l'Amazonie, appuyée sur des études préalables. Celles-ci montreraient que « les seuls endroits utilisables pour la culture ou l'élevage sont les terres d'alluvions, et les zones pré-andines, de caractère sédimentaire, de l'Ouest amazo-nien », dit M Garrido Filha, géographe. Ailleurs, il faudrait réserver la forêt aux activités d'extraction.

L'exemple le plus connu de l'occupation irrationnelle de la forêt est celui de la Transamazonienne, cette route tracée d'est en ouest dans les années 70 pour y amener la civilisation et soulager le Nordeste surpeuplé au profit de la jungle déserte. Plusieurs milliers de kilomè-tres ont été déboisés, et d'énormes crédits engloutis, pour construire une voie de communication qui s'est révélée très vite impraticable à cause des pluies.

M^{me} Thatcher annonce que Londres va doubler sa contribution

LONDRES

de nos envoyés spéciaux

Me Thatcher a suscité des rires lors de la conférence de presse qui clôturait, mardi 7 mars, la réunion internationale sur l'ozone, lorsqu'elle a sèchement réprimandé son ministre de l'environnement, M. Nicholas Ridley. A notre question sur le montant de la participation de son pays au Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) (1), la « dame de fer » l'environnement

a répondu : « Cette participation va doubler, passant de 1,5 à 3 millions de livres. - - Je ne crois pas que ce soit le bon chif-fre », lui a glissé à l'oreille M. Ridley, qui se trouvait à ses côtés. Ce dernier avait parlé suffisamment fort pour être entendu de tous les journalistes.

Calmement mais fermement, M™ Thatcher a alors élevé la voix pour dire à son intention, et pour la salle entière : « Vous feriez mieux de compter 1,5 million de livres tout de suite pour que le double puisse saire 3 millions. Cela vous apprendra à me donner des chiffres faux. » Cette polémique interne au gouvernement britannique a beaucoup réjoui l'audi-

Le contexte est le suivant: Ministre de l'environnement. M. Ridlev est en réalité plus favorable aux thèses des industriels qu'à celles des écologistes. Il est très critiqué depuis des mois pour avoir subrepticement commencé à lotir la « ceinture verte » qui entoure Londres. M. Ridley est ultra-conservateur... en politique et en économie, mais pas en protection de la nature, espaces verts compris.

Cette rebuffade de M™ Thatcher a détendu l'atmosphère à la fin d'une conférence par définition très technique. Elle a aussi considérablement embarrassé M. Ridley. Celui-ci n'aime pas beaucoup verser de l'argent à l'ONU pour défendre l'environnement. Il a eu le tort de donner à penser que Mais Thatcher se trompait dans ses additions et ses multiplications.

< Aucune concurrence >

Le Royaume-Uni contribue actuellement pour 1,5 million de livres (environ 16 millions de francs) au PNUE. Cette somme va être multipliée par deux. M≖ Thatcher l'a annoncé mardi, et il n'y a pas de raison de mettre sa parole en doute. M. Ridley était-il au courant?

M= Thatcher a, d'autre part, déclaré que son pays ne serait pas représenté lors de la prochaine réunion internationale sur l'environnement qui a lieu, samedi 11 mars, à La Haye. « Nous n'irons pas à la conférence de La Haye parce que celle-ci a pour but de créer une nouvelle institution. Nous estimons qu'il y en a dėjà assez. Nous ne croyons pas

beaucoup à la création de novveaux organismes... > a-t-elle souligné.

Y a-t-il concurrence entre la conférence de Londres qui s'est achevée mardi et celle de La Haye à laquelle MM. Mitterrand et Kohl doivent se rendre? - Pas du tout, affirme Mme Thatcher, il n'y a aucune concurrence. »

Pour Mme Thatcher, la conférence de Londres a - dépassé tous ses espoirs. > Au départ, la conférence s'était fixé « trois buts principaux : augmenter la prise de conscience de l'opinion mondiale, engager les processus concrets qui arrêteront les dommages faits à la couche d'ozone, renforcer les organisations internationales existantes, en particulier le

Le protocole de Montréal

Mme Thatcher, dans son discours de clôture, a comparé avec humour notre connaissance de la couche d'ozone à un seau dont nous ne savons ni la grandeur, ni la capacité, ni le débit de ses fuites et de son remplissage, mais dont nous voulons savoir le nombre de litres d'eau ou'il contient. Mais les incertitudes sur les mécanismes de création et de destruction de l'ozone sont une incitation à intensifier les recherches et ne doivent pas retarder les décisions concrètes.

Il faut que tous les pays adhèrent au protocole de Montréal (2), et que chaque consommateur change ses habitudes pour réduire son usage personnel des CFC. Mais le premier ministre britannique comprend que la recherche et la mise sur le marché de produits de substitution prendront du

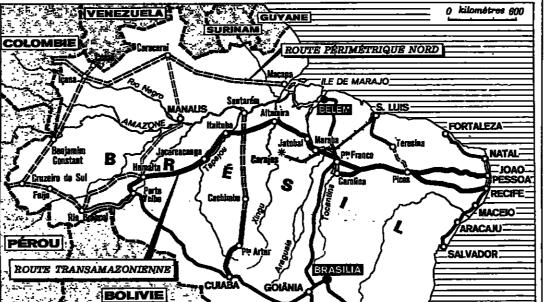
M∞ Thatcher reconnaît qu'e il serait intolérable que les pays déjà industrialisés qui ont causé la plus grande partie des problèmes auxquels nous sommes confrontés en fassent payer le prix aux autres. » Elle a conclu en soulignant le fait que « nous devons transmettre un patrimoine sain à nos petits-enfants et aux notre devoir. »

DOMINIQUE DHOMBRES et YVONNE REBEYROL.

(1) Le Programme des Nations unies pour l'environnement, que dirige le docteur Mostafa K. Tolba, a un bud-get de 315 millions de francs, alimenté got de 315 minions de francs, alimenté uniquement par des contributions volontaires. Avec 44,1 à 63 millions de francs — bientôt plus, probablement, — les Brais-Unis sont le plus gros donateur.

(2) Les trente-quatre pays qui ont ratifié le protocole de Montréal consomment 85 % des CFC. Vingt pays supplémentaires ont annoncé à Londres leur intention d'adhèrer au protocole.

● ERRATUM. - Le directeur de la chimie fine et des spécialités d'Atochem s'appelle Maurice Verhille l'avons écrit dans le Monde du



à la « campagne » de l'étranger. Un chroniqueur politique très connu, Carlos Castello Branco, en a donné ument un échantillon. Derrière les campagnes des écologistes, écrit-il dans le Jornal do Brasil, on a l'impression que se cachent de puis-sants intérêts. Si les Etats-Unis ne veulent pas de la route Rio-Branco-Pérou, ce n'est pas par souci de la forêt, mais pour protéger leurs exploitants agricoles, qui seraient concurrencés par les producteurs brésiliens de soja et de bois si ceuxci avaient un accès direct au Pacifi-

Carlos Castello Branco écrit qu'en prétendant défendre les Indiens « on veut faire de l'Amazo-nie un zoo humain, destiné à la distraction du monde développé ». Des Indiens, précise-t-il, « dont le nom-bre n'atteint même pas la moitié de la population de la principale

défricheurs de la forêt sont les posseiros, les paysans sans terre qui ouvrent des clairières pour pratiquer leurs cultures de subsistance; mais ils sont chassés manu militari par les milices privées des grandes com-pagnies, qui les utilisent ensuite comme main-d'oeuvre quasiment

« Chantage nationaliste »

Les écologistes brésiliens accueillent avec reconnaissance les pressions de leurs homologues étrangers. Beaucoup de journaux en font autant, et se moquent des hauts cris du gouvernement ; ils ne croient pas au risque d' - internationaliser »
l'Amazonie, au sens où l'entend ce

L'aventure a été répétée avec la Périmétique Nord, et interrompue quand près de 1 000 kilomètres avaient été déjà construits. A Maraba, près du plus grand gise-ment de fer du monde, celui de Carajas, des entreprises brûlent les carajas, des entreprises bruten les arbres pour fabriquer 2 000 tonnes de charbon végétal par jour et pro-duire des gueuses de fonte destinées à l'exportation!

Le gouvernement de Brasilia n'a pas engagé de discussion véritable sur le type de développement sou-haitable pour l'Amazonie. Peut-être le fera-t-il à la faveur de la « campagne internationale » qu'il dénonce aujourd'hui. En attendant, il profite des contradictions entre savants sur les dimensions du saccage pour en minimiser la portée - voire pour le nier, tout simplement.

CHARLES VANHECKE.



Diplomatie

Après leur première rencontre de Vienne

MM. Baker et Chevardnadze se retouveront à Moscou en mai



VIENNE de notre envoyée spéciale

C'est à Vienne que M. Chevardnadze avait fait ses adieux à M. George Shultz en ianvier, c'est à Vienne qu'il a eu, mardi 7 mars, son premier entretien avec le nouveau secrétaire d'Etat américain. M. James Baker. On n'a cependant pas l'impression que le carrousel des relations américano-soviétiques ait été relancé au même rythme que sous le président Reagan.

· L'administration américaine, de toute évidence, a encore besoin de temps », disait à la sortie de cet entretien de près de deux heures, M. Chevardnadze, à qui l'on deman-dait quand allaient reprendre les négociations sur les armes stratégiques. Et M. Baker espérait, pour sa part, que l'examen de ce dossier entrepris par la nouvelle administration serait terminé vers la fin du mois d'avril. D'un sommet Bush-Gorbatchev, il n'est pour l'instant pas question. M. Baker en reparlera avec son homologue soviétique quand il le reverra à Moscon dans la

Sur le fond, le climat ne semble pas non plus être à l'euphorie, mais à une prudente expectative du côté américain. Les deux hommes se sont certes félicités qu'une nouvelle négociation sur les armements classiques s'engage à Vienne, mais M. Baker ne paraît pas couloir laisser l'URSS se reposer sur les lauriers passés du gorbatchévisme. La perestroïka?

Elle est « bénéfique pour les Soviétiques et le reste du monde, mais son succès dépend des Soviétiques nes, pas de ce que nous pouvons faire ». Les droits de l'homme? « Beaucoup de progrès ont été faits jusqu'en décembre, mais peu depuis », dit M. Baker.

Les conflits régionaux? De « bons progrès » ont été réalisés aussi dans le passé, mais, a ajouté le secrétaire d'État américain, « nous attendons que la nouvelle pensée soviétique se manifeste aussi au Moyen-Orient, en Amérique cen-trale, dans la corne de l'Afrique. Nous voulons des actes, pas seulement de la rhétorique ».

ll a notamment demandé à M. Chevardnadze que l'URSS réduise son assistance militaire au Nicaragua, et il lui a exprimé ses « réserves » quant à l'idée d'une grande conférence internationale sur le Proche-Orient. Une telle conférence, « sous les projecteurs des télévisions, pourrait hypothéquer des possibilités plus prometteuses. La paix ne viendra que de négocia-tions directes entre Israéliens et Palestiniens », a dit le secrétaire

Il avait tenu le même langage lundi aux ministres français, espagnol et grec des affaires étrangères. qui lui rendaient compte des contacts qu'ils ont pris récemment au Proche-Orient au nom de la CEE. M. Dumas a pu mesurer, d'autre part, lundi soir, lors d'un entretien à l'ambassade de France,

l'intérêt nouveau du ministre soviétique pour cette région, qu'il s'agisse du conflit israélo-palestinien, de la situation au Liban ou du problème de l'accumulation des arme

Proche-Orient, que l'URSS paraît

Le ministre français a eu également des entretiens avec ses bornologues chypriote, allemand, autrichien et tchèque. Il s'est inquiété auprès du ministre tchèque du sort de Vaciav Havel, le dramaturge aujourd'hui emprisonné, que lui-même et M. Mitterrand avaient rencontré lors de leur récente visite à

Dans son intervention mardi, à la cérémonie d'ouverture des négociations sur les armes conventionnelles. M. Dumas a insisté sur l'insertion de ces négociations dans l'ensemble du processus d'Helsinki, « la France, at-il dit, est et restera parfaitement solidaire de ses alliés, mais elle n'hésite pas à dire qu'on ne peut appréhender la réalité de l'Europe à travers le seul prisme des alliances. C'est entre les Etats d'abord, et non pas entre les blocs qu'il s'agit de nouer des relations plus sûres et plus confiantes », a ajouté le ministre français, qui n'a - nullement exclu - d'élargir un jour aux trentecinq pays européens, avec les neu-tres et non-alignés, la négociation de désarmement ouverte aujourd'hui entre les vingt-trois membres des

CLAIRE TRÉANL

Amériques

ÉTATS-UNIS: accusé d'inaction

M. Bush demande qu'on le juge « sur les faits et non sur des impressions »

WASHINGTON

de notre correspondant

- Il n'y a pas de malaise, nous ne sommes pas à la dérive » : c'est un George Bush sur la défensive qui s'est efforcé de dissiper, au cours d'une conférence de presse « impro-visée », mardi 7 mars, l'impression que son administration n'est pas par-tie du bon pied, ou plutôt qu'elle fait

Même si, pour une part, elle relève de la méthode Coué, la réacreive de la metrode Coue, la reac-tion du président était sans doute nécessaire, alors que l'on recom-mence à se poser des questions à Washington sur les qualités de juge-ment ou d'imagination de M. Bush, et qu'apparaissent dans la presse des commentaires sur le thème : Rencommentaires sur le thème : Rea-gan, au moins, savait ce qu'il voulait et avait démarré beaucoup plus vite.

Tentant de balayer les critiques selon lesquelles « il ne se passe rien », M. Bush a affirmé : « Il se passe beaucoup de choses, des bonnes et des moins bonnes. • Il faiait apparemment allusion à l'« affaire Tower », qui empoisonne les débuts de sa présidence et compromet l'avenir de ses relations avec les démocrates qui contrôlent le Congrès. Sur ce terrain au moins, les derniers jours ont d'apporter à la Maison Blanche un certain réconfort, puisque deux sénateurs démocrates ont annoncé leur intention de voter pour la confirmation de M. John Tower au poste de secré-taire à la défense. Mais les chances de succès restent très minces, l'atmosphère au Sénat est toujours aussi électrique, et ce pénible débat portant sur les travers supposés du au-delà de la fin de cette semaine. C'est dire qu'on n'a pas fini de reprocher à M. Bush de ne pas tenir compte des • réalités politiques », et de tourner la page pour s'occuper d'autre chose.

M. Bush s'est efforcé de prendre les choses sur le ton de la plaisanterie: « J'ai parlé au téléphone avec un type de Lubbock (une ville du Texas), et il m'a dit: « Ici tout le - monde pense que les choses vont - magnifiquement blen. - C'était aussi, de la part du président, une façon de reprendre à son compte un

thème dont M. Reagan fit grand usage: Washington n'est pas le pays réel, ce qui fait grand bruit dans la capitale ne trouble nullement le public américain.

Mais M. Bush a tout de même estimé nécessaire de faire l'inven-taire de ce qu'il a fait depuis son entrée en fonctions. Il a en particulier cité son plan de sauvetage des lier cité son plan de sauvetage des caisses d'épargne, son budget (que les démocrates apprécient de moins en moins à mesure qu'ils l'examinent de près) et « un voyage à l'étranger plein de substance » (il s'agit de sa tournée au Japon, en Chine et en Corée du Sud) qui lui a permis de procontrer « les représentants de rencontrer « les représentants de

dix-neuf pays ... Le président s'est aussi défendu d'avoir pris du retard dans le processus de nomination de toute une série de responsables de rang intermédiaire, et il a réaffirmé sa « totale confiance » en M. John Sununu, le secrétaire général de la Maison Blanche. Ce dernier, qui n'a pas, loin de là, que des amis à Washington, est souvent tenu pour respon ble des débuts claudicants de la nou-velle administration.

Trêve de soixante jours

M. Bush a aussi confirmé son intention de ne pas intervenir, pour le moment, dans le conflit qui oppose une partie du personnel au sol d'Eastern Airlines à son propriétaire Frank Lorenzo, et qui a conduit en quelques jours la compa-gnie, malade depuis longtemps, an bord de la banqueroute, et mis la quasi-totalité de ses trente mille employés en chômage technique. Cette « inaction » du président suscite beaucoup de critiques au Congrès, où les démocrates prépa-rent une résolution qui mettrait M. Bush en demeure de décréter une « trêve » de soixante jours dans le conflit social pour favoriser la recherche d'une solution. (la Maison Blanche fait valoir que le conflit dure depuis dix-neuf mois, et laisse entendre qu'il vaut mieux vider

l'abcès).

miné à la fin avril) : pas question donc de se laisser « paniquer » par ceux qui lui reprochent de n'avoir pas formulé à ce jour « de nouvelles propositions audacieuses ». Le pré-sident a aussi fait valoir que le secré-taire d'Etat James Baker était entré en contact avec les responsables de tons les pays de l'OTAN, et venait d'avoir à Vienne une «rencontre fructueuse» avec le ministre soviéti-que des affaires étrangères, M. Che-

M. Bush est donc tout à fait « à l'aise », il le dit. Mais il est douteux que cette conférence de presse ait suffi à redonner à sa présidence l'élan qu'elle semble avoir déjà perdu. Il faudrait pour cela un pen plus que des mots, et M. Bush le sait certainement qui a déclaré l'incertainement, qui a déclaré lui-même mardi : « Le peuple améri-cain juge sur les faits, non sur des impressions. » A condition que les faits ne se laissent pas trop désirer. JAN KRAUZE.

Le chef du Parti républicain contraint à démissionner de l'université noire de Washington

Nouveau coup dur pour le prési-dent américain : le chef du Parti républicain, M. Lee Atwater, qui fut aussi le directeur de la campagne présidentielle du candidat George Bush, a dû démissionner, mardi 7 mars, de ses fonctions au conseil de tutelle de l'université Howard à Washington, la plus grande université noire du pays. Des centaines d'étudiants avaient investi les locaux de l'université et réclamaient le départ de M. Atwater, qui, à leurs yeux, avait mené une campagne « teintée de racisme » à l'automne

Les républicains avaient massive-ment utilisé à l'époque dans leurs spots télévisés l'exemple d'un détenu noir du Massachusetts, Willie Horton, auteur d'un nouveau meurtre lors d'une permission, pour critiquer le « laxisme » du gouverneur démocrate de l'Etat, M. Michael

Bucarest accepterait de recevoir une mission de la commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE

La délégation roumaine à la comsion des droits de l'homme de l'ONU a fait savoir en privé, dans la soirée du mardi 7 mars. à la délégation française que son pays était d'accord en principe pour recevoir à Bucarest une commission d'enquête - comme l'avait fait Cuba l'an dernier, - mais elle n'a fourni aucun détail sur la liberté d'action dont

• Une assemblée générale sur coopération économique en 1990. — L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé, mardi 7 mars, la convocation d'une session spéciale consacrée à la coopération économique internationale en avril 1990. Cette décision, acquise par 123 voix et 1 voix contre (Etats-Unis), est due à une initiative des pays en voie de développement.

La conférence, prévue du 23 au 27 avril 1990, aura pour objet d'exa-miner les problèmes prioritaires de l'économie mondiale, en particulier celui de la reprise de la croissance et du développement dans les pays du tiers-monde. -- (AFP.)

une telle mission pourrait disposer. Il est probable que la commission ne

les Etats-Unis. - La Chine a pro-testé, mardi 7 mars, contre les res-

de notre correspondante

donnera suite à cette proposition que si des assurances plus précises lui sont fournies par les représentants roumains présents à Genève. Comme nous l'a fait remarquer un diplomate, « si c'est pour aller en

autocar admirer les progrès de la construction du nouveau palais du président Ceausescu, ce n'est pas la Protestation chinoise contre

depuis un peu plus d'un mois par les Etats-Unis aux fonctionnaires chinois des Nations unies ainsi qu'à leurs familles, et demande la levée de ces sures, que le délégué américain, Mª Patricia Byrne, a justifiées par des raisons de « sécurité nationale ». fonctionnaires affectés ne peuvent voyager, sauf permission préa-lable, que dans un rayon d'une quarantaine de kilomètres autour de New-York. Des mesures similaires frappaient déjà depuis plusieurs années les fonctionnaires de l'ONU des pays d'Europe de l'Est. - (AFP.)

Le troisième sommet francophone aura lieu à Dakar le 24 mai

M. Jean-Paul Hubert, ambassa-deur du Canada au Sénégal et prési-dent, depuis avril 1988, du Comité international du suivi des sommets francophones, a mardi 7 mars à Paris, tenu une conférence de presse pour faire le point de la préparation de la troisième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement franco-

Ce sommet aura lieu à Dakar du 24 au 26 mai. Il sera précédé, le 22 mai, toujours dans la capitale sénégalaise, d'une rencontre des ministres des affaires étrangères des nations utilisant le français. Les chefs de diplomatie se seront, aupa-ravant, rencontrés à Paris les 30 et

Depuis le sommet de Québec, en septembre 1987, le Comité du suivi s'est réuni dix-huit fois, générale-ment à Paris, mais aussi à Tananarive et à Marrakech, Madagascar et le Maroc ayant sonhaité, en accueillant chacun une de ces réunions, marquer leur intérêt grandissant

français. Les premiers Jeux francophones du sport et de la culture se déronieront d'ailleurs à Casabianca du 8 au 22 juillet. Enfin, un Forum francophone des affaires sera organisé à Dakar en mai, avant le som-

M. Hubert a indiqué que d'ici la conférence de Dakar, quelque 80 % des projets (d'un montant total de 360 millions de francs) mis sur pied à Québec scraient réalisés ou en voie de l'être, ainsi que M. Alain Decaux, ministre délégué à la fran-cophonie, l'avait promis il y a quelques mois. Certaines décisions, mme celle d'attribuer une aide particulière au Liban, sont cependant restées lettre morte : une somme d'environ 6 millions de francs a bien été dégagée pour ce pays, mais elle n'a pu être utilisée

Naplouse sous couvre-feu

de notre correspondant

«Le prix à payer sera lourd», avait annoncé le général Dan Shormon, chef de l'état-major, après le meurtre d'un soldat israélien à Naplouse (nord de la Cisjordanie), le 24 février demier. Vraisemblablement attiré dans une embuscade au fond d'une ruelle de la casbah, le parachu-tiste Berryamin Meisner fut tué par un lourd bloc de pierre lancé depuis un toit. C'était un réser-

viste ; il avait vingt-trois ans. Depuis, la ville est sous couvre-feu. Jour après jour, l'armée a fouillé des dizaines de maisons dans la casbah. Mardi 7 mars, les autorités ont annoncé qu'elles avaient arrêté deux «suspects» — deux jeunes Palestiniens soupconnés d'avoir été directement impliqués dans l'opération. Immédiatement, l'armée s'est déployée dans le quartier et les deux maisons des familles des suspects ont été

Plus de cent cinquante mai-sons ont ainsi été détruites depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés.

Commentant les dynamitages de mardi, un porte-parole a indiqué que cette forme de punition collective se voulait « dissuasive ». Il n'a pas expliqué ce qui se passerait pour les familles dont les maisons ont été démolies si le procès des deux suspects - il aura lieu ultérieurement - devait

établir qu'ils sont innocents. Les deux jeunes gens sont âgés de dix-neuf et vingt-deux ans. Tous deux ont déià fait de la prison et tous deux ont été blessés par balle l'hiver dernier lors d'affrontements avec l'armée. L'un, touché au visage, a perdu un ceil, l'autre a été atteint à la poitrine. Ils appartiendraient aux « groupes de choc »

Peu avant la démolition des maisons, l'armée avait pris en chasse plusieurs jeunes gens de la casbah qu'elle souhaitait appréhender. Les soidats ont ouvert le feu après les sommetions d'usage, a indiqué un porte-parole : un Palestinien de dix-huit ans a été tué. Mercredi, Naplouse était toujours sous couvre-feu, ses cent trente mille habitants bloqués à domicil ALAIN FRACHON.

Grave incident dans le Sud-Liban entre l'armée israélienne et le contingent norvégien de la FINUL

Un char israélien de type Mer-kava a forcé, mardi 7 mars, un barrage du contingent norvégien de la FINUL à l'entrée de la localité d'Ibl-el-Saqi, où se trouve le quartier général des « bérets bleus » norvégiens. Deux heures auparavant, ces derniers avaient interdit à une unité de seize militaires israéliens transportés dans trois jeeps de traverser le barrage.

Le char israélien, dans sa progression, a écrasé trois transports de troupes de l'ONU sans occupants.

Le commandant israélien de la région militaire Nord, le général Yossi Peled, a qualifié d' « extrêmement grave - cet incident et a ajouté que l'armée israélienne « continuera de circuler librement sur toutes les routes du Sud-Liban ».

« Zone de sécurité »

Un autre responsable militaire israélien a déclaré que l'Etat hébreu devait désormais « changer de com-portement envers la FINUL », accusant le contingent norvégien de cette force d'aider les « combattants anti-

Le général israélien Zeev Zaharin, commandant « l'unité de liaison », a affirmé que le village d'Iblel-Saqi - où se trouve le QG des « casques bleus » norvégiens — et d'autres régions de la zone d'opéra-tion de ce contingent sont devenus le point de départ des attaques menées contre la « zone de sécurité » établie par Israëi au Liban.

Plusieurs incidents out opposé depuis le début de l'année, les Israéliens à la FINUL, au cours desquels notamment deux « casques bleus » norvégiens ont été blessés et un soldat irlandais tué. Le contingent norvégien, rappelle-t-on de source israélienne, a tenté à plusieurs reprises au cours des deux derniers mois de s'opposer à l'expulsion de la « zone de sécurité » d'une centaine de villageois des localités se trouvant dans le secteur de leurs opérations. -

LIBAN

Proche-Orient

Brusque détérioration du climat politique

BEYROUTH correspondance

Un brusque coup d'arrêt vient d'être donné à l'optimisme qui régnait depuis quelques semaines au Liban, à la suite des travaux du comité de bons offices de la Lique arabe chargé de trouver un règle-ment au conflit qui déchire le pays, et dont l'action est appuyée par les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'URSS, ainsi que par la Commu-

nauté enronéenne En soixante-douze heures, la situation s'est considérablement dégradée. D'abord, le leader druze, M. Walid Joumblatt, chef du Parti

déchaîné contre le premier ministre du gouvernement, à majorité musul-mane, M. Selim Hoss, lui reprochant de faire des concess contrepartie au « camp chrétien », et soulignant, par ailleurs, qu'il n'y avait pas à attendre grand-chose de positif de la part du comité arabe de

Face à ces attaques, M. Hoss a répondu simplement que M. Journ-blatt était pratiquement en train de saborder le gouvernement, qui « se trouve paralysé et incapable de sié-ger ». Toujours dans le cadre de la montée de la tension, le général Samir Khatib, commandant des unités musulmanes de l'armée, a ordonné la sermeture de la voie de socialiste progressiste (PSP) et allié jonction du port de Beyrouth, qui de la Syrie sur la scène locale, s'est relie les deux secteurs de la capitale.

La réouverture de cette route avait été considérée comme un début de réunification de Beyrouth, mais une querelle entre les camps chrétien et musulman sur le contrôle des différents ports du pays a amené le général Aoun à mettre en place un système de surveillance aéronavale du littoral. Jugeant cette initiative comparable à un blocus maritime, les autorités de Beyrouth-Ouest ont fermé la route du port de Beyrouth, dont la récouverture n'aura duré que six jours après cinq années de paralysie. Cette affaire donne lieu à une polémique politique, mais, au regard de la tension qui prévant, elle risque de dégénérer en escalade militaire.

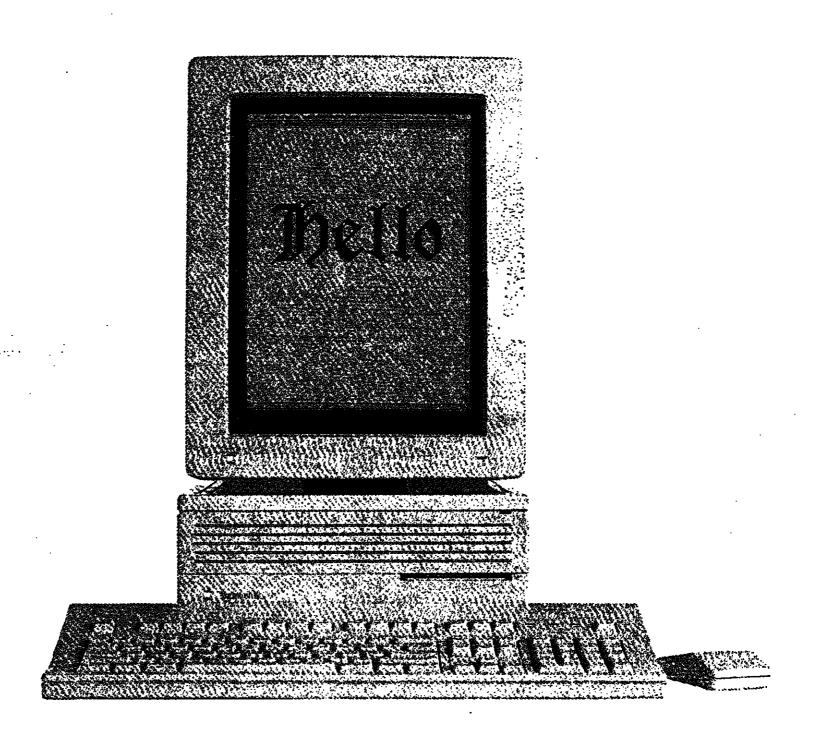
La querelle sur les ports et les attaques contre M. Hoss viseraient en réalité à freiner, ou même à tor-

piller, la mission du comité arabe de bons offices. D'ores et déjà, celui-ci a ajourné la visite à Beyrouth d'un émissaire qui devait inviter au Koweit les représentants de divers pôles d'influences politiques et mili-

A l'origine de cet ajournement se trouveraient les réserves formulées par la Syrie au sujet de l'action du comité puissamment encouragée par l'Arabie saoudite et soutenne par l'Irak, et de la composition de la liste des personnes appelées à se ren-dre an Koweit. Reflet de la dégradation générale, la livre libanaise, véritable baromètre politique, a perdu en quelques jours 12 % de sa valeur par rapport aux monnaies occiden

ROGER GEHCHAN.

Nouveau Macintosh Ilcx. On n'avait jamais réussi à mettre autant de puissance dans aussi peu de cm³.



Voici le nouveau Macintosh Ilcx, né hier. Ce qui est nouveau, c'est que l'on a réussi à faire tenir la plupart des avantages des Macintosh II dans un encombrement très réduit. D'ailleurs, si l'on dispose de peu de

place, on peut mettre l'unité centrale verticale, à côté de l'écran par exemple. Comme il est de la famille des Macintosh II, on peut le faire évoluer comme

on le souhaite, et même choisir son écran (couleur haute définition, pleine page).

Avec ses 3 connecteurs d'extension, on

peut étendre ses capacités et développer ses facultés de communication, par exemple en se connectant à différents réseaux locaux ou à distance.

De plus, il possède le nouveau microprocesseur Motorola 32 bits 68030 et le coprocesseur arithmétique 68882, ce qui permet de travailler plus vite que jamais. Avec son nouveau lecteur de disquettes FDHD 3,5 pouces, 1,4 Mo, il peut récupérer et traiter des données provenant d'ordinateurs utilisant d'autres

systèmes d'exploitation (MS-DOS ou OS/2 par exemple).

Grace à sa mémoire vive extensible jusqu'à 8 Mo, on peut utiliser encore plus facilement plusieurs applications à la fois.

Et puis il est équipé d'un nouveau disque dur très rapide de 40 Mo ou de 80 Mo.

Enfin si vous étiez un peu curieux, vous auriez déjà pris rendez-vous avec votre concessionnaire Apple.



l'heure où il est question pour des centaines de milliers de Khmers de la frontière khmérothailandaise de rentrer au pays, Sot Sarong, lui, a choisi d'en sortir. Récemment, ce petit pay-san de dix-sept ans s'est décidé à quitter tout à la fois son village, sa grand-mère et le Cambodge pour venir grossir le camp frontalier de Site 2. Et cela pour deux raisons : échapper à la conscription dans l'armée de Phnom-Penh et retrouver ses parents, depuis longtemps installés dans le camp.

Guidé par un passeur à tra-vers les champs de mines dont les factions armées ont parsemé les zones frontalières, le jeune homme est arrivé sans encombre. Dans son village, sous l'administration provietnamienne de Heng Samrin, il y avait, dit-il, « trop de travaux collectifs » (réfection des routes, surtout) et « pas assez d'écoles ». On n'enseignait pas le manxisme, mais on réquisitionnait quand même une partie des récoltes. Et puis, là comme ailleurs, le contrôle exercé par Phnom-Penh n'empêchait pas les Khmers rouges d'aller et venir. Cela aussi a décidé Sot Sarong à partir. Ses compagnons d'escapade, une douzaine de villageois, sont venus à Site 2 « pour chercher de l'argent, faire des provisions et visiter des parents ». Ils rentreront bientôt. Lui, non. Que compte-t-il faire parmi les 180 000 habitants d'un camp devenu au fil des ans la deuxième agglomération cambodgienne après Phnom-Penh ? Il ne sait pas. S'il a fui la conscription là-bas, ce n'est pas pour se jeter ici dans les bras de résistance. Il va attendre, en famille, que « ça change » pour

Prum Sokhol a vingt ans. Comme beaucoup d'adolescents séparés de leur famille sous le cadres noirs, il est ou croit être tière il y a dix ans, avec un oncle, mort depuis en combattant. Lui, passé directement du statut d'écolier à celui d'enseignant, a échappé à l'enrôlement. Il manie mieux l'anglais et le français que l'AK 47; rêve de devenir ingé-nieur, d'aller étudier l'électronique à l'étranger puis de... rentrer au pays. Chez lui, comme chez ses amis, la soif d'apprendre pour servir le pays est grande. Mais, pour l'heure, Prum Sokhol n'est qu'un « prisonnier du camp » à l'avenir « incertain ».

Un avenir incertain

Leng Van Chai a vingt-huit ans, une femme et un enfant. Infirmier dans un hôpital-bambou de Site 2, il n'est pas parmi les plus mai lotis. Mais lui aussi vécète depuis dix ans dans ces camos de la frontière livrés quode la guerre, à la « loi » des factions armées, aux rackets et misères en tous genres. Il n'en peut plus de cette vie d'assistance, de désespoir et de violence, de ces milliers de vies hées, de foyers brisés, de eunes gens amputés.

∢ Je voudrais rentser, Beaucoup ici voudraient rentrer, mais nous avons peur. Depuis mon enfance, je n'ai jemais connu la paix dans mon pays ; rien que la erre et le communisme, et i'ai été séparé dix ans de mes parents, dit l'infirmier. Alors, rentrer oui, mais pas à n'importe quel prix. Pas sous un régime communiste, pas dans un sys-tème collectiviste, pas sans garanties. Et, surtout pas tant que les Khmers rouges sont

Pour nos trois interlocuteurs. comme pour les nombreux civils intégrés au réseau de camps qui jalonnent la frontière, côté thailandais, l'espoir est tempéré d'inquiétude et l'avenir reste

Plus de 300 000 Cambodgiens vivent ainsi, depuis dix ans, dans un provisoire permanent. Une organisation de l'ONU, l'UNBRO (United Nations Border Relief Operation), créée pour la circonstance, leur fournit la noumiture et les pai agances volontaires s'occupent de la santé et l'éducation ; l'armée thailandaise les garde.

L'opération, financée par les Etats-Unis, la CEE et la Japon sauver beaucoup de Cambodgiens mais aussi de mettre sur pied les bases arrière de la résis-tance antivietnamienne.

En 1979, après l'invasion du Cambodge par les troupes de Hanoï, l'effondrement des Khmers rouges et le cheos qui Sers de Khmers vinrent s'agglutiner à la frontière. Le spectre de la famine passé, beaucoup choi-sirent de rentrer au Cambodge ; d'autres, privilégiés, purent partrà l'étranger; d'autres encore, pris au piège de l'assistance et de la guerra, furent placés par les Thailandais sous la coupe des trois mouvements de la résistance (sihanoukistes, Front de libération nationale et Khrners rouges). Nécessaires à la lutte armée, la dizaine de camps « civils » prévus à cet effet (et proches des « sanctuaires » militaires) justifiaient du même coup le maintien de l'aide internatio-

Tout cela s'est fait sans ménegements, souvent dans les larmes et le sang. Et au prix d'un quasi abandon, par l'Occident et par certaines organisations, de leurs principes et de leur man-

Un responsable de l'agence britannique Oxfam récapitulait les manquements aux règles internationales pour les « per-sonnes déplacées » à la frontière : déni du statut de réfugié et des droits essentiels qui vont avec ; maintien des camps dans des zones de guerre; absence de toute présence internations la nuit ; impunité des abus à Site 2. un camo (du Front national de libération) « sans foi ni loi »; enfin, camps khmers rouges « virtuellement fermés aux contrôles des Nations

L'heure du réexamen

Une organisation de l'ONU notait : « La présence d'élé-ments armés, les recrutements la criminalité constituent les prograves dans les camps de la frontière. Les violations des dans les camps khmers

Pour sa part, le docteur Kouchner, qui s'est rendu récemment en Asie pour faire le point sur les réfugiés, parlait de € dévoiement humanitaire ». « Sous prétexte de sauver les gens, on en a fait des otages des factions armées. On peut s'en féliciter lorsqu'ils sont avec le prince Sihanouk. Mais que dire dans le cas des Khmers rouges, qui n'ont pes changé et qui restent capables du pire ? »

Sauvés de l'extermination par la politique d'asile de la Thai-lande, ressuscités par les secours internationaux, réarmés par la Chine et confirmés dans leur fauteuil à l'ONU par les démocraties occidentales (à l'époque où les charniers et autres horreurs de leur régime étaient mis au jour), les Khmers rouges, seule vraie force de combat khmere face aux Vietnamiens, ne se portent, en effet, pas si mal. Trop bien, pour les Khmers de la frontière et pour les organisations humaires alors que l'on parle du départ des Vietnamiens.

Aujourd'hui, la perspective d'un reglement du conflit cambodgien et l'attrait du marché indochinois donnent lieu à un réexamen de la politique de Bangkok. On envisage de défaire progressivement le dispositif militaro-humanitaire à la frontière. Il est question de rapatriement et de réinsertion. On ne parle pas encore de fermer les « sanctuaires », mais on envisage déjà de séparer les civils des combattants dans les nps. Et de commencer chez les Khmers rouges.

De telles déclarations somelles sérieuses, ou sculement destinées à sauver la face et à brouiller encore le jeu? Quelques jours dans les camps, y compris avec des cadres de Pol Pot, laissent en tout cas à penser que la

A l'écoute de la diplomatie. on peut retirer l'impression que les Khmers rouges sont des partenaires non seulement nécessaires mais encore acceptables; qu'ils ont changé. Mais chez les gens de la frontière et chez les humanitaires on entend partout dire le contraire

Les Khmers rouges € n'ont pas changé », ils restent « brutaux, sectaires et persuadés, malgré les affirmations contraires, de détenir la vérité révolutionnaire ». On raconte des incidents révélateurs. Par exemple, pour éviter la contamination par les étrangers, et pour s'opposer aux velléités de contrôle de l'aide alimentaire, les Khmers rouges ont incendié récemment un hôpital et procédé au transfert de la population du camp d'Otrao. Des Khmers rouges ralliés nous ont parlé de leur principale activité : le trans-

Les organisations internatio-nales affichent leurs états cherchent à s'adapter aux noudent comment arracher les populations civiles à l'emprise des Khmers rouges; ce Frankenstein qu'elles ont ressuscité! Le CICR déplore un manque de coopération du régime de Phnom-Penh pour préparer les retours et réunir les familles.

port et le stockage de quantités d'armes chinoises au Cambodge,

dans les montagnes et les

Sans doute, mais la crédibilité des fonctionnaires humanitaires ne serait-elle pas mieux servie là-bas s'ils n'assuraient pas depuis dix ans la survie de

Le casse-tête

(Suite de la première page.)

A Hongkong, terre d'asile pour immigrants chinois, les chemins de la liberté qui conduisent les cousins vietnamiens aux eldorados occidentaux passent inévitablement par l'internement. Avec parfois des « traitements inhumains et dégradants », comme cela fut le cas pour une centaine de réfugiés, mal traités l'an dernier pour une affaire de rations alimentaires (1).

Se doutaient-ils de tout cela, M™ Thu, la laborantine de Hanoï, M. Phan, le chef électricien des mines de Quang-Ninh, et M. Hong, le mécanicien de Haiphong qui rêve de Toronto? Ils connaissaient les aléas, mais n'imaginaient pas que la liberté serait à ce prix dans un territoire de Sa Gracieuse Majesté.

 Nous sommes débordés. Trop, c'est trop !», s'irrite l'honorable Rita Fan, membre du conseil législatif local. Et ce leitmotiv, dont l'écho se répercute d'un bout à l'autre de Hongkong, dans la région et au-delà, résume tout. Les gouvernements, exas-pérés, affichent complet et multilient les mesures de dissuasion. Hongkong et la Thaïlande, les pays de premier asile, qui supportent depuis le début la part la plus lourde du fardeau, en sont, chacun à sa manière, plus ou moins meurtrière, l'illustration.

Depuis 1975, la colonie a accueilli, à titre temporaire, 120 000 boat-people, dont quel-que 70 000 Vietnamiens d'origine chinoise. En 1982, pour freiner l'exode, une politique drastique fut décidée. Avant même d'avoir débarqué, les candidats réfugiés avaient à choisir - si l'on peut dire - entre reprendre la mer avec un supplément de vivres et de carburant et accepter un internement quasi pénitentiaire en attendant leur adoption par un

pays tiers.

Statut automatique

esures ont paru fonctionner. De 8 000 en 1982 les arrivées tombèrent à un millier en 1985. Mais. l'an dernier, elles remontaient à 19 000. Un déferlement! Et un beau tollé. Surtout que les départs étaient plutôt dérisoires ; les Sino-Vietnamiens se faisaient rares, et les nouveaux venus, originaires du Nord, ne correspondaient guère aux critères de sélection occiden-

Alors que, jusqu'en 1988, les Vietnamiens partis massivement ont bénéficié de façon quasi automatique du statut de « réfugié », au sens politique (2), les derniers venus ont été progressivement percus comme immigrants illégaux, mus par des considérations économiques. Même si leurs rai-sons de fuir restent similaires à celles invoquées par leurs prédé-cesseurs. Mª Thu, M. Phan et M. Hong n'ont pas fui, à proprement parier, « par crainte de per-sécution », mais parce que la vie ne leur paraissait plus mériter d'être vécue dans leur pays sous

de hoar-people

La presse et l'opinion publique de Hongkong, encouragées par l'hostilité aux réfugies de person-nalités comme M= Rita Fan, et conscientes de la lassitude croissante de l'Occident, ont tiré profit de tout cela. En y ajoutant deux arguments locaux de poids : Pékin veut voir le problème réglé avant de rétablir sa souveraineté sur Hongkong, en 1997; et surtout des milliers de Chinois entrés clandestinement à Hongkong sont, cux, reconduits chaque année à la frontière manu mili-

L'addition de ces éléments a conduit au renforcement de la dissuasion. Il a été décidé que les boat-people arrivés après la date fatidique du 16 juin 1988 seraient soumis à un « contrôle » en vue de déterminer leur statut. La procédure fonctionne; mais, alors que des centaines de cas ont déjà été examinés, plus de 90 % ont été rejetés. Cette sévérité dans l'application des critères désespère tous ceux (déjà plus de 10 000) qui n'ont plus d'autre perspective que l'emprisonnement prolongé on le retour au Vietnam. Elle préoccupe également le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Parallèlement, les Britanniques ont négocié avec HanoI les modalités de « rapatriement volontaire » au Vietnam. Le HCR, qui accorde une aide financière au retour, devrait pouvoir s'assurer que les rapatriés ne sont victimes ni de sanctions ni de discrimination. Les autorités de Hanoī s'y sont engagées.

Le premier contingent de « volontaires » (75) à prendre le nière est statistiquement négligeable par rapport au nombre des boat-people, qui sont 26 000 à Hongkong et 45 500 dans toute la région (voir carte ci-contre). Mais c'est une première. C'est aussi, pense-t-on ici, la condition sine qua non du succès de la dissnasion. Et. compte tenu des variations de la compassion, la moins mauvaise des solutions : le retour au pays ne vant-il mieux que la prison à vie ? Mais certains rétorquent : « Non, c'est comme le choix entre la peste et le choléra. -

Rivages meurtriers

En réponse aux critiques, Hongkong fait aussi valoir que sa politique a fait l'objet de garanties négociées et qu'elle respecte le droit. D'ailleurs, dit-on, « si tant de réfugiés croupissent à Hongkong, c'est qu'ils ne trouvent pas preneur! Et puis, ici, au moins, on ne rejette pas les gens à la mer! ». Voilà, pour les carences occidentales et pour les excès thailandais. Depuis janvier 1988, les rivages du royaume, plu-tôt accueillants ces dernières années malgré les pirates du golfe de Siam, sont, il est vrai, devenus terriblement inhospitaliers. Et nême meurtriers, comme cela fut déjà le cas en 1979.

Exaspérées par la résurgence chronique du flot humain vietnamien, par les lenteurs des départs et par l'accumulation des laisséspour-compte dans leurs camps, les autorités de Bangkok ont, elles aussi, réagi. Depuis plus d'un an, une « politique unilatérale, systématique et brutale de refoulement » est en vigueur. Malgré les dénégations des autorités et l'interdiction virtuelle dans laquelle se trouve le HCR d'accéder aux plages, toutes sortes d'informations confirment l'ampleur de cette pratique.

«Le mot d'ordre est simple, nous expliquait un diplomate: plus de réfugiés! Tous les bateaux qui peuvent être repoussés à la mer doivent l'être. Les plus chanceux, ceux qui ont assez de vivres et qui échappent aux pirates, finissent par accoster

ELECT

Meurtrière en elle-même, cette pratique a été aggravée par des

DÉPARTS POUR LES PAYS TIERS DÉPARTS LÉGAUX ARRIVÉES DE CORÉE DU VIETNAM «BOAT-PEOPLE»EN ASIE DU NORD 2 000 133 000 202 000 10 000 1981 75 000 86 000 18 500 1986 19 500 22 600 CORÉE 21 000 13 000 1987 28 000 25 000 21 000 1988 45 500 123 ● Total cumulé des départs des Vietnamiens depuis 1975 : 850 000 ● Total cumulé des départs des Indochinois depuis 1975 : 1,2 million e Total demeurant dans les camps : 157 000 e « Personnes déplacées » sur la frontière cambodgienne : 300 000 25 825 TAIWAN **OCÉAN PACIFIQUE** TNAM PHILIPPINES 15 098 THAILANDE Laotiens : 76 037 Cambodgiens:16 81 Vietnamiens: 14 82 15 071 OCÉAN INDIEN INDONÉSIE 2 328 1 000 km

MM. Pol Pot, leng Sary et com-pagnie? Quant au HCR, qui avait de protaction le long de la fron-tière, il cherche à rétablir son autorité pour ne pas être absent d'un rapatriement. Dans l'éventualité d'un retrait vietnamien, les organisations internations paraissent gênées à l'idée de « se retrouver à découvert avec le bébé khmer rouge dans les bras », remarque, sarcastique, un vieux routier du secourisme Enfin, beaucoup craignent que les Thailandais, dans leur impe-Phnom-Penh et d'ouverture de la frontière au commerce, ne penchent une fois de plus pour le

« Sur cette frontière, la majorité des gens sont des enfants. Ils ont grandis dans les camps; ils ne connaissent ni leur pays tout près d'ici, - ni leurs villages, ni même une rizière; le riz, ils le recoivent des mains étrangères », dit une femme. Et elle sjoute : • Nous les Khmers, nous souffrons trop d'être déracinés. Il est temps de rentrer. » Chacun ici sait où. Reste à savoir quand.

Des milliers d'amputés

« Handicap international, se uvient l'un de ses fondateurs,

le docteur Jean-Baptiste Richar

dier, est née de la rencontre avec

giens, et d'un double constat

D'abord que la médecine occi-

dentale, prisonnière de schémas,

d'institutions et de thérapeuti

ques lourdes, était mai équipée

pour ce type de situation.

Ensuite, que face à ces épouvan

tables saloparies que sont les

mines anti-personnel, on ne pou-

vait pas rester sans rien faire. Il

nécessités. Le choc émotionnel a

décienché la volonté de le faire. »

TE B (camp sihanoukista). C'est fantastique !

Vous leur mettez une prothèse et, quelques jours après, ils font des kilomètres à pied avec ce matériel rudimentaire. En France, il faut des mois pour arriver au même résultat. lci. auelle volonté l »

Marie-Francine Demonceaux, une kinésithérapeute arrivée tout droit de son Cantal natal, n'en revient pas. Autour d'eile, des jeunes gens s'affairent dans un atelier où l'on fabrique, avec les moyens du bord (bois, bambou, fer, caoutchouc et roues de bicytte), des prothèses et fauteui roulants. Tous sont des amputés, comme des milliers de jeunes gens des camps, victimes des mines.

Marie Francine fait partie des seize kinésithérapeutes et techniciens de l'organisation française Handicap international qui travaillent et forment des prothé-

Depuis 1980, Handicap international (qui est basée à Lyon) a équipé et rééduqué quelque 8 000 amputés le long de cette frontière. Ses appareils rudimentaires, mais incrovablement boo marché, sont très demandés. Ce qui explique que l'organisation ait aujourd'hui la responsabilité de soixante programmes dans

vingt-cinq pays.

حكذا من الأصل

Enquête

et les réfugiés indochinois

des boat-people

mitraillages de bateaux. Inévitablement, elle encourage les pirates à se déchaîner. Barques coulées, viols et tueries : là encore, les récits ne manquent pas mais les preuves sont rares. On parle de centaines de victimes, morts et disparus, en 1988. On murmure aussi que le dispositif antipiraterie, qui a coûté des millions de dollars à la communauté internationale, aurait été utilisé contre les réfugiés par la marine

.5. h.m.

Aux dernières nouvelles, Bangkok aurait décidé de cesser ces pratiques. Son ministre des affaires étrangères, M. Siddi Sawatasila, s'y est engagé vendredi 3 mars auprès du hautcommissaire aux réfugiés, M. Jean-Pierre Hocké. Reste qu'il n'est pas facile d'influencer une politique «à double jeu» qui, affirme un secouriste désabusé, « donne des consignes de refoulement d'un côlé et, de l'autre, réafsirme qu'il n'en est rien». Par ailleurs, pour faire bonne mesure, les Thatlandais ont décidé, comme Hongkong, que les boat-people arrivés depuis le début de 1988 (ceux ayant miraculeusement réussi à prendre pied!) ne pour-raient plus prétendre au départ en pays tiers. Ceux-là sont transférés dans un camp, à la frontière... cambodgienne. Et il y a parmi eux de «vrais» réfugiés. Si l'avocat vietnamien Nguyen Huu Giao, fondateur d'un Comité des droits de l'homme - et pour cela envoyé dix ans dans un camp de rééducation, - n'en est pas un, qui peut prétendre l'être ?

Cette politique, dans son ensemble, va beaucoup plus loin que celle de Hongkong. Cela dit, ici aussi, l'accumulation des frustrations a pesé lourd. En dix ans, la Thaïlande a donné asile à 700 000 Indochinois. Mais, temporairement, sans adhérer aux conventions sur les réfugiés et à condition que l'Occident les prenne tous ; et sans tarder.

instants

plus

iun

sont

pas

plus

chers

non pas d'obligations universelles librement consenties, mais du rythme des départs vers des pays tiers, c'était pervertir l'esprit humanitaire. Mais c'était à prendre ou à laisser, l'heure était grave et des milliers de vies en Depuis, 650 000 boat-people

Faire dépendre le droit d'asile

ont été réinstallés à partir de la Thailande: 425 000 aux Etats-Unis. 76 000 en France, 40 000 au Canada, 36 000 en Australie. Fin 1988, il restait 107 000 réfugiés indochinois dans les camps thaī-landais administrés par le HCR. Et, le long de la frontière avec le Cambodge, plus de 300 000 « personnes déplacées ».

Malgré ces efforts remarquables, Bangkok n'a jamais cessé de mettre en garde contre la prolongation d'une opération a priori limitée dans le temps. Sécurité nationale, lenteur des départs et générosité sélective de l'Occident : les arguments n'ont pas manqué pour protester contre le partage jugé inégal du * fardeau humain ». Et puis, les critiques concernant les manquements aux normes humanitaires ont déplu. Décidément, la bonne volonté du royaume n'était pas payée de retour! D'autres (Indonésie, Singapour), plus habiles à se débarrasser des réfugiés, et même le Vietnam, premier responsable de l'exode, s'en tiraient mieux.

Le dilemme de l'Occident

Tout cela a joué. Mais, lorsque de tels agissements s'étaient produits, il y a déjà dix ans, la communauté internationale s'était émue et y avait mis rapidement le

Réaffirmation des grands prin-

cipes, politiques généreuses d'asile, gros crédits, programme antipiraterie, conférence internationale, Hanoï cloué au pilori : on n'avait pas lésiné sur les moyens. Les Occidentaux, Etats-Unis et France en tête, compte tenu de leur « passé indochinois », ouvraient grands leurs bras et leurs frontières (et au passage celles de l'Asie du Sud-Est) aux victimes du communisme. Les Vietnamiens, mais aussi les Khmers et les Laotiens, avaient déjà bien des raisons de fuir. Les Occidentaux, leurs alliés régionaux, et, en prime, la Chine (tous unis contre les visées indochinoises de Hanoï et de Moscou) y ajoutèrent le formidable attrait d'un droit de passage automati-que et garanti par les Nations unies, pour une vie nouvelle dans un pays du monde libre. Et, pour des dizaines de milliers de Sino-Vietnamiens, en Chine. Le message fut parfaitement reçu : un million et demi d'Indochinois, dont une majorité de Vietnamiens, en ont profité depuis.

Anjourd'hui, alors que perdurent des excès similaires, le changement est spectaculaire. Seuls les Etats-Unis ont protesté. D'autres gouvernements, peu soucieux de s'entendre rétorquer : «Si vous les voulez, prenez-les tous!», se sont bornés à demannouvelle conférence se profile bien à l'horizon, mais dix ans et un million et demi de réfugiés après la première, l'environnement politique et humanitaire a bien changé.

Parler, avoir le même discours, vouloir encore prendre des Vietnamiens sans compter, cela paraît impensable. A fortiori, quand on sait que, au seul titre des départs légaux et de la réunion des families, bien des Vietnamiens partiront encore pendant long-temps pour l'Occident. Et puis, l'intérêt du public pour les boatpeople s'est émoussé

Continuer à se taire, confortant ainsi bon gré mal gré une politi-que qui a, certes, abouti à une réduction dramatique du nombre des arrivées, mais qui est la négation même des valeurs humanitaires les plus élémentaires, est-ce vraiment acceptable? Enfermé dans ce dilemme, l'Occident découvre les conséquences dramatiques des années de laisser-faire humanitaire, et la nécessité de mettre un frein à une dynamique trop longtemps incontrôlée. An besoin par des moyens hier encore jugés inacceptables.

· Se souvient-on, dit un expert. qu'il y a dix ans des fonctionnaires du HCR suggéralent de soumettre les boat-people aux procédures et critères d'éligibilité prévus par les textes et mis en vigueur ailleurs? Mais, à l'époque, c'était politiquement inacceptable. » Hier encore, l'idée de rapatriements et de marchan-dages avec Hanol était sacrilège. Il fallait . faire saigner le Vietnam > pour le punir d'avoir envahi le Cambodge. Mais ces deux pays ont tant et si bien sai-gné qu'ils ont submergé leurs voisins et débordé l'Occident.

Tarir le flot

Alors, aujourd'hui - saisissant retournement! - pour juguler l'hémorragie, l'Occident n'encourage pas seulement Hanoï à empêcher ses citoyens de sortir clandestinement. Il lui offre, par-dessus le marché, une prime pour reprendre ceux qui sont déjà partis. Et, sage : départ = prison + suprême ironie, le régime commu-niste (qui admettait récemment avoir favorisé les départs clandestins) s'offre le luxe d'assortir son accord de cette condition humanitaire : le libre consentement des intéressés. Une clause cardinale que certains Occidentaux rêvent de transgresser, car elle va limi-ter, au moins dans un premier temps, le nombre des gens résignés au rapatriement. Lors du premier retour, seules 75 per-sonnes ont maintenu leur décision de rentrer, sur un total initial de

Renverser la tendance, inverser le flot puis le tarir n'est pas chose aisée. Et, malgré les contorsions

politico-humanitaires, cela n'ira pas sans drames. Aussi les gouver-nements s'en remettent-ils au Haut Commissariat pour les Réfugiés pour tenter de résoudre les contradictions, apaiser les passions et faire cesser les excès. Pour sauver ce qui peut encore l'être des vies et des principes.

La tâche promet d'être d'autant plus ardue que l'organisation ne sort pas grandie des der-nières péripéties. « Sa crédibilité souffre de la politique qu'elle s'est imposée dans l'affaire des refoulements thailandais .. estime un fonctionnaire.

La direction da HCR

Confronté à « l'une des crises du droit d'asile les plus graves 🔹 de son histoire - une crise provoquée par un membre de son comité exécutif! - le HCR a paru avant tout soucieux de gagner du temps et d'« éviter de faire des vagues ». De jouer l'apaisement et la diplomatie dis-crète plutôt que les appels à l'opinion et le rappel des conventions. Certes, les gouvernements, censés donner à l'organisation les moyens de sa mission, ne l'ont guère aidé. Mais on peut penser qu'une plus grande fermeté n'aurait pas nui à son devoir de protection.

Dans la perspective de la conférence qui doit se tenir en juin à Genève, l'organisation prépare un cocktail doux-amer de mesures susceptibles d'être acceptées par les gouvernements concernés tout en garantissant le droit d'asile. Avec, notamment : le respect de l'esprit humanitaire, la systémati-sation des procédures de détermination du statut, un effort accru des Occidentaux pour vider les camps, l'accent étant mis sur les départs légaux et les rapatriements.

Au-delà des subtils dosages politico-humanitaires et de la multiplication des mesures de dissuasion, il reste à savoir ce qu'en penseront les premiers intéressés : ces milliers de Vietnamiens décidés à fuir par voie de mer. quels que soient les dangers.

Ceux-là n'iront pas à Genève. mais ils revent toujours de Californie. Entendront-ils, voudrontils entendre le nouveau « mesrapatriement, que veut faire pas ser désormais l'Occident à la majorité d'entre eux : après avoir fait rimer pendant dix ans fuite et liberté? Conférence ou pas, une première réponse ne tardera pas à arriver. Avec les vents portants de la mousson d'été.

(1) Le HCR et Amnesty International avaient protesté auprès des autorités. Des mesures ont été prises pour éviter ce type d'incident.

(2) Ceux qui ont une « crainte fon-dée de persécution », notion centrale dans l'attribution du statut.

Enquête réalisée par

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

au cholx, sera frappé d'un monogram-me à vos initiales, doré à tor fin. Livré avec les produits d'antretien

MARWAY, pour le bois et le cuir, il

vous est proposé au prix spécial de

9800 F

Les habits neufs de la politique.

... Rarement les livres sur la vie publique auront été aussi intelligents...

J.C. Casanova - L'Express

... Rapide et d'une agréable clarté.. F. Roland-Levy - Libération

J.M. Colombani - Le Monde ... Brillant, nourri de bonnes formules.

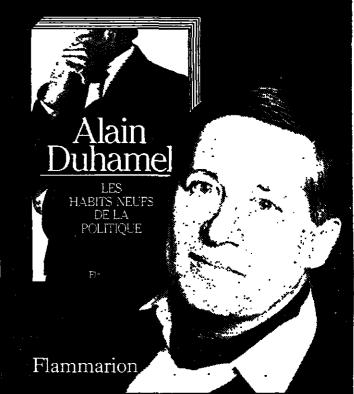
... Le rythme est soutenu et le trait souvent acéré...

J.D. Bredin - Le Point

... La dimension décapante et défricheuse place son auteur au cœur des choses...

J. Daniel - Le Nouvel Observateur ... Alain Duhamel écrit merveilleusement bien. B. Pivot - Apostrophes

.. Courageux et à contre-courant J.P. Elkabbach - Europe 1



SABINE PROKHORIS

LA CUISINE DELA SORCIERE

LEMONDE Mars 1989 diplomatique

HORS-LA-LOI

Par Claude Julien

Toujours cet affairisme que maintenant vitupère un président de la République inquiet ; et qui, du coup, s'attire les foudres des médias néolibéraux. Mais tout cela n'est que surface. Claude Julien décrit ces autres pratiques scandaleuses, mais des plus légales celle-là, qui, au regard de l'éthique républicaine, rangent déjà leurs

auteurs parmi les hors-la-loi. LES RISQUES

L'économie américaine est en état de lévitation, Marie-France Toinet en démonte la spirale : frénésie de consommation-endettement-déficits-protectionnisme, dont finalement les partenaires commerciaux des Etats-Unis sont invités à faire les frais. Pas seulement eux, mais aussi les « perdants » de cette société vouée à la spéculation : Serge Halimi explique comment, en réalité, se finance la création d'emplois ; Hélène Pouyfaucon décrit le drame des sans-abri à New-York.

En vente chez votre negohand de journaux

VOL ALLER RETOUR DEPART DE PARIS 7, BD VOLTAIRE 42731064 VOUVELLES FRONTIERES

·OFFREZ-VOUS UN MARWAY— Chez l'artison ébéniste, la "marque" Seton votre préférence, il peut être n'est pas seulement un signe d'identiréalisé en if ou en acajou, intérieur rotonde et son écritoire, gainé de cuir en vachette anglaise, 16 coloris

fication. Elle est avant tout le signe du soin particulier qu'il apporte à fa-conner un meuble de qualité. MARWAY le spécialiste du meuble anglais, vous garantif ce label d'exigence dans une sêrle limitée, spécialement conçue à votre intention, marquée d'un certiti-

cat d'origine. Chaque exemplaire de ce scribon Regency est numéroté, signé. Ce scriban exclusif est uniquem

En province: Chantilly - Dijon - Lyon

ELECTIONS MUNICIPALES

A Paris: 10, 26.

11. rue du Bac.

Tél.: 42.96.23.33.

Tél.: 42.61.22.28.

Dimanche à partir de 20 heures cous les résultats ville par ville

> Le Monde **36.15 LEMONDE**

LA DROITE LA GAUCHE? REPONSE PAGE 135 DU LIVRE Sofres, l'**état de l'opinion 1989**

QUELLES SONT LES

DIFFÉRENCES ENTRE

ÉDITIONS DU SEUIL

+8 Le Monde ● Jeudi 9 mars 1989 •••

حكة امن الأصل

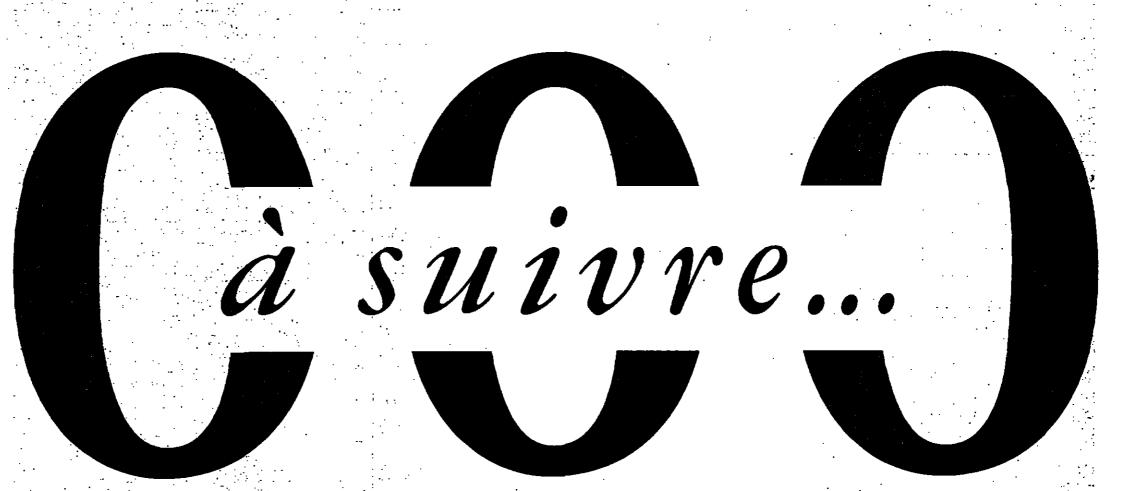
••• Le Monde • Jeudi 9 mars 1969 9

1 Milliard de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans. Un record absolu.

La micro-informatique est une industrie où les records pleuvent.

COMPAQ les fait exploser. Depuis son implantation fin 1984, COMPAQ France
met sur le marché les micro-ordinateurs les plus performants. COMPAQ France choisit
les meilleurs revendeurs.

Aujourd'hui, le résultat est là : en 1988, 1 Milliard de francs de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans seulement. C'est le record absolu de croissance interne dans l'informatique.



COMPAG



L'armée quadrille la capitale du Tibet

Au moins deux mille soldats de l'armée chinoise ont pris position, mardi 7 mars, à minuit, dans Lhassa, à la suite du décret imposant la loi martiale dans la capitale tibétaine (nos dernières éditions du 8 mars), ont rapporté des témoins occidentaux.

Mercredi, le dalaï-lama, chef spirituel des Tibétains, réfugié en Inde depuis trente ans, a appelé la Chine à ouvrir des discussions avec lui pour « trouver une solution pacifique » à la

A minuit pile, des dizaines de jeeps et de camions de l'armée, certains équipés de mitrailleuses lourdes, ont investi le centre de Lhassa, théâtre, depuis dimanche, des plus violentes émeutes antichinoises depuis trente ans, ont indiqué ces témoins joints par téléphone depuis Changdu, capitale de la pro-vince voisine du Sichuan.

 C'est un cauchemar, un véritable cauchemar », a déclaré l'un d'eux, visiblement sous le choc, un voyageur américain descendu dans un hôtel tibétain du centre de Lhassa qui à voix basse au téléphone peu après minuit, caché près de sa fenêtre donnant au rez-de-chaussée sur la rue. Juste en face de sa fenêtre, un soldat chinois, casqué et armé, montait la garde, a-t-il indiqué. En fond sonore, on pouvait entendre les sirènes des véhicules de l'Armée populaire de libération (APL) quadrillant la ville. Pendant environ quinze minutes, les haut-

La résistance a lancé dans la nuit

du mardi 7 au mercredi 8 mars une série d'attaques contre l'aéroport

fortifié de Jalalabad et s'est empa-rée de la garnison de Samarkhel, à

apprend-on de sources moudjahi-dines à Peshawar (Pakistan).

Samarkhel est le dernier poste

important de l'armée afghane avant Jalalabad, une ville située à mi-

chemin entre Kaboul et la frontière

pakistanaise. Les combats ont eu

lien « *au corps à corps* • entre les

moudjahidins du Hezb-i-Islami ten-

dance Khales (fondamentaliste) et

les soldats gouvernementaux, dont

plusieurs centaines ont été faits pri-

Dans le sud-est du pays, des

groupes de moudjahidins attaquent

déià depuis fundi la quasi-totalité

des postes de sécurité autour de

l'aéroport fortifié de Kandahar,

seconde ville du pays, a-t-on annoncé mardi, de sources moudjahidines à

parleurs, disposés sur les camions de l'APL, ont diffusé à pleine puissance les consignes de la loi martiale dans les rues entièrement désertes, a-t-il

« Il va y avoir énormément d'arrestations dans les jours pro-chains », a estimé cet Américain, témoin des événements depuis dimanche. Un autre voyageur américain, qui a également tenu à garder l'anonymat, contacté par téléphone dans un autre hôtel, a déclaré avoir vu aux alentours de minuit trente et un camions de transport de troupes rouler vers le centre de la capitale. Ce voyageur a déclaré avoir croisé avant minuit sur le chemin de son hôtel environ mille soldats, précisant que ses papiers avaient été contrôlés à plusieurs reprises sur le trajet,

Il reste à Lhassa approximativement quatre-vingts étrangers, des voyageurs pour la plupart, répartis dans quatre hôtels, selon lui. Selon les témoignages recueillis par ce voyageur, familier du Tibet, la plupart des Tibétains blessés par les tirs des policiers se cachent dans les habitations par crainte d'être arrêtés dans les hôpitaux.

 Les chiffres du nombre de tués que j'ai entendus, le plus souvent, de la part des Tibétains les plus raisonnables varient entre trente et cinquante, ainsi qu'une centaine de blessés. A mon avis, c'est réaliste », a-t-il déclaré. Lundi, à la nuit tombée, selon plusieurs témoignages détaillés, a-t-il affirmé, des policiers chinois ont fait irruption dans des

AFGHANISTAN

La résistance a lancé des attaques

contre Kandahar et Jalalabad

Quetta (sud-ouest du Pakistan). Les

moudjahidins, qui ont massé leurs forces autour de leurs objectifs,

terminent actuellement leurs prépa-ratifs pour attaquer « simultané-

tales à l'est, à l'onest et au sud du

pays, ont ajouté des diplomates occi-

C'est la première fois que les

moudjahidins, qui ont annoncé à

plusieurs reprises des attaques

imminentes contre la ville garnison

de Jalalabad, à une centaine de kilo-

mètres à l'est de Kaboul, font état

d'une offensive générale. Toutefois,

à cause du mauvais temps et des

abondantes chutes de neige cette

année en Afghanistan, il ne semble

pas que les groupes rebelles puissent

avant un mois lancer d'importantes

opérations militaires contre Kaboul.

Ghazni et Gardez, ces deux der-

nières villes étant situées dans les

montagnes au sud de la capitale.

isons converne

le feu sans sommation. Trois Tibétoins soés de dix dix-huit et trente sept ans ont été tués dans ces conditions, dans une habitation du centre-ville, a-t-il indiqué.

Des scènes analogues avaient en lieu à la suite de l'émeute du 5 mars dernier, selon les témoignages recueillis à l'époque. Ce voyageur a encore déclaré avoir entendu six rafales d'armes automatiques tirées dans l'après-midi de mardi en plusieurs points du centre de Lha La capitale tibétaine est entourée de six camps de l'armée chinoise. où sont stationnés plusieurs dizaines de milliers d'hommes. L'imposition de la loi martiale est notamment destinée à empêcher la commémoration. vendredi, par la population tibétaine, du trentième anniversaire de l'insurrection de Lhassa contre la tutelle chinoise, au cours de laquelle la répression par l'armée avait fait quelque dix mille morts, estiment les

A Londres, le gouvernement bri-tannique a appelé le gouvernement chinois à entamer « un dialogue » avec les Tibétains et leur chef spiri-

Enfin, en France, la communauté tibétaine a appelé à une manifestation de commémoration, samedi, à 14 heures, devant l'ambassade de Chine, 11, avenue George-V, à Paris, organisée conjointement avec le Comité de soutien au peuple tibétain, les Amitiés franco-tibétaines et Association Tibet libre, nouvelle organisation créée l'an dernier à Strasbourg. - (AFP.)

En bombardant Jalalabad, les

résistants ont détruit un Antonov

AN-32 de l'armée de l'air gouverne-

mentale qui s'apprêtait à décoller

avec des civils à bord, tuant deux

autorisée à Kaboul, en précisant que

les autres passagers ont pu fuir

A l'aéroport de Kandahar, princi-

pal objectif militaire des résistants dans le Sud-Est, les moudjahidins

ont tué dimanche vingt-cinq soldats et abattu un avion à l'aide d'un mis-

sile sol-air Stinger. Ils se sont

au sud de l'aéroport, indique-t-on

auprès de la résistance à Quetta.

Cependant la première réunion du

gouvernement de la résistance à l'intérieur de l'Afghanistan doit se

tenir jeudi dans la province fronta-

lière du Nangarhar (capitale Jalala-bad), selon un responsable du Hezb-

i-Islami (fondamentaliste). -

CORÉE DU SUD

Ouverture tumultueuse du procès d'une terroriste

de notre correspondant

« A mort! » « Rendez-moi mon mari! » Le procès de Kim Hyon-hui, la jeune femme qui a avoué être une espionne nord-coréenne et avoir fait exploser un avion de Korean Air en novembre 1987 avec cent quinze personnes à bord, a commencé,

mardi 7 mars à Séoul, dans une

atmosphère de pénible hallali. A l'extérieur du tribunal, des centaines de policiers essayaient vainement de contenir la foule des parents des victimes tandis que dans la salle certains d'entre eux interrompaient à plusieurs reprises le débats, criant des injures à l'adresse de l'accusée. Celle-ci, immobile, regardait obstinément à terre, pleurant doucement. Lors d'une suspension d'audience, deux femmes réussirent à s'approcher à moins de 2 mètres de l'accusée et cherchèrent à la frapper avec leurs chaussures.

Soucieux de donner le plus grand écho possible à ce procès, estimant qu'il ne peut qu'embarrasser le régime de Pyongyang, les autorités sud-coréennes (qui avaient même pensé à un moment autoriser le tournage d'un film sur la vie de M³⁴ Kim) avaient largement ouvert le tribunal à la presse. Il y eut pourtant quelques notes discordantes : « Ce procès est une farce », crièrent certaines personnes dans la salle. Selon elles, Kim Hyon-hui serait en réalité un agent du Sud utilisé pour discréditer le Nord. Des propos qui, il y a deux ans, auraient provoqué l'arrestation immédiate de leurs

Au début de l'audience. Kim Hyon-hui avait une nouvelle fois reconnu être l'auteur de l'attentat, déclarant qu'elle avait agi sur les ordres de M. Kim Jong-il, fils et héritier en titre du président Kim Il-

PHILEPPE PONS.

JAPON: le scandale Recruit-Cosmos

> Un ancien vice-ministre a été arrêté

TOKYO

de notre correspondant L'ancien vice-ministre du travail M. Takashi Kato, a été arrêté, mercredi 8 mars, à la suite d'une convocation chez le juge d'instruction. Il est accusé de corruption dans l'affaire Recruit. M. Kato est la onzième personne arrêtée dans le cadre de l'enquête menée par le parquet sur ce scandale et le plus important haut fonctionnaire appré-

hendé à ce jour. M. Kato est accusé d'avoir recu trois mille actions avant cotation de la société Recruit-Cosmos qui lui ont permis de réaliser un profit de 6,9 millions de yens lorsqu'elles furent mises sur le marché. En échange des largesses de Recruit, M. Kato, qui était à l'époque chef du service de l'emploi au ministère du travail, aurait « torpillé » un projet visant à renforcer les contrôles sur les journaux publiant les annonces d'emploi (au départ, l'une des principales activités Recruit). Selon le parquet, Recruit aurait en outre fait bénéficier le hant fonctionnaire de traitements de faveur dans les établissements de luxe de Tokyo entre 1984 et 1986. M. Kato

L'arrestation de M. Kato était attendue depuis que l'un de ses subordonnés avait lui-même été arrêté le 17 février. Elle pourrait être suivie dans les prochains jours par celle de l'ex-vice-ministre de l'éducation, M. Kobayashi.

a quitté la fonction publique en 1987 alors qu'il occupait le poste de

Le parquet semble explorer systé matiquement les trois « routes » empruntées par les flux financiers ayant pour origine Recruit : celles des ministères du travail et de l'éducation directement concernés par les activités de Recruit et celle de NTT, qui a conduit lundi à l'arrestation de l'ancien président du géant des télécommunications (le Monde du 8 mars). Cette dernière est évidemment la plus importante par ses implications politiques : outre l'affaire de la vente de deux supercomputers à Recruit, NTT aurait fourni quelque 800 millions de yens au Parti conservateur collectés tout bonnement auprès de ses employés sous forme de contributions dites

Europe

POLOGNE

La fin de la table ronde est fixée au 3 avril

Les difficultés apparues ces der-niers jours dans les négociations entre le gouvernement et l'opposition ont amené le ministre de l'inté-rieur, M. Czeslaw Kiszczak, et le président de Solidarité, M. Lech Walesa, à se rencontrer mardi 7 mars pour la deuxième fois en cinq jours. Leurs entretiens, qui se sont déroulés dans une villa gouverne-mentale à une trentaine de kilomètres de Varsovie, ont permis de débloquer un certain nombre de points importants et de fixer un calendrier pour la fin de la table

Selon un communiqué diffusé par l'agence officielle PAP, la séance de clôture des négéociations aura lieu le 3 avril. D'ici là, les commissions chargées des principaux chapitres de ces négociations devront avoir terminé leurs travaux le 20 mars.

A l'issue de la rencontre de mardi, M. Lech Walesa s'est montré résolument optimiste. « Tous les problèmes fondamentaux, comme le pluralisme, seront résolus à temps, en concordance avec nos engage-

ments », a-t-il dit. Le président de Solidarité a notamment assuré avoir obtenu l'engagement d'une relégalisation du syndicat étudiant NZS, qui avait été interdit lors de l'instauration de l'état d'urgence. Cette annonce est intervenue à deux jours des manifestations prévues pour la commémoration des émentes étu-diantes de mars 1968, qui avaient été suivies d'une purge d'intellec-

Le déroulement des négociations continue de susciter de nombreuses réticences au sein du PC polonais. Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a indiqué mardi qu'un nouveau plénum du comité central pourrait être convoqué avant la fin de la table ronde pour avaliser le résultat des négociations. Il a déclaré que des discussions difficiles avaient en lieu lundi et mardi entre la direction du parti et les secrétaires des comités régionaux venus de toute la Pologne pour débattre de la situation actuelle. - (AP, AFP,

Pour la première fois

Varsovie attribue à Staline la responsabilité du massacre de Katyn

pour la première fois, mardi 7 mars, attribué officiellement à Staline la responsabilité du massacre de 15 000 officiers et sous-officiers polonais faits pri-sonniers par l'armée rouge au début de la deuxième guerre mondiale. Les corps de 5 000 d'entre eux avaient été retrouvés à Katyn. « Tout indique que le massacre a été perpétré par le NKVD » – la police d'Etat de Staline, — a déclaré le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban.

M. Urban a indiqué que le gouvernement avait transmis la semaine demière aux autorités soviétiques des r documents » prouvent implicitement la responsabilité du NKVD. Jusqu'à présent, la thèse officielle, à Varsovie comme à Moscou, attri-

buait ce massacre aux troupes

En URSS même, on commence également a s'interroger lité de massacres officiellement attribués aux troupes d'occupation allemandes pendant la seconde guerre mondiale. Le groupe Memorial vient ainsi d'annoncer avoir recu des autorités ukrainienne, la promesse d'une enquête sur les 240 000 morts qui se trouvent dans une immense fosse commune près de Kiev, en Ukraine. Selon Memorial, il s'agirait non pas de victimes des nazis, comme le veut la thèse officielle mais de victimes des purges des années 30. Une controverse similaire a également éclaté en Biélorussie. - (AFP; Reuter.)

en bref

● HONGRIE : inauguration d'une statue de Rajk. - Pour la première fois depuis sa mort, une statue de Laszlo Rajk, l'ancien ministre hongrois des affaires étrangères exécuté à l'issue d'un procès stalinien il y a quarante ans, a été inaugurée mardi 7 mars, à Gardony, sur les rives du lac Velence, au sud-ouest de

Plusieurs personnalités, dont un représentant du Front patriotique conulaire (officiel), d'anciens collèques de Raik et le fils de l'ancien dirigeant ont assisté à la cérémonie.

Condamné à mort comme agent de l'impérialisme, Rajk avait été réhabilité en 1956, juste avant le soulèvement d'octobre à Budapest. - (Reuter.)

• IRLANDE-DU-NORD: trois morts dans une fusillade. — Trois hommes ont été tués et un quatrième grièvement blessé, lors d'une fusillade revendiquée par l'IRA, dans une station-service de Coagh, un village à 80 kilomètres à l'ouest de Belfast. -

 SUISSE: la Chambre haute lève l'immunité parlementaire de M^{me} Kopp. - Le Conseil des Etats (Chambre haute) helvétique a décidé mardi 7 mars. à l'unanimité, la levée de l'immunité parlementaire de M^{me} Elisabeth Kopp, ancien ministre de la justice et de la police. Cette on, qui intervient après un vote semblable la semaine demière du Conseil national (Chambre basse), va permettre à l'Assemblée fédérale (réunion des deux Chambres) de nommer un procureur spécial qui devrait décider de la poursuite de instruction pénale contre Mrs Kopp.

• URSS : retrait de troupes de Mongolie. – L'URSS procède actuellement au retrait des trois ouarts de ses troupes basées en Mongolie, a indiqué mardi 7 mars, le porte parole du ministère des affaires étrandères. M. Guennadi Guerassimov. Ce retrait entré dans le cadre des réductions de deux cent mille hommes de l'armée rouge en Asie qui avaient été annoncées le décembre à la tribune des Nations unies, par M. Gorbatchev. Toutes les unités retirées de Mongolie seront démantelées ou verront leurs effectifs réduits. D'autre part, toute l'aviation soviétique sera rapatriée de Mongolie pour être retirée du service, a rappelé le porte-parole. Cette opération porte sur cent cinquante-deux avions, selon des experts militaires occidentaux à Moscou. - (AFP).

• Greenpeace à Moscou? -L'organisation internationale Greenpeace, qui se bat à travers le monde

se propose d'ouvrir prochaineme une représentation à Moscou. Le Financial Times, qui donne cette information, précise que le projet a été lancé avec la visite dans la capitale soviétique de plusieurs artistes rock qui soutiennent le mouvement écologique et dont les disques sont déjà diffusés à Moscou. Toujours selon le Financial Times, le directeur exécutif de Greenpeace, M. Peter Bahouth, a déclaré qu'il restait à l'organisation à examiner dans quelles conditions elle pouvait opérer dans un pays comme l'URSS. Le vice-président de l'Académie soviétique des sciences, M. Evgueni Velikhov, a indiqué, pour sa part, que divers projets étaient envisagés quels Greenpeace pourrait être asso-

 Un navire à propulsion nucléaire interdit à Vladivostok. -La municipalité de Vladivostok a refusé l'entrée de son port à un porte-conteneurs soviétique à pro-pulsion nucléaire, le Sevmorpout, à la suite de protestations de la population, a indiqué mardi 7 mars le journal Sovietskaia Rossia. « Des dizaines de milliers de personne en Extrême-Orient soviétique ont protesté contre l'entrée du bâtiment dans les ports locaux», a rapporté le quotidien, sans préciser sous quelle forme elles avaient exprime leur hostilité. Le icumal estime ou'« une information insuffisante, le spectre de la catastrophe de Techemobyl et une mauvaise situation écologique dans la région se sont combinés pour provoquer un puissant mouvement populaire de défiance. » Depuis le 2 mars, le bêtiment est ancré au large du port, en mer du Japon. — (AFP.) Appendix

1

● Poursuite contre des nationalistes en Lettonie. - Des poursuites vont être engagées contre vingt-trois autres personn kındi 6 mars, à Riga, capitale de la Lettonie, a indiqué mardi l'agence Tass. Les manifestants protestaient contre le réexamen, par le Parti communiste local, de l'activité des médias dans cette république balte.

• RFA: M. Genscher hospitsfise. - Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a été hospitalisé mardi 7 mars à Bonn, dès son retour de Vienne, où il participait à la conférence sur le désemmement converttionnel. M. Genscher, « dont l'état de santé s'est aggravé ces demiers temps », doit subir une opération de l'uretère, a indiqué le ministère. -

OCÉANIE

VANUATU L'ancien président Sokomanu condamné à six ans de prison

SYDNEY

de notre correspondant

L'ancien président de la République du Vanuatu, M. Georges Sokomanu, été condamné, mardi 7 mars, par Cour suprême de Port-Vila à six années d'emprisonnement pour son rôle joué dans la crise politique de décembre dernier. Six autres dirigeants de l'opposition, parmi lesquels MM. Barak Sopé et Maxime Carlot leaders respectifs du Parti progressiste mélanésien (anglophone) et de l'Union des partis modérés (franco-phone), ont été condamnés à cinq ans de prison.

Les accusés, défendus par trois avo-cats venus de Nouvelle-Calédonie - Ma Jean Louzier, Christian Boisinculpés de tentative de renversemen du gouvernement du pasteur Walter Lini et d'incitation à la mutinerie au sein des forces armées. Le 16 décembre, le président Georges Sokomanu, à la suite d'élections partielles boycottées par l'opposition, avait dissous le Parle-ment et nommé MM. Sopé et Carlot à la tête d'un gouvernement provisoire Il avait laissé planer, en outre, la menace d'une intervention militaire extérieure si la Vanuatu Mobil Force (VMF) ne retirait pas son soutien à M. Lini.

M. Sokomanu, officiellement déchu depuis janvier, s'est justifié en faisant valoir que le pouvoir de dissolution du Parlement était de son ressort en sa qualité de chef de l'Etat, une interpréation très contestée de la Constitution. Les avocats ont fait appel.

FRÉDÉRIC BOBIN.

VIETNAM

Les partisans des réformes renforcent leurs positions

A deux semaines d'un plénum du comité central du PC vietnamien, qui devrait s'ouvrir le 26 mars à Hanoï, un remaniement ministériel semble avoir renforcé la main des partisans d'une accélération des réformes économiques.

Le maire d'Ho-Chi-Minh-Ville (Saigon), M. Phan Van Khai, a été nommé président du comité d'Etat au plan (ministre du plan). Il rem-place M. Dau Ngoc Xuân, qui devient vice-président de la comp sion d'Etat chargée de la coopération et des investissements étrangers, avec rang de ministre. De son côté, M. Vo Dong Giang est égale-ment nommé vice-président de la même commission d'Etat anrès avoir été président de la commission d'Etat des relations économiques extérieures jusqu'à sa dissolution en mai 1988.

M. Khai, membre du comité central du PC et originaire du Nord, passe pour favorable à la libéralisation de l'économie prônée par M. Nguyên Van Linh, nommé secrétaire général du PC lors du congrès du parti, en décembre 1986. Le numéro un du parti, âgé de soixante-quatorze ans et qu'on a dit malade à la fin de 1988. souhaitait depuis de longs mois une réunion des hautes instances du PC pour donner un nouvel élan aux réformes entreprises depuis le VI congrès. Il avait même évoqué la réunion d'une conférence nationale, la première dans l'histoire du PC vietnamien, sans attendre le VI congrès, qui doit normalement être convoqué en 1990.

Le plénum de la fin du mois de mars devrait porter sur un renforcement de réformes qui n'ont pas, jusqu'ici, produit les effets escomptés. Les dirigeants vietnamiens espéraient notamment une éponse plus rapide et plus favorable à leur nouveau code, libéral, des investissements étrangers. Or, en comptant les contrats pétroliers signés l'an dernier, ces investissements demeurent inférieurs à 400 millions de dollars.

En dépit de ses problèmes de nté, M. Linh s'est rendu en janvier à Phnom-Penh, à l'occasion du dixième anniversaire du régime protégé par les troupes vietnami et, dans la foulée, en visite officielle en Inde. Selon certaines sources, il aurait l'intention de rester à la barre au moins jusqu'au VII: congrès du PC afin de consolider les réformes et

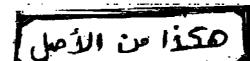
LIVRES POLONAIS

et livres français sur la Pologne l'Europe de l'Est

12, rue Saint-Louis-an-l'He, PARIS-P ■ Tél. : 43-26-51-09

LIBELLA





the the second

Politique

La mort de Roger-Patrice Pelat

Roger-Patrice Pelat est mort mardi 7 mars à l'hôpital américain de Neuilly d'un arrêt cardiaque, à l'âge de soixante-dix ans, alors qu'il était bospitalisé depais le 27 février pour une embolie pulmonaire.

14 Le Monde • Jeudi 9 mars 1989 •

Immédiatement informé de la mort de son ami, le président de la République s'est renda vers 19 heures à Neuilly pour s'incliner devant le corps de Roger-Patrice Pelat.

Le 20 février dernier, cet homme d'affaires avait été inculpé de « recel de délit d'initié » dans l'affaire Pechiney, accusation qu'il avait contestée. Selon l'emquête menée par la COB, l'ami du président était accusé d'avoir acquis, pour himême et pour d'autres personnes, dix mille actions de la société américaine Triangle peu avant son rachat par le groupe

Interrogé à Bordeaux où il participait à la campagne élec-torale, mardi soir, M. Pierre Bérégovoy a déclaré : « La disparition de Patrice Pelat, à mon avis, due aux éléments que vons savez (...), doit donner à réfléchir à tous. Je suis bouleversé par la mort de ce grand résistant. C'était un honnête

De son côté, ML François Léotard, président du Parti républicain, qui était l'invité du journal de la Cinq, a indiqué : « Nous me sommes pas des gens sens sentiments (...) Un décès est tonjours quelque chose d'affreux.»

Enfin, M. Edouard Balladur a exprimé, mercredi matin, sur Europe 1 sa « tristesse » en souhaitant « que dans notre vie publique il y ait d'une façou générale plus d'objectivité et plus de respect des personnes

L'enquête sur les délits d'initiés

L'affaire Pechiney dans laquelle Roger-Patrice Pelat était inculpé de recel de délit d'initié pour l'achat de 10 000 actions Triangle Industries a pour point de départ une enquête de la Securities and Exchange Commission (SEC), le « gendarme » de Wall Street. La SEC avait remarqué des achats importants d'actions Triangle dans la semaine précédant l'OPA amicale de la société nationalisée Pechiney sur Americain Nationai Can. Ces achats pouvaient laisser supposer que les donneurs d'ordre avaient été informés de l'opération de Pechiney qui, rendue publique le 21 novembre, allait faire monter le cours des actions à 57 dollars, alors qu'elles s'échangeaient quelques jours plus tôt à 10 doilars.

L'enquête de la SEC devait provoquer une enquête parallèle de la Commission française des opéra-tions de Bourse concernant 56 350 actions achetées à partir du territoire français entre le 14 et le 18 novembre 1988. Trois autres groupes d'achats devaient être mis en évidence : 60 000 à partir de la Suisse et du Luxembourg entre le 14 et le 18 novembre ; 109 300 à partir période ; 91 000 à partir de la Suisse pour le compte d'un établissement bancaire d'Anguilla entre le 18 août

C'est le premier groupe d'actions qui devait entraîner, après la remise du rapport final d'enquête de la COB le 30 janvier, l'ouverture d'une information judiciaire. Roger-Patrice Pelat était mis en cause par le rapport de la COB pour l'achat de 10 000 actions Triangle, réparties entre lui-même, sa femme et ses deux fils, pour un coût global de 618 990,62 F et une plus-value de 2 238 997,56 F.

Commence & G

Cependant, M. Théret, comme son ami Pelat, affirmait que les achats de ce dernier avaient pour origine un conseil du premier donné à une date et dans des conditions que les deux interlocuteurs n'ont pu préciser », soulignait

M. Jean-Pierre Michan, chef du service d'inspection de la COB, dans son rapport. C'est la raison pour laquelle Roger-Patrice Pelat ne fut inculpé que de « recel de délit d'initié » le 16 février par M™ Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris, alors que M. Théret est sous le coup de trois chefs d'inculpa-tion : délit d'initié, complicité et recel desdits délits. M. Thèret est le principal acheteur français connu à ce jour d'actions Triangle : 32 300.

Quelques jours avant la fin de l'enquête de la COB, plusieurs organes de presse - le Quotidien de Paris et l'Express notamment - fai-saient état de 40 000 actions achetées, grâce à des intermédiaires, en Snisse, par l'un des acheteurs français déjà connus. C'est dans ce cadre que *le Monde* eut confirmation de l'existence de tels soupçons dans l'entourage de la COB et apprit que les renseignements généraux, dans un rapport destiné au ministre de l'intérieur, attribuaient ces 40 000 achats supplémentaires à Roger-Patrice Pelat. Cette information avait été transmise à l'Elysée par les services de M. Pierre Joxe. Cependant, l'Elysée opposa un démenti catégorique aux informations du Monde sur l'existence d'ur rapport des renseignements géné-raux. Quant à Roger-Patrice Pelat, il restait silencieux, refusant de répondre aux questions du Monde.

Selon plusieurs de ses proches, il renseignements généraux, affirmant avoir seulement acheté les 10 000 actions déià connues. Rien n'est venu confirmer actuellement l'existence d'actions supplémentaires bien que les relations de Roger-Patrice Pelat avec une société du Liechtenstein, liée à l'un des acheteurs suisses, aient été mises en évidence. La justice française n'a toujours pas percé le mystère de l'identité des donneurs d'ordre ayant acheté des actions Triangle depuis la

(Publicité) Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce

C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALSÉ L'ÉLES ANNONCES! EN FONDS DE COMMERCE que vous trouverez tous les landis les toutes dernières affaires En vente persont 6,20 F et 36, rue de Maite, 75011 PARIS. Tél.: (1) 48.05.30.30



«Le courage et l'amitié » resté très uni. Il n'a été séparé que

Que reste-t-il d'un homme, même peu ordinaire, sinon l'amour de quelques-uns et l'amitié de quelques autres ? A moins d'entrer dans l'histoire, grande ou petite, celle qui est écrite. Si, ami d'un président de la République, président socialiste de surcroît, il n'avait été emporté par le tourbillon des affaires financières, Roger-Patrice Pelat serait parti discrètement, laissant à ses proches et seulement à eux le bilen hors du commun d'un homme qui l'était aussi. . .

il a fallu qu'il entre dans les médies par une mauvaise porte pour que l'on connaisse le meilleur de lui même, livré aux Français par son ami. François Mitterrand, avocat de l'honneur d'un homme en même temps qu'il présentait sa propre défense. Qui serait en situation de parler mieux du Roger-Patrice Pelat de jeunesse que ne l'a fait ce soir-là, le 12 février, à la télévision, François Mitterrand ?

« Tout de même, on devrait attendre du président de la République qu'il sélectionne un peu mieux ses fréquentations », avait écrit un journaliste à propos de l'affaire des actions Triangle qu'il en avait acquis dix mille) dans le rachat d'American Can par Pechiney. Sélectionner ? Fréquentations ? La réponse fut l'histoire d'une amitié née il y a près de cinante ans. Ceux qui l'ont entendue ne sont pas près de l'oublier :

∉ C'était en 1940 — voyez, il y a un bout de temps - dans les camps. Un très sale hiver, très dur, dans l'Allemagne qui est aujourd'hui l'Allemagne de l'Est, c'est-è-dire assez au nord. La sélection, elle se fait curieusement dans ces situations-là. J'ai vécu pendant trois mois avec de l'étoffe, des chiffons autour des pieds, faute de chaussures, attachés avec des ficelles. On restait des heures et des heures exposés à la neige, au vent. On souffrait de le faim. Ce n'était pas une situation comparable en horreur à ce qu'ont connu les déportés, mais c'était dur, et on pouvait distinguer, sélectionner. Il y a des gens qui restaient courageux et qui restaient solidaires, sur lesquels on pouvait compter. Et nous étions un petit groupe qui est

par la mort, depuis ce temps. »

De Roger-Patrice Pelat, mainte-nant séparé du petit groupe, François Mitterrand dira ce soir-là « Rares sont les prisonniers de guerre, dans de telles circonstances de misère et de solitude, qui ont montré autant de force d'âme, de caractère et de cameraderie. Donc, j'ai sélectioné mes fréquentations dans un commando de prisonniers de guerre, là-bas, en Thuringe, et j'ai choisì le courage et l'amitié (...). Rares sont ceux que j'ai connus, pendant la guerre et jai conins, pencant la guerre et dans ces circonstances, qui aient montré autent d'énergie, d'esprit de décision, de présence et de force que Patrice Pelat. Voilè comment s'est fondée ma fréquenta-

Résistant

La circonstance, en pleine « affaire Pelat », à la télévision, ne se prêtait guère à l'anecdote. Il faut pourtant savoir qu'au stalag, bien que n'appartenant pas au même commando. François Mitterrand et Roger-Patrice Pelat se sont rencontrés pour des raisons fort prosaïques. Le premier passait, tout nu comme un chacun, à la douche pendant que les vêtements subissaient l'obligatoire désinfection. Le second était « chef d'étuve », président de la lutte contre les poux. Cela aussi laisse de drôles de souvenirs.

Il y en eut d'autres, ensuite, de ces liens entre captifs, fuvards pourchassés, résistants traqués. L'un et l'autre tentèrent à trois reprises d'échapper aux camps. jamais ensemble et à des mome différents. Ils réussirent la belle à la troisième pour se retrouver résistaine Morland et colonel Patrice. Histoires croisées, vies aventureuses. Roger-Patrice Pelat dira plus tard comment, dans un train, il a rencontré à cette époque « une belle fille ». C'était, Christine Gouze, la sœur de Danièle qui, présentations faites, deviendra M^{me} Mitterrand.

Avant le staleg, la trajectoire de Roger-Patrice Pelat n'avait nen de commun avec celle de François Mitterrand, issu de la petite bour-

vaux de l'esprit. François Mitterrand l'a aussi raconté, à la

« Il était pauvre, Patrice Pelat. Il était ouvrier chez Renault, commis boucher. Il n'a pas fait d'études, Et ie me suis souvent abrité chez se mère, qui était ouvrière à la chaîne dans une blanchisserie à Billancourt, une femme admirable. Elle vit toujours, è quatre-vingt-dix ans, dans sa Bretagne. C'était une l'ennemi et d'un patriotisme qui font que j'ai aimé cette famille, que j'ai aimé ces gens qui partageaient ma vie. Il était très pauvre. Très

Pauvre et - puisque chez Renault. - naturellement embringué en 1936 (il avait alors dix-huit ans) dans les Jeunesses communistes. Fort en queule aussi, sans doute. Du moins ce baroudeur, «poitrine de béton» et tête brû-lante, le sera-t-il à la Libération, lorsque à Paris il fera les quetre cents coups dans son beau cosbourrique le général Kcenig, alors chef d'état-major de l'armée de

« Il était panvre »

« Il était pauvre. Très très pau-vre, et puis il est devenu riche, non pas comme homme d'affaires, mais comme industriel (...). Fallaitil que je me brouille avec lui parce que de pauvre il était devenu riche ? »

La fortune, c'est Vibrachoc, société spécialisée dans les amor-tisseurs et le traitement des ondes acoustiques fondée en 1953 avec beau-père, et grâce aux conseils de Robert Mitterrand, frère de François (le Monde du 24 février). C'est surtout la vente de Vibrachoc, en puillet 1982, à Alsthom, filiale de la CGE, qui vient d'être nationalisée et qui est alors dirigée par Georges Pébereau. Excellente affaire puis-que la vente est réalisée largement au-dessus de la valeur réalie et qu'aussitôt Vibrachoc devient déficitaire. C'est aussi une multitude de petites sociétés dont il est difficile de débrouiller les fils, telle la Camargaise de participations,

minuscule et immobilière, au capital de laquelle participent Mane-France Garaud et Pierre Juillet.

De cette fortune, de son goût de l'argent, Roger-Patrice Pelet ne s'est jamais caché : chasses, vaste propriété en Sologne, somptueux appartement meublé chinois à Paris, et la Rolls qui le trimbalait parfois jusqu'à l'Elysée. Pourque ses aises aurait-il feint d'être resté DBUVTE ?

il a aussi tâté de la politique, mais semblait admettre, sans la moindre amertume, qu'il ne s'y entendait guère. Cerrière fort dis-crète et tellement éloignée de son engagement premier aux Jeunesses communistes : maire de Boutigny-sur-Orge, élu en 1971 sous l'étiquette incertaine « indépendant de gauche», conseiller général du canton de La Ferté-Alais (Essonne), réélu en mars 1976, il ne se représentera pas en 1982. Roger-Patrice Pelat prolonge un peu, cependant, lorsqu'il favorise rapprochement de Marie-France Garaud - ils ont longternos habité le même immeuble — et de Fran-cois Mitterrand. Il s'efforce aussi d'aider, autant que faire se peut, son ami président de la République en butte à la méfiance du patronat lorsque, patron parmi d'autres, il encourage ses pairs, en décembre 1981 dans le Monde, à embaucher, investir et « maintenir haut le génie de l'entreprise française », afin « que l'essor économique soit

Le 5 ianvier dernier, alors que la rumeur portait son nom dans tout Paris pour l'achat de dix mille actions Triangle, Roger-Patrice Pelat était à l'Elysée, comme sou-vent. Le samedi 25 janvier aprèsmidi, trois heures après que le Monde eut fait état d'un éventuel achat supplémentaire de guarante mille actions, il tournait en rond dans le quartier de la Muette, tandis que radios et télévisions montaient la garde, non loin de là, devant son domicile. « Tous ces vautours, en bas de chez moi..., disait-il à une amie rencontrée par hasard. C'est faux, complètement

JEAN-YVES LHOMEAU.

Dans la presse parisienne

« Le Quotidien » : Tombe le rideau

A la «Une» du Ouotidien de Paris, Stéphane Denis écrit notam-Patrice Pelat: «Sa mort injuste comme la mort ne cesse de l'être. clôt avec les accents du drame une vie et une affaire (...) On dira peut-être que la presse l'a tué. C'est faux. Ménagé et respecté dans son intégrité d'homme, tout au long d'une affaire qui tournait sept fois son stylo dans sa bouche avant d'écrire ou de prononcer non point des phrases mais des faits, Patrice Pelat n'est pas une victime.

vrir du manteau du procès. - rappelle la génèse de l'affaire et vu « l'ami du président »... qui concint : « Il reste le chagrin de ceux dont Patrice Pelat était le aussi grave qu'ait pu être la faute, peut résister à tant de chaleur et aussi grave qu'ait pu être la faute, peut résister à tant de chaleur et aussi grave qu'ait pu être la faute, peut résister à tant de chaleur et aussi grave qu'ait pu être la faute, peut résister à tant de chaleur et aussi grave qu'ait pu être la faute. parent ou l'ami et la curiosité de ceux dont Patrice Pelat était le début d'une enquête. L'un et l'autre

le rideau. • « L'Humanité » :

L'argent porte malheur

Dans un billet intitulé « L'argent et la mort », Claude Cabanes,

que cette fin est une sortie, au

sont éminemment respectables.

L'un et l'autre disparaissent lis s'évanouissent ensemble, et tombe

Fragilités

(Suite de la première page.)

Cette mort clot le dossier judiciaire, pour ce qui le concerne. Elle en ouvre un autre, à plusieurs entrées. Un dossier qui ne relève ni de la justice, ni de la politique, ni de l'enquête, ni d'une vérité qui serait à débusquer ou à révéler. Elle ouvre un dossier de conscience sur la fragilité des êtres et le rôle de plusieurs institutions, dont la justice et la

M. Mitterrand avait dû détailler les circonstances à l'occasion desquelles, dans un stalag. pendant la guerre, il avait sélectionné » son ami Pelat. Il avait évoqué son courage et sa force. Au terme de sa vie. ces deux vertus auraient-elles craqué sous les coups de sa mise en cause publique dans une affaire où « l'argent facile » eut toute sa part ? Roger-Patrice Pelat est mort de mort naturelle, comme on dit. Nul ne peut démontrer en toute certitude que cette fin est liée à l'affaire des achats d'actions de la société Triangle. Mais qui pourrait affirmer le contraire et prétendre que c'est par hasard que cette vie s'arrête au moment où cet homme de coulisses vient d'être projeté sur l'avantscène? Meurt-on par hasard auand on ne meurt pas par choix ? Les liens entre la psyché et le soma ne sont plus à démontrer et chacun sent bien

On conceit la peine des proches. On imagine la tristesse de ses amis et on respecte celle du plus illustre d'entre eux. Faut-il pour autant désigner des coupables, entrer dans un procès de délit d'informer, voire de délit l'affaire Pechiney, ont fait leur devoir, leur métier. Les uns en informant sur des irrécularités. les autres en déclenchant la procédure qui aboutirait à une inculpation, et les premiers en rendant compte de ce que faisaient les seconds. La recherche de la vérité contribue, en démocratie, à l'équilibre des pou-

M. Bérégovoy a dit, après la mort de Roger-Patrice Pelat, que cela devrait « donner à réfléchir à tous ». Il a raison. Il nous faut méditer cette évidence dont l'occasion rappelle la banalité : les héros de la vie publique sont - tous - des êtres de chair et de sentiment, un mélange de force et de fragilité, d'énergie et d'abandon, d'assurance et de faiblesse. Comme nous tous. Un homme ne s'appartient plus lorsqu'il passe de l'ombre à la lumière. de l'intime aux médias. Par

ou la diffamation : le miroir est

irréprochable s'il n'est pas

BRUNO FRAPPAT.

hasard, par choix ou par faute.

La traviaue n'a pas, ici, à se cou-rédacteur en chef de l'Humanité 20 février, la dernière fois que j'ai responsabilités, elle ne méritaient pas la mort. Décidément, l'argent. son trafic et ses calculs portent

« Libération » : Le prix de l'amitié

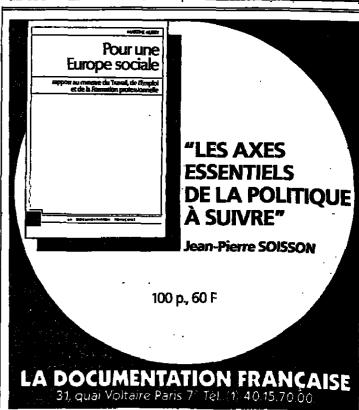
Dans Libération, Jean-Michel Helvig explique que le rôle de M. Roger-Patrice Pelat dans le délit d'initie de l'affaire Pechiney . a été mineur . : « Mais son amitié avec François Mitterrand, leurs longues promenades en tête à tête dans les rues de Paris, ont fait de cet hédo-niste, étiqueté plutôt droite modé-rée (...) le vecteur de soupçons dirigés vers les socialistes en géné-ral, et quelques hommes du président en particulier sinon le prési dent lui-mème. >

« Le Figaro » : Un ami

Dans Le Figuro, Christine Clerc M. R.-P. Pelat : - C'était le lundi parlait de son dieu « François » ou qu'il vous faisait parcourir en Range-Rover l'immense parc de son tout nouveau château, Pelat était un gosse émerveillé (...). •

A ses enfants qui le poussaient à faire des procès en dissamation, M. Pelat aurait répondu : « Changez de nom si vous voulez (...) Moi, je ne ferais rien... » Quoi! même contre ceux qui ont raconté ce bobard des quarante mille actions achetées en Suisse? » Non, rien qui puisse gêner Fran-





: ope

Les affrontements PS-PCF dans les villes de plus de 20000 habitants

NORD: Lille: M. Pierre Mauroy*, PS. Roubaix: M. Bernard Carton, PS. Tourcoing: M. Jean-Pierre Balduyck, PS; M. Claude Demoustier, PCF. Dunkerque: M. Michel Delebarre, PS; M. Joël Kiecken, PCF. Villeneuve-d'Asq: M. Gérard Caudron*, PS. Wattrelos: M. Alain Faugaret*, PS; M. Guy Duel, PCF. Douai: M. Marc Dolez, PS; M. Georges Hage, PCF. Valenciennes: M. Jean-M. Marc Dolez, PS; M. Georges
Hage, PCF. Valenciennes: M. JeanMarie Desfossez, PS; M. JeanClaude Dulieu, PCF. Cambrai:
M. Jean Le Garrec, PS; M. René
Hégo, PCF. Maubenge: M. Alain
Carpentier, PS. Marca-en-Barreul:
M. Pierre Defever, PS; M. Didier
Roussel, PCF. Lambersart:
M. Claude Revmant PS: M. René M. Claude Reynaert, PS; M. René
Caura, PCF. Lomme: M. Arthur
Notebart*, PS; M. Marcel Verpoest, PCF. Mons-en-Barceni:
Mme Françoise Jullien (1), PS;
M. Michel Douliez, PCF. GrandeSunther M. Peré Carlore * PS. Synthe: M. René Carême *, PS: M. Dominique Ducrot, PCF. Armentières: M. Gérard Haese-broeck*, PS; M. Pierre Demessine, PCF. Condekerque-Branche: M. André Delattre *, PS. Saint-Pol-sur-Mer : M. Gaston Tirmarche *, PS; Mme Chantal Hanon-Cosyn, PCF. La Madeleine : M. Luc Belval, PS. Hem: Mmc Françoise Provo, PS; M. André Pasbecq, PCF. Denain: M. Arthur Brabant*, PCF. Loos: M. Georges Dupont *, PS; M. Daniel Houtte, PCF. Haze-bronck: M. Armand Moriss, PS.

OISE: Beauvais: M. Walter Amsallem *, PS. Compiègne : M. François Ferrieux, PS; M. Jean-Marc Bouchez, PCF. Creil : M. Jean Anciant *, PS. ORNE: Alençon: M. Pierre

Mauger *, PS. PAS-DE-CALAIS: Arras:
M. Léon Fatous*, PS; Calais:
M. Jean-Jacques Barthe*, PCF.
Boulogne-sur-Mer: M. Guy Lengapounding surviver : M. Only Lenga-gne *, PS. Lens : M. André Delelis *, PS; M. Marcel Barrois, PCF. Liévin : M. Jean-Pierre Kucheida *, PS; M. Daniel Dernon-court, PCF. Hénin-Beaumont : M. Pierre Darchicourt (1), PS; M. Jean-Beaumont Dechause PCF

M. Jean-Bernard Deshayes, PCF. Bethune: M. Jacques Mellick*, PS; M. Henri Tobo, PCF. Brusyla-Buissière: M. Serge Janquin.*, PS; M= Michèle Ducatez, PCF. Avion: M^{**} Jacqueline Poly *, PCF; M. Henri Konieczny, PS. PUY-DE-DOME : Clermont-

TLANTIOU Pau : M. André Labarrère *, PS M. Sylvano Marian, PCF. Bayonne M. Nicole Pery, PS; M. Henri Lagarde, PCF. Anglet: M. Jean-Pierre Voisin, PS; M. Jean-Pierre Roux, PCF. Biarritz: M. Michel

HAUTES-PYRÉNÉES Tarbes: M. Raymond Erraçaret *, PCF; M. Pierre Forgues, PS.
PYRÉNÉES-ORIENTALES: Perpignan : M. Robert Marty, app. PS; M. André Tourné, PCF.

BAS-RHIN: Strasbourg:

M= Catherine Trautmann, PS;

M. Francis Wurtz, PCF. Haguenau: M. Dominique Collin, PS.
Schiltigheim: M. Aifred Muller*
sout. PS; M. Jean-Charles Mousche, PCF. Illkinch-Graffenstaden:

M. Jacques Bigot, PS.

HALIT BURN. Column

HAUT-RHIN : Colmar : M. Serge Rosenblich, PS: M. Guy Peterschmitt, PCF. Mulkouse: M. Jean-Marie Bockel, PS; M. Auguste Bechler, PCF.

RHONE: Lyon: M. Gérard Collomb, PS. Villeurbanne: M. Charles Hernu *, PS. Vénissieux: M. André Gérin *, PCF. Vaux-en-Velin: M. Maurice Charrier *, PCF. Saint-Priest: M. Bruno Polga*, PS. Calmire-et-Cuire: M. Dominique Viellard, PS. Bross: M. Jean-Jack Viellard, PS. Bron: M. Jean-Jack Queyranne (1), PS. Rillieux-la-Pape: M. Jacky Darne, PS. Villefranche-sur-Saône: M. Jean Dubois, PS. Oullias: M. Roland Bernard*, PS. Meyzien: M. Jean Poperen*, PS. Decines-Charpien: M. Pierre Moutin*, PS. Sainte-Foy-Rs-Lyon: M. Christian Brun, PCF. Givors: M. Camille Vallin*, PCF.

HAUTE-SAONE : Vesoul : M. Loic Niepceron, PS; M. Frédéric Bernabé, PCF

SAONE-ET-LOIRE: Mâcou M. Michel-Antoine Rognard *, PS. Chalon-sur-Saône: M. Jean Chapron, PS. Le Cressot: M. Camille Dufour *, PS. Montceau-les-Mines : M. Didier Mathus, PS. Autum: M. Jean-Pierre Gauffre, PS. SAVOIE: Chambéry: M. Louis Besson, PS; M. Jean Tinelli, PCF. Aix-les-Bains: M. Jean-Paul Cal-

HAUTE-SAVOIE: Annecy: M. Jean Excoffier, PS; M. Philippe Metral-Boffod, PCF. Thousan-les-Bains: M. René Canut, PS; M. Philippe Guichardaz, PCF. Annese : M. Gérard Galice, PS. PARIS: M. Pierre Joxe, PS;

lous, PS; M. Pierre Bourboujas,

M. Henri Malberg, PCF. SEINE-MARITIME: Rouen M. Michel Bérégovoy, PS. Le Havre: M. André Duroméa *, PCF. Havre: M. André Duroméa *, PCF. Dieppe : M. Irénée Bourgois *, PCF; M. Jean Beaufils, PS. Saint-Etienne-du-Rouvray : M. Michel Grandpierre *, PCF. Le Grand-Quevilly : M. Tony Larue *, PS. Sotteville-lès-Rouen : M. Pierre Bourguignon, PS. Le Petit-Quevilly : M. Robert Pagès *, PCF: M. Francois Zimeray PS. Fécanne.

M. François Zimeray, PS. Fécamp : M™ Frédérique Bredin, PS. SEINE-ET-MARNE: Mehm: M. Jacky Laplace, PS; M. Michel Blanchard, PCF. Meanx: M. Jean Lion * PS. Chelles : M. Yean-Paul Planchou, PS; M. Gérard Bordu,

YVELINES : Versailles : M. André Pigné, PS; M. Gustave Langlois, PCF. Sartrouville: M. Auguste Chrétienne*, PCF. La-Jolie : M. Paul Picard*,

Nous achevons la publication des têtes de liste du PS et du PCF dans les villes de plus de vingt mille habitants (selon le recensement de 1982 mis à jour) de la métropole. Ainsi que nous l'avions indiqué dans nos éditions du 8 mars, les deux partis de gauche s'affronteront dans cent quarante-cinq villes au premier tour des élections municipales, le 12 mars, soit 37 % du total de ces communes. Cette proportion frôle 39 % avec les cas d'alliance PS-centristes et de division interne au PCF.

Les « grands » départements à faible taux de « primaires » sont le Rhône (zéro sur quatorze), la Seine-Maritime (un sur buit), l'Essonne (deux sur seize), la Seine-Saint-Denis (six sur vingt-neuf) les Hauts-de-Seine (sept sur vingt-neuf) et le Val-de-Marne (neuf vingt-trois). Les socialistes d'Arcueil ne figurent sur aucune liste, pas même celle de M. Marcel Trigon, le maire communiste sortant, qui conduit pourtant officiellement une liste d'union présentée par les deux fédérations. Le PS d'Arcueil voulait une meilleure représentation sur cette liste et un engagement de lutte contre la

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 8 mars, Draveil (Essonne) est une ville dirigée par la droite, où s'est produite une dissidence socialiste en raison de dissensions internes à la section locale du PS.

Saint-Germain-en-Laye: M. Jean Laurent, PS; M. Alain Binet, PCF. Poissy: Mrs Martine Frachon, PS; M. Jacques Rodri-guez, PCF. Les Mureaux: Roger Le Toullec*, PCF; Alain Etoré, PS. Houilles: Eugène Seleskovitch*, PCF; M. Marcel Mortier, PS. Trappes:
M. Bernard Hugo*, PCF;
M™ Christine Villain, PS. ConflansSainte-Honorine: M. Michel Rocard*, PS; M. Pierre Cauchard, PCF. Chaton: M™ Jacqueline Penez, PS. Le Chesnay: M. Jean Maillefer, PS. Vélizy-Villacoublay: M. Gérard Desseigne, PS; M. Jean-Louis Passard, PCF. La Celle-Saint-Cloud: M. Jean-Claude Four-

lon, PS. Maisons-Laffitte : M. Bruno Athias, PS. Plaisir: M. Jean Mouton*, PS; M. Marcel M. Jean Mouton, PS; M. Marcel Leroy, PCF. Rambouillet: M. Roger Bonnet, PS; M. Daniel Blumé, PCF. Elancourt: M. Alain Danet*, PS; M. Iris Motta, PCF.

DEUX-SEVRES : Niort : M. Bernard Bellec*, PS. M. Bernard Beliec", PS.

SOMME: Amiens: M. René
Lamps", PCF; M. Serge Delignières, PS. Abbeville; M. Jacques
Becq, PS; M. Chantal Leblanc,
PCF.

TARN: Albi: M. Michel Castel*, PS. Castres: M. Philippe Dey-

TARN-ET-GARONNE; Mon-VAR: Tomon: M= Odette Casa-nova, PS; M= Danielle De March, PCF. La Seyne-sur-Mer : M. Maurice Paul, PCF. Hyères: M. Gaston Biancotto, PS; M. Jean-Louis Pfleger, PCF. Fréjus: M. Serge Ram-baud, PS; M. Christian Rouby, PCF. Draguignam: M. Christian Martin, PS. Six-Fours-les-Plages: M. Jean-Sauveur Guarino, PS; M. Serge Maccio, PCF. Saint-La Garde : M. Maurice Delplace *,

PCF. La Valette-du-Var : M. Gérard Maestracci, PS; M. Alain Trinquier, PCF.

VAUCLUSE: Avignon: M. Guy Ravier, PS; M. Marcelle Landau, PCF. Orange: M. Alain Labé, PS; M. Aimé Amato, PCF. Carpentras: M. Jean-François Brun, PS; M. Francis Liotaud, PCF. Cavail lon : M. Jean Scarpellini, PS; M= Annick Roche, PCF.

VENDÉE : La Roche-sur-You : M. Jacques Auxiette*, PS; M. Bernard Violain, PCF. VIENNE : Poitiers : M. Jacques

Santrot*, PS. Châtellerault : M≃ Edith Cresson*, PS. HAUTE-VIENNE : Limoges M. Louis Longequeue, PS.
VOSGES: Epinal: M. JeanPierre Ouvion, PS. Saint-Dié:
M. Christian Pierret, PS;

M. Robert Georges, PCF. YONNE: Sens: M. Jean-René Poihlot, PS; M. Jean Cordillot,

TERRITOIRE DE BELFORT; Belfort: M. Jean-Pierre Chevène-ment*, PS: M. Arlette Clerc, PCF. ment", PS; M. Arlette Clerc, PCF.
ESSONNE: Evry: M. Jacques
Guyard*, PS: Masy: M. Claude
Germon*, PS. Corbeil-Essonnes:
M. Roger Combrisson*, PCF.
Savigny-sur-Orge: M. Rose Desordons, PS; M. Michel Bockelandt,
PCF. Palaiseau: M. Jean Pacilly*,
PCF. Athis. Mona. Mona. Mona. PCF. Athis-Mons : M™ Marieloëlle Lienemann, PS. Les Ulis M. Paul Loridant*, PS. Draveil M[∞] Maryvonne Oizan-Chapon, PS. Grigay: M. Claude Vasquez*, PCF. Yerres : M. Marc Lucas, PS. Ris-Orangis: M. Daniel Perrin*. PCF.

combe, PS. Morsang-sur-Orge:

M= Geneviève Rodriguez*, PCF.

Saint-Michel-sur-Orge: M. JeanLoup Englander*, PCF.

gny: M. Georges Valbon *, PCF.
Montrenil: M. Jean-Pierre Brard *,
PCF. Saint-Denis: M. Marcelin
Berthelot *, PCF. Aulmay-sousBois: M. Jacques Delhi, PS;
M. Pierre Thomas, PCF. Auhervilliers: M. Jack Ralite *, PCF.
Drancy: M. Maurice Nilès *, PCF.
Eningy-gny-Seine: M. Gillhert Ron-Epinay-sur-Seine: M. Gilbert Bon-nemaison , PS. Le Blanc-Mesnil: nemaison *, PS. Le Blauc-Mesail :
M. Robert Fregossy *, PCF. Bondy :
M. Claude Fuzier *, PS. SaintOuen : M Paulette Fost *, PCF.
Pantin : M. Jacques Isabet *, PCF.
Sevram : M. Bernard Vergnaud *,
PCF. Noisy-le-Grand : M. Max
Salomon, PS; M. Emmannel Goutmann, PCF. Rosny-sous-Bois :
M. Roger Daviet, PCF. Noisy-leSee : M. Roger Gouhier *, PCF.
Stains : M. Louis Pierna *, PCF.
Gagny : M. André Noël, PS;
M. Lean Garria PCF. La Com-M. Jean Garcia, PCF. La Cour-neuve: M. James Marson , PCF. Livry-Gargan : M. Alfred-Marcel Vincent *, PS. Bagaolet : M. Daniel Mongeau *, PCF. Neuilly-sur-Vignenx-sur-Seine: M. Lucien Lagrange , PCF. Branoy: M. Jac-ques Derive, PS; M. Bernard Carré, Marne: M. Jacques Mahéas*, PS. Tremblay-les-Gonesse : M. Georges Prudhomme *, PCF. Villemon PCF. Montgeron: M. Daniel Des-M. Jean-Pierre Simon, PS; M. Jean-

Clichy-sous-Bois : M. André Dechamps *, PCF. Montfermeil : M. Albert Derrien, PS; M. Gilles Guimet, PCF. Pierrefitte : M. Daniel Bioton *, PCF. Les Libs: M. Claude Bartolone, PS.

HAUTS-DE-SEINE: Nanterre:

Jacqueline Fraysse-Cazalis *,

M. André Nicolas, PS; M. Robert Créance, PCF. Colombes: M. Dominique Frelaut *, PCF. Asnières-sur-Seine: M. Michel Laneret, PS. Rueil-Malussion:

Lancret, PS. Rueil-Malusaison:
M. Jean Giroud, PS. Neuilly-surSeine: M. Lucienne Buton, PS.
Courbevole: M. Philippe Roche,
PS. Antony: M. Pierre Antonmattei, PS; M. André Anbry, PCF.
Levallois-Perret: M. Jean-Pierre
Hemy, PS; M. Gérard Lœulliette,
PCF. Mendon: M. Jacques Lad
sous, PS. Clamart: M. Alain Busnel. PS. Clichy: M. Gilles

sous, PS. Clamart: M. Alain Busnel, PS. Clichy: M. Gilles Catoire*, PS. Issy-les-Mondineaux: M. Michel Margnes, PS; M. Guy Ducoloné, PCF. Gennevilliers: M. Jacques Brunhes*, PCF. Bagneux: M. Sydney Ghenassia, PS. Montrouge: M. Philippe Bassinet, PS. Suresues: M. Jean-Pierre Respaut, PS. Malakoff: M. Léo Figuères*, PCF. Saint-Cloud: M. Marc Bechet, PS. Châtenay-Malabry: M. Jean

Châtenay-Malabry : M. Jean Vons *, PS. Châtillon-sous-

Bagneux: M. Bernard Sandaran,

PS; M. Jacques Le Dauphin, PCF. Fontenzy-aux-Roses: M. Georges Le Baill, PS. Villeneuve-la-

M. Francis Langlade, PCF. Bois-Colombes: M. Christian Gallot, PS.

Vanves: M. Raymond Deniau, PS. Le Plessis-Robinson: M. Robert Gelly *, PCF; M. Philippe Ferra-dou, PS. Sèvres: M. Roger Fajnzyl-berg, PS. La Garenne-Colombes:

SEINE-SAINT-DENIS: Bobi-

Louis Balland, PCF. Villepinte: M. Jean-Claude Mejsak, PS; M. François Asensi, PCF. Romain-

ville : M. Robert Clément *. PCF.

M. Pierre Roussel, PS.

arenne: M. Bruno Romoli, PS;

Boulogue-Billancourt :

VAL-DE-MARNE : Créteil : M. Laurent Cathala ., PS; M. Jean-Jacques Porcheron, PCF. Vitry-sur-Seine: M. Paul Mer-cieca * PCF. Saint-Maur-des-Fossés: M= Lucieme Nittenberg, PS. Champigny-sur-Marne: M. Jean-Louis Bargero , PCF. Ivry-sur-Seine: M. Jacques Laloé , PCF. Fontenay-sous-Bois : M. Louis Bayeurte *, PCF. Villejuif : M. Pierre-Yves Cosnier *. juif: M. Pierre-Yves Cosner, PCF. Maisons-Alfort: M. Gilles Carasso, PS; M. Charles Lederman, PCF. Vincennes: M. Hugues Pinthiaux, PS; M. Yves Talhouarn, PCF. Alfortville: M. René Rouquet*, PS. Choisy-le-Roi: M. Louis Luc*, PCF. L'Hay-les-Roses: M. Leones, Tabayon* PS M. Jacques Tabanou*, PS. Villeneuve-Saint-Georges : M. Roger-Gérard Schwartzenberg, MRG; M. Jacques Planche, PCF. Le Perrenx-sur-Marne: Mª Fran-coise Moreau, PS; M. Pierre Scotto, PCF. Thiais: M. Bernard Cornette, PS; M. Daniel Picq, PCF. Fresnes: M. Gabriel Bourdin, PS. Cachan: M. Jacques Carata, PS; M. Marc Nectar, PCF. Nogent-sur-Marue: Mme Denise Hug, PS; M. Charles Narwa, PCF. Sucy-en-Brie: Mme Michèle Ville, PS; M. Raymond Glashendler, PCF. Villierssur-Marue: M. Serge Delaporte*, PS. Charenton-le-Pont: M. René Chausse, PS. Villemeuve-le-Roi: M. Pierre Martin*, PCF. Arcneil

M. Marcel Trigon*, PCF. VAL-D'OISE : Pontoise : Mme Nicole Le Loch, PS. Argentenii: M. Robert Montdargent*, PCF. Sarcelles: M. Dominique Strauss-Kahn, PS; Mme Marie-Claude Beaudeau, PCF. Garges-lès-Gonesse : M. Henri Cukierman* PCF. Francouville: M. Daniel Sanguin, PS. Villers-le-Bel: Mme Raymonde Le Texier*, PS. Sannois: M. Didier Lajoinie, PS; M. Pierre-Claude Monnier, PCF. Ermont: Mme Nicole Massu-Dugard, PS; M. Jean-Louis Teyssandier, PCF. Bezons: M. Jacques Leser*, PCF; M. Christian Linlaud, PS. Gousville : Mme Danielle Gagneur, PS; M. Michel Toumszet, PCF. Gonesse: M. Jean-Pierre Blazy, PS; M. Gérard Grégoire, PCF. Taverny: M. Maurice Boscavert, PS. Earbonne: M. Henri Guenne-teau, PS. Montmorency: M. Alain Serry, PS; M. Jean-Paul Demarson, PCF. Saint-Graties : M. Gilbert Pallier, PS; M. Jean-Claude Harry, PCF. Herblay: Jacques Melet, PS.

(*) Maire sortant.

(1) Le maire sortant, socialiste, ne représente pas. (2) Le maire sortant, commun

Histoires de villes

Prison tranquille à Ensisheim

ENSISHEIM (Haut-Rhin) de notre envoyé spécial

Trois ou quatre fois per an, elle fait lentement le tour des remparts. Les ruelles d'un autre âge, le bruit de l'eau, le petit pont, le puits, les fleurs, tout ce décor apaisant est devenu pour elle lieu de promenade familier. Loin de chez elle, elle réfléchit, au temps qui s'échappe, à ce fils dont l'image peu à peu se brouille. A sa Appelons-là Marie. La cinquantaine

souriante, petite et ronde, elle a fini pai s'habituer à ces retrouvailles saisonnières avec Ensisheim, la ville-prison. Originaire du Sud, elle prend le train jusqu'à Mul-house, un taxi jusqu'au bourg. Elle préfère arriver en avance. Pour calmer sa nervosité. Pour pouvoir penser. Elle marche ainsi presque une heure,

achète un bouquet ou un cadeau. Les commerçants la reconnaissent et lui sou-rient, sans nen dire. Parfois, mais plus rarement. Marie va au café, en face de la rie. A petites gorgées, elle déguste un thé dans la taverne aux boiseries sombres où les hommes ont la politesse, à son entrée, de ne pas interrompre leurs conversations. Puis elle part retrouver les quelques passants qui, comme elle, attendent chaque semaine sur le trottoir l'heure du parloir. Ensisheim sait parfaitement qui sont ces étrangers, mais pour nen au monde ne manifesterait un signe de réprobation. La ville est douce pour les mères

« Je n'aurais jamais cru, confle Marie, qu'une ville puisse ne pas être hostile à sa centrale. » Avant Ensishelm, le fils de Marie, qui en a pris pour quinze ans, avait été incarcéré dans d'autres prisons. Des maison d'arrêt lépreuses et une autre mai-son centrale pour débuts de peine où l'environnement ne plaisante pas avec l'idée du châtiment. L'extérieur y ressemble à l'intérieur. Rancune contre déses-poir. Comme s'il fallait que les familles paient encore les crimes des leurs dans le regard des autres. Marie avait pris l'habitude d'y baisser les yeux.

I îne curiosité avantageuse

Le voyage en ce Haut-Rhin si lointain lui est mains pénible. Ensisheim gomme l'univers carcéral. Vue du dehors, la prison est un trompe-l'œil. ses abords un décor de conte d'Erckmann-Chatrian, goût prononcé pour le confort villageois. L'air du bourg est léger et l'Alsace bien-veillants. L'Ill s'écoule lentement, distribuant ses misseaux dans des jardins d'arbres fruitiers.

Dans ce paysage, la centrale est invisible. Allez-y, vous êtes certain de la manquer au premier passage. Rien aux alentours pour rappeler ne serait-ce du'une caserne. Aucun mirador. Pas l'ombre d'un étroite qui serpente su cœur de la ville. une abbave, adossée à une chapelle de grès. Un porche de bois. Des murs de collège, ou de couvent, certainement pas de prison. Trop bas. Juste en face, sur l'autre trottoir, le palais de la Régence, construit en 1535 par l'empereur Ferdinand d'Autriche. Toute une rue, une place de dentelles gothiques ou « Renaissance rhé

La centrale ? Mais vous y êtes ! C'est l'abbaye, l'ancien séminaire, l'édifice pour lequel dont les guides recommandent le détour, justement pour le charme de ses remparts. Comme beaucoup d'Alsaciens, les habitants d'Ensisheim veillent jalouse ment sur la préservation de leur passé. La prison leur est proche, « décarcéralisée », faudrait-il dire, d'abord parce que c'est une vieille pierre, soudée au cosur du bourg. La Société locale d'histoire l'intègre sens gêne dans sa chronique de la ville, au même titre que ses vestiges du « céramique rubané » (7000 ans avant J.-C.), de la civilisation danubienne, ou que sa fameuse météorite, tombée du ciel le

La centrale est voisine du Musée archéologique et du Musée de la mine, à lieues de l'Ecomusée. Les Alsaciens sont écolos, tous un peu conservateurs de monuments historiques : la pri son est une curiosité avantageuse. Un attaché d'administration pénitentiaire, M. Robert Speisser, adjoint au maire, a sé trente-trois ans à l'ombre des murs de la centrale. « Autant, dit-il, que l'un de nos détenus. > Il a beaucoup de souvenirs. une connaissance aiguê de la vie carcérale, mais ce dont il parle d'abord, c'est de l'opuscule qu'il a consacré à la Maison centrale d'Ensisheim à travers les siècles.

il pourrait se faire guide pour chaque pouce de la vieille bâtisse. « La chapelle a été concédée pour quatre vingt-dix-neuf ans à la communauté protestante. > En 1614, le séminaire fut remplacé par un collège, dirigé par des jésuites de Fribourg-en-Brisgau. Le séminaire manquait de rigueur... On pourrait très bien imaginer ici, sans rive ni frémir, un Musée de la détantion. L'idée en a même été avancée. Refus de l'administration. « Une l'esprit des gans, note le directeur de la centrale, M. Pierre Delatra. Il faut que l'extérieur demeure le bien. » Pas de confusion, donc, pas de musée. Ensisheim se rabattra bientôt sur un Musée des paroisses. Il n'empêche : pendant des années, les visites de ce séminaire pour

longues peines furent autorisées. Soyons juste, Ensisheim n'ignore pas que son abbaye est habitée. Longtemps, les fils du bourg, comme Robert Speisser, se firent gardiens, jusqu'à ce que l'admi-

tradition s'est perdue. Aujourd'hui. l'encadrement vient de toute la France, ou de la région. « Les récits de taule » sont moins nombreux en ville. Comme partout, il v a le bien et le mai. La seule différence, c'est qu'ici le bien est respectueux du mai. « Ils paient cher leurs fautes, explique le buraliste. Ils méritant au moins qu'on les lais en paix, sans trop chercher à savoir ce qui se passe à l'intérieur. Cela ne nous regarde pas. Chacun sa vie. »

Ce n'est pas mépris. Ensisheim, comme toute l'Alsace baignée par les religions, protestante, juive ou catholique, montre un dévouement discret. La prison a ses visiteurs, son réseau de sympathies La compréhension, la compassion y sont des sentiments plus répandus qu'ailleurs. Mais on ne peut le dire. Cela ne se fait

Et puis la ville ne tient pas à être prise pour un vaste garde-chiourme prospérant sur le dos de la réclusion. « lci, ce n'est pas Clairvaux. » La prison ne fait pas battre le cœur du bourg. Ensisheim, répète-ton, vit encore des mines de potasse, de quelques entreprises. De sa proximité avec Mulhouse, surtout. Le chômage y croit, comme partout. Mais jamais on ne mènerait campagne pour grossir l'enclos, revendiquer des emplois carcéraux par quota. La taille modeste de la vieille abbaye, sa place dans un centre historique, seuvent la ville de tout délire écono-

Un souci muséo-écologique

Il est vrai qu'Ensisheim a retenu la leçon de l'an demier. Le 16 avril, à 21 heures, respect et équilibre humain ont bien failli besculer, emportés par une soudaine mutinerie. La centrale « tenait » parce qu'elle n'accueillait que des détenus de longues peines ayant épuisé dans

d'autres prisons leur rage. Au printemps 1988, l'administration a décidé d'y faire de la place pour les mutins de Saint-Maur qui avaient mis à sac leur décor, quelques naines plus tõt.

Pour la violence de ceux-là, pour leur refus, les vieilles pierres étaient trop poreuses. Quelques-uns ont creusé un turmel. « Ils ont failli réussir en nombre, explique M. Delatre. A quelques mètres près... » Après l'échec de cette tentative, la colère s'est emparée de la centrale. Sœur Françoise, une visiteuse de prison, et un gardien ont été pris en otages. Le feu a été mis aux historiques charpentes. Après vingt-quatre heures de confusion. libération des otages, le calme est revenu dans le centre d'Ensisheim.

Mais la mutinerie avait cassé quelque chose, dehors. Des commerçants découvraient la peur. Certains la haine. Le Front national voulut obliger Ensisheim à ressembler à toutes ces villes prisons où le bourgeois trouve toujours qu'il manque du béton entre les délinquants et lui. On pensa bătir un blocknaus moderne, carcéral à souhait, hors le bourg. Mais toujours sur le domaine communal. On rêve, un temps, de Fleury-Mérogis.

Puis la raison, surtout l'habitude, l'emportèrent. On allait restaurer l'abbaye, côté cour et côté jardin. Davantage de sécurité à l'intérieur, sans doute, mais le même souci muséo-écologique; Même le Quatelbach, le ruisseeu qui traverse la centrale et qui fait tant penser à la liberté, n'a pas été détourné de son cours. L'administration pénitentiaire redresse ses murs, sans toucher au pay sage tranquille. Marie pourra revenir long temps longer les remparts avant les per

PHILIPPE BOGGIO.

Europe

HONGRIE

Le Parti social-démocrate prend part à une conférence de l'Internationale

. .

.

1 2

200

- . . -

....

Le Parti social-démocrate hon-Le Pari social-democrate hon-grois, qui s'est reconstitué tout récemment à Budapest à la suite de la décision de la Hongrie d'intro-duire progressivement le multipar-tisme, fait sa première apparition sur la scène internationale en pre-nant part à la conférence de l'Inter-nationale socialisé à Vienne.

Cette conférence, à laquelle parti-ciperent des chefs de parti de plus de quarante pays, a été convoquée pour les 9 et 10 mars à Vienne afin de faire un geste à l'égard du Parti

Le PC hongrois adopte son programme pour les prochaines élections

Budapest (AFP). – Le comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) (PC hongrois), réum le mardi 7 mars en session plénière, a approuvé un « programme d'action » destiné à servir de « base pour les pro-chaines élections » en 1990, à la suite de la décision prise le mois dernier d'introduire le multipartisme en Hongrie. Ce programme, qui sera publié vendredi soir, porte notamment sur la « nécessité de compromis » et la possi-bilité de « coalitions » avec les mouvements indépendants crées depuis l'année dernière en Hongrie, a indiqué M. Berecz, secrétaire chargé de l'idéo-

logie. Le comité central a également lancé un « appel » à la population hongroise un « appel » à la population hongroise à « célébrer ensemble » la fête du 15 mars, en commémoration de la guerre d'indépendance de 1848. A cette date, qui sera pour la première fois cette année un jour férié officiel, avaient jusqu'à présent eu lieu des manifestations non autorisées, qui avaient rassemblé notamment l'année dernière dix mille personnes.

Seize mouvements indépendants ont cependant déjà refusé l'invitation des autorités à participer aux manifesta-tions officielles et annoncé qu'elles iseront leurs propre commémo-

M. Berecz a d'autre part admis lors M. Berecz a a aurre part aums ints
de la conférence de presse que quelque
trois mille membres du PSOH-ostrécemment quitté le parti. Les observateurs politiques à Budapest estiment
qu'il s'agit poour la plupart de gens
mécontents de la réévaluation des événements de 1956 et du rôle croissant

URSS

L'association Solidarité franco-arménienne lance une opération de parrainage pour les membres du Comité Karabakh

L'association Solidarité francoarménienne a tenu, mardi 7 mars, à l'Assemblée nationale, une conférence de presse avec quatre avocats français charges de prendre part à la défense des onze dirigeants du Comité Karabakh et de deux autres leaders nationalistes arméniens

emprisonnés à Moscou. Dans un communiqué, l'associa-tion a annoncé qu'elle allait demander à onze des principales villes de France, dont Paris, de prolonger la solidarité dont elles ont fait preuve solidarité dont elles ont fait preuve lors du tremblement de terre du 7 décembre en parrainant chacune l'un des membres du comité. Elle a dénoncé leur maintien en détention « injustifié » et accusé Moscou d'avoir voulu les empêcher d'être choisis comme candidats aux prochaines élections pour le Congrès du

peuple soviétique. Les avocats français ont indiqué avoir été reçus à l'ambassade d'URSS, où on leur a fait compren-dre que leur demande de visas pour-rait obtenir satisfaction, mais aculement après les élections. Les détenus sont maintenant au secret depuis leur arrestation, comme le permet la procédure soviétique. Me Catherine Kessedjian a attiré l'attention sur le cas d'Igor Mouradian, ex-membre du Comité Karabakh, qui serait détenu en Azerbaïdjan, où il aurait été victime de tortures.



socialiste

socialiste autrichien, qui a fêté son centenaire le le janvier dernier.

M. Tibor Baranyai, membre dirigeant du Parti social démocrate hon-grois, a annoncé à Budapest l'inten-tion de sa formation d'adhérer prochainement à l'Internationale socialiste. Dans les milieux socia-listes de Vienne, on ne cache pas l'intérêt pour le nouveau parti mais on estime qu'il est prématuré de par-ler de son adhésion à l'IS.

ler de son adhésion à l'IS.

Les chefs des partis socialistes rénnis à Vienne examineront notamment le projet d'une nouvelle déclaration de principes de l'IS, qui sera définitivement adoptée an congrès de Stockholm en juin prochain. Ce texte doit remplacer la déclaration de Francfort de 1951, trop axée sur la situation dans les pays industrialisés occidentaux. L'ouverture de l'IS vers le tiers-monde et éventuellement vers l'Est demande, selon M. Peter lankowitsch, ancien ministre autrichien des affaires étrangères, une nouvelle définition plus giobale de l'IS Plus de soixante demandes d'adhésion sont actuellement à l'étude.

W. B.

L'affaire des « Versets sataniques »

Après la rupture des relations diplomatiques avec Londres

Le journal iranien « Keyhan » souhaite que Téhéran rompe également avec Bonn

Le Foreign Office a, dans un com-muniqué publié mardi 7 mars, rendu l'Iran responsable de la rapture des relations diplomatiques entre les deux pays, annoncée dans la mati-née par le ministère iranien des affaires étrangères. « L'incitation au meurire est une violation des principes et des obligations qui régissent les relations entre des États souverains », rappelle le communiqué de Londres, qui souligne que « ce sont les actes de l'Iran qui ont changé la nature de nos relations et rendu impossible la conduite des affaires

Par ailleurs, le Foreign Office a indiqué que les autorités iraniennes avaient annulé sans explication une visite prévue mardi d'un représentant consulaire suédois auprès de M. Roger Cooper, un homme d'affaires britannique emprisonné depuis 1985 à Téhéran sous l'accu-

sation d'espionnage. En rendant publique la décision de Téhéran, le ministère iranien des affaires étrangères avait affirmé qu'il agissait « non seulement en

tant qu'exécutant de la politique le Centre d'études de la langue alle-étrangère de l'Iran, mais plus large-ment comme soutien de la politique le Centre d'études de la langue alle-mande de Téhéran est devenu « un nid d'esplonnage ». étrangère du monde Islamique contre le blasphème, chargé d'un devoir à la fois divin et légal ».

La presse iranienne souligne dans son ensemble que l'Iran a été capable de vivre « sans avoir besoin de l'Occident » et doit faire preuve de prudence lorsqu'il établit des liens avec des pays tels que la Grande-Bretagne. Le journal officieux Key-han demande, pour sa part, anx autorités de prendre des mesures similaires à l'égard de la RFA et de ses ressortissants, qualifiés de nailles », de « corrompus » et de « *trafiquants* ».

Le quotidien accuse l'Allemagne sédérale d'avoir, sur les ordres des Etats-Unis, suspendu les négocia-tions économiques avec l'Iran, comme si les intérêts économiques de l'Iran pouvaient nous empêcher de réagir aux insultes faites à un milliard de musulmans et à l'islam . Il affirme par ailleurs que mande de Téhéran est devenu - un

• Au Catre, M. Naguib Mah-fouz, prix Nobel de littérature, a estimé que les Versets sataniques • ne méritent pas de réaction •, car cel ouvrage ne constitue pas, à son avis, une « œuvre intellectuelle ». « M. Rushdie, poursuit-il, n'est pas un intellectuel. Celui qui redige un tel livre ne pense pas, mais il cher-che sciemment à insulter et à blesser. Aussi ne mérite-t-il pas qu'on lui réponde, car c'est à la pensée qu'on répond par la pensée, et ce que nous avons devant nous n'est pas de la pensée.

• A Paris, la firme de disques Virgin a décidé le retrait de l'album 45 tours de Véronique Sanson où figure la chanson Allah des rayons de son magasin des Champs-Elysées. Un communiqué de Virgin précise que cette décision est motivée « par une politique de prévention liée à l'actualité », tous les clients étant systématiquement fouillés depuis

Interrogé, márdi, par la presse diplomatique à Paris à propos du qualificatif d' assassin dont M. Laurent Fabius avait récemment baptisé l'imam Khomeiny, le minis-tre de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, a affirmé qu'- il ne se laisserait pas détourner par je ne sais quel effet médiatique, qui serait contraire aux inveres de la France -. M. Chevènement 2 ajouté: • Il ne faut pas céder à la provocation. Je respecte l'islam et je crois en un islam, religion tolérante. Nous devons résister à des amalgames trompeurs. Je compte beaucoup que des voix raisonnables s'élèvent à l'intérieur de l'islam. Chacun doit pouvoir s'exprimer, sans blesser inutilement la conscience de ceux qui croient. Mais ceux qui appellent au meurtre doivent être punis. J'observe que l'ayatollah Khomeiny a appelé à l'assas-sinat. C'est bien une incitation au meurtre. Mais nous devons avoir un dialogue difficile et nécessaire avec les pays de l'islam.

Afrique

TUNISIE

se déroulent « au-dessus des surenchères »

de notre correspondant

M. Ben Ali a présenté, mardi 7 mars, à la commission ad hoc si6geant à la Chambre des députés sa candidature à l'élection présidentielle anticipée (1), qui aura lieu le 2 avril. - Cette élection, a-t-il déciaré, marquera le renouvelle-ment et la poursuite de la légitimité que nous avons acquise par le chan-gement constitutionnel du 7 novembre », date de sa prise de pouvoir en 1987. Il sera sans adversaire, l'ensemble des partis politiques ayant fait savoir qu'ils soutenaient sa candidature.

Evoquant les élections législa-

tives, elles aussi anticipées, qui auront lieu le même jour, M. Ben Ali a tenu à insister très solennellement pour qu'elles se déroulent « au-dessus des surenchères et des diffamations, dans le cadre de la morale et de la loi » et qu'en soit bannie e toute forme d'extrémisme, d'abus et de violence ». En effet, la suggestion du chef de l'Etat de nationale (le Monde du 14 février) n'ayant pas été retenue, les sept partis politiques existants se retrouveront en concurrence dans cette

Concurrence? Le mot peut paraî-tre exagéré si l'on considère qu'en maintenant le scrutin de liste majoritaire à un tour, même avec possibilité de panachage, le code électoral donne un avantage quasi insurmon-table au déjà tout-puissant Rassem-blement constitutionnel démocratique (RCD). Le découpage électoral et surtout l'obligation pour chaque candidat d'être parrainé par soixante quinze électeurs n'ont fait que renforcer le handicap des autres formations.

Pas de coalition

Les textes étant ainsi élaborés, une coalition nationale aurait done assuré à coup sûr une représentation de tous les courants politiques dans la future Chambre, qui risque de lemeurer monocolore. Elle aurait été, en outre, en parfaite harmonie avec l'unanimité qui s'est manifestée antour de la personne de

Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) a été le premier à en rejeter l'idée, considérant que le pluralisme politique ne pouvait démocratiquement s'exercer sans une véritable compétition électorale. Affaire de principe, assure-t-il. Mais de M. Ahmed Mestiri une façon de confirmer son existence, alors que les réformes introduites par M. Ben Ali le privent d'une bonne partie des revendications dont il avait fait son credo depuis des années. Le Parti communiste a suivi d'une façon plus détournée, en avan-çant le préalable, à l'évidence irrecevable, d'une révision du code électoral, alors que celui-ci venait tout juste d'être voté.

Il n'en fallut pas plus pour que le RCD, déjà peu enclin à la combinaison, mais qui, bon gré mal gré, s'était incliné, annonce qu'il ferait

lui aussi cavalier seul. Les autres partis, récemment créés et peu implantés, qui voyaient dans le projet d'un front commun une chance d'être représentés au Parlement, ne purent que s'incliner. Quant au conrant islamique, qui n'est pas encore légalisé, il envisage, croit-on, de pré senter des listes « indépendantes ».

La conclusion négative du débat qui s'est instauré ces dernières semaines autour de l'idée d'une coalition fait, pour la première fois, planer une ombre sur le consen national à l'honneur depuis quinze mois dans le pays. Quelques com-mentaires de journaux encore attachés à de vieux réflexes - que le président a indirectement rappelés à l'ordre mardi – ont aussi pesé sur le climat en accusant le MDS de chercher, par sa position, à saboter le sus démocratique.

Etait-ce parce qu'il redoutait cette situation que M. Ben Ali avait d'abord envisagé de faire précéder ement de l'ensemble de la Chambre des députés par des élections partielles « permettant de déceler les points faibles et les locunes qu'il faudra pallier dans le système électoral au niveau des textes ou de leur application »? Mais l'opposition - surtout le MDS - anjourd'hui prise au piège, demandant avec insistance des élec tions générales rapides, le chef de l'Etat hii donna satisfaction.

(1) Aux termes de la Constitution, M. Ben Ali pouvait demeurer en fonc-tions jusqu'en novembre 1991 sans recourir an suffrage universel.

 Création d'un secrétariat d'Etat chargé des affeires magh-rébines. - Les députés tunisiens ont ratifié, mardi 7 mars, le traité portant création de l'Union du Maghreb arabe qui avait été signé le 17 février à Marrakech par les chefs d'Etat de cinq pays. D'autre part, à la suite du sommet de Marrakech, le président Ben Ali a décidé de créer un poste de secrétaire d'Etat chargé des affaires maghrébines, dont le titulaire n'est pas encore désigné. Il a aussi nommé M. Mustapha Filali délégué de la Tunisie au secrétariet général du conseil des chefs d'Etat, lequel comprendra un représentant de chaque pays. M. Filatia été pen dant plusieurs années le directeur de l'ancien Comité consultatif permanent du Maghreb, dont le siège est à Tunis. — (Corresp.)

MAROC

L'Organisation des droits de l'homme s'inquiète de la situation dans les prisons

Dans un communiqué rendu public mardi 7 mars, l'OMDH, récemment fondée par des juristes, de universitaires et des intellectuels de toutes origines politiques, rap-pelle notamment que des incidents ont eu lieu le mois dernier à la prison civile de Rabat, où, selon elle, « des centaines de détenus sont entassés

AFRIQUE DU SUD

M. Ben Ali souhaite que les élections du 2 avril | Les pressions s'accentuent sur le président Botha pour qu'il se retire

Néanmoins, le président malade

a, en un mois, fait pratiquement l'unanimité contre lui par un retour-

nement auquel n'est pas étranger l'isolement dans lequel il s'est enfermé depuis sa convalescence. Le

quotidien économique Business Day n'hésite pas à le comparer à Benito Mussolini faisant appel à « un sou-tien mythique du peuple » (« tous les bons Sud-Africains »), dont M. Botha s'est prévalu dans unein-ternique à la presse « feikager à

terview à la presse afrikaner, à défaut de l'appui du parti. • Per-

sonne dans son entourage personnel n'est prêt à lui dire, écrit le journal, qu'il est le plus détesté des diri-geants que le parti a jamais eus.»

L'henre

de la revanche

ment va réagir M. Botha, atteint

Son style autocratique, ses colères

JOHANNESBURG de notre correspondant

Le président Pieter Botha est devenu bien encombrant. Ceux qui, il y a quelques mois seulement, chantaient ses louanges souhaitent désormais qu'il se retire et laisse la place au nouveau chef du Parti national. M. Frederik Willem de Klerk. Si la majorité se défend de sonner l'hallali, cela y ressemble pourtant bien. L'opinion publique, son parti qu'il a servi pendant cinquante ans, la presse afrikaner qui lui était entièrement dévonée: tous réclament à haute voix sa démission. Mais le chef de l'État s'accroche au fauteuil qu'il occupe depuis dix ans. fauteuil qu'il occupe depuis dix ans. Il a annoncé la semaine dernière

qu'il reprendrait ses fonctions au début du mois d'avril. Il a même laissé entendre qu'il pourrait sollici-ter un nouveau mandat, précisant en tout cas qu'il achèverait ceini qui vient à échéance au début de sep-tembre. Son entêtement a été jugé ceux qui estiment qu'à soixante-treize ans, après la congestion céré-brale dont il a été victime le 18 jan-vier, il aurait été plus sage pour lui de tourner la page.

Dans un premier temps, il était prévu qu'il reprendrait ses fonctions au début de mars, après six semaines de convalescence. Ce délai supplémentaire d'un mois, sa démission surprise, le 2 février, du poste de chef du Parti national et son remplacement le même jour par M. de Klerk ont ébranlé son assise politique. Alors que tout le monde pensait à l'époque que cette décision sou-dame éviterait an parti une désas-treuse guerre de succession, c'est l'obstination du président Botha à unulcir meter en place qui vouloir rester en place qui suscite

une crise politique.

La puissante machine du parti, qu'il ne contrôle plus, s'est retournée contre lui. Il ne s'agit pas tout à fait d'une révolution de palais mais plutôt d'une guerre des chefs feutrée qui risque de déstabiliser les nationalistes. Le chef de l'Etat, pourtant les nationalistes. fin politique et rompu anx arcanes de ce milieu, a commis une lourde erreur qui lui sera sans doute fatale. Le quotidien afrikaner Beeld lui a tout simplement conseillé de suivre l'exemple du premier de ses prédécesseurs, D. F. Malan, qui avait déclaré qu' « il y avait un temps pour arriver et un temps pour partir », le journal ajoutant que ce dermier était venu.

Il sonfile un vent de fronde un pen indécent. Ses fidèles, parmi lesquels le président par intérim M. Chris Heunis, font remarquer qu'on devrait permettre à M. Botha de se retirer avec « dignité ». Son entourage s'offusque de ce remue-

permanente de visite des établisse-

ments carcéraux, mais ses démar-ches sont restées vaines jusqu'à pré-

sent. Elle n'a pas non plus obtenu de ponvoir rencontrer les détenus d'opi-

nion rassemblés essentiellement à la

prison de Kenitra, et à l'hôpital Averroes de Casablanca. Les

milieux politiques d'opposition et les

organisations humanitaires ont denoncé à plusieurs reprises dans le passé l'encombrement des prisons.

Incident de frontière avec l'Ouganda

il continuera sa tâche ».

n'est pas du genre à rechercher l'affrontement direct. Il est réputé

pour ses talents de négociateur. Le ministre de l'éducation nationale

souhaite donc un arrangement à l'amiable mais entend bien clarifier

la situation.
Une réunion du groupe parlemen-

taire de la majorité est prévue pour

KENYA

Nairobi. – Un avion militaire ougandais a bombardé mardi 7 mars la ville de Lokichogio, dans le nordouest du Kenya, à une trentaine de kilomètres de la frontière, faisant trois morts et deux blessés, a annoncé un communiqué du ministère kényan des affaires étrangères.

Le Kenya a aussitôt élevé une vive protestation contre cette violation flagrante et injustifiée de son territoire par les forces armées ougandaises -

Le communiqué affirme que le gouvernement kényan - a eu connaissance d'actes belligérants de la part de l'Ouganda le long de la frontière commune », et accuse Kampala d'avoir envoyé des renforts de troupes au lac Victoria, qui forme une partie de la frontière entre les denx pays. - (AFP.)

ménage déplacé et surtout du fait le jeudi 9 mars afin de tirer les conséquences de l'entêtement de M. Botha. Les instances du parti envisagent également de convoquer le conseil fédéral.

D'autre part, un fort courant de la majorité est en faveur d'élections anticipées que l'indisponibilité du chef de l'Etat retarde. Celles-ci doi vent avoir lieu à l'automne, ou au plus tard début mars 1990, aux termes de la Constitution. Une consultation avancée permettrait de bénéficier du désarroi de la droite, de l'impréparation de la gauche et du climat favorable créé par les intentions réformistes affichées par M. de Klerk. Qui des deux chefs va conduire la campagne? Telle est la rière cette crise politique.

MICHEL BOLE-RICHARD.



L'ADMINISTRATION **DU FUTUR** Culture et Stratégie

Par J.L. DELIGNY, Directeur Départemental de l'Equipement avec la collaboration de J.M. CARDON Chef de Cabinet (D.D.E.).

248 pages, 120 F.

L'ameur juge de l'intérieur, mais sans complaisance, le fonctionnement de l'adminis-tration française : il souligne la lourdeur des procédures et les rigidités qui handicapent gravement nos entreprises. Fortement attaché à la notion de Service Public, convaince de l'utilité sociale des Administra-tions, il connaît la valeur et les potentialités des fonctionnai-res. Son ambition : contribuer à faire bouger cette fraction importante de notre société « pour faire gagner la



75240 PARIS Cedex 05. Tél. (1) 46.34.21.99

Organisée comme une super-distribution des Césars, accompagnée d'une sono puissante et de films séduisants, réglée avec précision, la présentation des cinq cent dix-sept candidats de l'Union pour Paris s'est déroulée comme une parade hollywoodienne dans une ambiance de fête et dans un climat

Avant que n'arrive la vedette tant attendue MM. Tibéri et Juppé, adjoints RPR au maire de Paris, avaient dressé la bilan des réalisations municipales

Le modèle Chirac

et M. Dominati, au nom de l'UDF, avait exalté l'union de la majorité parisienne et chauffé la salle.

Pour cela une seule recette, mais infaillible : il suffisait qu'un orateur prononce les noms de MM. Joxe et Mitterrand ou dénonce l'action et les intentions des socialistes pour qu'aussitôt d'immenses buées emplissent la nef métallique du palais des sports. Même MM. Quilès. Lang ou Jospin n'eurent pas droit à d'aussi fortes marques de

En revanche, le nom de M. Chirac à lui seul déclenchait les vivats et l'exaltation de l'union de l'opposition nationale les applaudissements. M. Chirac, choisissant pourtant le ton mesuré, confidentiel et sentimental pour dire, élection oblige, son amour de Paris et des Parisiens, n'a pas résisté à la tentation d'adresser des reproches - désolés mais définitifs — à ses adversa

Il a surtout donné en exemple l'union de la majorité municipale sortante pour l'ériger en modèle de ce que devrait être l'union de l'opposition nationale pour les combats électoraux à venir. Son insistance ne visait-elle pas aussi à minimiser ou à conjurer l'effet pour cette opposition de la bavure cannoise ?

En effet, au moment même où M. Chirac était touré des membres de l'UDF et du RPR qui fiqurent sur ses listes M. Léotard soutenait à Cannes son propre candidat dans une primaire sauvage contre Mine Dupuy, proche de M. Chirac, et semblait

relever le défi que lui avait lancé le président du RPR. Ce dernier avait traité de « malotru » le candidat du Parti républicain et considéré par avance comme un « casus belli » le voyage cannois de M. Léotard.

Ces querelles étaient absentes du palais des sports. Les militants, tout confiants dans la victoire de leur champion parisien, ne demandaient qu'à croire la promesse faite par tous les orateurs : « vinat sur vinat », c'est-à-dire rééditer le succès total de 1983 dans les vingt arrondissements.

Ils ont aussi applaudi l'annonce qu'il y aurait à l'avenir des « référendums municipaux » à Paris sur les projets essentiels concernant son avenir, un avenir que les milliers de supporters de M. Chirac voient délà comme les prémices d'une prometteuse reconquête nationale.

A Paris

Combat sans tendresse entre M. Quilès et M. Toubon

Le treizième arrondissement est depuis peu d'années devenu dans l'imagerie parisienne le «quartier chinois», bien que cette dénomination générique englobe des populations qui, pour la plupart, n'ont pas fui la Chine populaire mais plutôt chinois on indochinois.

treb M. Hag Ma Cla M. Car M. Car M. Car Not

An pied des immenses tours du quartier des Olympiades, de multi-ples magasins affichent effectivement leurs enseignes en idéogrammes, puisque c'est cette partie du sud-est de Paris qui a attiré les populations du sud-est de l'Asie. S'agit-il là d'une masse électorale, venue modifier la sociologie politique d'un arrondissement traditionllement modeste, ouvrier et porté à gauche ?

Sur les quelque 95 000 électeurs inscrits, seuls environ 2 000 portent un nom à consonance asiatique. Aucune évaluation plus précise n'est possible car le critère racial ne peutêtre recherché sous peine d'anticonstitutionnalité et d'atteinte aux droits

Toutefois, une liste n'hésite pas à se référer à ce concept pour capter les voix de cette comm que. Dirigée par M. Richard Sola, directeur du poste local Radio-Asie la liste Eurasie 1992 compte 21 Français asiatiques, 1 Français algérien et 17 Français de souche. Cette initiative est contestée par plusieurs associations dont le Conseil pour l'intégration des communautés d'origine chinoise France.

Les autres candidats, d'ailleurs, se sont refusés à faire appel à ce cri-tère qui serait discriminatoire puisque la plupart des Français d'origine étrangère soubaitent leur intégration dans la collectivité nationale.

Et pourtant, les 12 et 19 mars, chaque voix comptera dans cet arrondissement qui est donné par les «pointeurs électoraux» comme l'un des plus disputés de la capitale. Face an maire sortant M. Jacques Toubon, ancien secrétaire général du RPR, candidat unique de l'opposition, la gauche est pour la pre-mière fois, depuis 1965, divisée entre socialistes et communistes. C'est évidemment un argument qu'utilise le député RPR, proche de M. Chirac. fère s'appuyer est celle que consti-tue le bilan de son action à la tête de la mairie de l'arrondissement depuis 1983. Il mène une campagne de proximité et de vérité » dit-il. Grâce à un « petit train » et à deux minibus, il tient des permanences mobiles un peu partout, distribuant tracts, insignes et gadgets, vantant lui-même ses réalisations et décrivant ses projets. Il affirme que « l'information porte peu à peu ses fruits et les gens savent qu'ils ne s'adressent jamais en vain à la mairie. C'est pourquoi ils se rendent bien compte de mes efforts. »

Changer encore!

Et M. Toubon raconte «ses» opérations de réhabilitation d'immeubles et d'aide aux associations. « Lorsque j'ai fait refaire la peinture dans une HLM, les habitants qui étaient sans doute communistes ont été tant surpris au'un homme au'on leur avait décrit comme de droite s'intéresse à cet aspect de leur confort », affirme-t-il, ajoutant : « En matière sociale, en matière de droits de l'homme et d'humanisme, tout le monde sait, ici, que je n'ai pas de leçon à recevoir. » De toute façon, assure-t-il, ce que je fais ici comme maire se place plus sur le terrain de la sympathie pour les gens et pour leurs

Il dit recevoir le soutien d'anciens communistes comme M. Xavier Bordet, intendant de collège qui. figure sur sa liste. Il fait aussi remarquer que, parmi ses colistiers, se trouve M. Gilles Benassaya, fils de l'ancien conseiller socialiste de Paris décédé.

M. Toubon, qui en 1983, avait frôlé la majorité absolue (49,58 %) au premier tour, espère d'autant plus recommencer cette année qu'il n'a plus en face de lui de liste d'union de la gauche.

En effet, M. Paul Quilès, qui est député de l'arrondissement depuis 1978, ne fait pas état de son étiélectoral, préférant une mention en forme d'objectif : « Un maire pour

tous. - Si le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace admet : - Bien sur que le treizième a changé, bravo! mais il doit changer encore », il se fait le porte-parole de ses électeurs en assurant : « La municipalité sortante ne pratique pas assez la concertation avec la population et ne permet pas à la vie associative de se développer suffi-

Il promet, s'il est élu, d'organiser. dans chaque quartier, un système de recueil des avis, des doléances, des suggestions des habitants pour l'amélioration de leur vie quotidienne ». Déjà, dans son journal, les lettres de lecteurs sont publiées avec chaque fois la réponse du ministre-

Ce candidat qui mène une active campagne d'affichage et qui, tous les après-midi, visite son terrain après avoir passé la matinée au ministère – souligne que la préoccupation prioritaire concerne le loge-

Est-ce pour marquer que les actes suivent ses paroles qu'il a lui-même annoncé, le 1º mars, les mesures étudiées par le gouvernement en faveur de la modération des loyers à la place du ministre du logement, M. Delebarre? Tous les candidats sont d'ailleurs sensibilisés à ce problème crucial dans cet arrondi ment qui compte pourtant trente mille logements sociaux pour un parc de 90 000 appartements.

M. Quilès propose donc que l'Hôtel de Ville de Paris lance un plan de « préemption » d'immeubles de 15 000 logements sur cinq ans et admet que M. Chirac va un pen dans ce sens en parlant de la création de « logements intermédiaires ». Pour le treizième, il assure que dans la zone Tolbiac-Masséna-Austerlitz on pourrait construire dix mille logements alors que M. Toubon n'en propose que quatre mille.

Ce face à face, qui se déroule presque dans une indifférence réciproque, sans éclat — mais sans excès de tendresse non plus (en 1983, le ministre avait fait campagne sur le thème « Quilès tendresse ») - entre le maire sortant et l'ancien candidat de la gauche à la mairie de Paris en 1983, serait banal sans l'arrivée d'un

dynamique et souriante candidate communiste Mª Gisèle Moreau ancien député, conseiller de Paris, membre du secrétariat au comité

Son objectif est de faire mentir les socialistes qui, généreusement, évaluent l'influence des communistes dans l'arrondissement à « environ 7 % ou 8 % », alors que M. Lajoinie avait obtenu 5,64 % des voix à l'élection présidentielle de 1988. Pour Me Moreau - nous ferons largement plus des 10 % que j'ai obtemus aux dernières législa tives . Elle affirme même que < 14 % n'est pas inaccessible ».

A l'appui de cette ambition, elle rappelle que sa liste se nomme e liste d'union de la gauche contre la droite » et elle se proclame « atypique » puisqu'elle réunit autour de quatorze candidats communistes. des membres du PSU, de l'Union progressiste, des écologistes, des associatifs » et des syndicalistes et qu'elle compte aussi dix-sept

Ce « panel » devrait hi permettre de ratisser plus large. Elle espère recueillir les « déçus du gouverne-ment » et explique : « Les gens attendaient quelque chose après 1988 et ils n'ont rien eu. Aux prises avec des dissicultés croissantes dues au logement et au pouvoir d'achat. ils ont vu les affaires se développer. Celles-ci ont fait perdre aux socia-listes leur réputation de gens versuffisent plus. Il faut des actes ».

Selon la candidate communiste balle est dans le camps de Quilès pour le deuxième tour, tout en admettant que la décision de soutenir les ministres du gouverne-mem Rocard aura un caractère éminemment politique et sera prise au niveau national par la direction com-

Y aura-t-il aussi un trouble-fête à droite? Le candidat du Front natio-nal, M. Pierre Dominique Le Méo, qui semble assez peu connu locale nt, tentera d'enrayer la baisse de son parti qui avait perdu 5 points d'un mois à l'autre (passant de 12 % à 7%), entre la présidentielle et les législatives. l'année dernière.

ANDRÉ PASSERON.

Y a-t-il une campagne ?

a-t-il une campagne municipale à Paris ? Les Parisiens héberlués doivent ne pas en croire leurs yeux : où est-elle. la bataille fratricide, entre giscardiens et chiraquiens, que tentait d'arbitrer la gauche unie il y a douze ans ? Où est-il le combat au corps à corps, quand la majorité municipale défendait son pré carré contre les assauts des socialistes qui, il y a six ans, avaient cru trouver un appui dans une modification du statut de la capitale, qui leur fut, en fait, fatale ?

Cette année les rivalités d'afficheurs paraissent bien ternes, les petites polémiques enterrées une fois oubliée la cuerelle sur la « vraiefausse » amitié de Pierre Joxe et de Jacques Chirac en Algérie qui, un temps, a failli ensevelir tout le débat.

La stratégie des socialistes y est certes pour quelque chose. Conscients qu'ils ne pourraient abattre le maire de Paris, ils ne se sont fixé comme objectif que d'écorner son pouvoir, en amenuisant son image de bon gestionnaire de la cité, en arrachant à ses amis quelques mairies d'arrondissement.

L'inconvénient est qu'ils ne proposent pas un vrai programme pour la ville. Celui qui, finalement, a accepté d'être leur chef de file, Pierre Joxe, a, aux yeux de ses edversaires, une image correspondant si bien à ce rôle que les féaux du maire de Paris se sont persuadés s'inquiétent certes de la préservation de leurs vingt fiefs, mais ils pensent préserver facilement la réputation de « bon maire » de Jacoues Chirac.

La campagne (car il y en a tout de ripēme une) a montré que ce combat-là est, finalement, plus difficile à mener que le premier. Dès le début, les socialistes ont couvert les affiches « A Paris on a un bon maire » de slogans questionneurs ; Et la circulation ? », « Et le logement? ». Quoi qu'ait pu dire, quoi qu'ait pu faire M. Chirac, ces deux thèmes ont dominé le débat. Lui qui d'abord a affirmé qu'il n'était pas de la responsabilité de la mairie de traiter de ces deux sujets, annonce in fine qu'il consultera les Parisiens par référendum municipal sur ces questions... essentielles.

En matière d'habitat, s'il a toujours refusé le procès socialiste de ne pas faire l'effort nécessaire pour les logements sociaux, il a dû promettre de prendre des dispositions permettant aux € classes moyennes » de continuer à vivre dans la capitale. C'est la confirmation que, si la loi du marché continue à jouer sans frein, Paris sera réservé aux plus riches. Les socialistes, bien sûr, ont enfoncé le clov mais en étant contraints d'évoluer : la loi Méhaignerie, qu'ils n'avaient pas voulu abroger à l'automne mais simplement amender, est devenue l'objet de toutes leurs critiques, au point que M. Joxe promet maintenant sa réforme.

Même évolution pour la circulation. M. Chirac, depuis des mois, dit ou'elle n'est pas de sa compétence. Autourd'hui il propose quelques mesures qui, d'ailleurs, reprennent nombre de celles avancées par M. Joxe. Il est vrai que l'un et l'autre reconnaissent qu'il n'y a pas, en la matière, de solutions miracles. relèvent du maire de Paris, d'autres sont de la compétence du préfet de police subordonné au ministre de

Combat dans les quartiers

L'essentiel du combat se livre pourtant dans les quartiers. Il y est socialistes. Dans ceux qu'ils espéraient gagner, la multiplicité des listes leur complique la tâche, 'd'autant que les communistes mènent une campagne assidue, en laissant planer un doute sur les conditions d'un accord entre les sents partout ont déjà annoncé que, s'ils ne peuvent se maintenir, ils ne se désisteront pour personne.

Mais pour le PS, la principale difficulté vient des maires d'arrondissement qui ont su, en six ans, se faire apprécier de la population, et bénéficient, ici comme ailleurs, de la prime au maire sortant. Au point que les socialistes ne sont vraiment optimistes que dans le vingtième, là où le sortant, M. Didier Bariani, a été déstabilisé par la publication de sa lettre à M. Chirac réclamant un meilleur contrôle des affectations d'HLM, et le jugement annulant l'inscription sur les listes électorales de certains de ses proches. C'est pourtant à l'aune de la chute, ou non, de plusieurs arrondissements que sera mesurée la victoire du PS ou de M. Chirac.

Cette campagne éclatée a empê-ché que l'avenir de Paris, c'està dire sa place dans son agglomération, soit un tant soit peu débattue. C'est pourtant de cela qu'il sera essentiellement discuté dans les mois à venir.

THIERRY BRÉHIER.

Cergy-Pontoise: à «ville nouvelle», couleur nouvelle?

CERGY-PONTOISE de notre correspondante

Dirigée depuis toujours par un élu de droite, Cergy-Pontoise, « ville nouvelle », se réveillera-t-elle à gau-

Constituée lors de sa création par un rassemblement de quinze commes, cette « ville nouvelle » du Val-d'Oise en compte aujourd'hui onze, dont la principale, Cergy, est passée, entre 1983 et 1989, de dixhuit mille à quarante mille huit cents habitants et d'un stade rurai à une vaste urbanisation programmée. L'agglomération de Cergy-Pontoise compte cent quarante-deux mille buit cents habitants et la seule commune de Cergy, autrefois en queue de peloton, s'est hissée en vingt ans jusqu'à la troisième place, après Argenteuil et Sarcelles et avant Garges-lès-Gonesse. Les agriculteurs du début sont toujours représentés – la moitié du territoire est inconstructible et comporte des zones maraîchères. - mais ils sont maintenant noyés au milieu de citadins en complet-veston, et leurs champs sont entourés d'entreprise et de zones industrielles. C'est à Cergy que se joue en ce moment l'avenir de la « ville nouvelle », car

c'est de son vote que dépendra la couleur politique de cette dernière. Cergy-Pontoise est gérée par le yndicat d'agglomération nouvelle (SAN) dirigé par M. Christian Gourmelen, conseiller général UDF et maire d'Osny (une des onze villes

supports de la ville nouvelle). Le SAN compte sept villes de droite (Cergy, Courdimanche, Jony-le-Montier, Neuville-sur-Oise, Osny, Pontoise, Puiseux-Pontoise) et quatre de gauche (Eragny-sur-Oise, Menucourt, Saint-Ouen-l'Aumône et Vauréal). L'importance des délépations des différents conseils municipaux au comité syndical est calculée en fonction du nombre d'habitants. Sur les cinquantequatre membres de ce comité, trente-quatre représentent les communes de droite et vingt celles de ganche. La seule ville de Cergy a que inverserait donc la tendance du SAN avec trente-quatre représen-tants de gauche. Or, si la gauche ne représentait que 40,56 % des suffrages aux dernières municipales de 1983, elle a par la suite progressé: 48,60 % aux législatives de 1986, 58.96 % au second tour de la présidentielle de 1988.

Critique de la gestion rurale

Cette progression ne semble pas trop émouvoir le maire sortant. M. Pierre Jannin, soixante ans (divers droite), qui a succédé en juillet 1987 à Hubert Renaud, décédé, qui était maire de la commune depuis 1953 : - En 1981, Cergy avait voté pour François Mit-terrand ; ça n'a pas empêché Hubert Renaud, le maire de l'époque, un libéral aussi, d'être élu des le pre-

Donnée battue il y a quelques semaines encore, l'équipe de M. Jan-nin – « Prenons Cergy à cœur ». compose par tiers de RPR, d'UDF et de non-inscrits, remonte la pente. A coups d'affiches personnalisées et de publications à thème, elle appuie sa campagne sur trois axes jeunes, l'emploi et la vie familiale. Histoire de montrer aux électeurs, en majorité des habitants nouveaux, que la gestion rurale (principale cri-tique des candidats de gauche) qui caractérisait l'ancienne municipalité est aujoud'hui dépassée.

Qualité d'abord

Plus question désormais d'une trop grande prudence financière, du bas de laine au fond duquel dort l'argent : on utilise des ordinateurs dans la mairie, on parle de RER, on construit une troisième gare, on prévoit des salles de rock, des cités uni-

En face, la socialiste Isabelle Massin, quarante ans, conseillère municipale minoritaire depuis 1983, conscillère générale de 1982 à 1988. Elle ne s'est pas représentée aux élections cantonales pour, dit-elle, se consacrer davantage, si elle est élue, à la charge de premier magistrat de la ville. Son atout : la « faiblesse » de M. Jannin qui cherche à se dégager - et à dégager sa nouvelle équipe - par une importante campagne tous azimuts de l'image un peu « vieillote » de l'ancienne équipe. L'intitulé de la liste de

M= Massin, «Génération Cergy», clin d'œil à la « Génération Mitterrand », lui va comme un gant. Ins-tallée à Cergy en 1976, elle a vécu l'évolution de la ville nouvelle, connaît ses avantages, ses inconvé nients. M= Massin sait que les nouveaux habitants, cadres à revenus moyens, lui sont plutôt favorables. Incontestée au sein de son groupe, elle aurait sans doute préféré cultiver l'image modérée qu'elle donne d'elle-même et présenter une liste « majorité présidentielle » plutôt qu'une liste commune PS-PC. Les accords départementaux en ont voulu autrement. Sachant que les ments existent en ville nouvelle, e l'emploi existe aussi (plus de dix-huit mille places pour seize mille actifs), M= Massin préfère plaider non pour la quantité mais pour la qualité : qualité du cadre de vie et qualité de l'offre d'emploi, qui ne s'adresse pas aux non-qualifiés. On compte encore à Cergy deux mille cinq cents chômeurs sans qualifica-tion, jeunes et femmes, et on va encore trop souvent travailler à

Si Cergy-Pontoise se réveille à gauche le 20 mars prochain, il fan-dra qu'elle se choisisse un nouveau président pour son comité syndical. Le maire de Saint-Ouen-l'Aumône, M. Alain Richard (PS), scrait tout désigné pour succéder dans ce cas à M. Gourmelen. Rapporteur de la sion des finances de l'Assemblée nationale, il est, comme Mme Massin, proche de M. Rocard.

JACQUELINE MEILLON.

Dans une lettre ouverte qu'il lui avait adressée le jour même M. Joxe avait demandé au maire de Paris s'il était prêt à « s'associer des la rentrée parlementaire à la démarche du gouvernement visant à modérer la progression des loyers dans l'agglomération parisienne ». Le ministre de l'intérieur dénonçait « la loi Chirac dénommée Improprement loi Méhaignerie comme responsable de la flambée des loyers en région parisienne ».

A Bercy M. Chirac a déclaré Mon objectif est que la population parisienne garde toute sa diversité, et que toutes les catégories de Parisièns puissent continuer à habiter la capitale. Ensuite, que nos conci-toyens se sentent bien dans leurs logements et puissent, éventuellement, s'en rendre acquéreurs.

» Pour cela, je construirai davantage de logements sociaux dans la mesure où le gouvernement m'én donnera la possibilité. Je développeral les logements intermédiaires pour tous ceux qui disposent de revenus moyens. Enfin, grâce à la vente des appartements HLM, je

permettral à ceux qui les habit

Référendum et logement

et qui le souhaitent, de devenir pronriétaires. »

Après avoir évoqué également le problème de la circulation M. Chirac a ajouté : « Dès lors qu'il s'agira de projets essentiels pour l'avenir de Paris et des Parisiens, j'al l'intention de consulter directe-ment nos concitoyens grâce à la pro-cédure du référendum municipal, en leur donnant naturellement toutes les informations, tous les éléments qui leur permettront de se faire leur propre jugement. »

(Publicité) 📥

MUNICIPALES **ET IMMIGRÉS : CLAUDE ÉVIN** S'EXPLIOUE Le ministre de la Solidarité analys pour Arabies la place des immigrés en France et dans l'Europe de demain. Dans le numéro de mars d'Arab

en kiosques et en librairies 78, rue Jouffroy, 75017 Paris TGL: 46.22.34.14

Société

• Le Monde • Jeudi 9 mars 1989 15

MÉDECINE

Après l'échec des négociations avec le ministre de la santé

Les hôpitaux publics perturbés par les grèves des internes et des infirmières anesthésistes

La grève des soins des infirmières, en particulier, se plaiinternes des hôpitaux, annoncée après l'échec des négociations avec M. Claude Frie ministre avec M. Claude Frie ministre des manuel d'un « manque évident de considération », d'une non-recommaissance du rôle réel qu'elles avec M. Claude Evin, ministre de la santé, a débuté mercredi 8 mars et devait durer quarantehuit heures. Un service minimum était prévu dans tous les hôpitaux pendant ces deux jours. D'autre part, la coordination nationale des infirmières anesthésistes a reconduit pour vingtquatre heures l'ordre de grève donné pour le 6 et le 7 mars. A Paris, selon la coordination, cette grève a jusqu'à présent été suivie par 50 % des infirmières

S'achemine-t-on vers un conflit social dur dans le secteur hospitalier public ? La grève des internes et des infirmières anesthésistes est-elle le prélude à un mouvement plus massif qui, à terme, pourrait paralyser le fonctionnement des hôpitaux ?

Depuis le mouvement des infirmières, en octobre dernier, tous les observateurs s'attendaient à de nonveaux conflits sociaux. Comme dans l'ensemble de la fonction publique, les personnels hospitaliers n'avaient vu progresser leur pouvoir d'achat que d'un point en quatre ou cinq ans. La conjoncture économique étant devenue plus favorable, il était somme toute logique qu'ils réclament leur part du gâteau. Une part d'autant plus justifiée qu'au sein de la fonction publique ce sont les secteurs sociaux qui, du point de vue salarial, sont les plus mal lotis.

Des réponses AH COUP PAT COUP

Annual English of the

Travailler à l'hôpital devient moins attrayant qu'auparavant. Cette désaffection s'explique en grande partie par les faibles salaires et par les contraintes horaires. Sinon, comment expliquer que, dans un pays qui compte plus de deux millions et demi de chômeurs, il soit de plus en plus difficile de recruter des infirmières, au point de devoir abaisser les notes d'admission au

Au sein des services hospitaliers, les rapports hiérarchiques sont toujours à peu près les mêmes. Les

jouent dans la bonne marche des services. De ce noint de vue, la mise en place de départements hospitaliers pourrait améliorer l'ambiance qui règne actuellement dans de nom-breux services.

Certaines revendications, celles, par exemple des infirmières anesthésistes ou des sages-ferrimes peuvent paraître tout à fait justifiées. Il est évident que le niveau de leurs salaires ne correspond pas à la spécificité de leur formation ni aux responsabilités importantes qu'elles ont dans les bôpitaux. A cet égard, les réponses au coup par coup qu'apporte actuellement le gouver-nement aux divers mouvements revendicatifs risquent d'engendrer des sentiments d'injustice. D'un côté, par exemple, il augmente certains salaires assez bas, comme ceux des infirmières, de 7 % à 8 %, de l'autre (et aussi justifiées soient ces augmentations), il accorde aux praticiens hospitaliers des revalorisa-tions nettement plus importantes. « Deux poids, deux mesures », disent déjà certaines infirmières.

Le gouvernement est contraint à des choix. Le premier concerne les salaires et les effectifs. Il ne pourra augmenter les uns et les antres. Et, à tout prendre, n'aurait-il pas intérêt, à niveau d'effectifs égal, à mieux payer les personnels hospitaliers? D'autre part, il faudra bien, à court terme, se résoudre à fermer certains petits hôpitaux dont la justification économique n'est plus évidente et dont la sécurité n'est plus garantie.

Faudra-t-il pour cela remettre tout à plat et décider d'un Grenelle hospitalier? Mieux vaudrait, soulignent certains, ne pas opérer à chaud, sous la pression d'un conflit grave qui paralyserait le fonctionne-ment des hôpitaux. Différents rap-ports ont été demandés par le minis-tre de la santé, M. Claude Evin. Une fois que ces documents lui auront été remis, il devra sans tarder mettre en chantier, sinon une réforme globale du système hospitalier, du moins des mesures qui permettront à l'hôpital public de retrouver confiance et dynamisme face à un aussi bien porté.

FRANCK NOUCHI.

Veille de grève à l'Hôtel-Dieu

à Paris, la plupart des internes ont décidé de cesser le travail le 8 et le 9 mars. Quelques indécis années d'internat obligatoire s'interrogent encore. Aux pour pratiquer une spécialité, urgences, les internes de garde certains pourront devenir chef de ne peuvent se résoudre à suivre le mot d'ordre et d'autres, réquisitionnés, feront grève, tout en travaillant. Ces jeunes médecins, drait qu'ils soient nommés pratiqui ont souvent dix années d'études dernière eux, n'aban-donnent pas leurs malades d'un et débuter une clientèle à trente cœur léger. « Nous faisons de trop d'arrière-pansées », reconnaît l'un d'entre eux, conscient de sa réputation de privilégié. Un privilégié très relatif : interne en troisième année de psychiatrie, après dix années d'études de médecine, il gagne 8 000 F par mois, auxquels s'ajoutent quel-ques gardes de nuit payées entre 10 et 17 F de l'heure. Le salaire d'autres internes, plus jeunes, n'atteint que 7 000 F par mois pour des journées de travail et de responsabilité à temps plein. En chirurgie, les gardes reviennent très vite et le rythme est épuisant. Dans certains services, les internes doivent prendre des gardes une nuit sur deux. Ce qui signifie à chaque fois trente-six heures de travail ininterrompu, car les gardes sont toujours suivies d'une journée « normale ». Les quarante heures sont décidé-

Conséquence de ces emplois du temps surchargés, l'enseignement des internes, théorique-ment assuré par les praticiens hospitaliers, à dû être abandonné, à l'Hôtel-Dieu comme ailieurs, faute de temps.

Aux revendications salariales s'ajoute l'inquiétude pour un ave-nir qu'ils avaient tous cru moins sombre. « Qu'est-ce qu'on ve

Mardi 7 mars, à l'Hôtel-Dieu, devenir ? », se demande une Après le concours et les quatre clinique pendant deux ou parfois ciens hospitaliers, et les places ans et plus ? « il faut pour cela des capitaux... et des clients. Et qui m'enverra des patients alors que les généralistes eux-mêmes n'ont pas de travail ? » dit l'un d'entre eux. La médecine est dévalorisée, les jeunes médecins sont contestés - pourtant, jamais le niveau de la médecine n'a été meilleur - et le statut d'interne ne représente plus grand-chose, malgré la difficulté du conçours et la longueur des

> Ils suivront donc le mot d'ordre en restant confiants sur l'issue du conflit. « Quand on voit les masses d'argent gâchées à l'Assistance publique, disent-il, on est sûr qu'il v a aussi de l'argent pour nous. »

Pendant ce temps, au bloc

coeratoire d'un service voisin, une infirmière anesthésiste travaille malgré la grève. « Les explique-t-elle. Nous sommes onze pour tout l'Hôtel-Dieu et le travail repose en grande partie sur nous. » Il n'y a que le médecin anesthésiste qui soit heureux : ses revendications ont été satisfaites dès le dépôt du préavis de grève concernant les praticiens hospitaliers.

BÉATRICE BANTMAN.

55 millions de francs consacrés à l'information sur la maladie

Un message sur le sida sera adressé à tous les Français

M. Dominique Coudreau, directeur de l'Agence de lutte contre le sida récemment mise en place par le gouvernement (1), lancera officiellement le jeudi 9 mars un «appel d'offres exceptionnel » auprès d'une centaine d'agences de publicité. An total, le budget de l'information préventive contre le sida sera, pour l'année 1989, d'environ 55 millions de francs. L'Agence de lutte contre le sida va, d'antre part, publier un pre-mier document précisant que, dorénavant, les messages incitant à l'utilisation du préservatif et ceux sur la prévention du sida seront discrets. Un « message générique » sur le sida, qui devra trouver « le juste équilibre entre la peur et la raison », sera adressé à l'ensemble de la population.

La lutte contre le sida commence à s'organiser à l'échelon interministériel. On entre aujourd'hui dans le détail des mesures pratiques et, du moins faut-il l'espérer, efficaces. L'Agence de lutte contre le sida que dirige M. Dominique Coudreau, ancien responsable de la Caisse nationale d'assurance-maladie, s'apprête à publier le premier document d'orientation de la communication publique sur le sida. Ce texte a été rédigé sous la responsabilité de l'agence avec la collaboration du ministère de la santé, du service d'information et de diffusion du premier ministre et du Comité français d'éducation pour la santé. Il pose sept principes de communication et sera mis à la disposition de tonte personne ou association qui souhai-terait engager une action dans ce domaine. Il pose en outre les premiers jalons du programme de com-

munication sur le sida de l'agence dirigée par M. Coudreau. « En quelques années, le sida est

devenu une maladie « médiatisée ». peut-on lire en préambule. Les Francais sont aujourd'hui bien informés des modes de transmission de la maladie et des moyens de la prévenir. Pourtant, cette information n'a pas empêché le développement d'idées fausses : un pourcentage significatif de la population est convaince de l'existence de risques de contamination non avérés. D'autre part, les comportements ne se sont pas tous adaptés. L'usage des préservatifs reste trop limité. Cette situation justifie une communication plus méthodique.

Une essentielle solidarité Les principes retenus constituent

la première définition d'une politique globale d'information. Ainsi, on adressera. « un message générique sur le sida à l'ensemble de la popu-lation. [...] L'ampleur du problème, son évolution, la responsabilité de chacun dans la prévention doivent être présentées clairement à des ens adultes. Les messages de prévention ne seront vraiment acceptés par les groupes les plus exposés que si la population, dans son ensemble, les reçoit dans un cli-mat général de solidarité. La confiance en soi et dans les autres est sondamentale pour enclencher ce processus. » La prochaine campagne anti-sida devrait être lancée en juin et la suivante au cours de

Dorénavant, la communication sur le sida et la communication sur le préservatif seront traitées de façon distincte. Si, pour huit Fran-çais sur dix, le préservatif est le seul moyen efficace, son usage reste très imité. « Le préservatif est associé à passera par la lutte contre l'exclu-

des connotations négatives, comme la prostitution ou la virilité menacée », explique-t-on à l'Agence de lutte contre le sida. « Associer explicitement préservatif et sida dans les campagnes de publicité aboutirait à faire percevoir celui-là comme un médicament pour une maladie très grave et irait à l'encontre de l'effort de banalisation et de valorisation. Le préservatif est à relier à la rela-tion affective et sexuelle et non à la maladie. »

Après s'être assuré qu'aucun doute n'est plus justifié sur l'effica-cité du préservatif masculin, on organisera la relance commerciale de ce produit, avec démultiplication des lieux de distribution (distributeurs automatiques, bureaux de tabac, etc.). La prochaine campagne, réalisée par l'agence Bélier, sera lancée en avril. Elle reprendra pendant les vacances d'été. « Il nous faut être de plus en plus explicites, de plus en plus directs », confient, aujourd'hui, les responsables de l'Agence de lutte contre le sida, qui précisent que la campagne - sera

étroitement associée aux relations

Il s'agira aussi, à l'aveair, de diffuser des messages de prévention adaptés aux différents groupes concernés : professionnels de santé, homosexuels, bisexuels, hétérosexuels ayant plus d'un partenaire, toxicomanes, adolescents ou jeunes adultes, flirts de rencontre. Les femmes constitueront aussi un groupe qui sera pris en considéra-tion. - Alors qu'il serait peu souhaitable de leur faire porter tout le poids de la prévention, précise le document, les femmes peuvent devenir un vecteur d'influence, surtout parce qu'elles sont davantage préoccupées par les problèmes de santé et sensibilisées à la transmission du

virus de la mère à l'enfant. »

sion et imposera l'analyse en profon-deur des comportements et de la pertinence des formes de communication mises en œuvre. Si elle semble être, anjourd'hui, particulière ment utile dans la mesure où elle permet de toucher rapidement le plus grand nombre de personnes et où elle parvient à communiquer un message parfaitement maîtrisé, la technique publicitaire ne saurait, à elle seule, induire des modifications importantes des comportements sexuels. A cet égard, une collabora-tion, très difficile, dit-on, à obtenir, avec l'éducation nationale pourrait, demain, jouer un rôle fondamental.

JEAN-VVES NAU.

(1) Agence de lutte contre le sida, 5, rue Paul-Cézanne, 75008 Paris. Tél. : 42-56-06-52.

Les embryons du divorce

Doit-on assimiler les embryons congelés à des enfants ? Et, dans l'affirmative, à qui appartiennent-ils, à leur « père » ou à leur « mère » ? Aux Etats-Unis, le tribunal de Maryville (Tennessee) est sommé de répondre à cette question épi-

Un couple en instance de divorce se dispute en effet la garde d'embryons qu'il avait fait congeler voici plusieurs années, Pour Mary Sue Davis, vingt-huit ans, cette affaire est en tous points comparable à l'attribution de la garde d'un enfant et, en tant que mère, elle réclame la propriété des embryons congelés. Son époux, trente ans, estime que c'est à lui de décider s'il désire ou non devenir père. Le jugement pourrait bien faire juris-prudence. — (AP.)

DÉFENSE

Rafale, Hadès et dépenses militaires

Le face-à-face Rocard-Chevènement

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'est en quelque sorte démarqué, devant la presse diplomatique française, qui l'a reçu mardi 7 mars à déjeuner à Paris, de certains propos précédents du premier ministre, M. Michel mi gur l'avion Rafale veau missile nucléaire préstratégique Hadès et sur le niveau des dépenses militaires. M. Chevênement a rappelé, à cette occasion, ses propres positions sans jamais se référer au nom du premier ministre.

Sur le Rafale, d'abord. qualifié de « dossier en état de sinistre avancé - l'avenir de l'avion Rafale de Dassault-Breguet, destiné à l'armée de l'air et à l'aéronautique navale. «Ce programme se déve-loppe convenablement, a dit le ministre de la défense. Je ne crois pas que Rafale soit hors de portée de la France. Il n'est pas possible de revenir sur ce programme. Il n'y a aucun problème. Le programme suit son cours. C'est, du reste, un coup parti. Tout montre que ce sera un avion réussi. » Sur le missile nucléaire préstraté-

gique Hadès, ensuite. La semaine

dernière, à Canjuers, où on lui pré-sentait des matériels de l'armée de terre, M. Rocard avait, à propos du Hades, annoncé son intention de réfléchir au sort de ces programmes d'armement « qui ne sont pas encore en service, mais qui sont les plus voisins de l'être et qui touchent à la zone conceptuellement difficile à traiter du préstratégique ». M. Chovènement a préféré, pour sa part, citer des déclarations précédentes du chef de l'Etat selon lequel, a-t-il dit, « nos armes préstratégiques, que j'appelle armes d'ultime avertissement, font partie de la dissua-sion globale ». « Elles ne sont pas destinées, a ajouté le ministre de la délense, à compenser une faiblesse de nos forces conventionnelles. Le d'Europe.

programme Hadès se déroule selon les prévisions. Les premiers essais sont concluants et le calendrier respecté. »

Sur le montant des dépenses militaires, enfin. A Canjuers, où il avait invoqué la référence d'un peu moins de 4% du produit national brut (PNB) consacré à la défense, M. Rocard avait estimé: « Nous sommes dans une plage pas très loin de la limite haute de ce qui est tolérable pour l'économie nationale dans l'état actuel des choses.» Devant la presse diplomatique, M. Chevènement a préféré s'en tenir à la référence de 3,69 % du produit intérieur brut marchand (PIBM) et il a conclu après un rappei de certaines comparaisons avec l'étranger : « Nous consentons un effort minimal pour la défense. •

Ces appréciations quelque peu différentes entre le premier ministre et le ministre de la désense sont comme un avant-goût du débat qui va occuper prochainement le gou-vernement sur la révision de l'actuelle programmation militaire.

SPORTS

● CYCLISME : Paris-Nice. - Le Belge Etienne De Wilde s'est imposé pour la deuxième fois, mardi 7 mars, lors de l'étape Moulins-Saint-Etienne. Cette deuxième étape de Paris-Nice a été marqué, par l'abandon de Laurent Fignon, le Parisien souffrant de douleurs intestinales.

● FOOTBALL : Championnat d'Europe espoirs. - L'équipe de France espoirs, tenante du titre, a bettu, mardi 7 mars à Dundee, son homologue écossaise (3-2), lors d'un match comptant pour le groupe 5 des éliminatoires du championnat

M. Francois Cailleteau devient chef du contrôle général des armées

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, le conseil des nommé chef de contrôle général des armées le contrôleur général des armées François Cailleteau. en remplacement du contrôleur général des armées Henri Blandin, qui atteint la limite d'âge de son grade. Fort de cent soixante personnes

environ, le corps du contrôle général des armées est chargé, sous la tutelle directe du ministre de la défense, de vérifier l'observation des lois, règlements et instructions gouvernementales par tous les organismes qui composent l'institutioin militaire. En particulier, il est chargé de sauvegarder le droit des personnes et les intérêts de l'Etat, et ce contrôle s'exerce la plupart du temps a posteriori.

[Né le 17 mai 1938 à Limoges (Haute-Vienne), ancien saint-cyrien et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, François Cailleteau a été admis dans le corps des contrôleurs des armées en 1974. Entre 1981 et 1983, il a été directeur adjoint du cabinet civil et militaire du ministre de la défense, M. Charles Hernu, avant d'être nommé M. Charles Herrui, avant d'etre nomme directeur de la fonction militaire et des affaires juridiques jusqu'en 1986, date à laquelle il prend les responsabilités de directeur de la fonction militaire et des relations sociales à la suite d'une réorga-nisation interne au ministère de la défense décidée par M. André Giraud.

En juin 1987, François Cailletean devient chargé de mission « études générales » au département de contrôle des missions et affaires générales, qui est l'un des quatre départements au sein du contrôle général des armées.]

ENVIRONNEMENT

Un parc national est ouvert à la Guadeloupe

Le septième parc national français est né. Le Journal officiel du vendredi 3 mars annonce la création du parc national de la Guadeloupe, qui fait passer sous la protection de l'Etat 17 500 hectares de forêt situés sur l'île de Basse-Terre et concernant treize communes.

Cette partie de la Guadeloupe est en effet d'une exceptionnelle richesse. Elle est dominée par les 1 400 mètres du volcan de La Soufrière, toujours en semi-activité. Les chutes d'eau y sont abondantes. C'est là surtout que se trouve la dernière portion importante de forêt primaire tropicale des Caraïbes. Des centaines d'orchidées, des lianes, des plantes parasites, des arbres géants font la joie des spécialistes et des visiteurs. Si la faune a été appauvrie par le braconnage et l'urbanisation de l'île, elle mérite d'être protégée, notamment les oiseaux migrateurs qui font escale sur Basse-Terre.

Le parc abrite encore une station archéologique rappelant le souvenir des premiers occupants de l'île, les Arawaks.

Déjà, en 1970, le conseil général de la Guadeloupe avait classé cette zone en parc naturel et en avait confié la gestion à l'Office national des forêts. Cette mesure avait amorcé une prise de conscience des problèmes écologiques qui se posent à la Guadeloupe. Mais, depuis dix ans déjà, les élus et les scientifiques réclamaient le renforcement des protections face à la montée du tourisme. Après bien des hésitations, c'est à présent chose faite. Le parc de la Guadeloupe est le premier parc national des départements et territoires d'outre-mer. Une réserve naturelle marine de 3700 hectares s'étendant au large de Pointe-à-Pitre, le Grand Cul de Sac-Maria.





savoir-faire. Durant quinze

minutes le policier a quitté son

dossard de vingt-septième

inculpé dans un gros dossier où

s'entremêlent trafiquants

d'héroine et proxénètes de tout

acabit pour redevenir un bon

Il v a lui et les autres, Lui, obser-

vant avec distance le spectacle de ses coinculpés englués dans les mil-liers de procès-verbaux qui les accu-

sent, les renvoient à leur version

leurs mensonges

d'hier, leurs mensonges d'aujourd'hui et, pourquoi pas, leurs reniements de demain. Lui, avec un

sourire incontrôlé lorsque le prési-

dent du tribunal donne lecture d'une

écoute téléphonique dans laquelle

Jean-Claude Moustafa, dit Boukhit,

l'informe, à 2 h 22 du matin, du

résultat d'une confrontation entre

trois inculpés dans le bureau du juge

d'instruction. Lui, protégé par des lunettes légèrement fumées, coiffé

d'une raie stricte, boudant ses vieux

jeans au profit d'un costume de flic

Le commissaire Jobic, à l'évi-

dence, n'est pas encore entré dans

son procès. Il attend son heure - en

principe le jeudi 9 mars - pour

s'expliquer. Îl se contente de suivre

l'audience, intéressé par les déclara-

tions de Moustafa et de ses amis,

amitiés qui lui valent aujourd'hui,

entre autres, d'être inculpé de proxé-

nétisme aggravé et de cornintion

appréciant en connaisseur les borbo

rygmes et les explications fumeuses

des prévenus sur la sellette. Et puis

en fin d'audience, le président Alain

Foulquié a ressenti, tout à coup, le besoin de l'entendre.

Redoutable président, qui domine parfaitement ses 9 800 cotes!

Vous n'êtes pas concerné par cette

partie du dossier mais j'ai observé

que vous avez écouté les débats.

avance-t-il. J'imagine que vous avez été attentif avec l'oreille du poli-

tions de Jean-Claude Moustafa.

Avez-vous le sentiment qu'il est

Fausses factures

Le directeur général

de la SAE

maintenu en détention

La chambre d'accusation de la

cour d'appel de Paris a décidé,

détention, à l'issue des débats

contradictoires, M. Pierre Bentata,

directeur général de la Société auxi-

liaire d'entreprise (SAE), société mère de la SORMAE.

Celui-ci avait été inculpé le

2 mars, dans l'affaire des fausses

factures du Sud-Est, de faux et

usage de faux en écritures de com-

merce, abus de biens socianx et

complicité, recel et corruption (le

Monde du 4 mars). Ces mêmes

inculpations avaient été notifiées le

même jour à M. Jean-Claude

Jammes, président du directoire de la SAE, qui avait été laissé en

coupable ou qu'il ne l'est pas ? »

Oui, tout à fait, monsieur le

policier au langage châtié.

président.

« A l'approche des élections municipales, comme avant toute échéance électorale, des affaires de fausses factures touchent certaines entreprises de notre profession », relève la FNB en faisant référence à l'inculpation de plusieurs dirigeants de la SAE, auméro un du bâtiment en France, et de sa filiale SOR-

La FNB, qui ne veut pas porter d'appréciation sur le fond des affaires actuelles, . s'inquiète vivement de cette situation, qui porte atteinte, tant en France qu'à l'étranger, à l'image des entreprises, aux hommes qui les dirigent et met en péril les milliers d'emplois qui en

La FNB souhaite qu'avec l'examen du financement des campagnes électorales et des partis politiques « tout soit mis en œuvre pour mêttre un terme à une solution inaccepta-ble ».

Le savoir-faire du commissaire Le commissaire marque une La première intervention du seconde de silence, soupèse la fausse saire Yves Jobic, mardi naïveté de la question : « Ecoutez... 7 mars, devant le tribunal cor-Moi, je connais bien Jean-Claude Moustafa. A ma connaissance, il rectionnel de Nanterre, a constitué un petit chef-d'œuvre de n'a jamais été dans un trafic

> rien remarqué. > Yves Jobic a calculé tous ses mots. C'est une bonne entrée en scène. Il est très calme, simplement contrarié de ne pas avoir derrière lui l'ensemble de ses avocats, qui n'avaient pas prévu cette joute courtoise au débotté. Le président s'étonne tout de même que le commissaire soit intervenu après l'arrestation de Jean-Claude Moustafa pour obtenir sa libération alors que son protégé détenait sur lui 13 grammes de haschisch.

L'affaire Jobic devant le tribunal de Nanterre

« Est-ce que cela mérite l'indulgence? » interroge-t-il.

· C'est une question assez délicate. On ne peut pas répondre de manière générale, nuance Yves Jobic. Mais il est de notre devoir d'éclairer le magistrat sur la personne interpellée. >

Visiblement la pudeur interdit que l'on prononce ici le vilain mot d'indicateur.

Déontologie policière

Désormais détendu, presque apaisé, le commissaire s'octroie un rapide exposé sur les «interventions » à l'intention du tribunal : « La déontologie policière, enfin ce que l'on appelle la déontologie, veut

que ce soit toujours le chef de service qui procède à ce type d'intervention, et non pas n'importe que enquêteur. Il est d'usage à Paris et nous pensions que cela pouvait être le cas dans un tribunal périphérique – que nous exposions fran-chement la situation aux magistrats d'héroine. Mes services n'ont jamais en leur disant qui est qui. Les juges premient ensuite leur décision. Nous ne saisons pas de pression. Du reste, quand je suis intervenu pour Jean-Claude, j'étais avec un adjoint. Ce

> A cet instant l'interrogatoire bas-cule pour devenir une simple discussion. Le juge et le policier, entre spé cialistes, se donnent le plaisir de parler des choses vraiment sérieuses. Au fait, d'où vient la drogue? Qui fournissait les demi-grossistes que l'on juge aujourd'hui? Le commissaire Jobic a une idée. Il en avait fait part an juge d'instruction Jean-Michel Hayat. Il s'agit – entre nous - d'un certain Jef et de son associé, Mano. Chut! Le policier a l'air navré de n'avoir pas pu remonter la filière. Sans inculpation, il aurait été ellement plus efficace. Rêve-t-on Non, nous sommes bien dans un prê toire. Et le commissair Jobic conclut l'histoire : « Jef n'a pas été arrêté alors que dans ce dossier il est celui qui aurait le plus mérité d'être recherché.»

l'était pas une démarche paral-

Cette logique-là semble impara ble, mais le policier devra encore répondre à beaucoup de questions, parfois plus embarrassantes, du pré sideat Foulquié.

LAURENT GREELSAMER.

Le « trésor de guerre » des avoués de la Gironde

La cour d'appel de Bordeaux doit trancher un litige entre l'ancien bâtonnier Favreau et le conseil de l'Ordre

La cour d'appel de Bordeaux rient d'examiner l'affaire qui oppose depuis trois ans le conseil de l'ordre à l'ancien bâtonnier Bertrand Favreau. La cour doit décider si ce dernier peut obtenir communication intégrale de la délibération par laquelle le conseil de l'ordre ouvre une information disciplinaire à son encoutre.

BORDEAUX

Mº Favreau a dirigé le barreau de Bordeaux en 1984 et 1985. Jeune,

de notre correspondante

brillant, dynamique, proche des socialistes dans un milieu réputé conservateur, il fut rapidement controversé et à la fin du bâtonnat il fut l'objet d'une véritable hostilité. Le nouveau conseil de l'ordre, dirigé désormais par un ancien avoué, Mª Alfred Peyrelongue, chargea une commission d'enquête d'établir un rapport sur la gestion de Me Favreau. Cette commission rendit, en décembre 1986, un rapport établissant sans équivoque qu'il n'y avait pas détournement de fonds.

Cependant, elle affirmait aussi que les fonds provenant d'un compte de l'ancienne chambre départemen-tale des avoués, intégrés en 1984 par la bâtonnier Favreau dans les caisses de l'ordre, devaient être restitués. Ils provenaient, affirmait la commission d'enquête, d'un compte sequestre et donc appartenaient à des tiers.

Certains représentants du service

public policier voient là un décalque

privé » de l'organisation policière

Ils soulignent que, la Ville de Paris

no bénéficiant pas du droit commun

éventuelle police municipale au

contrôle de la Préfecture de police.

Alors que, dans le cas de ces rondes

de surveillance privées, elle évite ce

contrôle. Responsable de la

DGAPP, M. Yves Fromion rétorque

en soulignant que ces agents n'ont

aucune compétence pour agir sur la voie publique, ils sont confinés dans les locaux du parc immobilier

et nous veillons à leur formation et

à ce que leur encadrement soit très

Un risque

de confusion

De fait, le cahier des charges pré-cise bien que « l'Intervention des

personnels porte exclusivement sur les parties communes des groupes

immobiliers concernés, tels que

voies de circulation intérieures, jar-

dins, accès, sous-sols, parkings, etc.

Toute intervention dans le domaine

blème, c'est que les groupes

d'immeubles concernés sont

ments, le long des rues qui les sépa-

rent, et évidemment à intervenir des

qu'elles remarquent quelque chose

d'anormal.

iblic est formelle exclue ». La pro-

strict ».

l'affaire, soulevée, cette fois, par Me Favreau. Comment un compte avait-il survécu pendant douze ans à la dissolution de la chambre des avoués? interrogeait-il. Et à qui avait profité ce «trésor de guerre», évalué à 2,7 millions de francs, constitué par les produits financiers chancellerie ordonnait, en ce qui la concerne, une enquête complémen-taire sur l'utilisation de ces fonds. On n'en connaît toujours pas les

De son côté, le 20 juillet 1987, le conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux décidait d'ouvrir une information disciplinaire à l'encontre de Me Andouard, dernier président de la chambre départementale des avoués. Surtout, le même jour, le conseil de l'ordre engageait une procédure à l'encontre de l'ancien bâtonnier Favreau et de Me Gauthier, trésorier de l'ordre sous son bâtonnat. L'information disciplinaire, fut-il signifié aux avocats, portait sur trois points : dépassements budgétaires, dépassements de crédits sur la liste civile du bâtonnier et utilisation au profit de l'ordre de fonds détenus pour le compte de tiers en exécution d'un séquestre ntionnel ». Ce dernier point

visait le fameux compte des avoués. Requête en suspicion légitime

Mº Favreau refusa de comparaître devant le conseil de l'ordre qu'il considérait comme juge et partie. Il saisit la cour d'appel de Bordeaux d'une requête en suspicion légitime. Il lui en fut donné droit le 20 octobre 1987 ainsi qu'à Mª Gauthier. Le 9 janvier 1988, la cour ordonnait une expertise comptable « pour qu'il soit procédé à toute investigation nécessaire sur les faits qui font l'objet des poursuites disciplinaires. Les experts, MM. Léon. Clara, de Lille, et André Gaillard, de Paris, devaient être assistés de trois anciens bâtonniers. Mª Savreux, d'Amiens, Bernard Baudelot, de Paris, et Jean Bonnard, de Lyon. En principe, ils devaient mener leur mission à bien en six mois. Cela n'a pas été le cas.

Rapidement, en effet, éclatèrent des escarmouches de procédure portant notamment sur la communication des documents, et en particulier

Eclatait alors une affaire dans de la délibération du 20 juillet 1987 qui constitue l'acte de poursuites ini-tial. En résumé, Me Favreau et ses défenseurs réclament la communication intégrale de cet acte étant donné que le document partiel qu'ils ont jusqu'alors obtenu ne porte que sur deux des trois points qui leur sont reprochés. L'extrait qui leur a été communiqué ne mentionne pas, en effet, l'affaire du compte séquestre des avonés.

Peffet

Le conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux, aujourd'hui présidé par Me Claude Chambonnaud, s'oppose à cette communication intégrale au nom du secret de l'instruction disciplinaire. Il fait valoir qu'une partie du procès-verbal est relative à Mª Andouard, l'ancien président de la chambre départementale des avoués.

La cour, qui vient de se réunir, doit trancher ce litige. Elle a mis se décision en délibéré à trois semaines. Le parquet général, pour sa part, a requis la communication intégrale du document. Le bâtonnier Favreau, constato-t-il, se trouve dans une position paradoxale. Poursuivi disciplinairement pour trois faits distincts, il ne peut connaître les motifs ayant entrainé les poursuites pour l'un de ces faits. Une telle situation constitue à son égard une violation caractérisée des droits de la défense. »

L'affaire du barreau de Bordeaux avait pourtant failli trouver une conclusion à l'amiable en décembre 1988. En échange du retrait des plaintes déposées par le bâtonnier Favreau - notamment pour faux, usage de faux et destruction de documents, - le conseil de l'ordre aurait mis un terme par délibération officielle à ses poursuites. Cette solution d'apaisement n'a cependant pas pu aboutir et les deux camps s'en imputent aujourd'hui mutuelle-ment la responsabilité.

GINETTE DE MATHA.

• PRÉCISION : Affaire Suzanne de Canson. — Dans deux articles (Je Monde du 7 décembre et le Monde daté 11-12 décembre 1988), nous avons fait allusion au rôle joué par un dans l'affaire de la succession de Canson.

Un autre avocat suisse. Mª René Monferini, de Fribourg, nous prie de préciser qu'il n'est en rien mêlé à cette affaire.

ENFANCE

Pour protester contre la non-application d'une convention

Des mères d'enfants franco-algériens font la grève de la faim à Orly

Jenna, quatre ans et demi, premier enfant à être emmenée et rete-nue par son père en Algérie depnis l'entrée en vigueur, le 21 juin 1988, de la convention franco-algérienne sur les enfants déplacés, a retrouvé sa mère, Ma Marie-Claire Tardy,

mardi 7 mars. M= Annie Sugier, représentante du collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés, s'en est félicitée tout en déplorant qu'il ait fallu sept mois pour obtenir le retour de

Les représutants algériens et fran-çais répondent qu'il fallait attendre que les juges algériens accordent l'exequatur, c'est à-dire la recon-naissance du jugement français. Or celle-ci n'a été prononcée que le 27 février.

C'est entre autres cette longueur des procédures qui est dénoncée actuellement par quatre mères, trois Françaises et une Britanique, qui observent une grève de la faim à Orly. Les unes, M= Tromeur et Marie-Claire Al Cantara, depuis le 28 février, les autres, Mass Jocelyne Bany et Margaret Ward, depuis le

Armelie Tromeur n'a pas revu son enfant, Aymeric (deux ans et demi), depuis le 28 avril 1988, date à laquile son mari est venu le cher-cher à la crèche et l'a emmené en Algérie. Pour avoir les moyens juridiques de retrouver son fils. Armelle a dû engager une procédure de divorce. Son dossier a été examiné lors de la première réunion de la commission paritaire chargée de régler les litiges antérieurs, à la signature de la convention qui a émis un avis en faveur d'Armelle Tromeur et estimé qu'elle devait bénéficier du droit de garde. Mais la commission ne prononce que des avis, il faut ensuite obtenir leur confirmation par les juridictions concernées, dans ce cas un tribunal algérien. Le divorce définitif a été prononcé en France le 14 novembre 1988. La procédure pour l'axequatur n'a pu être ouverte en Algérie

que le 15 janvier 1989 et l'audience

a déjà été repoussée cinq fois. Marie-Thérèse Al Cantara a également bénéficié au mois de septembre d'un avis favorable de la commission. Ses enfants, Myriam, dix ans et demi, Brahim, neuf ans, et Kathia, sept ans et demi, ont été enlevés par leur père il y a quatre ans et demi. A l'époque les époux étaient en instance de divorce par consentement mutuel. Il a fallu changer de procédure pour pouvoir réclamer la garde et le retour des enfants. Marie-Thérèse attend toujours l'exequatur du jugement fran-

Jocelyne Bany, qui est séparée de son fils Karim, quinze ans, depuis 1977, se bat pour le respect des droits de visite transfrontières. Quant à Margaret Ward, non concernée par la convention franco-algérienne mais solidaire depuis le début du mouvement des mères françaises, elle s'est jointe à cette grève pour réclamer un échange de lettres entre la Grande-Bretagne et l'Algérie afin de pouvoir régler des conflits concernant ces deux pays. M= Ward a deux filles de quinze ans et de douze ans qui sout retenues

en Algérie depuis 1979. « Nous réclamons une accélération des procédures, explique M=Tromeur, et voulons que l'avis de la commission soit entériné par les tribunaux sans donner lieu à un nouveau jugement sur le fond, comme cela a été le cas avec Marie-Josés Heller. » Celle-ci s'est vu débouter de sa demande par le juge d'Anaba, maigré l'avis de la commission qui recommandait le retour rapide de l'enfant auprès de sa mère. Les grévistes réclament enfin qu'une fois un exequatur obtenu, les jugements soient respectés sans délai, ce qui n'est pas toujours le cas. M^{no} Tromeur cite l'exemple d'Annie Turpault qui attend le retour de sa petite Eve depuis le 14 novembre 1988...

... CHRISTIANE CHOMBEAU.

« Agents de sécurité » dans 40 000 logements de l'Est parisien

Débat entre la Ville et la Préfecture de police

La mairie de Paris est-elle en du Cahier des clauses techniques train de se doter d'une police pri-vée? A cette question abrupte, les responsables de la Préfecture de police de Paris n'hésitent pas à répondre par l'affirmative. Mezzo l'occurrence M. Jacques Chirac est dans son bon droit. Au cœur de ce débat feutré : un appei d'offres de la Ville de Paris auprés de sociétés de gardiennage pour des « rondes de surveillance » dans quarante mille logements sociaux dans l'Est pari-

Publié le 31 janvier dans le Bulletin officiel des annonces des mar-chés publics, cet appel d'offres vise à régulariser et pérém niser une expérience lancée depuis août 1988. La date de réception des offres était fixée au lundi 6 mars. La prestation fournir était ainsi définie : Rondes de surveillance effectuées par des agents de sécurité dans les ensembles immobiliers sociaux sensibles des 10°, 11°, 12°, 13°, 17°, 18°, 19 et 20 arrondissements de Paris, soit un patrimoine de quarante

mille logements. -Aux yeux de certains responsaguîté du statut de ces « agents de sécurité » est manifeste à la lecture

particulières établi par la Déléga-tion générale à la prévention et à la protection (DGAPP) de la mairie, anciennement dénommée Déléga-tion générale à l'amélioration de la conditions d'intervention des sociétés de surveillance dans ces grands ensembles immobiliers - sensibles » des zones nord-est et sud-est de Paris, ce document précise que la Ville mettra * à la disposition des sociétés de surveillance, à titre gratuit, les locaux nécessaires à l'accomplissement de leur mis-

Surtout, il prévoit que tous les personnels utilisés « porteront un écusson aux couleurs de la Mairie de Paris, fourni par la DGAPP, per-mettant de les identifier clairement ». « Toutes les équipes de surveillance, lit-on également, disposeront la nuit d'un chien conduit par un maître-chien qualifié », la société de surveillance devant « obligatoirement disposer d'un service d'écoute radio » et les patrouilles devant être encadrées par un « chef de patrouille », tandis qu'un « chef de poste », supervisé par un « chef de zone », tiendra en permanence le local mis à la disposi-tion des surveillants.

FAITS DIVERS

construits sur des zones parfois très étendues. Aussi, dans la pratique, les équipes de surveillance ont-elles Après une série de profanations dans un cimetière israélite tendance à regarder de près tout ce qui se passe à la périphérie des bâti-Deux skinheads interpellés et écroués à Béthune

mineur, interpellés par la police, ont reconnu être les anteurs d'une série de profanations commises dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 mars sur une vingtaine de tombes du cimetière israélite d'Eleu-dit-Leauwette, près de Liévin (Pas-de-Calais).

Calais).

Rabhia Redouane, vingt ans, domicilié dans la région de Lens, a été inculpé de « violation de sépultures et d'injures raciales » et placé sous mandat de dépôt. Il comparaîtra le 21 mars prochain devant le tribunal correctionnel de Béthune. Son complice, mineur, devait, lui, être présenté mercredi 8 mars au juge des enfants de Béthune.

Durant la nuit de samedi à dimanche, une vingtaine de tombes avaient été profanées par les deux jeunes gens, se réclamant de l'« idéologie skinhead », dans ce petit cimetière juif qui compte cent cinquante sépultures. Ils avaient également maculé d'inscriptions antisémites et de croix gammées les murs d'enceinte et de nombreuses pierres tombales.

Ces actes ont provoqué une très vive émotion dans la région et motivé une déclaration de M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer et élu du Pas-de-Calais, venu, mardi en fin d'après-midi, an nom du gouvernement, s'incliner devant les tombes profanées et « faire

connaître l'indignation de tout le gouvernement face à des actes inqualifiables ».

A Belfort Onze morts dans l'incendie

d'un meublé Selon des chiffres communiqués mercredi 8 mars en fin de matinée, onze personnes sont mortes dans un incendie qui s'était déclaré, peu après 3 heures, dans un immeuble ancien du centre de Belfort. Sept

occupants de l'immeuble et trois sapeurs-pompiers ont été blessés. Deux personnes ont été tuées sur le coup en sautant des étages supé-rieurs, deux antres, qui avaient éga-lement sauté, ont succombé à leurs blessures, et sept corps ont été retrouvés dans les décombres de l'immeuble, un ancien hôtel aménagé en meublé.

La progression des secours a été particulièrement difficile à l'intérieur du bâtiment vétuste, dont le escaliers se sont rapidement effon-

Les pompiers donnaient, mer-credi, ce bilan sous réserve, des vérifications étant toujours en cours pour connaître le nombre exact de locataires, essentiellement des étudiants mais aussi des personnes

 On ne peut rien dire contre ça, confie-t-on à la Préfecture de police à propos des rondes pratiquées depuis six mois déjà. Ils interviennent comme n'importe quel citoyen et, s'ils ne le faisaient pas, ce serait de la non-assistance à personne en danger. Mais leurs équipements, leurs voltures avec girophares, leurs écussons « Mairie de Paris » créent une confusion et une ambiguité dans l'esprit des habitants. » M. Fromion reconnaît que les surveillants sont parfois intervenus pour « arrêter enfin, disons, pour interpeller – un type qui dévalisait un magasin. En tant que citoyens, appelés par des habitants, ils ne pouvaient refuser. Mais vous savez, ce serait plutôt les

policiers qui auraient tendance à les utiliser comme des supplétifs, comme des harkis. Il a fallu que j'y mette mol-même le holà ». Une « vraie-fausse » police municipale? En tout cas, un bon argument électoral, sur le terrain de la sécurité, dans cet Est parisien où M. Chirac veut asseoir son emprise sur la capitale. Et un argument devant lequel la Préfecture de police se sent quelque peu démunie, privée de véritables moyens de contrôle sur

la pratique de ces surveillants...

" EDWY PLENEL

المكذا من الأصل



Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Design

L'effet

Transparence : un mot à la mode qui envahit la communication politique. Dublicitaire et vestimentaire. Sur la trace des

Bordesux duit trancher un little

M farreau et le conseil de l'Ordi

Dry metry and an arrange of the

« indispensables », devenus « incontournables », il est la cerise ponctuant le gâteau des « valeurs sûres », du « parler vrai » et de « l'authenticité ». Ce n'est donc pas un hasard si les

créateurs, plasticiens, architectes, décorateurs, retrouvent les vertus du verre.

RANSPARENCE ? A Paris, elle est affaire de mousselines (Comme des garçons, Claude Montana) et fait la une des magazines de mode, de Vogue à Glamour dont le prochain numéro est un spécial « glasnost ». A New-York, le phénomène « new age » (le retour aux sources par la nature, la méditation) survenu après le krach de Wall Street, en pleine débâcle des yuppies carriéristes, s'est largement médiatisé : cassettes de musique douce, * quiet heart », « sky high », magazines aux titres évocateurs (Magical Blend, Yoga Journal, Parabola). On vend des « crystal healings » dans les grands magasins. Ces gris-gris cassables, pierres à gar-der toujours avec sui, sont censés

sonnel, les bonnes vibrations. Les vitamines et les sushis-bars se démodent ; on leur préfère la cuisine macrobiotique.

Transparence? Le verre devient le support des interroga-tions essentielles (une présence immatérielle et matérielle) et intéresse les architectes. Après la pyramide de Pei, dans la cour du Louvre, l'Institut du monde arabe de Jean Nouvel, on découvrira la plus haute tour d'Europe (400 mètres), tout en dégradé de granit et de verre, conçue égalo-ment par Jean Nouvel pour le triangle de la Folie à la Défense. « Avec le verre, les murs s'effacent. > ·

Il donne à voir, se joue de l'ombre et de la lumière. Il s'offre surtout à toutes les possibilités et à de nouvelles utilisations. Il aime tricher, agrandir les espaces, transformer les images, les distordre, les grossir, les faire éclater. chain numéro est un spécial « On se sert de lui comme d'un papier, sauf que, là, le jet de sable remplace le crayon», dit Guillaume Saalburg, graveur sur verre, dont les transparences iri-sées, granitées, bombées, ou en plaques gagnent toute la ville : l'hôtel « La Villa » de Marie-Christine Dorner, la boutique Beneteau de Philippe Starck, avenue de la Grande-Armée, la boutique Chloé par Jean-Michel Wilmotte et, bientôt, les hublots en verre gravé pour les nouvelles sanisettes Decaux

Dans sa nouvelle galerie Difféfavoriser l'épanouissement per-rences, Pascal Mourgue propose



laume Saalburg : quand le verre remplace le papier, le jet de sable remplace le crayou.

« glasnost »

des « contes de Glace », tables beth Garouste, rendus célèbres basses en verre bombé, clair ou par l'aménagement de la maison sablé, numérotées et signées à cinde couture Christian Lacroix et quante exemplaires. Rupture avec l'austérité graphique du début des années 80, lignes plus fluides ani-mées par la fantaisie du jeu et de «Trapani» : miroir, bougeoir, la liberté. C'est la toute nouvelle coupe, plateau; mariages baro-fontaine de verre de Michèle ques de pâte de verre bleu vif et Blondel (gare de l'Est). C'est aussi la « double transparence », une exposition itinérante qui promène trente vases réalisés au Centre international de recherche sur le verre par des artistes et desi-gners (Piotr Kowalski, Martin Szekely, Giuseppe Penone, Jean Nouvel, Patrick Retif, etc.), dans le cadre d'une commande publique lancée par le Centre national des arts plastiques (CNAP).

Le verre devient là le prétexte d'une Lettera Amorosa, de Sylvain Dubuisson, conçue en hommage à René Char, et comportant le texte du poème gravé sur verre au laser. On le trouve également au musée : hommage à la tradition, avec ces verres à boire de Lalique, Gallée, issus de la collection du Centre national du verre au Cooper Ewith Museum de New-York (« les Arts décoratifs en France 1789-1989 »). A Lyon, la famille Lalique déploie souvenirs, documents et œuvres. Mais la manifestation la plus impor-tante aura lieu à Paris (de septembre 1989 à janvier 1990) au Musée des arts décoratifs, autour des verres de Bohême (deux cents œuvres du seizième siècle à nos jours, dont certaines n'ont jamais quitté la Tchécoslovaquie). Orgarisée dans le cadre des échanges de l'Association française d'action artistique, elle sera suivie d'une rétrospective du verre français d'Emile Gallée à nos jours, l'an prochain à Prague.

Un enjeu économique

Culturel, l'intérêt que suscite le verre est aussi économique. Les manufactures ouvrent leurs portes. Baccarat réalise le Vase persect love, de Marie-Christine Dorner. Daum, reprise en 1986 par le groupe financier Bearbull, mène une politique active de développement (7 millions de francs de bénéfices nets pour 1988). Après Hilton, Mac Connino et sa collection «Cactus», mélant cristal et pâte rasmo, près de Venise, où de verre, voici les « étrangetés » Maurizio Albarelli a déjà acheté de verre, voici les « étrangerés » de Philippe Starck, sculptures-vases éditées à cinquante exemplaires (7000 francs l'unité...). Restent Mattia Bonetti et Elisa-

de décoration de luxe (trois mille clients dans le monde) à celle des galeries. Actuellement, l'exposi-tion du Californien Peter Shire est présentée chez Clara Scremini. D'origine sud-américaine, installée dès 1980 rue de Charonne, celle-ci a contribué, parallèiement à l'action du Centre national du verre (créé en 1982 au Musée des arts décoratifs), à faire connaître en France les créations d'artistes élaborées dans des ateliers indépendants. En particulier ceux qui sont dans la ligne du Studio Glass Movement, né aux Etats-Unis en 1965 : Toots Zynsky et les Tchécoslovaques Stanislas Libenski ou Jaroslav Brychtova. La première exposi-tion personnelle de Peter Shire en France est un montage désopilant de spirales, d'assiettes en équilibre instable, de citrouilles, de coupes remplies de citrons roses évoquant, par leurs notes stridentes, la provocation joyeuse du groupe Memphis, auquel Peter Shire participa au début des années 30 avec Stottssass et Men-

qui ont présenté pour Daum, au SAGA (Salon de l'édition d'art

Autre expérience, celle des ate-liers Vistosi à Murano, qui vien-

nent de mettre au point, pour

Peter Shire, un Américain de quarante ans, quelque huit cents pièces réalisées à partir de ses

cent soixante-quinze dessins. « Je

n'aime pas Murano, j'aime le

verre », dit Maurizio Albarelli,

qui dirige les ateliers Vistosi, tout fier d'élargir sa liste des magasins

« Peter Shire s'habille comme ses vases; un peu rouge, un peu violet », dit en riant Maurizio Albarelli, dont un nouveau « show room » ouvrira à Chicago, anobli par la reconnaissance du milieu artistique. Les créations de Peter Shire sont présentées à New-York (Art and Industry) comme à Chicago (Hokin Kauffman) et à Turin (Rocca Gallery). Prochaine étape : 1990 avec la création d'un Centre international pour le développement de la verrerie d'art à fonder lors d'une fêteexposition organisée à San-Ierle terrain prévu à cet effet.

LAURENCE BENAMM, (Lire la suite page 18.)

Au Palais des beaux-arts de Bruxelles

Les folies de l'art déco

Le triomphe du kitsch et du rococo ou l'apothéose de l'éclectisme un postmodernisme avant la lettre?

'ART déco, mode ou ensemble de modes affectant les arts appliqués européens dans les années 20, n'a pas excellente réputation. Ne seraitce qu'en raison du terme même : « déco », abréviation de « décoratif », en dit trop. Au siècle des esthétiques métaphysiques et cri-tiques, au siècle de Mondrian et de Malevitch, s'avouer « décoratif », c'est maladroit. L'adjectif n'est pas loin du péjoratif. La période niçoise de Matisse, celle des odalisques pour clientes américaines, serait ainsi celle du Matisse « décoratif ». Même terme pour un certain cubisme coloré et compliqué. Marcoussis et Valmier. Tout style « décoratif > relèverait d'un abaissement des exigences intellectuelles, d'une sorte d'humiliation intolérable de l'art. Seule exception : le « décoratif », qui se dit fonctionnel, issu de l'abstraction orthogonale.

Le « déco » à la Mondrian, les industries du Bauhaus et du néoplasticisme, couleurs pures, angles droits, géométrie simplissime, oui, cela s'admet, au nom du moderne, justement, de l'avant-gardisme et du cuite de la vie contemporaine, ce cuite dont Le Corbusier fut le plus bavard prophète. L'apparence d'ascétisme et les proclamations de pureté dissipent tout soupçon de compromission avec le matériel, le confort et l'économie. Alors que les « autres », ceux de l'art « déco », ne seraient à l'inverse que les zélateurs impurs de la religion triviale du bien fait, du luxe et du superflu. Tel est donc l'enjeu de l'exposition bruxelloise ; sinon réhabiliter tout un mouvement, du moins en composer un panorama aussi large que possible, ignorer les proscriptions et les interdits modernistes et l'emporte sur toute considération révéler ce qu'une certaine ortho- de commodité,

jusque-là.

Ce projet, qui a été fort bien rempli, porte le signe des années 80. Il s'agit en somme d'accomplir dans le domaine des arts appliqués la discrète révolu-tion qui a fait qu'en matière de peinture nul ne croit plus désormais qu'il n'y ait qu'une voie royale, de Cézanne au cubisme et du cubisme à l'abstraction. Que l'on voie dans cette évolution un révisionnisme ou un signe de post-modernisme, il importe peu, tant qu'il reste clair que les orthodoxes esthétiques ont fait leur temps et qu'il est devenu nécessaire de regarder ailleurs, de tout regarder. Tout, et donc les extrava-

gances de l'art déco européen, qui n'hésite devant aucune bizarrerie, exalte l'absurde, cultive l'impossible et s'approvisionne en thèmes et motifs dans tous les magasins de la culture universelle. Apothéose du pastiche et du mélange des civilisations et des temps, il se complaît dans la récapitulation, l'hommage et le déguisement. C'est un éclectisme, et écrire son histoire contraindrait à l'énumération d'une suite innombrable de références. Il en est d'exotiques, afri-caines, océaniennes et orientales, et une armoire peut s'orner de deux girafes stylisées en bas-relief, si la fantaisie le suggère. La Perse, le Siam, les Dogons, les Aztèques : les musées d'ethnographies sont mis en coupe réglée par d'habiles voleurs d'idées. Il est des références européennes, puisées dans le baroque, le rococo, les chinoiseries dix-huitième et les arts popu-

leur origine antique, peut-être grecque, peut-être égyptienne. Un fauteuil, selon le Danois Rafn, doit avoir une armature de bronze façon siège curule, des garnitures tressées et des glands énormes. Est-il pour le boudoir de Cléopatre ou un salon de Copenhague ? Le plaisir de citer et de pervertir la citation

rapportent à l'art le plus récent : l'art « déco », que l'on croit réactionnaire, a out tôt fait de digérer fauvisme, expressionnisme et cubisme. Les couleurs de Matisse et de Decain viennent aux ioues des céramiques et des porcelaines. Les volumes enchevêtrés de 1911 et 1912 inspirent orfèvres et dessinateurs de mobilier. Sue et Mare, qui ont été les premiers à chercher dans le cubisme les principes d'un style décoratif. avant guerre, sont les premiers à reprendre leur liberté. Ils jouent de formes en éventail et de matériaux précieux. Ont-ils trahi cependant ? Où sont-ils les disciples imprévus de ce Picasso qui, dès 1914 et 1915, se plaît à baroquiser son cubisme?

Extravagances et pastiches

Pareille orgie de réminiscences et d'hybridations a ses monstres. Un canapé hollandais titanesque de proportions et décoré de têtes de caméléons ou de crapauds, taillées dans un chêne sombre, ce n'est guère séduisant. Un vase à forme et couleur de courge, un Enlèvement d'Europe en biscuit rose et bleu tendre, une faïence bariolée qui imite la structure évidée des sculptures d'Archipenko et de Laurens, autant de curiosités plus drôles que gracieuses. Cet art déco là n'a pas rompu avec le goût de la surcharge cher au symbolisme et pourrait sans peine kui emprunter ses têtes de Méduse et ses sphynges. It n'a pas rompu davantage avec la ligne ondulante de l'Art nouveau et trouve en Iribe le champion des fauteuils-fleurs aux accoudoirs spiralés et au dossier nervuré.

Le plus singulier est qu'un désordre si complet de pastiches, de parodies et d'extravagances, qui paraît n'obéir qu'au désir de l'opulence, soit parvenu à susci-ter un style cohérent. Et que l'art déco ait reconnu pour maîtres Ruhlmann et Groult, qui font cependant figure de modérés parmi tant de folies et ont cherché un compromis entre le

néoclassicisme épuré. La mise en scène de l'exposition bruxelloise rend manifeste combien le vocabulaire historique manque en la matière de précision, puisque relèvent du même label les inventions tourmentées et bigarrées des Viennois, des Tchèques et des Italiens et le mobilier français contemporain, incomparablement plus dépouillé de ligne.

Ou'ont de semblable le néo-

rococo d'Europe centrale et le

style de Grouit ? Sa commode bombée présentée à l'Exposition des arts décoratifs de 1925, quoique curieusement convexe et revêtue de galuchat (peau de requin poncée), paraît très sobre et discrète pour peu qu'elle soit comparée à bien des créations contemporaines, Ruhlmann kuimême ne sacrifie ni symétrie, ni équilibre, ni dépouillement. Nulle frise, nulle guirlande pour orner l'ébénisterie, des agencements assez simples, des silhouettes plus massives que gracieuses. Si Ruhimann s'autorise quelque volupté, c'est dans le choix des bois, palissandres et acajous admirables de ton qu'il se refuse à peindre à la manière de Rietveld. Ce serait à croire que, décidément, seul garantit la - relative - cohérence de la notion d'art déco le commun refus des principes du Beuhaus.

Et que l'éclectisme de ses adeptes, loin de n'être, comme on l'a dit, que l'indice d'une impuissance d'invention et d'un conformisme, était la seule l'esthétique de rupture et d'orthodoxe à l'honneur à Des-sau. Que l'histoire se soit répétée depuis et que le design contemporain ne fasse que rejouer la même pièce, on peut s'en convaincre sans peine. Serionsnous dans une nouvelle phase art

PHILIPPE DAGEN.

+ Palais des beaux-arts de Bruxelles, 23, rue Ravenstein et 10, rue Royale, thi sauf hundi, de 10 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 houres. Jusqu'au 28 mai.



CASSAVETES

Martin SCORSESE, Ben GAZZARA. Seymour CASSEL, Jean-François STÉVENIN

et toute l'actualité du mois

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 30 F

Pe

2p

Malaise dans

Le temps du chacun pour soi

E théâtre du secteur public Au début du mois se trouve actuellement d'avril, Jack Lang, dans une curieuse situaministre de la culture, tion d'attente, favorisée par la de la communication, timidité artistique dont semblent souffrir les meneurs qui ont fait la des grands travaux richesse des deux précédentes et du bicentenaire, doit décennies. A présent, ils sont pour tenir une conférence la plupart en position de décider et, pareils à leurs aînés de presse. Thème : d'avant 1968, auxquels (à juste le théâtre, qui titre le plus souvent) ils ont repro-(symbole ?) vient ainsi ché une sclérose institutionnelle, ils gèrent leur royaume et négocient au coup par coup, chacun le cinéma (le Monde du pour soi, avec le ministère de la 8 février) et la danse culture et autres autorités de (le Monde du 1er mars). tutelle dispensatrices de subven-Ce n'est pas que le ministère Que se passe-t-il? Après la se désintéresse

démission, souhaitée par le personnel, de Raul Ruiz et Jean-Luc complètement Larguier, la Maison de la culture du théâtre. Mais du Havre est sans direction. Celle la « liberté de création », de Bobigny également après le départ de René Gonzalez à revendiquée avec éclat l'Opéra-Bastille. Plusieurs noms il y a vingt ans, a tourné ont été cités pour lui succéder, au libéralisme dont celui d'Ariel Goldenberg, directeur du Festival international fourre-tout, de Madrid. les responsables sont

Le cas de Bobigny pose le problème des grands bâtiments de banlieue, voués à des déficits spectaculaires dès qu'ils tentent acquises, d'enjeux une politique de création et de risques. Le public y accourt pour y voir Marcello Mastroianni ou les ballets de l'Opéra dirigés par Bob Wilson dans la grande salle, et ne complexe. Pourtant, se déplace pas jusqu'à la petite pour Thomas Bernhard avec David Warrilow, qui pourtant avait rempli le Théâtre de la Bastille dans l'Hypothèse de Pinget.

> A Nanterre, Patrice Chéreau va quitter la direction du Théâtre

des Amandiers. Il n'est pas facile de prendre sa suite (comme à la Schaubühne de Berlin il n'est pas facile de prendre la suite de Peter Stein, par exemple).

On a parié de Marcel Maréchal pour prendre en charge le Théâtre du Rond-Point, mais pas plus à lui qu'à Francis Huster ou à Daniel

Les problèmes de succession sont toujours délicats à régler surtout quand ils deviennent un enjeu politique - voir à Lyon le conflit ministère/municipalité (le Monde daté du 5-6 mars 1989) à propos du Théâtre du Huitième, demeuré en situation provisoire depuis la nomination de Jérôme Savary au Théâtre natiopar rapport aux structures, et du vingtième siècle. Son bâtiment c'est vrai que Chéreau à Nanterre est nouveau, son statut date d'un c'est, plus que Nanterre, la notoriété de Chéreau et des gens qu'il peut y faire venir. De plus, la maison a été organisée par lui, adaptée à sa façon de travailler.

Jean-Pierre Vincent déclarait que quand il entrerait à nouveau ans un théâtre, ce serait le sien.

autre temps.

Puisque Jack Lang dit que les

structures sont moins importantes que les hommes, pourquoi se contenterait-il de déplacer les mêmes hommes à l'intérieur des mêmes structures? Pourquoi par exemple ne pas demander à Giorgio Strehler de mettre en scène des spectacles, et se demander si un vrai Théâtre de l'Europe, c'est la Mouette, même montée par Konchalowski, plus quelques productions en langue étrangère réservées toujours au même public? Il y a sûrement d'autres movens de former des publics au théâtre européen.

Puisque les hommes sont plus importants que les structures, pourquoi ne pas prendre en considération les avis de ceux qui, par obligation ou par choix, sont restés en dehors de l'institution, et donc ne sont pas aveuglés par ses difficultés quotidiennes? Il y en a, dont les talents sont reconnus, même si leur notoriété n'a pas, ou pas encore, atteint les médias populaires, la télévision.

Ainsi Michel Deutsch, auteur et metteur en scène, qui a fait partie du Théâtre national de Strasbourg avec Jean-Pierre Vincent, dont Georges Lavaudant met en scène Feroë, la nuit à Villeurbanne, et qui va présenter au Théâtre de la Colline Sit Venia Verbo, créé au Centre dramatique des Alpes. Du dedans comme du dehors, il connaît le théâtre du secteur public et il parle.

COLETTE GODARD.



La maison de la culture de Bobigny.

leine Renaud et Jean-Louis Barrault sont décidés à passer la main. Et le producteur Fernand Lumbroso a démenti les rumeurs qui couraient à son sujet à propos d'une direction artistique.

Il y a malaise... Une nouvelle valse des directeurs d'établissement public n'est sans doute pas la meilleure, ni la seule solution à ce malaise. Jack Lang a dit qu'il souhaitait favoriser les personnes

Vierge en quelque sorte. Pourtant, même Lavelli, dans son Théâtre de la Colline réellement neuf, ne dispose pas d'une énorme marge de manœuvre pour imposer l'andace d'une politique d'auteurs

Le budget 1989

ARTS

Design

L'effet « glasnost »

(Suite **de la page 1**2.)

Il invite les artistes qui souhaiteront se joindre à l'entreprise. « Moi, je leur dis : si vous pensez qu'à Venise on sait encore travailler le verre, vous étes le bien-

C'est aujourd'hui au CIRVA, né en 1982 à Aix-en-Provence et installé dans une ancienne manufacture de 1 400 mètres carrés à Marseille depuis 1986, que s'élabore un travail de recherche et de mise au point. Deux cents essais pour les vitraux de l'abbave de Conques imaginés par Pierre Soulages; un an et demi de travail pour les sculptures de Giuseppe Penone. « Le verre est le matériau de tous les paradoxes, dit Françoise Guichon, directrice du CIRVA; il est séduisant et rebutant ; c'est un matériau de synthèse, qui appartient à l'histoire.

Avec le bois, on n'échappe pas à l'arbre ; mais avec le verre, tout est imaginable. Il exige cependant des connaissances et, plus encore, un propos, une interrogation essentiels. Le verre est sans doute le matériau qui oblige le plus à penser, à réfléchir. Il est l'écran minimum entre le réel et

Matériau caméléon», selon

Jean-Luc Olivier, directeur du Centre national du verre, il annule aussi les frontières entre l'art, le design et l'artisanat : phénomène accentué par la vogue des séries limitées, d'objets à fonction utilitaire, comme les vases. « Intellec tuel, commerçant, il prend toutes les apparences. C'est le matériau des faussaires. L'Ailemand Erwin Eish, célébré au Musée des arts décoratifs l'an dernier, semble renchérir : « Avec les premiers palais de cristal, qui furent construits partout depuis 1951, on accordait beaucoun d'importance à la transparence du verre. Verre signifiait liberté. Aujourd'hui, nous savons que le verre n'a rien à voir avec la liberté. Le poisson dans l'aquarium, la mouche qui s'écrase contre la vitre et l'employé derrière son guichet de banquier le savent aussi. Ouand on se commet avec la transparence, on l'homme transparent est pour moi d'une inquiétante étran-

LAURENCE BENAIM.

★ Galerie Différences, 11, rue du Roi-Doré, 75003 Paris. ★ Lalique, trois générations de cris-tallerie, du 21 mars au 4 avril, hôtel des Ventes, Lyon-Brotteaux; 13 bis, place Jules-Ferry, 69009 Lyon.

★ Peter Shire à la Galerie Clara cremini, 39, rue de Charonne, 75011 Paris, jusqu'an le avril

* La double transparence, trente vases pour le CIRVA à Clermont-Ferrand, jusqu'au 15 mars (Musée du Ronquet); Oviedo (Espagne) Musée, municipal; du 1 " avril an 25 mai; Marseille, du 1 " juin au 15 juillet; Aix-les-Bains, Musée Faure, du 20 août au 15 sentembre.

★ Les Arts décuratifs en France, 1789-1989, Cooper Hewitt Museum (New-York), du 30 mars au 16 juillet ★ Guillaume Saalburg, gravures sur verre, VIA, 1, rue Sainte-Opportune, 75001 Paris, du 25 avril an 28 mai. Les chiffres de la morosité + 7,8 %) et du Théâtre national de la Colline (27,2 millions, + 12,4 %) progressent plus vite que celles des autres établisse-

que le budget global du ministère de la culture. Quand les chiffres bruts illustrent l'attentisme

Le budget du théâtre pour

1989 progresse moins vite

d'une politique du théâtre public qui n'a toujours pas de « grand dessein ».

E budget de la direction du théâtre pour 1989 marque un renversement certain de la tendance négative qu'il connaissait - en francs constants - depuis 1984 et qui s'est amplifiée sous le gouvernement Chirac. Dans le cadre d'un budget global du ministère de la culture en augmentation de 12,5 % (augmentation qui traduit dans les chiffres la priorité accordée à ce secteur par le gouvernement Rocard), la direction du théâtre et des spectacles, confiée l'automne dernier au dramaturge Bernard Dort, voit ses crédits de fonctionnement et d'équipement passer à 1 070,6 millions de francs, soit une progression de 12 % envi-

Mais un chiffre inquiète les professionnels: la part du budget du théâtre dans le budget total du ministère recule de 11,84 % en 1988 à 10,25 % cette année. Cette morosité englobe tous les secteurs du théâtre public de la même

Les théâtre nationaux (Comédie-Française, Chaillot, Odéon, Colline et Strasbourg) connaissent une progression raisonnable du montant de leurs subventions avec un budget globai de 260,2 millions de francs, soit une augmentation de 7,5 %. La Comédie-Française, avec une subvention de 112,6 millions (+ 6,8 %), reçoit plus de 40 % de ce budget global. Les subventions de l'Odéon (41,4 millions,

ments. Mais aucun de ces théâtres ne retrouve, en francs constants, ses movens de 1984.

Cette remarque vaut aussi

pour les quarante établissements de la décentralisation dramatique (23 centres dramatiques nationaux, cinq centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la ieunesse et douze établissements assimilés). Leur subvention globale pour 1989 est de 241,6 millions de francs. La règle choisie par la direction du théâtre était une augmentation de 2,4 % pour chacun des établissements avec un effort particulier pour les centres en préfiguration ou au bas de l'échelle. Globalement, ces institutions ont dû se partager 14 millions de francs de mesures nouvelles et 3 millions réservés à des « projets ponctuels» qui pourraient bien ne profiter qu'à l'un d'entre eux. Une sorte de bonus à la disposition de Bernard Dort.

Au chapitre des compagnies dramatiques indépendantes, seize compagnies nouvelles ont été admises « hors commission», c'est-à-dire qu'elles relèvent directement de la direction du théâtre et bénéficient de subventions plus élevées. Pour 1989, cent cinquante compegnies (hors commission) devront se partager 107,1 millions de francs selon des arbitrages qui ne sont pas encore rendus. Plusieurs centaines de compagnies dites cen commission », relevant donc de l'autorité de commissions régionales chargées de ieur accorder des subventions, ont fait l'objet d'un eeffort supplémentaire » de 3,5 millions de francs et disposeront de 25,8 millions de francs.

Hors compagnies dramatiques, la lecture des chiffres indi-

que une nouvelle fois le déséquilibre des subventions entre Paris et i'lle-de-France, et la province : 300 millions de francs pour les institutions de la région-capitale et 200 millions de francs nour la province, une règle deux tiers/un tiers que beaucoup contestent sans être entendus. Elle montre aussi la continuité de la politique du théâtre en France. qui, en dépit de l'attente croissante des professionnels, se contente pour l'instant de la gestion d'un patrimoine disparate.

D'autant ou'une proposition du Syndicat des directeurs de théátre (SYNDEAC) qui visait à instaurer des contrats pluriannuels entre l'Etat et les institutions théâtrales n'a pas été retenue par le ministère de la culture et que les contrats de plan Etatrégions n'admettent pas la signature d'accords sur les crédits de fonctionnement des théstres. Il faut ajouter à cela qu'en raison des élections municipales quarante-cinq conventions d'action culturelle (sur sobænte)qui devaient être signées entre les municipalités et les maisons de la culture ou centres d'action culturalle ne l'ont pas encore été. Il faut noter aussi qu'en raison des règles techniques imposées par le ministère du budget - règles instaurées par-M. Alain-Juppé sous le gouvernement précédent et reprises par M. Michel Charasse, - le versement des subventions du premier trimestre 1989 n'a pas été

Ce contexte économique et technique, qu'il faut rapprocher d'un contexte artistique extrêmement difficile, sera au centre des discussions qui devraient s'engager en mai prochain entre la direction du théâtre et les professionnels pour, dit-on au SYN-DEAC, « créer un secteur public

OLIVIER SCHMITT.

Galerie Beaubourg Alain Jacquet 2 DINE DIFERENT ALLI ARIN - PARIS - 42 71 20 50

placés devant

politiques

une accumulation de cas

sociaux, de situations

et diplomatiques, bref

imaginer des solutions

Un trop long embarras

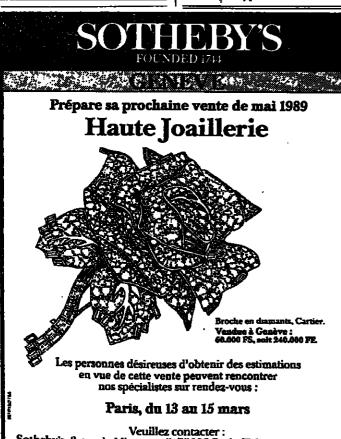
la sclérose, ou la révolte.

devient urgent.

pourrait entraîner

devant une situation trop

GALERIE LOUISE LEIRIS 47, r. de Monceau, 75008 PARIS Tél. : 45 63 28 85 et 37 14 Peintures et Dessins 1932-1972 1" mars - 15 avril



Sotheby's, 3 rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél: (1) 42664060

حكوا من الأصل

la création dramatique

La famille et la loi du silence

ARTS ET SPECTACLES

théâtre d'art dans son institution était aujourd'hui condamné. Non parce que l'époque scrait à une quelconque fin du théâtre, à la révocation finale de celui-ci par le «spectacle» - je crois tout le contraire! - mais plus simplement du fait de l'incapacité patente des « gens de théàtre » à se saisir des enjeux cru-ciaux que pose l'institution de leur art. Aussi la volonté de l'Etat de se débarrasser du théâtre d'art trouve-t-elle naturellement sa justification auprès de cenx-là

mêmes qu'à terme il condamne. Il convient alors de remarquer comment « gens de théâtre » et Etat à ce point sont liés par la complicité mortelle du laisser faire-laisser aller, que la misère des uns devient logiquement la cause de la volonté d'en finir de l'autre. Cette situation paradoxale n'étant de l'intérêt de personne est pourtant la condition de la survie de tous. Et c'est de concert qu'on en vient à demander la disparition du théâtre, tout en proclamant de façon tonitruante et la main sur le cœur qu'on travaille à le sauver. D'où on peut encore déduire que la chose la mieux partagée par les « gens de théâtre » et l'Etat est un pessimisme contrit et pieux, fondé sur le diagnostic d'une impasse si manifeste qu'il s'agit surtout de ne pas en sortir. Car il importe d'abord de ne rien dire et de ne rien faire, afin de ne pasmettre davantage en danger le fragile équilibre sur lequel repose encore l'édifice. Tout le monde à savoir personne en particulier semble au moins d'accord que face à cette situation la seule politique qui vaille ne peut être que celle du rafistolage.

..-

. . ----

 $z_{n}=y_{n}(z,\lambda)$

Hres de la morosité

Il est inutile de s'attarder sur les couragenses décisions prises au nom du « parler vrai ». Quelques amis - on même, dans l'exaltation curphorique des salons, quelques amis d'amis! auront droit à une nomination, à une renomination ou à une enveloppe supplémentaire assortie, c'est la moindre des choses, d'un vigoureux commentaire sur les dépenses à maîtriser, les économies à faire, etc. Là où le fonctionnaire de la République serait libre par lui. Le théâtre d'art tenu de refuser, le devoir d'amitié atteste en tous les cas que la politendre évoquer les problèmes de cehri du spectacle. A rebours du on, de ses statuts, de ses nonvel personneis, de ses finances, et le théâtre est le lieu où se déjoue franchement obscène de parler de l'enchantement spectaculaire, politique culturelle et artistique. Quant à poser la question de savoir à quel prix et sous quelles conditions le théâtre d'art demeure possible et accordé à l'époque, cela paraîtra carrément suspect.

L'institution du théâtre d'art, dans l'état actuel des choses, est pourtant la condition même de sa possibilité. Cette possibilité délimite notamment sa différence dans l'espace public. Il n'est pas

TOUT se passe comme si le lorsque celui-ci voyage sous le faux nom de théâtre - par exem-ple le boulevard. On se trouve alors affronté à ceci que traiter du rassemblement de spectateurs citoyens, et pas seulement consommateurs, selon les règles du théâtre d'art, ne peut se faire, en général, que dans des lieux appartenant - parce que subventionnés - aux citoyens. Et il se

par MiCHEL DEUTSCH (*) plan économique et social d'un pour mieux lâcher le théâtre d'art. vaste secteur public à côté du secteur privé. Le président de la République l'a rappelé récemment

gner que précisément ce qui fait rations sinancières et gestionl'originalité et la spécificité fran-naires - rationalisation des coûts, çaise, c'est bien l'existence sur le ciblage (!) des publics, etc. -

> Aussi nos nouveaux héros ressemblent-ils aux fonctionnaires des finances avec lesquels ils discutent de cet argent qui leur permettra de s'acheter une conduite

anjourd'hui et que des talents incontestables y sacrifient sans vergogne. Il est simplement dommage que les acteurs et le public d'aujourd'hui connaissent le théâ-tre avec des spectacles où brillent en place de l'œuvre les feux du renoncement. Quant à ceux qui s'obstinent à faire passer le travail de l'œuvre avant la recherche de sponsors, ils sont de plus en plus souvent empêchés de faire leur métier, frappés d'interdiction professionnelle par une nomenklatura frivole qui n'a de comptes à rendre qu'à l'air du temps. Que l'on fasse appel aux stars de cinéma, rien de plus nor-

capitulé pour mieux se recycler,

imposant le néo-boulevard comme

l'art officiel de leur trahison. Il

n'est pas trop de dire qu'un nouvel

académisme domine nos scènes

que l'œuvre elle-même. Anarchie

mai dans ces circonstances. Ne

sont-elles pas susceptibles, par

leur seule apparition, de se substi-

tuer à l'œuvre dorénavant disqua-

lifiée? Il va sans dire que, dans

cette conjoncture, la troupe appa-

raîtra comme un archaisme pire

et féodaux Antoine écrivait déjà en 1887, à propos de la « désorganisation » des troupes de comédiens : - Alors que l'interprétation d'un ouvrage exige, avant tout, une qualité tellement essentielle qu'elle dispense des autres, l'ensemble, condition sans laquelle l'œuvre littéraire est massacrée comme le serait une œuvre musicale dont les exécutants ne joueraient pas en mesure, les directeurs, substituant au système de l'ensemble le système des étoiles, mettent en vedette un ou deux noms connus et cotés, pur-sang dont ils paient à prix d'or la course plus ou moins brillante, et entourent ces grands favoris souvent fatigués, mais tenant toujours la corde, de malheureux acteurs recrutés au hasard pour servir de repoussoirs aux têtes d'affiche. De cette interprétation hétéroclite résulte une absolue déformation de l'œuvre. d'où une nouvelle et irrémédiable cause de répulsion pour le public

intelligent. • Il est incontestable que le néo-boulevard, allié au théâtre d'illustration des classiques (façon « Petits Classiques illustrés » !) qui tient lieu le plus souvent de travail sur le répertoire, ne peut trouver que des avantages dans la liquidation des troupes puisque, après tout, il ne s'agit plus de donner site à la littérature.

Trop de désordre engendre la régression dans les mœurs, et la violence. A côté des spectacles néo-boulevard qui, vu le talent de leurs promoteurs, entrent le plus souvent dans la fameuse catégorie conforter le statu quo - bradant haut de gamme » et constituent l'assurance des festivals et des

talentueux hommes de théâtre ont grandes salles (publiques ou privées...), il continue d'exister sur les décombres de l'ancienne décentralisation - un « bas de gamme » provincial, label de la production d'une nouvelle race de féodaux, pour la plupart ex-instits crypto-brechtiens sinistrés, convertis à la mégalomanie cécilbédemillienne. Les droits acquis et les seules considérations financières ayant tenu lieu de politique, à défaut d'avoir en la volonté et le courage de repenser la décentralisation, l'Etat a laissé se développer et prospérer une situation d'anarchie qui, en toute logique, ne pouvait qu'engendrer des féodaux. Le rafistolage et le couppar-coup, les rallonges et les bons plaisirs ne pouvaient qu'entraîner une dégradation des mœurs.

La politique théâtrale de la

République abdiquant désormais devant l'applaudimètre et le Top 50, la désorganisation prit la forme fatale de « dernier horizon possible ». Car néo-libéraux ou tenants de l'Etat-providence se seront au moins entendus sur un point : il importe de laisser pourrir la situation pour parvenir enfin à se débarrasser du théâtre d'art se débarrasser enfin du temps de la mémoire. Dans la confusion, personne ne protestera du forfait. Et, de toute manière, la collusion des divers intérêts constituera la meilleure garantie du silence. Au demeurant, les féodaux ont besoin pour survivre d'entretenir l'anarchie du métier, son délitement et sa misère. En leurs fiefs, courtisans du pouvoir le plus proche, d'artistes employeurs ils sont non plus du travail, mais des faveurs, des prébendes, des pourboires. Des mini-Bayreuth de pacotille se sont ainsi substitués aux centres de création qui naguère tramaient le tissu culturel du pays. Et nul n'ignore que le troc traduit sur le plan des rapports entre les «maisons» la forme ordinaire des échanges. Les coproductions avec les compagnies se réduisant, du fait de cette économie fermée, à l'aumône et au service que l'on condescend à rendre au vassal.

Et comme toujours lorsqu'il s'agit de consentir à la honte, le geste charitatif joint au discours moralisateur doit servir d'analgésique. On peut seulement regretsoient chargés eux-mêmes du travail.

Mais doit-on encore croire en la capacité de l'Etat de dire quelque chose de précis sur une reconstruction de l'institution du théâtre d'art, ou faut-il, au contraire, et selon la fameuse logique du ni ceci ni cela, mais autrement, prendre acte de ce que l'Etat feint de traiter le concret pour mieux et privatisant dans la nuit, la précipitation et l'imposture.



De gauche à droite : Madeleine Remand, Patrice Chéreau, Jean-Pierre Vincent, Marcel Maréchal, Jérôme Savary et Antoine Vitez.

trouve aussi qu'en France le théâparce qu'une autre modalité du temps y est à l'œuvre.

> Le règne du « spectacle »

Quelque chose dans le théâtre nomme toujours l'espace public en tant que tel. Même si le théâtre traite de la sphère privée, il le fait toujours du point de vue public, et avec le « spectacle » - même inutile par conséquent de souli-

va de même. L'art en France est d'artiste. Artistes responsables, tre d'art fondé dans l'Etat est depuis des siècles une affaire d'État. Que ce soit sous la monarchie ou sous la République, le impose toutefois d'accorder. Il tique et l'amour peuvent se dire mécénat d'Etat est proprement ce serait pour le moins trivial de pré- ensemble sur un autre mode que qui constitue la tradition fran-

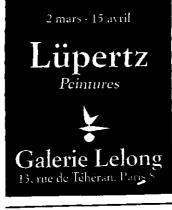
> fut un exemple éclatant. S'il y a aujourd'hui crise de l'institution du théâtre, cela tient certes à la crise générale qui affecte toute « forme » d'institution et, par conséquent, dépasse largement le problème du théâtre - il suffit de penser à la crise que traversent les systèmes d'enseignement dans la plupart des pays développés. Toutefois, découpler le problème de l'institution de celui de l'art, sons prétexte de sauver le théâtre, revient à engager la discussion

dans l'ornière des seules considé-

naturellement. Dans le même temps, un cer-

tain nombre d'hommes de théâtre, parmi les plus talentueux de la génération 68, renonçaient à être ce qu'ils étaient : des artistes. Le public, l'Audimat, finissant par imposer sa logique impitoyable via l'administration des finances et la direction des théâtres. Le théâtre d'art, dont la vocation, sinon l'essence, est de s'adresser au citoyen, était dès lors sommé de renoncer à lui-même pour plaire au consommateur. Il fallait instaurer le règne du « spectacle » afin que plus rien n'arrive. Sous prétexte de se plier à l'hégémonie du loisir, certains de nos plus

(*) Auteur dramatique et metteur

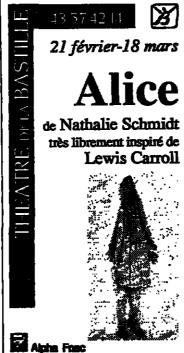


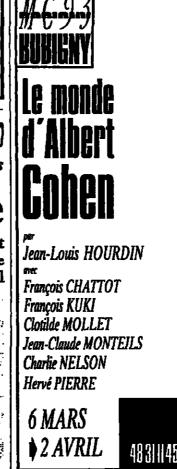




Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts 11, quai Malaquais - Paris VI









EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. of mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. es fêtes de 10 h à 22 k.

ACCROCHAGE DES COLLEC-TIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE. Galeries contemporaines. Entrée: 16 F. Jusqu'an 9 avril.

ERIK GUNNAR ASPLUND, Centre information Col. Batrée libre, Jusqu'au DE MATISSE A AUJOURD'HUL 3º et 4º étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

KINOPAPIER. Papiers scaiptés, papiers mobiles de Christine Buri Herscher. Atelier des cufants.Entrée libre. Jusqu'au 15 avril. SUR LE PASSAGE DE QUELQUES PERSONNES. A travers une assez courte unité de temps, Stantienniaires 1957-1972. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 avril.

LE SYMBOLE FRANCE - JAPON.
Centre d'infromation Cci.Entrée libre. Jusqu'au 27 mers. JEAN TINGUELY. 1954 - 1987.

Grande galerie - 5 étage, Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 mars. MARGUERITE YOURCENAR. Le dernier voyage, photographies de Carios Freire. Galerio de la B.P.J.Entrée libre. Jusqu'az 3 avril.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 k à 18 k. Fermé

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE :
MALLARMÉ, DEBUSSY, NIJINSKY.
Exposition-dessier. Entrée : 23 F (billet
d'accès au musée). Jusqu'an 22 mai.

LA DANSE DE CARPEAUX.
Exposition-dessier. Entrée : 23 F (billet
d'accès au musée). Jusqu'an 22 mai.

LA DANSE DE JOSEPH BERNARD.
Exposition-dessier. Entrée : 23 F (billet
DE JOSEPH BERNARD.
Exposition-dessier. Entrée : 23 F (billet

LA DANSE DE JOSEPH BERNARD.

Expesition-doesier. Eatrés : 23 F (billet d'accès an musée). Jusqu'an 22 mai.

PAUL-EMILE MROT : VOYAGE A TAHITI ET AUX ILES MARQUISIES.

Expesition-doesier. Eatrée : 23 F (billet d'accès an musée). Jusqu'an 23 avril.

UNE ICONE RÉPUBLICAINE, ROUGET DE LISLE CHANTE LA MARSEILLAISE. Tublesse de Pie. 1849 -SETLLAISE. Tablem de Pfs., 1849 - exposition dessier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 mai.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30. ROLAND FISCHER, A.R.C. Jusqu'au

IMAGES CRITIQUES: DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR, LOUIS JAMMES. Jeff Wall. A.R.C. Entrée: 15 F. Jusqu'an 12 mars. LA VACHE DANS L'IMAGINAIRE DE KRAGULY. Musée des Enfants. Entrée: 15 F. Jusqu'an 30 avril.

Grand Palais Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-

GAUGUIN. Galeries nationales (42-89-54-10). T.Lj. sf mar. de 10 h à 20 h. Fermeturne mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 24 avril.

MOI ET LES AUTRES, PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-56-37-11). T.I.j. ef mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée: 12 F. Jusqu'an 15 mai.

Cité des sciences

et de l'industrie 30, av. Corentin-Carlou (46-42-13-13). Mar., jeu., ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam., dim. et jours fériés de 12 h à 20 h. Farmé lun.

L'IMAGE CALCULEE. Espace Clar Bernard. Entrée : 30 F (Cité Pass. donn accès à toute la cité). Jusqu'au 77 août. L'INVENTION DU TEMPS. Entré 30 F (Cité Pass donnant accès à toute cité). Jusqu'au 27 août.

Musées

La: Pic

Ro Gir

PC

LES ACQUESTRONS PHOTOGRAPHIQUES DU FONDS NATIONAL
D'ART CONTEMPORAIN. Palais de
Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-2336-33). T.Lj. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.
Entrée : 25 F (compressant l'ensemble des
expositions). Jusqu'su 27 mars.

L'ART ET LA VIE A MADAGAS-AR. Musée national des Arts africains et céaniens, 293, av. Danmesnil (43-43-14-54). Tlj. si mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15, sam., dinn. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F (dim. : 8 F). Jusqu'as

ARTE IMPRIMEUR, AFFICHES.
Masée de la publicité, 18, rue de Paradis
(42-46-13-09). T.I.j. sf mar. de 12 h à 18 h.
Entrée : 18 F. Jusqu'an 24 avril. LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOcuneraire dans les co ctional des Techniques

d'emotion TELERAMA.

national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-27-23-75). T.I.j. af inn. et jours fériés de 13 h à 17 h 30. Emtrée : 10 F (gratuit le dim.). Jusqu'au 31 soût.

I.E. EICENTENAIRE A LA MON-NAIE DE PARIS. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.I.j. af lun. et jeudi 4 mai de 13 h à 18 h. Emrée : 18 F (dim. T.U. : 10 F.). Jusqu'an 13 msi.

CACERES. Peintarea 1987 - 1988.

m. de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au DANTAN JEUNE, CARICATU-

T.Lj. af mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (cutrée du musée). Jusqu'au 27 mars.

JULES-ELIE DELAUNAY (1828-1891). Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-23-82). T.Lj. af mar. de 14 h à 18 h. neur de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 17 F (10 F dim.). Jusqu'au 20 mars.

MODES ET RÉVOLUTRONS. L'évolution de la mode et du costume de 1780 à 1989. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Piarre-l-de-Serbie (47-20-85-23). T.Lj. af lan. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 mai.

LE MÈTRE, UNE MESURE RÉVO-LUTIONNAIRE. La mesure du chel de la plaque photographique sux techniques spatiales. Palais de la Découverte, balcon

NAISSANCE DE LA SOUVERAI-NETÉ NATIONALE. Archives nationales, hôtel de Rohen, 87, rue Vieille-du-Temple (42-77-11-30). T.Lj. af lun. de 12 h à 18 h. Entrée : 12 F (dim. 8 F). Jusqu'au 30 avril.

L'ORDRE DE MALTE ET LA ANCE. Musée national de la légion d'Honneur et des ordres de chevalerie, hôtel de Salm - 2, rue de Bellechasse (45-35-95-16). T.Li, sf lun. de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'an 19 mars.

OUE. Caisse nationale des monume toriques, hôtel de Sally, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.L.j. sf jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'an

ROMAIN'S. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugiand (42-34-25-95). T.i.j. af bin. de 11 k à 18 h, jeu, jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F, sam. : 16 F. Jusqu'au

photographies de sporta, sportifi et sup-porters. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (co prenant l'ensemble des expositions Jusqu'au 17 avril.

Centres culturels

(dim. T.U.: 10 F.). Jusqu'an 13 mai.

CACERES. Peinture 1987 - 1988.

Musée des Arts décoratifs, galerie d'actuslité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.;

sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de
11 h à 18 h. Entrée: 10 F. Jusqu'an 9 avril.

CALDEE INTIME. Musée des Arts
décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-6032-14). T.L.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à
18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 20 F.

Jusqu'an 21 mai.

Jusqu'an 21 mai.

CASQUES ROYAUX. Fin XIV siècle, effent XV siècle, Musée de l'armée, saile de l'armenal, hôtel national des invalides, place des invalides (45-55-92-30). T.i.j. de 10 h à 17 h. Jusqu'an 15 mars.

COSTUMES HISTORIQUES RUSSES 1780 - 1914. De la collection du masée de FEmitage de Leningrad. Musée Jacqueanart-André, 158, bd Haussmann (42-89-04-91). T.i.j. sf lun. 1 mai de 12 h à 18 h 30. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 mai.

COUP D'ENVOSS OU L'ART A LA LETTRE. Cent artistes et écrivains. Musée de la Poste, galerie du Messager, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.i.j. sf din. de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au

DANTAN JEUNE, CARICATU-RESTE ET PORTRAITS SCULPTES DE L'ÉPOQUE. Romantique. Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (42-24-56-38). T.Li. af iun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée: 15 F. Jusqu'au 10 juin. DE TEMPS EN TEMPS. Photogra-phites de Martine Franck. Paisis de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.Li. af mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 27 mars.

plaque photographique nux techniques spatinies. Palais de la Découverte, balcon de la salle 5, av. Franklin-Roosevett (43-59-16-65). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'az 3 septem

L'IEIL DE LA LETTRE. Les resports de la lettre et de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (compresant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 27 mars.

CLAUDE PERRAULT (1613-1688) OU LA CURIOSITÉ D'UN CLASSI-

16 avril.

QUARANTE ANS D'ÉDITION
FRÂNÇAISE. Hommage à Masain.
Muséogalerie de la Seita, 12, rue Surcouf
(45-56-60-17). T.I.j. sí dim. et jours fériés
de 11 h à 18 h. Jusqu'an 1 avril.

TABLEAU EN UN ACTE: LE
COQUIN DES MARQUISES PAR
JEAN-CHARLES BLANC, Musée Kwok
On. 41, rue des Franca-Rourecis (42-72-

On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.L.; sf dim. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 19 h . Jusqu'an 18 mars. I.E TEMPS DE LA VILLE. Maison de

la Villette, 30, av. Coremin-Cariou (42-78-70-00). T.Lj. sf lua., mar. et jours fériés de 14 h à 19 h.Entrée gratuite. Jusqu'au

15 mars.
TRÉSORS D'ORFÈVRERIE GALLO-

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). TLJ, sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F, dim. : 9 F. Jusqu'au 30 avril.

VISIONS DU SPORT. Cent ans de

Aurore PRIETO

Un spectocle d'une extraordinaire poésie 7A PARIS. Une virtuosité pleine

de charme REVOLUTION. Le bonheur du jeu de la comédienne éclate à

tous moments LE MONDE. Autore Priéto nous laisse tout frémissant

MALAKOFF

DU 8 AU 31 MARS

Ainsi va le Monde

Comédie de William Congreve

Mise en scène Michel Dubois

Texte français Isabelle Famchon Undiproduction Commedia De CAEN layed le JI.N

HENRI CARTIER-BRESSON. Des-ns, 1966-1989. Ecole nationale supé-

46554345

18 mars.

HOMMAGE A HENRI SAUGUET:
TABLEAUX PARISIENS D'UN
HOMME DE THÉATRE. Bibliothèque
historique de la Ville de Paris, bôtel de
Lamoignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44).
T.I.; s' dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.
Entrée: 15 F. Du 11 mars au 13 avril.

CHARLES MATTON. Espace photographique de Paris, Nouvean Forum des
Halles, piace Carrée - 4 à 8, grande galorie
(40-26-87-12). T.I.; s' lm. de 13 h à 18 h.
sam, dim. jusqu'à 19 h. Jusqu'au 16 avril.

PARIS, POR SUPPLESTO. (Paris, évidemenent). Centre culturel espagnol, 7, rue
Quentin-Bauchart (40-70-92-92). T.I.; s'
dim. et lm. de 14 h 30 à 19 h 30. Jusqu'an
25 mars.

Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.l.j. si mar. et jours fériés de 13 b à 19 h. Jusqu'au 77 mars.

CENT-CINQUANTENAIRE D'UN GRAND COLLECTIONNEUR. Monsieur Cognacq sux champs et à la ville. Pavilion des Arts, 101, rue Rambuteau (42-31-32-50). T.l.i. si lun et jours fériés de

33-82-50), T.l.j. sf hun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 mai.

Institut du monde arabe, selle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.j. sf lm. de 13 h à 20 h.Entrée libre. Jusqu'an

rans formes. Paris Art Center, 36, rue Palguière (43-22-33-47). T.l.j. af dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'an 18 mars.

L'EGYPTE DES PHOTOGRAPHES.

25 mars.

LES PEINTRES THAILANDAIS
TRADITIONNELS ET CONTEMPORAINS. Espace Pierre Cardin, 3, av.
Gabriel (42-66-17-30). T.I.j. of dim. de
11 h à 18 h. Jusqu'an 16 mars.
GESÈLE PROVOST. Centre d'animation Saint-Michel, 9, place Saint-Michel
(43-54-16-58). T.I.j. of dim. de 14 h à 22 h,
sam. de 14 h à 18 h. Jusqu'an 25 mars.

URSULA REUTER CHRISTIANSEN. Rêves reuges. Maison du Danemark,
142, av. des Champs-Elysées (42-2508-80). T.I.j. de 13 h à 19 h, dim. de 15 h à
19 h. Jusqu'an 19 avril.

STEPHAN SHAYEVITZ. Les jadatques. Centre Rachi, 30, bd de Port-Royai
(43-31-75-47). T.I.j. of ven., sam., de 11 h à
16 h. Jusqu'an 30 mars. 16 h. Jusqu'an 30 mars.

LE TESSIN ET SES PHOTOGRA-PHES. De 1858 à nos jours. Centre cultu-rel suisse, saile J.-J. Rousseau, 38, rac des France-Bourgeois (42-71-38-38). T.Lj. sf lun. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 svril. UN MAIRE, UN ARCHITECTE. Une rencontre, une équipe, un résultat, déjà tente une listoire. Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillet (40-70-01-65). T.Lj. sf dim. et lm. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 12 avril.

Galeries

A PROPOS DE DESSIN - 1989 ~ Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'an 31 mars. danse et aquarelles de voyage. Cimaises Ventadour, 4, rue Ventadour (45-74-14-28). Jusqu'au 31 mars.

Jusqu'an 10 avril. FERNAND SECK. Galerie Barbizon, 71, rue des Saints-Pères (42-22-18-12). Jusqu'au 31 mars.

CLAUDE BELLAN. Galerie Scuip-tures, 11, rue Viscomi (46-34-13-75). Du 9 mars au 8 avril.

GÉRARD BERINGER. Galerie Berggruen, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Jusqu'an 8 avril. GUSTAVE CAILLEBOTTE (1848-1894). Galerie Brame et Lorenceau, 68, boulevard Malcaherbes (45-22-16-89). 68, boulevard Mal Juaqu'an 24 mars.

DES FRANCAISES

Claire LACOMBE Berty ALBRECHT de Michèle FABIEN sur une idée originale de Laurence FEVAIER MISE EN SCENE

LAURENCE FEVRIER Du 9 au 29 Mars 1989 C.A.C. LES GEMEAUX

49, av. G.-Clemencea 46 61 36 67

LA MONNAIE DE PARIS est heureuse de vous informer que sa galerie de vente est désormais puverte le samedi après-midi. Dorézavant, vous pourrez dosc faire vos achats : du lundi au vendredi, de 9 h à

17 h 45 di, de 10 h à 13 h et de 14 b à 17 b 30. A LA MONNAIE DE PARIS, vous êtes sûr de trouver un cadeau adapté à la personnalité de chacun naies de collection, médailles d'art, bronzes d'art, bijoux). 2, rue Guénégaud. - Paris-6.

SERGE COURTE-PARIS. Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot (43-26-99-73). Jusqu'an 8 avril. DE BREVILLE. Galerie Alix Lemarchand, 12, rue de Brantôme, quartier de l'Horioge (48-87-14-25), Jusqu'au 8 avril.

DERRIÈRE LE MIROIR, 1947-1981.
Galerie Maeght Editeur, 36, av. Matigaou (48-62-28-18), Jusqu'au 31 mars.

CHAIBIA. Galerie l'Œil-de-bœuf, 58, rue Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 31 mars.

ARNAUD CLAASS. Photographies 1985 - 1988. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beanbourg (42-78-05-62). Jusqu'an

LYNNE COHEN, KAREN KNORR.

Galerie Samia Sacuma, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Jusqu'an

2 avril.

FEDERICO FELLINI, TONINO GUERRA, FLAVKO NECOLINI. Dessins. Institut culturel italica à Paris, bôtel de Galliffet, 50, rue de Varenne (42-22-12-18). T.l.j. sf dim. de 10 h à 13 h et 26 h 30 à 18 h 30, sam. de 10 h à 13 h. Jusqu'an 15 avril.

LES FEMMES, L'AVIATION, L'ESPACE. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du châtean de Vincennes (43-65-73-92). T.l.j. sf lan. de 10 h 30 à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 23 avril.

ELIZABETH FRANZHEIM. Peintures récentes. Paris Art Center, 36, rue MICHEL DUPORT. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jasqu'au 8 avril.

CHARLES FILIGER. 1863 - 1928. Batean-Lavoir, 18, rue de Seine (43-25-13-87). Jusqu'an 15 juin. ROBERT FILLIOU, GEORGE BRECHT. Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, ras Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 29 mars. ALAIN FLEISCHER. Galerie Claire Surrus, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90).

Josqu'an 15 avril. GARDAIR. Galerie Protée, 38, rue de Seine (43-25-21-95). Jusqu'au 25 mars. HENRI GCETZ. Galerie da Cobra, 5, rue Visconti (43-26-42-59). Jusqu'au 1" avril. / Galerie Bourgoin-Pissauro, 35-37, rue de Soine (43-26-37-51). Jusqu'au

HEURTAUX. Cenves 1933 - 1982.
Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 31 mars.
PHILIP HEYING. Galerie Agathe
Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe
(42-77-38-24). Jusqu'au 18 mars.

(42-71-38-24), Jusqu an 18 mars.
HOMMAGE A MAGNELLI, Galerio
La Hune, 14, rae de l'Abbaye (43-2554-06). Jusqu'au 31 mars.
HUNDERTWASSER. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16).
Jusqu'au 1* avril.

SANDRA JACOBS. Galerie Vieille du Temple, 23, rue Vieille-da-Temple (40-29-97-52). Jasqu'au 8 avril. 97-52). Jusqu'an 8 avril.

ALAIN JACQUET. Vingt-ciaquitate
and-resaire du Déjeuser sur l'acthe. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierreau-Lard (48-04-34-40). Jusqu'an 8 avril.

ALLEN JONES. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-3415-01). Jusqu'an 29 avril.

IS-01). Jusqu'au 29 avril.

EENJI. Galerie Horioge, 23, rue Beanbourg - passage des Mémétriers (42-77-92-33). Jusqu'au 8 avril.

FRANZ KLINE, MARK ALSTER-LIND, JAMES BROWN, WILLIAM MACKENDREE. Jean Mitchell et estampes de Willeam de Kooming et Annly Warhol. Art of this Century, 3, rue Visconti (46-33-57-70). Jusqu'au 1" avril.

MOSHE KUPFERMAN. Galerie Jamester. 85. rue Rambuteau (45-08-160-08).

51-25). Jusqu'an 25 mars.

LARDERA. Galerie Eric Galfard, 2, rue de Messine (45-62-45-60). Jusqu'an 5 avril.

SOL LEWITT. Incomplete Open Cabe. Galerie Le Gali-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'an 18 mars.

MARKUS LUPERTZ. Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'an 15 avril.

PHUI IPPE. MARPESSER. JEAN.LUC PHILIPPE MAIRESSE, JEAN-LUC FRANÇOIS, ALBERT PEPERMANS,

Saint-Sabin (40-26-43-42). Jusqu'au 25 mars. DAVID MALKIN, Galerie Arnoux, 27, rae Guénégaud (46-33-04-66). Jusqu'an le avril. JÉROME MESNAGER. Galerie Loft Jean-François Roudillon, 3 bis, rue des Beaux-Arts (46-33-18-90). Jusqu'au

5 mars.

KOTARO MIGISHI. Galerie Nichido,

1 con du Fanbourg-Saint-Honoré (42-66-61, rue du Faubourg-Saim 62-86). Jusqu'au 31 mars. MONORY. Peintures. Galerie Leiong. 3, rue de Téhéran (45-63-13-19). aqu'an 15 avril.

DANIEL NADAUD, Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazarine (43-26-25-35). Jusqu'au 1" avril.

PARIS PHANTASMES. Clayette. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-i4-92-01). Jusqu'an 15 avril. PAVLOS, 1961-1989. Galerio Lavignes-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'an 26 mars.

00.88-18). Jusqu'an 26 mars.

JEAN-PIERRE PERICAUD. Galerie
Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (4277-19-61). Jusqu'an 30 mars.
CARLO PERUGINI. Galerie Bernard
Jordan, 52-54, rue du Tample (42-7239-84). Jusqu'an 29 avril.
PICASSO, PEINTURES ET DESSINS 19-32 - 19-72. Galerie Louise Loiris,
47, rue de Monceau (45-63-28-85).
Jusqu'an 15 avril.
PIN-UP. Les nieum américaines, mères

PIN-UP. Les pin-up américaines, mères du pap art. Galerie Gianna Sistu, 29, rue de l'Université (42-22-41-63). Jesqu'an 27 avril.

J.-P. PINCEMIN. Galeric Lucette Her-zog, passage Molière - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'au 31 mars. ANNE ET PATRICE POIRIER. Gale-ric Daniel Tezzolon. 30. rue Beauboure rie Daniel Templon, 30, rue Bes (42-72-14-10). Jusqu'au 15 mars.

Festival MOZART

au profit de la Ligue Nationale Française Contre le Cancer Crand amphithéatre de la sorbonne 28 h 30, arec 10 mars Devy ERLIH **Guy DEPLUS** 15 mars Devy ERLIH Christiane EDA-PIERRE

21 mars Devy ERLIH Marie-Claire JAMET Christian LARDÉ Ensemble instrumental de Dugny Direction: Françoise VUILLERMOZ

LM.F.C.C. - 45-84-14-30



SERGE POUJON. Galerie Liliane François, 15, rue de Seine (43-26-94-32). Jusqu'au 7 avril. REMZI. Galerie G.P. Nadalini, Ile Saint-Louis - 7, rue Badé (46-34-63-53). Insou'an 15 avril.

SAMIOS. Galerie Samy Kinge, 54, rue de Verneuil (42-61-19-07). Jusqu'au

ANNE SAUSSOIS. Galerie l'Œil dense, 4, rue Campagne-Première (43-20-95-86). Jusqu'au l'avril. MICHAELE ANDREA SCHATT. Celerie G. Bernard & Carlot 10

Galerie G, Bernard et Gwénolée Zarcher, 19, rue de l'Abbé-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 18 mars. GÉRARD SCHNEIDER. Galerie Heyram - Mabel Scamler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'an 8 avril.

NUC (42-22-30-07). FINGU 20 28 SEVEL.

JOSÉ-MARIA SICILIA. Galeric Ghis-laine Hussenot, 5 bis, rue des Haudrichtes (48-87-60-81). Jusqu'su 21 mars.

FRANÇOIS STAHLY. Galerie Darthes Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'su 15 avril.

78-41], Juqu'an 15 Evril.

STEINLEN, Galerie Jan de MaereMichel Ozenne, 22, passage Véro-Dodat
(42-36-26-99). Jusqu'an 17 mars.

JEAN-PIERRE STORA. Galerie Art et
Communication, 6, rue Lannesu (43-2613-55). Jusqu'an 24 mars. 13-55). Jusqu'an 24 mars.
SURRÉALISME ET TRANSPARENCE. Renée Lammacq (aquarelles),
Patrice Dochavanne (polatures). Galerie
Duniel Pous, Jeanne Debord, 9, rue de
l'Eperon (43-29-31-90). Jusqu'an 1= avril.

MICHEL TAPIÉ ET L'INFORMEL
Galerie 16, 16, rus Raymond-Losserand
(43-20-98-94). Jusqu'au 15 avril.
WALASSE TING. Galerie Lucie Weill
Seligmana, 6, rus Bossparte (43-5471-95). Jusqu'au 8 avril.

JEAN-MARC TINGAUD. Galerio Georges Lavrov, 42, rue Beaubourg (42-72-71-19). Jusqu'au 11 mans. VLADIMIR TITOV. Galerie Marie-Thérèse Cockin, 49, rue Quincampoix (48-04-94-16). Jusqu'au 1 avril. TOMASINI. Galerie Huit Poissy, 8, rue Poissy (43-54-20-52). Jusqu'au ie avril.

DAVID TREMLETT. Galerie Darand-Dessert, 43, rue de Montmoracy (42-78-29-66). Jusqu'au 18 mars. ARTHUR UNGER. Galeric d'art inter-national, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 15 avril.

GHISLAINE VAPPEREAU. Galerie Antoine Candau, 15 et 17, rue Keller (43-38-75-51). Jusqu'au 15 avril. GEER VAN VELDE. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 8 avril. MICHEL-HENRI VIOT. Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Sébastopol (42-71-83-65). Jusqu'an 30 mars.

CARRI. VISSER. Galerie Durand-Dessert. 3, rue des Haudriettes (42-77-63-60). Jusqu'an 18 mars. ISABELLE WALDBERG. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'an 8 avril.

FRANCIS WILSON. Galerie Keller, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 28 mars. CHRISTIAN ZEIMERT. Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégand (43-26-85-51). Jusqu'an 1 avril.

Périphérie

BIÉVRES. Oudres et Lantière de Bre-tague de Resé Metairle. Masée français de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-03-60). T.l. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 msi.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Contume à danser. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Pesille (46-84-77-95). T.Lj. de 9 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h, Jusqu'au 30 avril.

RRY-SUR-MARNE, Iconographie de BRY-SUR-MARNE. Iconographie da costmue du IV an XIX sidele. Cont sebrante-dix nett gravures en ceuleur de Exphael Jacquetuin. Hôtel de Malestroit, 2, Grando-Rue (48-81-34-14), T.Lj. ef mar. de 14 h à 18 h. Du 11 mars an 31 mars.

CORBEIL-ESSONNES. Jan Hafs-truom. Centre d'Art contemporain Pablo Neruda, 22, rus Marcel-Cachin (60-89-00-72). T.I.j. af lnn. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30, dinn. de 16 h à 19 h. ışqu'an 17 avcil.

EVRY. Site et Sable. Gay Galrand. Théarre de l'Agora, Aire libre, 110, Grand-Place (64-97-30-31). T.I.j. sf dim. de 9 h à 12 h st de 13 h 30 à 19 h, dim. de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 22 avril.

JOUY-EN-JOSAS. Jochen Gerz. Une

JOUY-EN-JUSAS, Jochen Gerz. Une exposition. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.I.; af lan, de 11 h à 18 h. Jusqu'an 16 avril. Photographies. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.I.; af lan, de 11 h à 18 h. Jusqu'an 23 avril. Soletz nostaigle. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.I.; af lan, de 11 h à 18 h. Jusqu'an 16 avril. MONTROUGE. Les Cafés Mitéraires. Centre culturel et artistique, 32, rue

Gabriel-Péri (42-53-21-75). T.l.j. of dim. et lan. de 9 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars.

PARIS-LA DÉFENSE. Liliane et Michel Durand-Dessert rendeut bammage. Aux collections particulières en France. Caleris La Défense Art 4, Patrimoine du monde, 15, pl. de La Défense (49-00-15-96). Jusqu'au 6 avril.

LES PAVILLONS SOUS-BOSS. Jean-Pierre Messialle. Peintures récentes. Espace des Arts, 114, av. Jean-Jaurès (48-48-10-30). T.i.j. if dim. de 14 h 30 à 19 h, dim. de 17 h 30 à 19 h. Du 10 mars au

25 mars.

SAINT-DENIS. Danmier: schnes de la via conjugnale. Musée d'art et d'histoire. 22 bis. rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). T.I.j. of mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 18 h 30. Entrée: 12 F. Jusqu'au 17 mars.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Le Prender Or de l'huntanité en Bulgarie. (V'anifémaire avant Jésus-Carist). Musée den Antiquités nationales, chilcan de Saint-Germain (34-51-53-65). T.I.j. of mar. de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 12 F. Jusqu'an 30 avail.

SAINT-MAUR. Patrick Dramin. Scuip-

SAINT-MAUR. Patrick Dram. Scatp-tures, dessins. Centre Garibaldi. 78, av. Garibaldi. (48-89-52-30). T.I.j. sf sam. de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h, dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mara.

En province ARLES. Van Gogh et Arles. Espace Van Gogh. Jusqu'au 15 mai; Arles an temps de Van Gogh. Museon Alaten. Salle du Consistoire. Jusqu'au 15 mai; Triple suite en janne à la gloire de Van Gogh. Musée Réattu. Jusqu'au 30 avril.

AVIGNON. La mort de Bura. Musée lapidaire. Rue de la République. Jusqu'au 30 mars.

Fêtes et Révolution. Musée des beaux-arts. Entrée place de la Sainte-Chapelle (80-30-31-11). Jusqu'au 3 avril. BORDEAUX. Michel Journiac : Pierre MOLINEAUX. Mitchel Journiae: Pierre Molinier. Frac Aquitaine. 81, cours Anatole-France (56-24-71-36). Jusqu'au jusqu'au 28 avril. John Baldestari; Clegg et Gattmann. Musée d'art contemporain. Entrepôt Lainé. Rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 23 avril.

CHARTRES. Chartres, une Révolution 1789-1795. Musée des Bezux-Arts. Du 4 mars au 22 mai ; 36 femmes de 12 pays. Vitrail international. Centre international du vitrail. 5, une du Cardinal-Pie (37-21-

65-72). Jusqu'au 21 mai. CHERBOURG. Installation Too degan. Joël Hubaut. Centre culturel, Place du Général-de-Gaulle (33-44-35-72). Juson'an 12 avril.

DAX. Gestes de peistres. Centre culturel. 3, rue du Palais (58-90-13-82). squ'ac 22 avril Jusqu'ast 22 avril.

GRENOBLE. Laurent de La Hyre.
Jusqu'an 10 avril; Ransamed Frenziet.
Musée de Grenoble. Place de Verdun (76S4-09-82). Jusqu'au 30 avril; PaulArusand Geste; lef Geys. Magazin. Site
Bouchsyer-Visilet, 155, Cours Berriat (7621-95-84). Jusqu'au 21 mai.

LYON, Mossiques byzantines de Jordanie. Musée de la civilication gallo-romaine.

17, rue Cléberg (78-25-94-68). Jusqu'au
4 juin.

MARSEILLE, Marseille en Révolution Jusqu'an 15 mai ; Nouvelles acquisitions 1988-1989 ; Dépôt du Fonds mational d'art contemporain. Jusqu'an 9 avril, Centre de contemporale. Jusqu'an 9 avril, Centre de la Vicille Charité. 2, rue de la Charité (91-56-28-38); Chanel. Ouverture pour la mede à Marseille. Musée Borely. Avenue Clot-Bey (91-73-21-60). Jusqu'an 16 avril; Fred Benot. L'œuvre graphique. Musée Cantini. 19, rue Grigman (91-54-77-75). Jusqu'an 30 avril; Benys avant Benys. 280 dessins et aguarelles. 1942-1964. Fonds régional d'art contemporain Provence-Aipes-Côte d'Azur. 1, place Francis-Chirat (91-91-27-55). Jusqu'an 9 avril. NANTES. Trésors des Etruseues.

NANTES. Trésors des Etrusques. VIII*-VI*. Musées départementaux de Loire-Atlantique. Place Jean-V, rue Voigire (40-69-76-8). Jusqu'au 8 mai : Bruno Schulz ; Fouvre graphique. Musée des Beaux-Arts. 10, rue Georges-Ciamenceau lumanier 2 stril accau. Jusqu'au 2 avril.

PERIGUEUX. La légende de Palpha-het. Frac Aquitaino. Musée du Périgord. Cours Tourny (53-08-93-71). Jusqu'au 24 avril.

RENNES. Etienne Bossut : «1001 aults». Halles Centrales. Place Honoré-Commourec (99-78-18-20). Jusqu'au ROUBAIX. Jean-Joseph Weertss. Hôtel de ville. Salie Pierre-de-Roubaix (20-73-92-05). Jusqu'an 30 avril. STRASBOURG. L'imaginaire stras-bourgeois. La gravure dans Polition stras-bourgeoise, 1470-1520. Ancienne Bouche-rie. Jusqu'au 2 avril.

TOULON, Le munée a cout sue, Musée, 3, boulevard du Général-Leclerc (94-93-i-54). Jusqu'au 28 avril.

TOULOUSE. De Toulouse à Tripoli. La poissance toulouseise au 12º effecte. Munic des Augustins. 21, rue de Merz (61-22-21-82). Jusqu'au 20 mars. VILLENEUVE-D'ASCQ. Jacques Camiler, Jusqu'an 2 avril; Art Deco Belgi-que 1928-1946. Musée d'art moderne. I, allée du Musée (20-05-42-46). Jusqu'an 2 avril

-GALERIE LOUIS CARRE & Cie-

10. avenue de Messine - 75008 PARIS - Tél.: 45 62 57 07

œuvres sur papier

2 mars - 8 avril



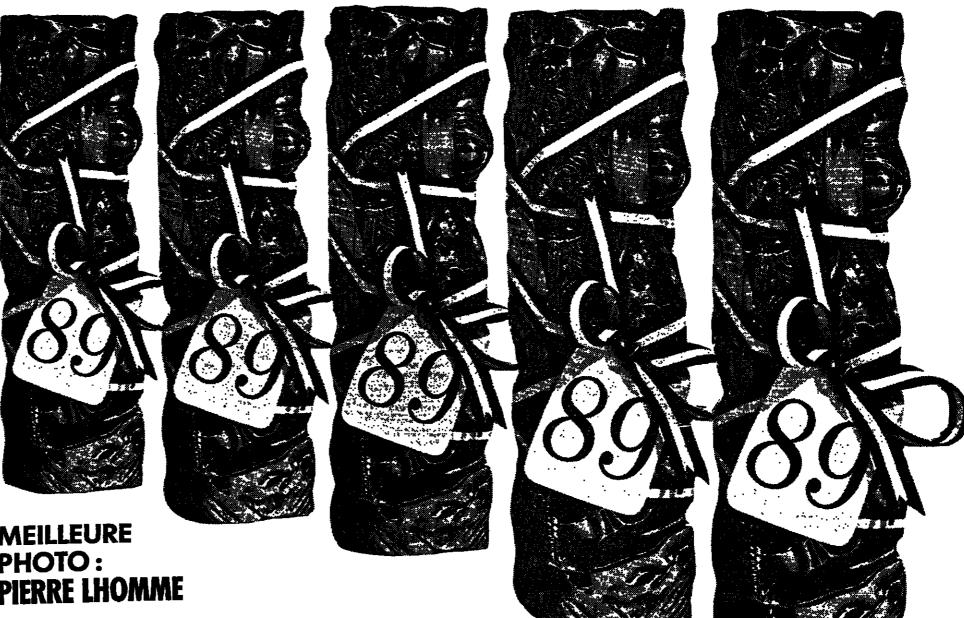
PETIT ODEON

WEILLEUR FLA



ا هكذا من الأصل

MEILLEUR FILM MEILLEURE ACTRICE



MEILLEURE PHOTO: PIERRE LHOMME

MEILLEURS DECORS: BERNARD VEZAT **MEILLEURS COSTUMES: DOMINIQUE BORG**

Tai PC

Per apr

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

100 % POLYAMIDE. Biss

66-42-17) (dim., lm2.) 20 h 30 (8).

L'EX-FEMME DE MA VIE. Gymnasc Marie-Bell (42-46-79-79) (dim.) 20 h 30 (8).

EING. IMAGINATION MORTE IMAGINEZ. Namerre, Théâtre par le bes (47-78-70-88) (dim., lun.) 20 k 45 (8). AINSI VA LE MONDE, Malakoff, Theatre 71 (46-55-43-45) (dim. soir, len., mar.) 20 h 30; dim. 18 h.

(8).
L'AMANT, Juvisy-sur-Orge (salle Jean-Dante) (69-21-60-34) 21 h; dim. 17 h. (9).
DES FRANÇAISES. Claire Lacombe-Berty Albrecht. Sceamx. CAC Les Gémeaux (46-60-05-64) jeudi, sam., mardi 21 h; dim. 17 h (9).

(9).
LES HÉROIDES. Marie-Stuart (45-08-17-80) (dim., lus.) 20 h 30 (9).
PIERROT GARDIEN DE L'ORDRE. Tintamarre (48-87-33-82) (dim., lun.) 22 h 30 (9).

>: Ne sont pas jouées le mercredi. Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Le Moine : 20 h 30. Rel. dim., lan. > Aristophane vivant : jeu., ven., sam., hm., mar. 14 h. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-76-58). La Ritournelle : 20 h 45, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim.

ARCANE (43-38-19-70). ▷ La Voce : hn., mar. 20 h 30. Les Bonnes : ven., sam. 20 h 30. dim. 17 h. ARLEQUIN (45-89-43-22). ♦ Déjà desix cents ans, oh merde! : 20 h 30 (Jen., ven., sam. dernière). > Les Déchirés : mar. 20 h 30.

Qu'il est doux de savoir l'apprécier

quand votre vie ne tient plus qu'à un fil!

19-70) uniquement le vendredi et le samedi 20 h 30 et le dim. 17 h (10). Mantonex (48-87-15-84) (dim.) 22 h 30 (8). RENDEZ-VOUS AVEC. HENRI MAINIE AUTEUR. Jardin d'Hive (42-62-59-49) sam. 16 h (11).

AU-DELA DU JARDIN, Espace Acteur (42-62-35-00) 20 h 30 (14). LA MADRE QUE TE PARIO. Essalon de Paris (42-78-46-42) 20 h 30 (14). LES DÉCHIRÉS. Arlequia (45-89-

43-22) 20 h 30 (14).

PAS PERDUS; TOUT CE QUE
VOUS AVEZ TOUJOURS
VOULU SAVOIR... SUR LE
PETIT CHAPERON ROUGE. Salle Berthelot (48-58-65-33) 20 h 30 (14).

CONNAISSEZ-VOUS LA VOŒ LACTÉE ? Les déchargeurs (42-36-00-02) 22 h (14). JE ME SOUVIENS. Opéra-Comique. Salle Favart (48-78-75-00) 20 h 30 (14).

MONSIEUR DE POURCEAU-GNAC. Rosena. Théâtre (42-71-30-20) 14 h 30 (14).

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). ▷ Made in Britain : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, mer.

Rel. dim. soir, mer.

ARTS-HÉRERTUT (43-87-23-23). ♦ La Fite de l'amour : 20 h 30 (Vea.). ▶ Les Eufants du Soleil : jeu., mar. 20 h 30. Le Triomphe de la jalonsie : sam. 20 h 30. ATEIJER (46-06-49-24). Henri IV : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, hm.

ATHÉNIÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Saile C. Bérard. Callas : 20 h 30. Rel. dim., hm. Saile Louis Jouvet. ♦ Les Amants magnifiques : 20 h 30 (Jea., ven., sam.). Rel. dim., hm.

AU COUVENT DES CORDELIERS (43-29-40-63). Une folie électrique : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. BATACLAN (47-00-30-12). ▷ Match d'improvisation : lun. 21 h.

V.O.: GEORGE V • FORUM ARC EN CIEL • PARNASSIENS 15 h. Rel. dim. soir, bun. TIMOTHY DALTON · ANTHONY EDWARDS

> COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30. Rel. dial. Les Leuces on Daiser: 20 h 30. Rel. dim.
>
> COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).
>
> O Britamicus: 20 h 30 (Sam., mar.).
>
> Salle Richellen. O La Cagnotto: 14 h, sam., dim. 14 h, jeu., ven., hun. 20 h 30.
>
> D La guerre de Troie n'aura pas lieu: dim. 20 h 30.

père François : 21 h, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, im.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 à 30, sam. 16 à, dim. 15 à. Rel. dim. ELDORADO (43-68-32-26). O Rêve de

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). > La Madre que to pario : mar. 20 h 30. FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (43-27-22-09). O Les Beaux Jours, Joses, la reine de Saba : 20 h (Jeu., ven., sam.). D Darios et Jonas : mar. 20 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle fa-mille!: 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51). The Di-ning Room: 20 h 30. Rel. dim., lun. BERRY (43-57-51-55). Le Goêter de La Contille : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun., mar. GALERTE DE NESLE (43-25-11-28). ♦
Le Maghreb de canard : 20 h 30 (Jea., BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). La Bal de N'Dinga : 21 h, dinn. 16 h. Rel. dinn. soir, kun.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Ma vie n'est plus un roman : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, hm. > Les lundis du rire : lun. 20 h 30. BOUFFONS-THÉATRE DU XIXº (42-

38-35-53). D. L'Homme objet : jeu., ven., sam. 18 h 30, dim. (dernière) 16 h. La Comédie sans fil : jeu., ven., sam. 20 и 30. CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). ▷

velles d'ailleurs ; dim. 17 h. CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Iphigénie : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lm., mar. De Le Souper des Jacobias : km. 20 h 30 et 14 h 30. CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Tandis que dort le chat : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, ian.

CARTOLICHERIR THEATRE DIT SO. LEIL (43-74-24-08). Le Lavoir : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lan. CARTOUCHERIE THRATRE DE LA TEMPÉTE (43-28-36-36). Le Petit Triptyque des soumissions : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, luz.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah! Ca tira, ça rira, ça rira!...: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, han. CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-

CENTRE GEORGES POMPIDOU (427442-19). O Atelier de droit international Conversation-rencontre : 18 h 30. D
L'Hamour juif : de Mone à Woody Al-len Conversation-rencontre ; jet. 18 h 30.
CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES (45-63-90-55). ♦ Tantit roi, tantit roi, tantit roin tantit roin tantit roin tantit roin tantit roin tantit roin tantit universi-

TAIRE (45-89-38-69). La Resserra. La Chevelure : 20 h 30. Rel. dim., lun. D Zaire ou le Fanastisme religieux : 20 h 30. Rel. mer. (except.), din., hun. La Fausse Suivante on le Fourbe puni : ven., sam. 20 h 30. Rel. din., hun., mar. CTIHÉA (43-57-35-13). ♦ Jos de dames (El Juego) : 21 h (Jeu., ven., sam. dernière). COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-

43-41). ▷ Brassens, Brei : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, mer. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête : 21 h, sam. 19 h, dim. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

(47-23-37-21). Une fermus sans histoire : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir., lm.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas Cadres: 20 h 15. Rel. dim. Nous on fait où on nous dit de faire: 22 h. Rel. dim.

Vienne : 14 h 30, jeu., sam. 14 h 30, dim. 14 h, sam. 20 h 30. ESPACE ACTEUR (42-62-35-60). ▷ Audelà du jardin : mar. 20 h 30.

GAITÉ-MONIPARNASSE (43-22-16-18). De Frédéric Chopin on le Mal-hour de l'idéal : jeu., ven., sem. 21 h, sans. 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir,

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Alorse : 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. **GUICHET MONTPARNASSE (43-27-**88-61). Histoire d'un fou : 18 h 45. Rel. dim., lun. Adien Agatha : 20 h 30. Rel. dim., lun. Jangkeries ou Histoire du tigre et autres histoire : 22 h 15. Rel. dim., lun. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-Rel dim soir lan.

79-79). L'Ex-ference de ma vie : 20 h 30. Rel dim. HOTEL LUTÉTIA (SALON BOR-GHESE) (45-44-05-05). La Dernier Quart de lune : 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice cheave : 19 h 30. Rel. dim. La Le-gon : 20 h 30. Rel. dim.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). ▷ Rendez-rous avec Henri Mainie an-teur : sam. 16 h.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). ♦ La Face cachée d'Orion : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). A BASTILLE (43-57-42-14). Alice : 19 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, hun. LA BRUYERE (48-74-76-99). Entre ne

soit dit : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir. LE BOURVIL (43-73-47-84). O La Mule du pape : 22 h (Jen. deznière). ▷ (soir, on enlève tout : ven., sam. 20 h 30. LE GRAND EDGAR (43-20-90-09).

ste en trois tailles : 20 h 15, sam. 18 h. Rel dim. LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mona chérie : 21 h, dim. 15 k. Rel. dim. soir,

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Ce jour-là : 20 h 30, dim. 17 h 30. Ret. dim. soir, lun. > Connaissez-vous la voie lactée ?: mar. 22 h. LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). Le Procès d'Oreste : 20 h 30, dim. 16 h. Rel.

LUCEPAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théitre noir. Le Petit Prince: 18 h 45.
Rel. dim. Théitre rouge. L'Aquarium:
18 h 45. Rel. dim. Après la pluie, le bess
temps: 21 h 30. Rel. dim. D Coutes érotiques arabes du XIVe siècle: 20 h. Rel.
dim. Therefore et al. dim. et al. dible. dim., mer. (except.). Quant an diable, n'en pariona pas : jeu., ven., sam., lun., mar. 21 h 30. Rel. dim.

MADELEINE (42-65-07-09). La Fuire d'empoigne : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. ▷ Les Sept Miracles de Jésus : jeu., ven. 18 h. MAISON DE LA POESIE (42-36-27-53). D Jacques Phytifis lecture-rencontre:

MAISON HEINRECH-HEINE (MAI-SON DE L'ALLEMAGNE) (45-89-53-93). D. Jagd Lecture suivis d'un débat : len. 20 h 30. MARAIS (42-78-03-53). O Une vin boule-versée: 18 h 30 (Jeu., ven.), sam. 14 h 30. Rel. dim., lan., msr. L'Avare; 20 h 45. Rel. dim.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Re-vizor : 18 h 30. Rel. dim., hnn. Lettres de la marquise de M. su counte de R. : 22 k. Rel. dim., hnn. > 1.es Hérordes : jeu., sam, mar. 20 h 30. Rel. dim., hm.

MARIGNY (45-08-25-97). ♦ Starmania : 21 h (Jeu., ven., sam., mar.), dim. 16 h. Rel. dim. soir, lua. MATHURINS (42-65-90-00). Une vie da thélire: 21 h, sam. 16 h. Rel. dim.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresso: 21 h 15, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Pâquerette : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, hm. MICHODIERE

MOGADOR (48-78-75-00), D'Artagnan : 20 h 30, sam, dim. 15 h 30, Rel. dim. MONTPARNASSE

Voyage an bout de la mit : 19 h. Rel. sem., dim., lua., mar. La Vraie Vie : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lua. MONTPARNASSE (PETT) (43-22-77-74), Teresa: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Dépôt des locomo-tives : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing: 20 h 30, sam. 15 h 30, 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. scir., lan., ODEON (PETIT) (43-25-70-32). Astrika Steiner: 18 k 30. Rel. km. GEUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, km.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (48-78-75-00). ▷ Je me souvieus : mar. 20 h 30. Rel.

PALARS DES CONGRÉS (48-28-40-90). La Liberté de la Mort d'après Danton et Robespierre : 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h. Rel. lun.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps : 21 h. Rel. dim., ims. 21 h. Rel. dim., ima.

PALAES ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continus? Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, ima. b. Arthur Coste anime 1788... Avant Forage... Reacoutres du Palais-royal : lm. 20 h 30, mar. (deraière) 14 h 30.

PARES-VILLETTE (42-02-02-68). Les Rideaux: 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20). De Nina et les comédieus ambulants : jeu.,

ven., sem. 21 h, dim. 17 h. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Selle L Le Plus Heureux des trois : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, hm. Selle H. Journal d'une petite fille : 21 h. sam. 18 h. Rel. dim., hm.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53).
Ténor: 20 h 30, sum. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h Rel dim. soir, km.
POTINIÈRE (42-61-44-16). ▷ La Frousse: 20 h 45, sum. 17 h, dim. 15 h. Rel dim. soir, mer.

ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Comic's opéra : 18 h 30, dim. 14 h 30. Rel.
dim. soir, han. La Savetière prodigieuse :
20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, han.
D Mossieur de Pourceangnec : mar.
14 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lan. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard poet pleurer : 20 h 30, Rel. dim., hm.

21-93). On achète bien les venux : 20 h 30. Rel. dim., lun. STUDEO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Liebeld : 20 h 30, dim. 15 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-

TAC STUDIO (43-73-74-47). D La V6rité sur l'amour baroque : dim. 16 h. THÉATRE 13 (45-88-16-30). Comme II vous plaira : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DE FORTUNE (43-56-76-34). D Sinusite et Coryza : von. 21 h. THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). L'Ankon : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-37). Nim c'est autre chose Théatre en appartement : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. & Le Journal d'un fou : 20 h 30 (Jen.). Salle II. & L'Ecuma des jours : 20 h 30 (Ven., mar.). D La Trilogie de Pagnol : Marins, Famys, César : ven. 20 h 30, sam. 21 h 30, dim. 19 h 30, sam. 16 h , 18 h 30, dim. 14 h et 16 h 30.

Les Bonnes : jen., ven. 18 h 30, dim. 14 h 30. Animal Farm : sam. 17 h L'Etranser : jen. 20 h 30, sam. 20 h, dim. THÉATRE DE LA BELLE DE MAI (43-

L'Etranger : jeu. 20 h 30, sam. 20 h, dim. 16 h 30. THÉATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). La Foyer : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, hm., mar. THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). L'Imposture : 20 h 45, dim. 14 h 30. Rel.

THÉATRE DE MÉNILMONTANT (46-36-98-60). D La Passion à Ménilmon tant : ven. 20 h 30, sam. 17 h, dim. 15 h. THEATRE DE PARIS (42-80-09-30). Cats, d'après Old Possum's Book of pare-tical Cats: 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30. Rel. dim. soir, lun. THEATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). La Force de l'homme et des chos 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, hun.

THEATRE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). Un cœur simple : 21 h, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. THÉATRE MODERNE (48-74-10-75). Concours de circonstances : 21 h, dino. 15 h. Rel. dino. soir, hun.

THÉATRE MONTORGUEIL (42-33-80-78). Lettres d'une inconnue : 18 h 30. Rel. dim., lun. Sur le fii : 20 h 30, dim. 19 h. Rel. dim. soir, lun. THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Gémier. ♦ La Bonne Mère : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grand Théâtre. La Veillée : 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Petite salle. Nationalité française : 21 k, sam. 15 h 30, dim. 16 b. Rel. dim. soir, luz.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT. (42-56-60-70). MLT. ♦ Le Fou de Madetine: 21 h (Ven., sam., mar.).

TINTAMARRE (48-87-33-82). Martiny: 20 h 15. Rel. dim., lun. Hélas, tant mieux!: 21 h 30. Rel. dim., lun. > La Timbale: sam. 15 h 30. Pierrot gardien

de l'ordre : jeu., ven., sam., mar. 22 h 30. Rei. dim., lun. TOURTOUR (48-87-82-48). ♦ De l'or

thographe et autres ciseaux rares : 19 h (Jen., ven., sam. dernière). Povchéri : 20 h 30. Rel. dim., hm.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). O
Enorme Changement de dernière mimute: 21 h (Jen., ven.), sun: (dernière)
17 h. D Toi et moi... et Paris: dim. 15 h. VARIETES (42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, hun. Périphérie

ANTONY (THÉATRE FIRMIN GÉ-MHER (40-60-02-14). Les MAXIDUES: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, hn. ASNIÈRES (GRAND THÉATRE) (47-90-63-12). D. La Feste de Chantilly: mer. 20 h 30.

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Pamille d'artistes : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JAC-

QUES PRÉVERT) (48-68-00-22). ▷ Le Cadi Dupé : ven. 21 h. L'Ile de Tuli-patan : mar. 21 h.

patan: mar. 21 h.

BEZONS (CA.C. PAUL ELUARD) (3982-20-88). Den attendant Godot: ven.,
sam. 21 h, dim. 16 h.

BOBEGNY (MAISON DE LA CULTURE
93) (48-31-11-45). Le Monde d'Albert
Cohen: 21 h, dim. 16 h. Rel. jen., hn.

BOULOGNE-BILLANCOURT (TEÉATRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44).

O La Station Champbasdet: 20 h 30
(Jen., ven., sam.), dim. (dernière)
15 h 30.

CACHAN (THÉATRE DE CACHAN)

CACHAN (THÉATRE DE CACHAN) (46-65-66-12). ▷ Léopold le bien-aimé jen. 20 li 45.

CERGY (THEATRE DES ARTS) (30-30-33-33). D L'Atelier d'Aberto Giacometti : vez. 21 h.

metti: vea. 21 h.

CHATENAY-MALABRY (THÉATRE
DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33). ♦

Les Français parient aux Français les

Vacances, lettre au président : 20 h 30.

CHATILLON THÉATRE DE CHATILLON CHAP. DES SARMENTS (4657-22-11). La Double Inconstance : 21 h.

Rel dim lun

Rel. dim., han. CLAMART (CENTRE CULTUREL JEAN ARP) (46-45-11-87). © Un bel masqu6: 20 h 30.

masqué: 20 h 30.

CLICHY (THÉATRE RUTEBŒUF)
(47-39-28-58). 0 Match d'improvisation
Montélimer-Dijon: 21 h.

CLICHY-SOUS-BOSS (ESPACE 93
VICTOR-HUGO) (43-88-22-36). D. Eagénie Grandet: jou., ven., lun., mar.
14 h 30.

COMBS-LA-VILLE (LA COUPOLE) (64-88-69-11). D La Madeleine Proust à Paris : ven., sam. 20 h 45, dien. 17 h.

CORBEIL-ESSONNES (M.L.C. FERNAND-LÉGER) (64-96-27-69). D. L'assassin est dans la salle : sam. 21 h. EVRY (AGORA) (64-97-30-31). > Stas-tic: dim. 17 h.

tic: dim. 17 h.

FONTENAY-SOLS-BONS (MAISON POUR TOUS) (48-75-05-21). D Trio pour Pietrot: ven., sam. 20 h 30.

GENNEVILLIERS (THÉATRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-26-30). Salle L La Forêt: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lnn. Saffe II. O Crimes excamplaires: 20 h 30 (ven., mar.), dim. 17 h. Rel. dim. soir, lnn. O Le Tablean: 22 h (Ven., mar.), dim. 18 h 30. Rel. dim. soir, lnn.

JUVEY-SUR-ORGE (SAILE JEAN DASTÉ) (69-21-60-34), D L'Amant : jou., ven., sam. 21 h, dim. (dernière) 17 h.

LE CHESNAY (THÉATRE DE LA NOUVELLE FRANCE) (39-54-9(-92).

La Feste de Chamilly : sam. 21 h. LE PERREUX (CENTRE CULTUREL DES BORDS DE MARNE) (43-24-54-28). De Quand épousez-vous ma femme?: vez. 20 h 30.

LE VÉSINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIRS) (39-76-32-75). ▷ Léo-pold le bien-aimé : mar. 21 h. LES ULIS (CENTRE BORES VIAN) (69-07-65-53). ▷ Quand épousez-vois ma femme ? : sam. 20 h 30.

MAISONS-ALFORT (THÉATRE MASSONS-ALFORT (THEATRE CLAUDE DEBUSSY) (43-96-77-67). D Un bal masqué: ven. 20 h 45.

MALAKOFF (THÉATRE 71) (46-55-43-45). O Aimsi va le monde: 20 h 30, dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun., mar. MARLY-LE-ROI (CENTRE CULTUREL JEAN VILAR) (39-58-74-87). D Trio pour Pierrot: lun., mar. 21 h. MASSY (CC PAUL RAULIARY) (69.

MASSY (C.C. PAUL BAILLIART) (69-20-57-04). D Contes de Pascal Quéré : ven. 21 h. Marie 89 : jen. 21 h. Ven. 21 il. Darrie 69 ; jed. 21 il.

MONTREUIL (SALLE BERTHELOT)

(48-58-65-33). ▷ Pas perdus : mar.

20 h 30. Tout ce que vous avez tonjours
vouls savoir ... sur lo petit cheperon
rouge : mar. 20 h 30.

NANTERRE (THÉATRE PAR LE BAS) (47-78-70-98). ♦ Bing Imagination morte imaginez: 20 h 45. Rel. dim., lun.

morte tinigine2: 20 h 45. Kel. tim., im.
NEUILLY-SUB-SEINE (L'ATHLÉTIC)
(46-24-03-83).

OPELY (SALLE ARAGON-TRIGLET)

OPELY (SALLE ARAGON-TRIGLET) (48-92-33-66). ▷ Paris, bonjour : vez 20 h 30.

PONTOISE (THÉATRE DES LOU-VEAIS) (30-30-33-33). L'Etrange in-termède : sam. 19 h 30.

termède: sam. 19 fl 30.

RIS-ORANGIS (CENTRE ROBERT
DESNOS) (69-06-72-72). Don
Quixotta: sam. 20 h 45, ven. 14 h 30.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES (ROND-

POINT LIBERTÉ (48-89-99-10). O Testro de action corporal : 21 h (Jen. dernière), dim. 15 h. SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (LE POLLEN) (30-62-82-81). D Les Caprices de Marianne: ven., sam. 20 h 45.

SARTROUVILLE (THÉATRE DE SAR-

TROUVILLE) (39-14-23-77). O Le Cid : 21 h (Jeu., ven., sun. dernière). SCEAUX (C.A.C. LES GÉMEAUX) (46-60-05-64). Des Françaises Claire Lacombe-Berty Albrecht : jea., sam., mar. 21 h, dim. 17 h.

VERRIÈRES-LE-BUISSON (LE CO-LOMBIER) (69-20-29-71). De Frédéric Chopin on le Malheur de l'idéal : mar. 20 h 30.

VERSAILLES (THÉATRE MONTAN-SIÈR) (39-50-71-18). De Soir du conquérant : ven., san. 21 h. La Canta-trice chanve suivi de la Leçon : mar. VINCENNES (THÉATRE DANIEL SO-

RANO) (48-08-60-83). Bérénice : 21 h, dim. 18 h. Rel. sam., dim. soir, lun., mar.

Cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Devos est je l'ai rencontré : 20 h 30. Rel. din., Méfic-toi, ma fille : 22 h Rel. ha. Un partout, la balle au centre : 23 h 15. Rel. mar. D Banc d'essai des jeunes : din. 23 h 30. Antonia mai conçu : 19 h. Rel.

mer., jed.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84).

Salle L. Areu = MC 2 : 20 h 15. Rel.

dim. Les Epis noirs : 21 h 30. Rel. dim.

100 % Polyamide : 22 h 30. Rel. dim.

Salle IL Les Sacrés Monstres : 20 h 15.

Rel. dim. Pei nec d'arrie - 21 h 30. Rel. Rei. dim. J'ai pas d'amis : 21 h 30. Rei.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Envoyez la parée : 20 h 15. Rel. dim. Mangrases d'hommes : 21 h 30. Rel. dim. Jesnine Truchot a dispara : 22 h 30. Rel. dim. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Mi-

22 h. Rel dim. CAVE DU CLOTTRE (43-25-37-63), Vertiges de l'humour: 22 h. Rei. dim., len. EDGAR III (43-20-85-11). My name is Lolita: 20 h 15. Rei. dim. Super Ma-thieu!: 21 h 30. Rei. dim.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache Spectacle renouvelé toutes les heures : 20 h 30.

touces les neuves: 20 h 30.

LE GRENIER (43-80-68-01). O Mémoires d'une jeune fille dérangée: 22 h (Jeu., vez., sum.).

PETIT CASINO (42-78-36-50). Je sors de Polytechnique, t'as pas cent balles?: 21 h. Rel. lvn. Nous, on seme: 22 h 30. Rel. lvn. Rel. lvn. Rel. lvn. Nous, on seme: 22 h 30.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Les
Astro-Balding: 18 h 30. Rel. hm. ϕ Le
nouvel imitateur qui bouge: 20 h. Rel.
dim., hm., mar. Nos désirs font désordre:
21 h 30. Rel. hm. ϕ Ye une fennse ià
d'sous: 22 h 45 (Jez., ven., snm.). Rel.
Inn. D Vous avez dit Bigard: sam. 24 h.

Les ballets

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Artafact. 20 h 30, mer.; 18 h 30, jeu. (dernière): «Etrangers». chor. Jeannette Dumeix, Marc Vincent. Avec H. Cathaia, M. Vincent. e Sidonie Rochon, 20 h 30, wen., sam.; 16 h, dim.: «Gioire en solo», chor. Sidonie Rochon. Grande saile.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60).
Mas Soegeng, 20 h 30, jeu., ven., stm.:
thêtre dansê balîmais.
• Kalpana, 20 h 30, mar.: « Figures »,
danse de l'Inde da Sud.

DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47).

Carole Seveno, 20 h 30, jeu., ven., sam.;
16 h, dim. (dernière): «Conjugaisous 1», chor. Carole Seveno. Première
partie : le Théâtre m.
« Compagnie Kobco Omsk Blat.
Jusqu'au 19 mars. 20 h 30, mar. : « la
Famille da peintre », chor. Carherine
Contour. Avec E. Bloy, C. Burgos,
C. Contour. V. Favarel, P. Varney. Première partie : Marie-Laure Weil-Raynal.
OPÉRA DE PARIS. Publis Garnier (4742-53-71). Spectacle de ballets. 14 h 30, 42-53-71). Spectacle de ballets, 14 h 30, mer.; 20 h 30, mer. (dernière) : « les Présages », chor. Léonide Massine; «Agon», chor. George Belanchine; «As Time Goes by»; «Rules of the Game», chor. Twyla Tharp. Lundi, soirée de gala de l'Europe des sciences.

OPERA-COMNQUE, Saffe Favart (47-42-53-71). Ecole du ballet de l'Opéra, 19 h 30, wm., sam. (dernière) ; 14 h 30, sam. : « la Sylphide », « Mouvements ». THÉATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). Havé Robbe, 21 h. mer., jeu., ven., sam. (dernière) : « Ignude Ignudi », chor. Hervé Robbe.

Opérette

ELDORADO (42-49-60-27). Rêve de Victane », 14 h 30, mer., jeu., sam.; 14 h. dim.; 20 h 30, sam. Opérette vicanoise omi.; 20 h 30, sam. Opérette viennosse su deux actes, de Francis Lopez. Avoc Mathé Altéry, Tony Gama (ténor). F. Linci, J. Andrien, A. Boulme, M. Mayou. Chor. Martine Bezzoni, avec les Ballets trigans et classique et le Grass Orchestre de l'Eldorado, dir. Guy Morr.

BERCY 16 MAI - 3 JUIN

Opéra de Georges BIZET

600 PARTICIPANTS

Direction Musicale: Lawrence FOSTER Mise en scène, décors et costumes : Pier Luigi PIZZI

Le Ballet Teatro Español Rafaël AGUILAR

L'Orchestre **Philharmonique** de Monte-Carlo

Le Chœur de

La Maîtrise des l'Armée Française Hauts de Seine

RENS.: 43 42 06 06 Semaine : soirées à 20 h - Relache Lundi

LOCATION à BERCY

et par tél.: 43 46 12 21

FNAC AGENCES

Dimanche: matinée à 15 h 30

Prix des places : 380 F - 350 F - 290 F 260 F-180 F-110 F

SPPS-SPECTACLES ALAP

PALAIS DES SPORTS (Porte de Versuilles) tous les jours de 11 h à 18 h sauf diamnche

CINEMA

La cinémathèque

Bally 201 July 1

Company of the same of

. See the second and second

إنسيا بالإسلالا المدار ملاجو

s

ti.e. 5

The second of the second of

PALAIS DE CHATLLOT (47-84-24-24)

MERCREDI Tous les deux (1948), de Louis Cany, 16 h; le Cabinet du docteur Caligari (1919), de Robert Wiene, 19 h; Lac aux Dames (1934), de Marc Allégret, 21 h.

Behoe an roy (1943), de Jean-Paul Pau-lin, 16 h; Hommago à Kimyo Tanaka: J'ai été recalé, mais... (1930, v.o. traducium simultanée), de Yasujiro Ozn, 19 h; J'ai été diplômé mais... (1929, v.o.), de Yasu-jiro Ozn, Grande Ville -version des travail-lesus (1929, v.o. intertitres français), de Kuohlbo Uchibara 21 h. Kiyohiko Ushihara, 21 h.

JEUDI

VENDREDA Bichon (1935), de Fernand Rivers, 16 h; Hommage à Kinnyo Tanain : Mon amie et mon éponse (1931, v.o. s.t. anglain), de Heimonske Gosho, 19 h; Gare centrale (1958, v.o. s.t.), de Youssel Chabite 21 h

Mélodie pour un treur (1977, v.o. a.t.f.), de James Toback, 15 h; Hommage h Kimtyo Tanaka: la Mariée parle dans son sommeil (1933, v.o. a.t. anglais), de Heinosuke Gosho, 17 h; la Dameuse d'Iru (1933, v.o. a.t. anglais), de Heinosuke Gosho, 19 h; les Cloches de Sainte-Marie (1945, v.o. a.t.f.), de Leo McCarey, 21 h. DIMANCHE

Incabus (1961, v.o. esperanto -a.t.f.), de Lesie Stevens, 15 h; Hommage à Kinnyo Tanaka: le Femme de Tokyo (1933, v.o. traduction simultanée), de Yasujiro Ozu, 17 h; Femmes an combat (1932, v.o. tra-duction simultanée), de Yasujiro Ozza, 19 h; Hôtel des Amériques (1981), d'André Téchiné, 21 h.

LUNDI

MARDI

Hisa (1956), de Roger Richebé. 16 h; Hommage à Kimuyo Tanaka: Okoto et Sasuke (1935, v.o. s.t. angleis), de Yasujiro Shimara, 19 h; la Valse des pantins (1983, v.o. s.t.f.), de Martin Scorsese, 21 h.

SALLE GARANCE CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29) MERCREDI

Cinéma du réel: Cien Nines esperando un tren (v.o. s.l.f.), d'Ignacio Agnero, 14 h 30; Comme deux gouttes d'ean, de Diane Létourneau, 14 h; l'Eau douce-amère, de François Chilowicz, Tidjane ou les voies d'Allah, d'Elliane de Latour, 17 h 30. Secolement (v.o. s. cardici) de les voies d'Allah, d'Eliane de Latour. 17 h 30; Sagolandet (v.o. a.t. anglais), de Jan Toell, 20 h; Petite Salle: Cinéma du réel: Tiempo de Mujeres (v.o. traduction simultanéo), de Monica Vasquez, Xochimilco (v.o. a.t.f.), d'Eduardo Maldonado, 14 h; Olen'ka (v.o. traduction simultanée), de Georgi Gabelia, Un, de Laila Pakalnina, 17 h; Quietos... Ya ! (v.o. traduction simultanée), de Guillermo Torres, Traumo der Drachentinder (v.o. a.t.f.), de Pierre Hoffmann, 20 h; Studio 5: Cinéma da réel: Smens Goda (v.o. a.t.f.), Epilog (v.o. s.t.L.), Kamo Grjadesi (v.o. a.t.f.), de Rois Kustov et Aleksandr Irumov, V'Voskresenie Ramo (v.o. a.t.f.), de Ramo Mamedov, Kustov et Aleksandr Iromov, V'Voskresenie Ramo (v.o. s.t.f.), de Ramo Mamedov, 16 h; le Mort du boulanger. (v.f.), de Fré-déric Sabourand, Uir pesit monastère ren Toscune (v.f.), d'Otar Iosseliani, 18 h; Je ns dirai rien (v.f.), de Claire Doutriaux, Irish Ways (v.o. s.f.f.), d'Arthar Mac Caig, 20 h 30; Sallo Jean Renoir: Cinéma du réel: Lijia Si Shi Nian (v.o.), de Kiang Kwan-San, le Capitale, de Luc Andrié et Denis Corminbouf, 11 h; Tak I Jivem (v.o. traduction simultanée), Grupa riska (v.o. traduction simultanée), d'A. Nikisin et L. Zagal'skij, 16 h 30; Family Reunion (v.o. s.t.f.), la Capitale, de Luc Andrié et Denis Corminbouf, 18 h 30.

Denis Commindent, 18 h 30.

JEJDI

Cinéma du réel: In de schaduw van de corlog (v.o. s.t. anglais), de Joost Verhey, Chuyen tu te (v.o. s.t.f.), de Tran Van Thuy, 14 h 30; Rose ou l'ivrale en famille, de Gérard Frot-Countz, Vivre avec les dieux, de Jean-Paul Colleyn, 17 h 30; No Sense of Crime (v.o. traduction simuliantée), de Julie Jacoba, Bolj (v.o. a.t.f.), de Scree (Luk'jancikov, Oleg Beluson, Feilis Kuear, 20 h 30; Petite Salle: Cinéma du réel: The Sacrifice of Babulal Bhuiya, de Manjira Datta, Amors Bilar, d'Ylva Floreman, 10 h 30; Pine Food, Fine Pastries-open 6 to 9 (v.o. traduction simultante), de Manjira Datta, Amors Bilar, d'Ylva Floreman, 10 h 30; Pine Food, Fine Pastries-open 6 to 9 (v.o. traduction simultante), de Kang Kwan-San, la Capitale, de Luc Radirif et Denis Corminboral, 17 h; Scals, de Thierry Knauff et Olivier Smoldens, Winter Ade (v.o. traduction simultante), d'Anse Wivel, 14 h; Lijia Si Shi Nism (v.o. s.t.f.), de Konstantia Ardenior, Smoldens, Winter Ade (v.o. traduction simultante), d'Helke Misselwitz, 20 h; Stadio 5: Cinéma du réel: Ot Pervogo Lica (v.o. s.t.f.), de Parvel'Kogan, 16 h; Kazensia Doroga (v.o. a.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Parvel'Kogan, 16 h; Kazensia Doroga (v.o. a.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Parvel'Kogan, 16 h; Kazensia Doroga (v.o. a.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limita Hi Cetbertyj Son (v.o. s.t.f.), de Viltor Semsjuk, Limi JEUDI

VENDREDI

Cinéma da réel: Josef Hauser -Klang und Raum (v.o. a.t.f.), d'Othmar Schmiderer et Heinz Ehner, War Generation: Beirrit (v.o. a.t.f.), d'Othmar Schmiderer et Heinz Ehner, War Generation: Beirrit (v.o. a.t. anglais), de Manjira Datta, Amors Bilar (v.o. a.t. anglais), d'Ylva Floreman, 17 h 30; Losing Ground (v.o. traduction simultanée), Thien Har Inget Naum (v.o. a.t.f.), de Stefen Jarl, 20 h 30; Petite Salle: Cinéma da réel: David Eiler Goliach (v.o.), d'Anna Wivel, 10 h 30; Boljse Sveta (v.o. traduction simultanée), de Marina Babak, 14 h; Point Zéro (v.f.), de Nicolas Jouvin et Karine Loubet, le Petit chat est mort, de G. Paris, 20 h; Studio 5: Cinéma du réel: Marija (v.o. a.t.f.), d'Aleksandr Sokarov, Jerva Vecernaja, d'Aleksandr Sok VENDREDI Inget Namm (v.o. s.l.f.), de Stefen Juri, 20 h 30; Petite Selle: Chefan da riel: David Eiler Golisch (v.o.), d'Asme Wivel, 10 h 30; Boljae Sveta (v.o. traduction simultanée), de Marina Babak, 14 h; Point Zéro (v.f.), de Nicolas Jouvin et Karine Loubet, le Petit chat est mort, de C. Praris, 20 h; Studio 5: Chefan du riel: Marija (v.o. s.l.f.), d'Aleksandr Sokarov, Jerva Vecernaja, d'Aleksandr Sokarov, Jerva Aviv, 21 h; Salie Jean Remoir: Cinéma da riel: Chroniques pygmões: lea denis scalptées (v.f.), d'Alain Epelboin et François Gaulier, Angano, Angano (v.o.), de Cérar Paes, 16 h 30; Hronika Ostanovlenogo vere Gaulier, Jean Douchet, Jean-Daniel Pollet, Chande Chabrol, Jean Rouch, Edouard et Caroline (1950) de Jacques Becker, 18 h 30.

SALETTE

Cinéma du réel: Fine Food, Fine Pas-tries open 6 to 9 (v.o. traduction simulta-née), de David Petersen, 14 h 30; David Eller Goliath (v.o. traduction simultanée), d'Anne Wivel, Vlast' Soloveckaja (v.o. tra-duction simultanée), de Marina Goldovs-kaja, 17 h 30; Palmarès, 20 h; Petite Solat, Coffee Récorde kaja, 17 h 30; Palmarès, 20 h; Petite Salle: Cinéma du réel: The Coffee Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Drion, Green Tea and Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Solrun Hoasa, 14 h; No Sense of Crime (v.o. tra-duction simultanée), de Julie Jacobs, Bolj

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN. Film américain de Terry Gillan, v.o.; Furum Horizon, 1° (45:08-57-57); Action Rive Gauche, 5° (43-29-44-40); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-33); Ganment Amhassade, 8° (43-59-19-08); George V. 8° (45-62-41-46); Max Linder Panorama, 9° (48-24-88-88); 14 Juillet Bestille, 11° (43-57-90-81); Gazamont Alésia, 14° (43-77-94-50); 14 Juillet Beangrenelle, 15° (45-75-79-79); Bienventle Montparasse, 19° (43-06-50-50); v.i.; Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Les Nation, 12° (43-43-04-67); Pané Montparasse, 14° (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96). LES AVENTURES DU BARON DE

BERLIN BLUES. Film espagnol de Ricardo Franco, v.o.: Forum Arc-en-Ciel, 1st (42-97-53-74); Ven-dôme Opéra, 2st (47-42-97-52); George V, 9st (45-62-41-46); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8st (43-87-33-43); Fauvette, 13st (43-31-56-80)

LE CŒUR DE LA FORÊT. Film expagnol de Manuel Gutiernez Ara-gon, v.o.: Latina, 4 (42-78-47-86). gun, v.o.: Latten, 7 (42-75-47-86).

HAWES. Film américain de Robert

Ellis Miller, v.o.: Forum ArconCiel, 1 (42-97-53-74); George V.

\$ (45-62-41-46); Sept Paraussiens,

14 (43-20-32-20).

HEISINKI - NAPOLL Film finlandais de Mika Kauriamaki, v.o.: Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Elysées Lincola, % (43-59-36-14); La Nouvelle Mazévilla, 9

(v.o. s.t.f.), de Sergej Lak'jancikov, Oleg Beluson, Feliks Knear, 17 h; Sagolandet (v.o. s.t. anglais et traduction simultanée), de Jan Teell, 20 h; Stadio 5: Cinéma du réel: Bales (v.o. s.t.f.), d'Angust Sukuts, Vieta Zem Sanies (v.o. s.t.f.), d'Angust Sukuts, Vy Prodete Na Bal ? (v.o. s.t.f.), de Nadejda Hvorova, 16 h; Films soviétiques, 18 h; Lanchas Chilotas (v.f.), de Paul-Louis Chéaleux, le Carré de lumière (v.f.), de Benoît Ferrenx, 21 h; Salle Jean Renoir: Cinéma du réel: Colovek Mozetwe (v.o. traduction simultanée), de A. Savilion, 16 h 30; A la recherche de Tadzio (v.f.), d'Etienne Faure, Retour aux sources (v.f.), de Brano Monsaingeon, 18 h 30.

DIMANCHE

Cinéma du réel: Films primés, 14 h 30;
Films primés, 17 h 30; Film de ciôture:
Obrazy Starcho Sveta (v.o. a.t.f.), de
Dusan Hanak, 20 h 30; Petite Salle:
Cinéma du réel: Saumisluis, le grand gancher (v.o. s.t.f.), de Claude Massot,
Nancok of the north, de Robert Flaherty,
14 h; Films primés, 17 h; Films primés,
20 h; Studio 5: Cinéma da réel: Rythmes
de Marrakech, d'Izza Genini, Mémoires
d'en bruesse, de Latrent Carcolès, 16 h;
les Cercneils de M. Kane Kwei, de Thierry
Secrétan; Artémise, portrait d'uns femme
ordinaire, de Joelle van Effenterre, 18 h;
Salle Jean Renoir: Cinéma du réel: Tous
pour un, de Jean-Louis Comolli, 16 h 30.

LUNDI DIMANCHE

LUNDI

MARDI

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (49-26-34-30) MERCREDI

l'échafaud (1957) de Louis Malle, 16 h 30; Toute une suit (1982) de Chantal Alexman; Distribution des soupes de muit (1987) de Dominique Jalu; Sans domicile fixe (1988) d'Hervé Chabalier, 18 h 30; Carte blanche à Olivier Assayas: l'Annour exista (1961) de Maurice Pialat, les Vam-pires (1915) de Louis Feaillade, l'Eufaut secret (1979-82) de Philippe Garrel, 20 h 30,

PEMANCHE

Paris la min: Filles de muit: Bande amonce: Rosa la rose, fille publique (1985) de Paul Vecchiali, la Chienne (1931) de Jean Renoir, i4 h 30; Filles de suit: l'Amour (1962) de Marcel Gibaud, Nama (1925) de Jean Renoir, 16 h 30; l'Heure du crime: Bande amonce: l'Etrangieur (1970) de Paul Vecchiali, Assassins et Voieurs (1957) de Sacha Guitry, 18 h 30; l'Heure du crime: Bande amonce: Assassins et Voieurs (1957) de Sacha Guitry, le Crime de Monsieur Lange (1936) de Jean Renoir, 20 h 30.

(47-70-72-86) ; La Bastille, 11° (43-54-07-76) ; Sept Parpassions, 14° (43-20-32-20).

MR NORTH. Film américain de

MR NORTH Plm américain de Dunny Huston, v.o.: Gammont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gazmont Opéra, 2" (47-42-60-33); Cluny Palace, 5" (43-54-07-76); Gazmont Ambassada, 8" (43-59-19-08); Gunmont Alésia, 14" (43-27-84-50); Bicavente Montparausse, 15" (45-44-25-02); v.f.: UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Miramar, 14" (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27).

LA SALLE DE BAUNS Film franceix

Convention, 19 (48-28-42-27).

LA SALLE DE BAINS, Film français de John Lvoff: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Racine Odéon, 6- (43-26-19-68); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); La Bastille, 11- (43-54-07-76); Escarial, 12- (47-07-28-04); Gazmont Parasase, 14- (43-35-30-40); UGC Convention, 15- (45-74-93-40).

WORKING CIREL, Film eméricain de

15 (45-74-93-40).

WORKING GIRL. Film eméricair de Mîlm Nichols, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Pathé Hampfeuille, 6" (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8" (45-62-20-40); Sept Parnessiens, 14" (43-20-32-20); 14 Juillet Beangrenelle, 15" (45-75-79-79); UGC Maillot, 17" (47-48-06-06); v.f.: Pathé Français, 9" (47-03-388); Las Nation, 12" (43-43-04-67); Fauvette, 13" (43-31-56-86); Gunmont Alésis, 14" (43-27-84-90); Pathé Montparnesse, 14" (43-20-12-06); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01).

LUNDE

MARDI

Paris la mit: les Halles: Acmalités
Gammont, les Halles centrales (1927) de B.
Kaufmann, Halles de Paris: Série Chroniques de Prance (1966) de Robert Destanque, Voici le temps des assassins (1956) de
Julien Davivier, 14 h 30: Nuit fantastique:
les Vampires (1915) de Louis Feuillade, la
Nuit fantastique (1941) de Marce L'Herbier, 16 h 30: la Nuit des monte-en-Pair: le
Voleur de paratonnerres (1945) de Grimault, Passage secret (1984) de Laurent
Perrin, 18 h 30: Brèves Rencoutres: Royal
Opéra (1980) de L. Soukaz, Simone
Barbès ou la vertu (1980) de Marie Claude
Treilhou, 20 h 30.

Les exclusivités

LES ACCUSÉS (*) (A., v.a.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94); UGC Biar-riz, 8° (45-62-20-40); v.I.: Rex. 2° (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Gobelina, 13° (43-36-23-44); Mistral, 14° (45-39-52-43); Convention Saint-Charles, 19° (45-79-33-00); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Images, 18° (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19° (42-06-79-79); Le Gambotte, 20° (46-36-10-96). LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.):

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47). L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol-A-All., v.o.): Accatone, 5 (46-33-86-86).

86-86).

BAGDAD CAPÉ (A., v.o.): 14 Iniliet
Odéon, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Le Triomphe, 8
(45-62-45-76); 14 Juillet Bastille, 11
(43-57-90-81); v.f.: Mistral, 14 (45-3952-43); Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79).

IA BANDE DES QUATRE (Fr.):
Forum Arcen-Ciel, 1º (42-97-53-74);
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de
Beaurogard, 6º (42-22-87-23); Les Trois
Balzac, 8º (45-61-10-60).

BAXTER (*) (Fr.): 14 Juillet Parnesse, 6* (43-26-58-00).

LE RENTHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE (Fr.): La Géode, 19* (46-42-13-13).

LE BLOR (*) (A., v.f.) : Hellywood Bou-levard, 9 (47-70-10-41). LE BONHEUR D'ASSIA (Sov., v.o.): Cosnos, 6^{*} (45-44-28-80); Le Triomphe, 8^{*} (45-62-45-76). CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Gammost

CAMILLE CLAUDEEL (Fr.): Gaumont
Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont
Opéra, 2° (47-42-60-33); 14 Juillet
Odéon, 6° (43-25-59-83); Gaumont
Ambassade, 8° (43-59-19-08); Gaumont
Aléria, 14° (43-27-84-50); Miramar, 14°
(43-20-89-52); Gaumont Convention,
15° (48-28-42-27); Le Gambetra, 20°
(46-36-10-96).
LES CANNIBALES (Per., v.o.): Forum
Arcen-Ciel, 1° (42-97-53-74).
LES CHOOCNES MEN FORTO OFFA

LES CIGOGNES N'EN FONT QU'A LEUR TETE (Pr.) : George V, 8 (45-

LEUR TETE (Pr.): George V, 8 (45-62-41-46).

CINQ JOURS EN JUIN (Pr.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43); Sopt Parmassicus, 14* (43-20-32-20); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01). 22-46-01).

COCETAIL (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, & (43-59-92-82); v.f.: Rex, 2 (42-36-82-93); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). COP (*) (A., v.o.): George V, & (45-62-41-46).

41-46).

DANS LES TÉNÈBRES (Esp., v.o.):
Utopia Champollion, 5* (43-26-84-65).

DEUX (Fr.): Forum Orient Express, 1*
(42-33-42-26); Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); UGC Normandie, 3* (45-63-16-16); Pathé Montparnatse, 14* (43-20-12-06).

DESTANT VOICES (Brit., v.o.): Cinoches, 6* (46-33-10-82).

che, 6 (46-33-10-82).

DOMANI, DOMANI (It., v.o.): Letine,
4 (42-78-47-86); Les Trois Lunembourg, 6 (46-33-97-77).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE REN-CONTRÉ (FL.): Lacernaire, 6 (45-44-57-34), mount Opéra, 9 (47-92-38-34). LE SORGHO ROUGE (Chin., v.n.): Forum Orient Express, 1 " (42-33-42-26): Les Trois Balzac, 3 (45-61-

Géode, 19 (46-42-13-13). Géode, 19 (46-42-13-13).

FAUX-SEMBLANTS (*) (Can., v.o.):
FORUM Horizon, 1= (45-08-57-57); Gammons Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Bratagne, 6* (42-22-57-97); Gammont Ambassade, 8* (43-59-19-08); George V, 8* (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11* (43-5790-81); v.f.: Rex., 2 (42-36-83-93); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44).

UGC Gobelms, 13' (43-36-23-44).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Bsp., v.o.): Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet, Odéon, 6* (43-25-59-83); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Champs-Elysées, 8* (43-59-04-67); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40).

LE FESTIN DE RABETTE (Dan, v.o.)

LE FESTIN DE RABETTE (Dan., vo.):
Utopis Champoliton, 5- (43-26-84-65).
LES FRÉRES MOZART (Sa., v.o.):
Panthéon, 5- (43-54-15-04).
FUTUR IMMÉDIAT, LOS ANGRIES
1991 (A., v.l.): Hollywood Boulevard,
9- (47-70-10-41); Paris Ciné I, 10- (47-70-21-71).

9 (47-70-10-41); Paris Ciné I, 10 (47-70-21-71). GORILLES DANS LA ERUME (A., v.o.): UGC Normandic, & (45-63-16-16); v.f.: Rex, & (42-36-83-93); Bretagne, & (42-22-57-97); Paramount Opéra, P (47-42-56-31); UGC Gobe-lins, 13 (43-36-23-44); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

18' (45-22-46-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): Publicia Champs-Blyofca, 8' (47-20-76-23); v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2' (42-36-83-93); Les Montparnoa, 14' (43-27-52-37).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOES (Hong Kong, v.o.): Utopia Champollion, 5' (43-26-84-65).

HYDRO (Fr.): La Glada 10' (43-26-84-65).

HYDRO (Fr.): La Géode, 19 (46-42-13-13). 13-13).
L'INSOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6º (46-33-10.2º).

L'INSOUTENABLE LEGEBETE DE
L'ÉTRE (A., v.o.): Cinnches, 6' (46-3310-82).

ITINÉBAIRE D'UN ENFANT GATÉ
(Fr.): Puthé impérial, 2' (47-4272-52); George V, 8' (45-62-41-46);
Trois Parmasseus, 14' (43-20-30-19);
Convention Saint-Charles, 15' (45-7933-00): Images, 18' (45-22-47-94).

JE SUIS LE SEIGNEUR DU CHATEAU (Fr.): Forum Horizon, 1" (4508-57-57); Puthé impérial, 2' (47-4272-52): Puthé Hautefeuille, 6"
(46-33-79-38): UGC Montparmase, 6'
(45-74-94-94); Puthé MarignanConcorde, 8' (43-59-92-22): Les Nation,
12' (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille,
12' (43-43-01-59); Fauvette, 13' (43-3156-86); Mistral, 14' (45-39-52-43); 14
Juillet Beangranelle, 15' (45-73-79-79);
UGC Convention, 15' (45-74-93-40);
Pathé Clichy, 18' (45-24-601).

KENNY (A., v.o.): George V, 8' (45-6241-46); v.f.: George V, 8' (45-6241-46); La Nouvelle Maxéville, 9' (4770-72-86); Trois Parnassieus, 14'
(43-20-30-19).

LA LECTREE (Fr.): Lucernaire, 6' (4544-51-44).

LA LECTRICE (Fr.) : Lucernaire, 6- (45-

44-57-34).

LUI ET MOR (A., v.o.): Gammont Les
Halles, 1st (40-26-12-12); UGC Danton,
6st (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8st (45-62-20-40); v.f.: Rex. 2st (42-68-3-93);
UGC Montparnasse, 6st (45-74-94-94);
Paramount Opéra, 9st (47-42-56-31).

MADAME SOUSATZEA (A. v.o.): George V, & (45-62-41-46); La Nou-velle Maxèville, 9- (47-70-72-86). velle Maxéville, 9: (47-70-72-86).

IE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.):
Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36);
UGC Monparnasse, 6: (45-74-94-94);
UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); UGC
Normandie, 3: (45-63-16-16); UGC
Opéra, 9: (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13: (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44); 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79).

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS (Fr.): Cinoches, 6º (46-33-10-82).

MES MEILLEURS COPAINS (Fr.): AES MEHIZURS COPAIRS (Fr.):
Forum Horizon, 1" (45-08-51-57); Res.
2" (42-36-83-93); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8" (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12" (42-31); SQL Farametre Ris 12" (42-31). (47-42-36-31); UGC Lyon Bastile, 12° (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13° (43-31-60-74); Gaumont Alézia, 14° (43-27-84-50); Miramar, 14° (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); UGC Maillot, 17° (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18° (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19° (42-06-79-79); Le Gambetta, 20° (46-36-10-36).

36-10-96).

MOITIÉ-MOITIÉ (Fr.): Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Opfon, 9 (45-74-95-40).

MON CHER SUJET (Fr.-Suin.): Saint-André-des-Aris I, 6 (43-26-48-18).

MORT D'UN COMÉMIS VOYAGEUR (A., v.a.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotunde, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); v.f.: UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.a.): Le Triomphe, 8 (45-62-45-76). 36-10-96).

v.o.) : Le Triomphe, & (45-62-45-76).
L'OURS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2(47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, &
(43-93-19-08) ; Les Montparnos, 14(43-27-52-37).

(43-27-52-37).

PAPA EST PARTI, MAMAN AUSSI (Fr.): UGC Ermitage, 8' (45-63-16-16).

PARRAIN D'UN JOUR (A., v.a.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83): Gammont Ambassade, 8' (43-59-9-83); Sept Parnassissa, 14' (43-59-0-81); Sept Parnassissa, 14' (43-20-32-20).

PAYSAGE DANS LE BROUILLARD (Gr., v.a.): Utopia Champollion, 5" (43-26-84-65).

PELLE CONDUIRRANT (Den.)

26-84-65).

PELLE LE CONQUERANT (Dan, v.o.): Cianches, 6 (46-33-10-82).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.): Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); La Nouvelle Mazéville, 9 (47-70-72-86); Les Momparnos, 14 (43-27-52-37).

LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU ROI DRAGON (Chin, v.f.): Studio 43, 9 (47-70-63-40).

QUI VEUT LA PEAU DE ROCER RABBIT ? (A., vo.): UGC Erminage, 8 (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

52-37).

RADRO CORREAU (Fr.): UGC Montparname, 6º (45-74-94-94); Le Triomphe, 6º (45-62-45-76).

SALAAM BOMBAY! (indo-Fr., v.o.): Lacernaire, 6º (45-44-57-34).

SCOOP (A., v.o.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14º (43-20-32-20); v.f.: Parnmount Opéra, 9º (47-42-56-31).

LE SORCHO ROUIGE (Chin., v.o.):

LA SOULE (fr.): Elysées Lincoln, 8-(43-59-36-14). LE SUD (Arg.-Fr., va.): Lucernaire, 64 (45-44-57-34).

TABATABA (fr.-malgache): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77); Studio 43, 9 (47-70-63-40).

LE PLUS CELEBRE CABARET DU MONDE! 20 h - dîner dansant, revue et champagne: à partir de 530 F 22 h et 24 h - revue et champagne: 365 F Prix nets - Service compris. 116 bis, Champs-Elysées Tél. (1) 45.63.11.61 et agences.







HARRISON SIGOURNEY **WEAVER MELANIE GRIFFITH**



UN FILM DE **MIKE NICHOLS WORKING GIRL** (QUAND LES FEMMES S'EN MÉLENT)

TMBRIEH CHTURY FOX --- HARRSON FORD-SGOURNEY WEARR-NELANE GOFFITH "" MICE INCHOLS "WORNING GRE" CORY SMOUNCY -- PARRION VON BRANDENSTEN SEEL MOCHAEL BALLFRUS. -- THE NICHOLS WICK "" LEVIN WADE "" DOUGLAS WICK "" MICE NICHOLS WICK "" MICE NI

M. . Hég Can M. Rot M. (Cau Nou Sy∎ M. Arm broc PCI M. Polche Cos M. M. bros gne Del PC Kuc Cou M. M. Bét PS Ia-I PS Avi PC

LES TRIBULATIONS DE BALTHA-SAE KOBER (Pol-Fr., v.o.): Les Trois Lazembourg, 6 (46-33-97-77). TUCKER (A., v.o.) : Le Triomphe, 8- (45-

62-45-76).
UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2= (47-42-60-33); Pathé Hanteleuille, 6= (46-33-76-26); Pathé Hanteleuille, 6= (46-33 60-33); Pathé Banteleville, 6 (46-33-79-38); Pathé Banteleville, 6 (46-33-79-38); Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); La Pagole, 7 (47-05-12-15); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23); Gammont Parasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Gaumont Alésis, 14 (43-27-48-50); Pathé Monparasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

UNE AUTRE FEMME (A. v.o.): Gaa-

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Gas-UNE AUTRE FEMME (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Ciné Bennborng, 3" (42-71-52-36); Reflet Médicis Logos salle Louis-Josvet, 5" (43-54-42-34); UGC Odéon, 6" (42-23-10-30); UGC Rotonde, 6" (45-74-94-94); UGC Champs-Hysées, 8" (45-62-20-40); La Bastile, 11" (43-54-07-76); Escurial, 13" (47-07-28-04); Id Juillet Benugrenelle, 15" (45-75-79-79); UGC Maillot, 17" (47-48-06-06); v.I.: Saint-Lazare-Pasquier, 8" (43-87-35-43); Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Pathé Montparasses, 14" (43-20-12-06); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); 14 Juillet Parassec, 6: (43-26-58-00); George V, 8: (45-62-41-46); La Nouvelle Mariéville, 9- (47-70-72-86); UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44); Mistral, 14: (45-39-52-43); Imagea, 13: (45-22-47-94). Les grandes reprises

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.f.) : Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71). BENJI LA MALICE (A.): TEP, 20- (43-

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71). CASINO ROYALE (Brit, vo.): Le Champo, 5 (43-29-11-30).

LE CRIMINEL (A., v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).

EASY RIDER (A., v.o.) : Action Ecoles, 5 (43-25-72-07). JANE EYRE (A., v.o.): Action Ecoles, 5

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxentbourg, 6º (46-33-97-77). KES (Brit., v.o.): Utopia Champollion, 5º (43-26-84-65); Républic Cinéana, 11º (48-05-51-33).

LENNY (A., v.o.): Action Rive Ganche, 5 (43-29-44-40). LES LIAISONS DANGEREUSES (Fr.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Saint-Germain Studio, 5: (46-33-63-20); Les Trois Balzac, 3: (45-61-10-60); Sapt Parnassiens, 14: (43-20-32-20).

1/OBSÉDÉ (A. Brit., v.o.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47). PICEPOCKET (Fr.): Saint-André-des-Arts II. 6 (43-26-80-25).

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77). LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (*) (A., v.A.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Pathé Hantefeuille, 6" (46-33-79-38); George V. 8" (45-62-41-46); v.f.: Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Fauvette, 13" (43-31-56-86); Twis Parmassiens, 14" (43-20-30-19); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01).

LES SENTIERS DE LA GLOTRE (A., v.A.): Les Trois Laxembourg, 6" (46-33-97-77).

LE TROISIÈME HOMME (Brit., v.a.) :

Le Champo, 5 (43-54-51-60).

STRANGER THAN PARADISE (A-Ali, v.o.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

ABSINTHE Rés. 42-06-02-45/42-61-03-32 24, place de Marché-Saint-Honoré (1°)

LE SARLADAIS F. sam. midi, dim.

TY COZ Fermé dim. et lundi soir 35, rue Saim-Georges, 9 48-78-42-95

CLOSERIE SARLADAISE 43-46-88-07 94, bd Diderot, 12* Tous les jours

LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 17° (pl. Pereire)

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75 79, rec Saint-Dominique, 7

47-20-98-15

45-25-53-25

45-20-87-85

45-44-94-41 T.L.J.

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2 40-15-00-30/40-15-08-08

13, rue de Bassano, 16 LE CORSAIRE

RIVE GAUCHE.

25. avenue du Maine. 15

LE TAGORE

i, bd Exelmans, 16º

YVONNE

MUSIQUE

Concerts

ASCA (6°) Johann Faber, 21 k, mer. Perc. Oeuvres de Xenakis, Nogard, Roye, de Leuw.

ASSOCIATION FRANÇAISE DES AMIS DE L'ORIENT (16°) (47-23-64-85). Yang Sung Sic, 20 h 30 jeu. Via-lou, Gordon Bach (piano). Œuvres de Bach, Fauré, Isaye, Chausson. ATHÉNÉE-LOUIS-JOUVET (5º) (47-42-67-27). Nathalic Stutzmann, François-René Duckable, 20 h 30 hm. Alto, piano. Guvres de Brahms, Schubert, Debusy.

AUDITORIUM DES HALLES (4º) Kroisler String Orchestra, 20 h 30, mer. Œsvres de Mozart, Britten, Chostako-vitch, Tchafkovski.

vitch, Tehafkovski.
Trio baroque de Paris, 20 k 30 km. Œavres
de Couperin, Haendel, Bach, Corrette.
CAFÉ DE LA DANSE (13*) (43-5705-35). La Muse ea circuit, 20 k 30, km.

« Histoire chant parole ». Concert spec-

tacle.
CENTRE GEORGES-POMPIDOU (4/)
(42-74-42-19). Atclier musique de Villed'Avray. 21 h. lun. Œavres de Corghi,
Bonifacto, Castagnoli, Elos, Rimoldi.
CENTRE MANDAPA (13/) (45-8901-60). Abdnirahman Jabakii, 20 h 30,
lun. Luth. Musique classique arabe.
CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE
PARIS (1=') (40-28-28-40). Quatnor
Rosamonde, 12 h 45, mer. Œnvres de
Chostakovitch, Haydn. Richard Cowan,
12 h 45, ven. Baryton. Œwvres de Cao-Chostakovitch, Hayda. Richard Cowan, 12 h 45, ven. Baryton. Œuvres de Caccini, Durand, Moussorgki, Schubert. Aga Winska, 18 h 30, ven. Sopramo. Présentée par Brigitte Engerer. Œuvres de Bellini, Donizetti, Schumann, Verdi. Ensemble InterContemporain, 16 b, dim. Dir. Kent Nagano, C. Whittlesey (soprano). M. Cerutti (perc.), A. Nevesx (p.), J. Ghestern (vi), G. Knox (alto), C. Larson (cello), F. Stochl (ctb). Œuvres de Liszt, Kurtag, Wagner. Christoph Henkel, Georges Pindermacher. Jusqu'au 17 mars. 12 h 45, hn. Cello, piano. Œuvres de Beethoven. Philcaer. Jusqu an 17 mars. 12 g 43, ml. Cello, piano. Œuvres de Beethoven. Phil-harmonie tchèque, 20 h 30 mar., dir. Vaciav Neumann. 9 Symphonie en ré majeur.» de Mahler. Dans le cadre de l'intégrale Gustav Maller. Cincinnati Philharmonia Orchestra, 20 h 30, ven. Dir. Gerhard Samuel. «Tochenfeier»,

Dir. Gerhard Samuel. «Todtenfeier»,
«Sechs frühe Lieder» de Mahler. Dans
le cadre de l'intigrale Gustav Mahler.
ÉGLISE DE LA MADELEINE (8°) (3961-12-03). Orchestre symphonique Pro
Arte de Paris, 21 h, mar. Dir. René
Pierre Chouteau. Maîtrise des Hauts-deSeine, dir. Francis Bardot. «Symphonie
n° 3» de Saint-Saëns, «Requiem» de
Fauré. Téléphone location: 48-52-98-65.
ÉCUISE SAINT-ETISTACUE (180) ÉGLISE SAINT-EUSTACHE (1")

Orchestra de chambre Jean-Louis Petit, 20 h 30, mar. Dir. Jean-Louis Petit. Chour Huguette Chamel. «Requiem» de Fanté. Téléphone location : 42-62-**EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS** (6°) Nouvel Orchestre phillermonique, 20 h 30, jen. Dir. Léopold Hager. • Salo-mon • de Haendel. Orchestre de cham-bers Bernard Thomas, 21 h, mar. Œuvre-de Gounod, Mahler, Massenst. Télé-phone location: 43-96-48-48.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (5º) Camerata de Versailles, 20 h 30, ven. Dir. Tadeusz Chachaj. Jean-Pierre Dir. 1adeusz Chacag. Jean-Pierre Arnaud (htb). Œuvres de Marcello, Mozart, Bellini, Haydn. Téléphone loca-tion: 47-00-30-27. Trompettes de Ver-sailles, 21 h, sam. Œavres de Vivaldi, Purcell, Lully. Téléphone location: 42-62-40-65. Orchestre de chambre Domini-que Fanal, 20 h 30, mar. Cheur Arthur Honegger. Chorale du conservatoire du centre de Paris. Œnvres de Mozart,

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE (4º) Kelles, SAINT-IDUES-EN-L'ILE (#) Ensemble Stringendo. 20 h 30, vez., sam., 17 h dim. Dir. Jean Thorel. E. Guy-Kummer (mezzo-soprano), C. Pierre, P. Verrier (vl). Euwres de Vivaldi, Bach, Corelli. Téléphone location: 45-23-18-25. CGLISE SAINT-MERRI (4º) Chœur mas-culin japosais Doshisha, 20 h 30, vez. Chœur féminin japosais Mimosa. « Requiem» de Fauré. Concert au profit des enfants réfugiés du monde. Télé-phone location: 40-35-70-11.

DINERS

Déjeunter-Diner-Souper. Une toque au Gault-Millau. Gérard vous réserve son meille accueil. T.L.J. de 12h à 14h 30 et de 19h 30 à 23h 30. Sí sam. midi et dim. midi,

Au le ét., le premier restaur, irlandais de Paris, déj., élbers, spécial, de seamon fismé et poissons d'Irlande, menu dégast. à 95 F net. Au rez-do-ch., KTTY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », assissance ta les soirs av. musicieus. Le plus gr. choix de whiskeys du monde. Jusq. 2 h du met

Déj., dîner j. 22 h. CASSOULET, CONFIT, FOIE GRAS, cèpes, morilles. DINER PÉRIGOURDIN 130 F s.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.

VOS DÉJEUNERS ET DINERS dans na CADRE BRETON, POISSONS, CRUSTACES et FRUITS de MER. CRÉPES et GALETTES. Jusqu'à 23 à

SPÉCIALITÉS DU PÉRIGORD Déjeupers d'affaires - Diners - Salons pour g VIEILLE CUISINE FRANÇAISE. Spéc. de POISSONS, HUITRES. Plans régionaux. Carte 200/250 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche.

«LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE»

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.L.j. sauf samedi midi et dimanche.

Un des plus attrayants restaurants indiens de Peris. Authentiques spécialités MUGILAI service dans un cadre raffiné. Carte 140 F. A midi, menus à 70 F et 100 F.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Formé landi.

SOUPERS APRES MINUIT

LA TOUR D'ARGENT HUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ

Plats traditionnels - Vins à découvrir.
Décor : « Brassorie de Luxe »

JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bantile
T.L.; de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32

faite par le patron. Carte inventive. Mean à 95 F s.c. Fermé same

GALERIE DE NESLE (6º) (43-25-11-28). Roland Dyens. Jusqu'au 26 mars. 20 h 30, mar. Guit. M. Terrioux (vib.), J.-L. Ceddala (perc.). Euvres de Villa-Lobos, Dyens, Coltrane. Dans le cadre du VIIIª Festival interastional de la guitare. Téléphone location: 45-23-18-25.

INSTITUT D'ART (6') Nathalic Bera-Tagrine, 12 h 30, ven. Piano. Œuvres de Beethoven, Chopin, Scriabine. MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE

(7°) (42-22-97-60). Mizzaka Ha Pura-hei, 20 h 30, jeu. L. Almada (harpe). A. Lahiani, V. Rojas, V. Rojas, F. Marin (gnit.). Musiques et chants paragnayens. Masson Des Cultures Du Monde (69) (45-44-41-42). Ustad Mahmond Mirza, 20 h 30, ven, sam, 17 h dim. Sitar, Mohammad Akram Khan (tabla). Musique de l'Inde du Nord.

AISON DE RADIO-FRANCE (16') AASSON DE RADRO-FRANCE (16°) (42-30-15-16). Jean-Françols Heisser, Georges Pindermacher, 18 h 30, ven., piano. Œuvres de Mozart, Zimmermann, Masson: Grand autitorium. Orchestre national de France, 20 h 30 ven., dir. Zol-tan Pesko, Christian Zacharias (piano). tan Pesko, Christian Zacharias (piano). Œuvres de Masson, Schumana, Manoury. Grand anditorium. Quatnor Via Nova, 18 h 30, sam. Œuvres de Ravel, Dutilleax, Casanova. Grand andi-torium. Jean-Caude Pennettier, Ian Honeyman, 18 h 30, hm.; 20 h 30, lun., piano, ténor. L. Mazeron, I. Jaraky (soprano), B. Fabre-Garrus (baryton). Dir. Annick Minck. Œuvres de Schwarz, Berd, Reibel, Mion. Grand auditorium.

Berd, Reibel, Mion, Grand auditorium.

MUSÉE DYORSAY (7º) Emsemble intercontemporain, 20 h 30, jeu., ven. Dir.
Kent Nagano, C. Whittlesey (soprano),
C. Degliame (récitante). Hommage à
Mallarmé. Œavren de Debussy, Ravel,
Hindemith, Boulez, Wagner. Annick
Chartreux, 16 h, dim. piano ou le trio : B.
Detseurte (piano), E. Conquer (vi),
E. Watelle (cello). An restaurant du
musée. Entrée libra. éc. Emrée libra.

NOTRE-DAME DE PARIS (4º) Jacques Amade, 17 h 45, dim., orgne. Œuvres de Messisen, Reger, Depré. Entrée libre. SALLE CORTOT (17') Patrick Ruby, 20 h 30, lun Guit, Claude Pavy (gait.), Robin Troman (ft.). Œavres de Bousch, Ginner, Duarte, Piazzolla, Werner. Concert associé au VIII- Festival interna-

45-23-18-25.

SALLE GAVEAU (9°) (49-53-05-07).
Joseph Suk, Quarnor Talich, 20 h 30, mer., violon. Œavres de Mozart, Dworak. Orchestre du conservatoire, 20 h 30, jeu., dir. Jesn-Marc Barfin, C. Rivet (gnit.), L. Couret (harpe). Œavres de Villa-Lobos, Reinecke, Dworak. Musikverein Quartet, 20 h 30, ven., R. Küchl, E. Seifert, H. Koll, F. Bartolomey. Œavres de Beethoven, Haydn, Schmbert. Orchestre de la RATP, 20 h 30, sam. Programme non communiqué. Coacerts Pasdedoup, 17 h 45, dim. dir. Hikotaro Yasaki, Benoft Marin. Œavres de Haendel, Telemann, Beethoven. Ventsislav Yankoff, 20 h 30, hm., piano. Œavres de Beethoven, Brahms, Chopin, Scriabine. Ensemble orchestral Diaphonie, 20 h 30, mar., dir. René Andreani. Daniel Cadé (piano). Œavres de Weber, Rachmanicae Realburs.

(piano). Œuvres de Weber, Rachmani 20v, Brahms. Nowel Orchestre philharmonique, 20 k., wen. Dir. Arturo Tamayo. Œuvres de Donizetti. Concerts Lamoureux, 17 h 45, dim. Dir. Jean-Claude Bernède, C. Joly, J.-B. Brunier. Œuvres de Dukas, Lan-dowski, Liszt, Berlioz.

SCHOLA CANTORUM (5º) (43-54-THEATRE RENAUD-HARRAULT (8*) (42-56-08-80). Yuzuko Horigome, Thomas Zehermair, Nobuko Imai, 11 h., dim., violos, alto, Mischa Maisky (cello). Œnvres de Mozart, Ravel,

Debusy.

THÉATRE DE LA VILLE (4) (42-74-22-77), Mikhail Rudy, 18 h 30, ven., sam., dim., piano. Œuvres de Janacek, Schubert, Monasorgaki, Ravel, Liszt. TOURTOUR (4º) (48-87-82-48). Pascal Le Pennec, Guy Perla. Jusqu'an 1º avril. 19 h., mar., accordéons. Œuvres de Bach.

RIVE DROITE

Jazz, pop, rock

ARIACO (45-35-43-10). Virginia Mon-teiro, 22 h. mer., jeu., ven., sam., dim., mar. Et le Samba Rio.

mar. Et le Samba Rio.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Thienry
Elliez, Jimmy Dronillard, Sylvain Luc,
23 h, mer., jeu., ven., sam., dim. (dermère): clav., guit., basse, avec Nicolas
Filiatro (batt.). Station Groove, 23 h,
hn. Bruce Johnson, jusqu'an 19 mars,
23 h, mar. : fenk.

23 h. mar.: fank.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Militia
Battlefield, 22 h 45, mer., jou., van., sam.
(dernière): chant, avec S. Belmondo
(trp), O. Hutman (p.), L. Trussardi
(ctb), P. Combelle (batt.). Gregg Hunter, 22 h, dim.: piano, chant. Glean
Ferris, jusqu'an 18 mars, 22 h, lun.,
mar.: trb, avec S. Belmondo (trp),
O. Hutman (p.), L. Trussardi (ctb),
P. Combelle (batt.).

CACCIUS BE ELI (43-38-30-20). Scal

CACTUS BLEU (43-38-30-20). Soul Connection, 23 h, sam. Blue Time, 23 h, lpm.: soul. Captain Mercier, 23 h, jen. CAFÉ DE LA DANSE (48-05-57-22). Marc Perrone, 22 h, mer., jou., ven., sem. (dernière): « Velverde».

(demière): «Veiverde».

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Chaude Neau, 21 h 30, mer., jeu., veu., sam., dim. (demière); avec le groupe Fais-moi mal. Stéphane Guéranit, Benny Vasseur Quintet, jusqu'au 18 mars, 21 h 30, hu., mar. CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-44-50). Riccardo Garzoni, Peter Bockies, Alan Nelson, 20 h 30, ven., sam.: piano, cth, batt. Entrée libre sur réserva-

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24). Bestille rumba, 22 h 30, mer.; avec Los Rumberos, Todo el Arte Giano. Nimos Toki Lzia, 22 h 30, jeu., ven., sam.: Togo, svec l'orchestre Afri-can Flash. Ring Night, 22 h 30, mar.

can Flash. Ring Night, 22 h 30, mar.

DUNOES (45-84-72-00). Trio Lazro, Léandre, Zingaro, 20 h 30, jeu.: sax., ctb, vl.

Manuel Villarool Quartet, 20 h 30, ven.:

piano, avec Ramon Lopez (drum), JeanPaul Mallet (sax.), François Méchali
(ctb). Patrick Fabert Quartet, JeanMarc Padovani, 20 h 30, sam.: trp, sax.,

avec F. Jacob (guit.), J. Mahicux
(drum), J.-L. Pombicux (basse).

PSPACT HEPAULT (46-32-00-56)

ESPACE HERAULT (46-33-00-56). Mamdouh Bahri Group, 21 h, ven. : guit. ESPACE PIERRE-CARDIN (42-66-33-30). Golden Gate Quartet, jusqu'an 25 mars, 20 h 30, jeu., ven., sam., hin., mar.; 15 h, sam., dim. LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Bruno Casaabon, 22 h, mer., mar.: piano, Nicoles Lebovici Trio, 22 h, jen.: piano, Nicoles Lebovici Trio, 22 h, jen.: piano, avec Philippe Soirat (batt.), Juan Saubinet (basse). Sylvain Sourdeix Quartet, 22 h, ven., sam.: sax., avec Emmanuel Sourdeix (p.), Yves Torchinsky (basse), Eric Duval (batt.).

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Philippe de Preissac Jazz Group, 21 h, mer., mar. Gilbert Leroux, 21 h, jen. Clarinet Connection, 21 h, ven. Bob Vatel, Michael Silva, 21 h, sam. Boozoos Jazz Combo, 21 h, ian. Combo, 21 h, hm.

MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44).

Rufus Hariey Quartet, jasqu'au 15 mars, 22 h, mar. 0 h, mar., avec Charles San-drais, Georges Arvanitas, Jacky Samson. LE MÉCÈNE (42-77-40-25). Biscuit Rol-lers, 22 h 30, mer., jeu.: blass. Soul

Train, 23 h, ven., sam.; blues. Bill Thomas Blues Band, 22 h 30, dim., hm.; gnit., basse, batt., chant.

gatt, basse, batt, canal.

LE MONTANA (45-48-93-08). René
Urtreger, jusqu'an 15 mars, 22 h 30,
mer, jam, mar; au bar. René Urtreger,
22 h 30, jeu., von., sam.; avec Eric
Lelann; au club. Stardast, 22 h 30, jeu., ven... sam. ; an bar.

ven., sun.; an bar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Patrick
Artero, 22 h, mer., jen., ven., sun. (dermère): trp; avec P. Calligaris et son
orchestre. Patrick Saussos, jusqu'au
15 mars, 22 h, lun., mar.: guit.; avec
P. Calligaris et son orchestre.

NEW MORNING (45-23-51-41). Tim
Berne Quinnet, 21 h 30, jen. Odean Pope
Trio, 21 h 30, ven., avec G. Veasiey,
C. Rochester. The Gladianos, 20 h 30,
san.: regges. Eddic Harris, Les McCann
Quartet, 21 h 30, dim.: jazz, blues, soul.
Michel Camilo Trio, 21 h 30, mar., avec
J. Rosenbar, M. Bowie.

PETTI JOURNAL MONTPARNASSE PETIT JOURNAL MONTPARNASSE

J. ROBERDSRI, M. BOWE.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE
(43-21-56-70). Johnny Griffin Quartet,
21 h, mer. Hulin Ruiz Salitial, 21 h, ven.:
claquates. Marc Thomas, 21 h, sam.:
«Carnival jazz». Art Biakey and the
New Jazz Messengers, jusqu'an 15 mars,
21 h 30, lun., mar. Jean-Pierre Geineau,
21 h, jen., avec le Middle Jazz Quintet.

PETIT JOURNAL SAINT-ABCHEL
(43-26-28-59). Watergate Seven + One,
21 h 30, mer. Maxim Samy Jazz Music,
21 h 30, jen. Les Barbecues, 21 h 30,
ven.: jazz New-Orleans. Orpheon
Celesta, 21 h 30, sam.: Kangourou
Swing Orchestra, 21 h 30, lun; avec
Sarah Lazarus, Benny Waters, Polya Jordan, jusqu'an 15 mars, 21 h 30, mar.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36).
Alain Jean-Marie, 23 h, mer., jen., ven.,
sam., dim., lun., mar.: jusno, avec Bibi
Rovere (cth), Charles Bellemzi (batt.).
Marcel Zanini, François Rilhac, 20 h 30,
ven.: sam.: char., pisno.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).
Arthur H., 22 h, mer., jen., ven., sam.

Arthur H., 22 h, mer., jen., ven., san. (dernière): chant, piano, avec Bradney Scott (ctb).

Scott (ctb).

SLOW-CLUB (42-33-84-30). Jacky
Caroff, 21 h 30, sam. Marc Laferrière,
jusqu'au 15 mars, 21 h 30, mar. : avec le
Transatlantic Swing Band.

SUNSET (40-26-46-60). Denis Badanit
Quartet, 22 h, mer., jeu., ven., sam.:
piano, avec S. Spang Hansen (ax.),
Yves Torchinsky (ctb). T. Rabeson
(batt.). Serge Adam Quartet, 22 h, lnn.,
mar.: trp. avec B. Delbecq (p.), C. Mouton (basse), O. Renne (batt.); Jazz
fusion. THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Kandy Brown, 22 h, mer. Spanky Wilson, 22 h, ven.: chant. Bill Thomas,

Wilson, 22 h, ven.: chant. Bill Thomas, 22 h, mar.

LES TROES MAILLETZ (43-54-00-79). Sandra Sair, 22 h 30, mer., jeu., dim.: voix, funk, trio jazz, suivi de Beanle, Scotty et Henri. Cynthia McPherson, 22 h 30, ven., sam.: chant, suivi de Dany Cohen, Jérûme. TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-

BROTTOURS DR BUENOS-AIRES (42-33-58-37). Reynaldo Anselmi, jusqu'au 15 avril, 22 h 15, mer., jen., wen., sam., mar.: chant, guit., avec R. Montironi (bandoséca), O. Calo (p.), R. Tormo (ctb). Bal tango, 17 h. dim., animé par Carmen Aguiar, Victor Convala. UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Long Distance, 22 h, jeu. Cathie Grin-

gelfi, 22 h, ven. Reland Menegon, 22 h, sam. Vincent Abail, 22 h, smar. Alain Girouz, Jean-Louis Mahjan, 1 h, ven. RMB, 1 h, sam.

IE VILLAGE (43-26-80-19). Carole Bach-y-Rita, Massimo Farao, 22 h, mer. chant, piano. Philippe Petit, Stéphane Persiani Trio, 22 h, ven., sam.: piano, eth, avec Charles Saudrais (batt.). Jacky Terrason. 22 h, dim.: piano. Bernard Maury, 22 h, lou.: piano, Alain Bernard Duo, jusqu'au 15 mars, 22 h, mar.: piano. Philippe Petit, Guy Reboul Duo, 22 h, jea.: gait.

Rock

AU METRO (47-34-21-24). Paris Rock, BAISER SALÉ (42-33-37-71). Zool, 20 h, VEN., 2277.

CACTUS BLEU (43-38-30-20). The Box, 23 h, ven.; svec Freddy Meyer. 23 f., ven.; avec Fromy Nesyer.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Marc
Drosin, insqu'à fin avril, 20 h 15, mer.,
jeu., ven., sam., mar.: «Vis ta vinaigrette ». comédie musicale de Luc Plamondon et Marc Drosin, avec Dolbie
Stéréo, les Echalotes, les Beaux Blonds,
les Marx Brothers.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24). Rock frénésie, 17 h, dim. rock n'roll et mambo. IA CIGALE (42-23-38-00). Love and Money, 20 h, dim. CINEMA RITZ. Festival rat revolu

naire, 20 h 30, ven., sam : 15 h, dim ; avec Cheb Khaled, Cheb Jallal, Cheb Kada, Cheba Zahouznia...

RAGS, Chebe Zahouznia...
CITY ROCK (43-59-52-09), Captain Mercier, 22 h 30, mer. Look de Paris, 22 h 30, ven. sam., dim.
ELYSER-MONIMARTRE. Dennis Bovell Dub Band, 20 h, sam.; avec Jimmy Oibid.

EXCALIBUR (48-04-74-92). Tobaty and Friends, 21 h 30, mer. Freaso Brothers, 21 h 30, ven. Doc Lebrus, 23 h, ven. Les Freions, 21 h 30, sam.: skn. Brice Kapel, 23 h, mar. : afro rock. Phalène, 21 h 30, mar. : France. GIBUS (47-00-78-88). Music Noise, 20 h,

mer. Tweed, 21 h, jen. Bunkerstrasse, 23 h, ven., sam. Metal Nightis, 22 h, mar.; avec Hartang.

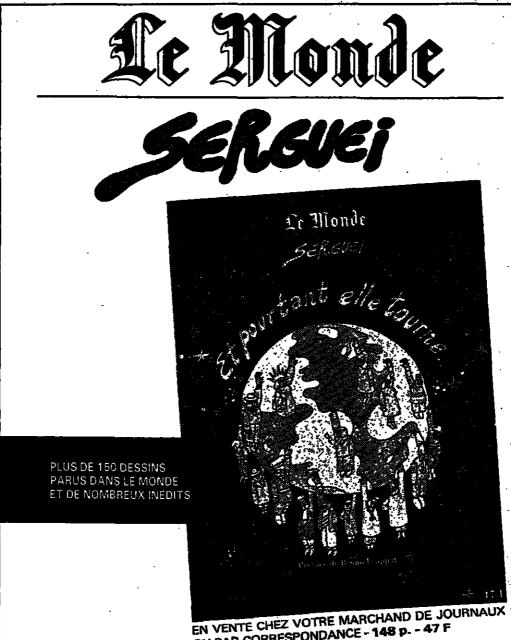
NEW MORNING (45-23-51-41). Their and Party, 20 h 30, mer. OLYMPIA (42-61-82-25). Mike and the cs, 20 h 30. hm

PALACE (42-46-10-87). French Kiss, 23 h. mer.; avec Areo Iris (dame): Cuadro Flamenco». Dirty Dancing, 23 h 30, dim. REX CLUB (42-36-83-98). Les Aprèm's à

Toto, 17 h, dim.; avec Daphnée Dejay, Jacques Gueho, Al Tatou (peintures), Frederik, Antonia. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Lestic, jusqu'an 17 avril, 21 h, lun. ; dans le cadre des Lundis du rock. SLOW-CLUB (42-33-84-30). Tony Marlow, 21 h 30, mer., jeu., ven THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-

16-73). Transcontinental Cowboys, 22 h, jen. The Box, 22 h, sam.; avec Freddy Meyer. Nana and Co. 22 h, hm... UTOPIA JAZZ CIJB (43-22-79-66). J.-J. Milneau, Studs, 22 h, mar.





OU PAR CORRESPONDANCE - 148 p. - 47 F

FFLANCE (frais de port inclus) Nome ex.: X52 F = ETRANGER DOM-TOM (freis de port inclus Notine ex.: X57 F =

7, rue des Italiens 75009 Paris (France)

BON DE COMMANDE SERGUEI

CODE POSTAL:

هكذا من الأصل

Cart Pierr Derr M. I Kiec M. trek M.

Pan M. M. Lai Pic Roi Gir Tar PC 29.45 Football. Eliminatoires de la Coupe da monde (match aller) : Ecosse-France. 22.50 Magazine : Ex Biris.

ECOSSE-FRANCE SUR TF1 GAGNEZ 100.000 F ET 10 VOYAGES POUR L'OUVERTURE DU MONDIAL 90

EN JOUANT AU

Rendez-vous à la mi-temps avec LE MEILLEUR MAGAZINE

De Patrick Powie d'Arvor, Expliquez-moi (Elisabeth Badinter pour Qu'est-ce qu'une jemme? et Confessions de M^{une} d'Epinoy); Exploration (Colette); Expliquez-moi (Marina Yaguello pour le Sexe des mois); Extérieur livre (Allison Lurie pour la Vérité sur Lorin Jones); Extérieur livre (Pierre Duclos pour les Enfants de l'oubli); Extérieur livre (Simone Schwarz-Bart pour Hommage à la femme nobre); Expliquez-moi (Hélène Tremblay pour Familles du monde, les Amériques). 23.55 Journal et Météo. 6.15 Série: Drêles d'histoires. 6.48 Documentaire: Histoires autrelles.

en vente dès jeudi

A Z

➤ 28.35 Série: Sentimenta, L'été de tous les chagrins, de Serge Moati. Avec Carol Styczen, Daniel Gélin, Micky Sebastian, Jacques Spiesser. 22.95 Flash d'informations. 22.10 Magazine: L'Esstoire isumédiate. De Daniel Leconte et Jean-Chaude Guillebeau. Les années bio. La révolution biologique. Sommaire: Le sang blanc; Le choix du sexe; Espoins pour la médecine; Vaincre le sida; Trente ans déjà; Des enfants sur commande; Les thèses du docteur Edwards; Un labo au-dessus des lois; La vie sous copyright. 23.35 Informations: 24 heures sur la 2. 23.45 Météo. 23.50 Basket: Compe d'Europe. Limoges-Barcelone.

28.35 Théâtre : Lorenzaccie, Pièce d'Alfred de Musset, mise en soème par Franco Zoffirelli, avec Francis Huster, Gene-viève Casile, Louis Seigner, Michel Etcheverry. Réalisés en

direct de la Comédie-Française par Jean-Claude Carrère et diffusée pour la première fois en octobre 1977. 23.48 Jour-nal. 0.00 Muniques, sumique.

20.30 Documentaire: Les cercueils de Mr Kame Kwel. De Thierry Secrétan. Diffusé exceptionnellement en clair à l'occasion du Festival du cinéma du réal. 21.05 Cluéma : Eddle and the Cruisers a Film américain de Martin Davidson (1983). Avec Tom Berenger, Michael Pare, Joe Pantosiano. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Cluéma : Piein in gueule a Film américain de Robert Aldrich (1974). Avec Burt Reynolds, Eddle Albert, Ed Lauter. 0.35 Cluéma : les Culottes rouges aum Film français d'Alex Joffé (1962). Avec Bouvil, Laurent Terzieff, Étienne Berry. 2.15 Série : Max Flendroom.

20.30 Téléfilm: Piège mortel. 22.15 Téléfilm: Ma femme a dispara. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Magazine: Nomades (rediff.). 0.30 La demoiselle d'Avignom (rediff.). 0.55 Madame, êtes-vous fibre? (rediff.). 1.20 Bouvard et compagnie (rediff.). 1.40 Tendresse et passion (rediff.). 2.05 Journal de la muit. 2.10 Vive la vie! (rediff.). 2.20 Voisin, voisine (rediff.). 3.30 Femilieton: Dominique. 4.05 Voisin, voisine (rediff.). 5.05 Tendresse et passion (rediff.). 5.39 Bouvard et compagnie (rediff.).

M 6
20.35 Téléfilm: Terrent dans le ciel. 22.10 Magazine: Libre et change. De Michel Polac. Invités: Pierre Bénichou (le Nouvel Observateur), Nathalie Prévost (anteur de la Mort Indigne de Malik Oussekine), Philippe Tesson (le Quotidlen de Paris), Dominique Pouchin (Libération), Sylvic Wickert (correspondante de la Radio nationale allemande). 23.25 Six minutes d'informations. 23.35 Série: L'homme de fer. 0.25 Massime: Boulevard des clips. 2.00 Anne jour après jour. 2.25 Magazine: Ondes de choc (rediff.). 3.15 Documentaire: S'il te plait, montre-moi nos histoires. 3.40 Magazine: Destination santé (rediff.). 4.30 Documentaire: S'il te plait, montre-moi nos histoires. 4.55 Anne jour après jour (rediff.). 5.20 Poly en Tunisie. 5.45 Musique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes, 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Suisse, du Canada, de la Belgique, 22.00 Commensanté des radios publiques de Isaque française. La nouvelle communi-cation. 22.40 Nuits magaétiques. Les délices des mathémati-ques. 2. Un paysage certain. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Munique: Coda. Verres cassés, voix brisées.

FRANCE-MUSIQUE

28.30 Concert (donné les 3 et 4 mars an Châtelet): Symphonie nº 104 en ré majeur, de Haydn; Symphonie nº 10 en fa dièse majeur (adago), Lieder eines fahrenden Gesellen, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. John Pritchard; sol.: Udo Reinemann, baryton. 22.28 Concert du GRM. Stop! Thorizon, Courir de Zanesi. 23.67 Jazz clab. En direct du New Morning: le quintette de l'organiste Jack McDuff.

Jeudi 9 mars

TF 1
14.35 Fenilleton: Le camon palithie 15.35 Sirie: Drôles d'histoires. 16.00 Quarté à Saint-Caoud. 16.10 Variétés: La chance aux chancous. 16.30 Club Dorothée. 17.50 Sirie: Matt Houston. 18.45 Avis de recherche. 18.50 Fenilleton: Santa-Barbara. 19.20 Jeu: La roue de la fortune. 19.50 Le bébète show. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Teléfilm: Danis la chaleur de la mait. De David Hemnings, avec Carroll O'Consor, Howard Rollins. 22.15 Magazine: La géance de 22 heures. Présenté par Patrick Sabatier. Invités: Richard Berry, Patrick Bruel. 22.30 Cinéma: Un neu de soleil dans Fean froide II Film français de Jacques Deray (1971) Avec Clandine Anger, Marc Porel, Judith Magre. 6.20 Jeurnal et Météo. 6.40 Série: Drôles d'histoires.

A Z

14.10 Feuilleton: Lili, petit à petit. 15.10 Magazine: Du
côté de chez Fred. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série:
Chapean melon et bottes de cuir. 16.55 Flash d'informations
et Météo. 17.00 Magazine: Graffitis, 17.55 Série: Les
deux font la paire. 18.45 Jen: Des chiffres et des lettres.
19.10 Actualités régionales. 19.35 Plaisir de rire: Loft
story. 20.00 Journal et Météo. 20.30 INC. 20.35 Chainn:
Charlots compection: D Film français de Jean Contraire
(1983). Ausc. Les Charlots. Henri Garcia. Alexandra. Sic-(1983). Avec Les Charlots, Henri Garcin, Alexandra. Stewart. 21.55 Finsh d'informations. 22.90 Magazine: Edition apéciale. De Claude Sérillon. Thème: «Les expropriations». 23.25 Informations: 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Puissance 12. 23.45 Météo. 23.50 Magazine: Du côté de chez Fred (rediff.).

FR3

FR 3
14.00 Magazine: Dadou babou. 14.30 Magazine: C'est pus juste. 15.30 Magazine: Télé-Caroline. 17.00 Finsh d'informations: Spécial jeunea. De 17.05 à 18.30 Annue 3. 17.05 Dessin anhué: Petit ours brun. 17.06 Croc-note show. 17.10 Série: Nell. 17.35 Dessin snimé: Signé Cut's eyes. 18.00 Accustour pour Faventure. 18.05 Magazine: Drevet vend la mèche. 18.30 Jou: Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.58 Dessin anhué: Il était une foie la vie. 20.07 Jeu: La classe. 20.35 Téléfihm: Le chantage à la vie. De Bernard McBweety, avec Loretta Swit. Vic Morrow. 22.15 Journal. > 22.35 Magazine: Océsniques. Spécial Festival du réel: l'anthropographe. 23.30 Maniques, musique. 23.35 Mini-Hims. Troistème souted de P. Meadeb: La neire de moulles. de Ph. Malignou et 23.30 Musiques, musique. 23.35 Misi-films. Troisième soussel, de P. Meadeb; La peire de moulles, de Ph. Malignon et B. Chatry.

CANAL PLUS

15.05 Pochettes surprises: Les copines en soirée, de Joanna Quinn; Missus circus, de Dominique Zay; Lapilazooli, de Bruno Le Jean. 15.30 Cinéma: A notre regrettable époux i Film français de Serge Korber (1987). Avec Jacqueline Maillan, Alida Valli, Jacquels Dufilho. 16.55 Pochettes surprises. Trois imbéciles. 17.10 Documentaire: Les aliamés du sport. 17.40 Cabou cadia. En clair jasqu'à 20.30. 18.25 Dessin saimé: Virgel. 18.30 Dessina saimé: Ca cartoon. Présentés par Philippe Dana. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine: Nulle part ailleurs. 20.30 Cinéma: Pleis sud si Film franco-espagnol de Luc

Bérand (1980). Avec Patrick Dewaere, Clio Goldsmith,
Jeanne Morean, Guy Marchand. 22.00 Flash d'informations.
22.05 Chéma: Mission mu Film anglais de Roland Joffé
(1986). Avec Robert De Niro, Jeremy Irons, Ray McAnally
(v.o.). 8.05 Série: Palace. 1.20 Chéma: le Principe de
Farche de Noé m Film allemand de Roland Emmerich
(1983). Avec Richy Müller, Franz Buchrieser, Aviva Joël.

14.45 Série : Bouanza. 15.45 Série : Capitaine Furillo. De 16.50 à 18.30 Dessius animés. 16.50 Karine, l'aventure du Nouveau Monde. 17.15 Ent magique. 17.40 Les défenseurs de la Terre. 18.05 Jeanne et Serge. 18.30 Bouvard et compagnie. 18.50 Journal images. 19.00 Série : Deux files à Miseni. 20.00 Journal. 28.30 Télétilon : 1.74vbride informal. Mianal. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm: L'hybride infernal. 21.55 Magazine: Ciné Cine. 22.95 Série: Le voyagear. 22.30 Cinéma: Felicity II Film australien de John D. Lamond (1979). Avec Glory Amen, Christopher Milne. 0.90 Journal de minait. 0.95 Capitaine Furillo. (rediff.). 1.10 Madame, étes-vous libre? (rediff.). 1.35 La demoisselle d'Avignon (rediff.). 2.05 Bouvard et compagnie (rediff.). 2.25 Tendresse et passion (rediff.). 2.55 Magazine: Ciné Cinq (rediff.). 3.05 Journal de la unit. 3.10 Vive la vie.! (rediff.). 3.40 Feuilleton: Doubnique. 4.05 Votsia, voisine (rediff.). 5.30 Bouvard et compagnie (rediff.). 5.45 Musique: Aria de rêve.

IM 6

14.10 Musique: Boulerard des clips. 16.05 Jen: Quizz
caeur. 16.50 Hit, hit, hit, hourrn! 17.05 Série: Les espions.
18.05 Série: Le Saigt. 19.00 Série: Les routes du paradis.
19.54 Six misures d'informations. 20.00 Série: Cosby show.
20.35 Chaéma: Deux enfoirés à Saint-Tropez D'Flim francais de Max Pécas (1985). Avec Jean-Michel Noiret, Philippe Caroit, Caroline Tresca. 22.05 Série: L'hounne de fer.
22.55 Six misures d'informations. 23.05 Magazine: Oudes
de choc (rediff.). 0.00 Musique: Boulevard des clips.
2.00 Anne, jour après jour. 2.25 Magazine: Destination
santé (rediff.). 3.15 Documentaire: S'Il te plaît, montremoi nos histoires. 3.40 Magazine: Oudes de choc (rediff.).
4.30 Documentaire: S'Il te plaît, montre-moi nos histoires.
4.55 Anne, jour après jour (rediff.). 5.20 Poly en Tunisie.
5.45 Munique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE 20.30 Les trétemex de la Révolution. Les derniers feux des Girondins. 21.30 Profils perdus. Boris Souvarine. 22.40 Nuits magnétiques. Les délices des mathématiques. 3. Analyses harmeniques. 8.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique: Coda. Verres cassés, voix brisées.

FRANCE-MUSIQUE

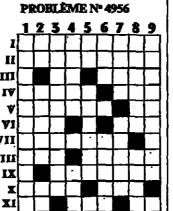
28.36 Comeart (en direct de l'église Saint-Germain-des-Prés): Salomon, oratorio de Haendel, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Léopold Hager; sol.: Nancy Argenta, James Bowman, Valerie Masterson, Sonia Nigoghossian, John Mark Ainsley, Harry Dworchak, Martyn Hill. 23.07 Cimb de la massique contemporatine. L'ensemble Contrechamps. 6.36 Necturae correspondance. I. Le grand départ de 1778 vers Paris. Lettres de Mozart lues par André Dussolier et œuvres du musicien.

Audience TV du 7 mars 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN) Audience instantanée, France entière - 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT MEGARDÉ LA TV (an %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	Me
		Senta-Barbera	Actual, région.	Actuel. région.	Top 50	2 Rics à Mismi	Routes parad
19 h 22	49.4	21.1	8.8	9,7	4.3	3.0	2,4
		Rose fortune	Loft Story	19-20 lafe	Nulle pert	2 Pics à Mani	Routes peredi
19 h 45	57.1	33.0	7.3	6.7	4.1	4.3	2,2
		Jagrad	Journal	La classe	Nulle part	.journal	Coeby show
20 h 18	67.8	29.3	14.5	11.1	2.2	5.8	5,1
		L'Evedé	L'Addition	A 23 pes_	Tuer my femme	Si me quede	Delirisca
20 h 55	72.8	27.0	20.0	11.1	0.9	12-8	3,5
		L'Evadé	L'Addition	A 23 pes	Le Déclin	Si the guestie	Homme de fe
22 h 8	68.1	26.9	20.2	10.5	0.5	10.5	1.3
		Cel mos mardi l	Débes	Demine saimés	Le Décin	10 millions or	Honome de far
22 h 44	40.3	15.4	10.4	9. 1	1.1	2.4	2.0

Informations « services »

MOTS CROISÉS



L Peut être garai de boulettes. II. N'est évidemment pas d'accord quand on dit que s'asseoir, ça ne coûte pas plus cher. — III. Démonstratif. Autrefois était incroyable. — IV. Pour celni qui voulait mettre quelque chose sur ses tablettes. Orchidacée de Colombia. — V. Peuvent être rangées avec les cruches. Pour lier. - VI. Ordre de départ. Qualifié de vivant quand îl n'est pas académique. - VII. N'a évidemacademique. — VII. N'a evidemment pas à se presser quand il n'y a pas le feu. — VIII. Est parfois sous le bonnet. Un pays entre la Charentonne et l'Iton. — IX. Courent en Amérique. — X. Fixa un œil. A parfois le cœur sec. — XI. Appris. Court toujours. Participe.

VERTICALEMENT

1. Se divisent pour multiplier. 2. Interjection. Une vieille toupie.
Qui a donc tout quitté. - 3. Sans
rien dire. - 4. Ville de Belgique. mort fut en quelque sorte une réu-nion de famille. - 6. Situés. Nom de roi. - 7. A l'étranger. Fut la capitale du Carnatic. - 8. Agir d'une façon dégradante. Peut s'élever quand il y a la peste. - 9. Comme les oreilles, quand il y a un matraquage.

Solution du problème nº 4955 Horizontalement

Béquilles. - II. Abus. Iule.

III. Rée. Ema. - IV. Inter. ENA. - V. Liesse. Ci. - VI. Leu. Esses. -VIL Erre. Tome. - VIII. Sternes. -IX. Ana. - X. Titi. Date. - XI. Eta.

Verticalement

1. Barillet. Te. - 2. Ebénier. Rit. 3. Quêteurs. Ta. - 4. Us. Es. Etai. - 5. Erse. En. - 6. Lit. Estrade. - 7. Lune. Son. As. -8. Elancements. - 9. Sc. Aisés. Eu. GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 8 mars 1989 : DES DÉCRETS

• Nº 89-144 du 20 février 1989

créant le Parc national de la Guadeloupe. ● Nº 89-146 du 6 mars 1989 relatif à la perception en 1989 d'une taxe parafiscale sur les pâtes,

UNE LISTE • Des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

papiers, cartons et celluloses.

EN BREF

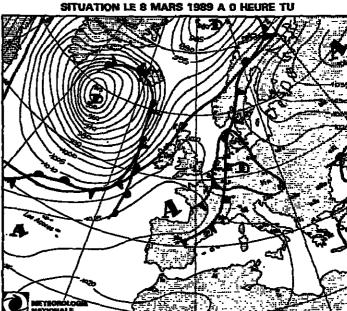
● Colloque sur « Demain l'Europe 1992 ». - L'association Alerte aux réalités internationales organise, le samedi 18 mars, un colloque sur le thème « Comment se présentant chez quatre de nos partenaires et concurrents - RFA, Grande-Bretagne, Espagne, Italia les systèmes d'éducation supérieure et de formation, les fiscalités directes et indirectes, les prélèvements et convertures sociales ». Mre Christiane Scrivener, commissaire européen, ancien ministre, tirera les conclusions du débat en examinant « Quelles sont les difficultés à résoudre avant 1992 ». Le colloque aura lieu de 9 heures à 13 heures à l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers, 155, boulevard de l'Hôpital,

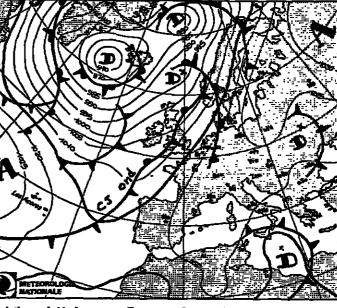
★ Informations suprès de Miss San-tucci (46-85-91-29) on à Alerte, 47, rue da Borrégo, 75020 Paris.

● Colloque sur la sexualité. -L'Association inter-hospitalouniversitaire de sexologia (AlHUS) organise, du 17 au 19 mars, à Paris (Faculté de médecine, rue des Saints-Pères) un séminaire sur le thème : « Sexualité, mythes et culture ». Organisée en collaboration avec les facultés de médecine de Genève, Lyon, Marseille, Paris et Toulouse, cette rencontre donnera lieu notamment à plusieurs tables rondes : « Pour une ethnosexologie ? », «Sexualité, praticions et imaginaire», « Masculin-férninin », etc.

* Renseignements : secrétariat du congrès, 6, boulerard de Cremelle, 75015 Paris. Tél. : 45-77-18-63.

MÉTÉOROLOGIE





volution probable du temps en France entre le mercredi 3 mars à 9 heure et le jeudi 9 mars à 24 heures,

Un anticyclone va temporairement se développer sur la France. Les perturba-tions atlantiques seront, de ce fait, déviées vers les îles britanniques et ne feront qu'efficurer les régions du Nord-Ouest où elles donneront des passages

Jendi: nunges sur le Nord et l'Ouest, soleil sur les autres régions.

Sur la Bretagne, la Normandie, le Nord, la Picardie, l'Ile-de-France, le

Centre, les Pays de Loire et le Poitou-Charentes, le temps sera agréable bien que nuageux. Près de la Manche, toute-fois, ces nuages seront plus épais et s'accompagneront, par moments, de petites pluies ou bruines. Le vent souf-flera modérément du sud-ouest.

7 degrés au lever du jour, 10 à 13 degrés

ous one troise to the troise t

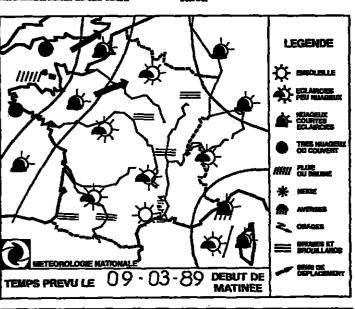
ではられるのでの通信を書いるがのはのではいませい。

A l'anbe, des bancs de brouillards seront présents dans les vallées du Sud-Ouest, du Massif central et du Nord-Est. Il fera frais : 1 à 3 degrés, avec de faibles gelées locales. Mais le soleil dissipera rapidement les formations bre-

des températures. En miliou d'après-midi il fera 13 à 16 degrés dans le Midi, 11 à 13 degrés plus au nord. Sur la Côte d'Azur et la Corse, les éclaireies alterneront avec des passages quelques averses

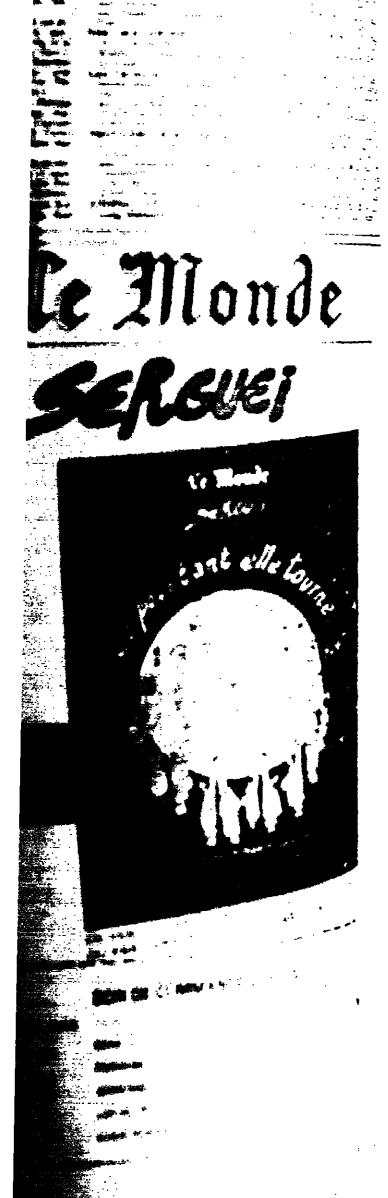
uses et permettra une nette hansse

Mistral et tramontane faibliront en



}		بملم	rs ex	trêm	PREXIT E es relevés et le 8-3	s entre	•				mps le 8-3-			5
	FRANCE TOURS 10 1 D 108 ANGELES 23 12 C													
ATACCED		7	_	C	TOULOUS		16	4	C		JURG	13	0	
MARRITZ		16	ž	Ă	PODNIE	TIRE	29	21	D		********	17	7	P
MORDEALD		14	ã	Ä	ŀé	TRAI	UCF	R			ECZ?	3}	24	D
DOUBGES .		15	2	Ñ	1		20	7	N	MEXICO		22	6	В
1925T		īī	3	Ā	ALGER			í	P	MILAN	*****	16	6	N
CAEN		10	3	D	ATHENES			ž	ć	MONTRE	L	-11	-27	D
CHERROOM		9	4	D	MANGKOK			22	Ň	MOSCOU		. 1	-3	C
CLERWON		17	4	N	BARCHLON			10	P	NAIROM		23	20	D
OCION		16	5	ç	BELGRADE		13	-1	Ď	NEW-YOR		-	-10	Ņ
		1B 10	6 5	P	BERLIN		16	3	Č	0810		8	5	P
LEANGES		10 12	2	N	MANUTE OF THE PARTY OF THE PART		11	4	ř	PALMA-D		18	11	Ţ
LYON		16	è	P	LE CAIRE		20	12	Ď	PEXIN			-5	D
MARSEILLI	MAR	18	10	P	COFENEIAC	RE	10	3	N	KID-DE-M		30	24	D
NANCY		iš	3	Ē	DAKAR		30	17	C	10ME		14	. 3	D
NANTES		iī	ă	Ď	DELET		30	13	D	SINGAPO		30	24	A
NICE		15	8	Č	DEERA		19	8	N	STOCKEO		9	-1	D
PARISMON		12	5	D	GENEVE		15	5	P		nelda peng		20	N
PAB		15	4	P	BONCEON		16	14	D	TOKYO		6	2	
PERMINA	i,	16	10	C	STANBIL		•	5	C	TUNES		17	7	N
REVIES		TO:	1	D	JÉRUSALEI		15	4	D	VARSOVE		6	2	C
STEENE	,	17	5	C	LEBONNE		17	11	D	VENEZE .		15	3	D
STRASBOUR	G	17	6	P,	LONDRES .	******	10	0	D,	TENNE.	*******	14	1	N
Α	В	J	C	;	D	N		0		P	T	7	*	
AVCISE	brun	æ	COULA		cici dégagé	mage mage		OCS	j#	plaic	tempê	te	псід	je j

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : beure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.



Bicentenaire



L'école républicaine fête ses origines

Les festivités du Bicentenaire entrent avec ce mois de mars dans leur dimension - grand public ». An premier rang de celui-ci, les enseinants et leurs élèves. • Lorsque le dernier lampion de la commémoration sera éteint, le vrai critère de notre succès serà une conscience plus forte de l'héritage parmi les jeunes», a estimé M. Jean-Noël leanneuey, président de la mission du Bicentenaire, au cours d'une conférence de presse commune avec M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, réunie en Sorbonne

« Réapprendre les acquis », en mesurer la « fragilité », évaluer « les défis nouveaux que propose l'évolution de la science » au monde moderne, voici quelques-unes des tâches auxquelles l'école de la République peut contribuer. Pour M. Jospin, cette approche doit « toucher l'ensemble de la communauté éducative sans qu'on lui impose une vision officielle de la Révolution francaise ».

L'école gratuite et obligatoire fête donc ses origines (décret du 19 décembre 1793 l'instituant pour tous les enfants de six à huit ans). Dans le pluralisme.

Le soutien aux initiatives locales est le premier « axe » de l'action ministérielle. Plus de deux mille - projets d'action éducative > (PAE) sont encouragés dans les établissements secondaires (19,5 millions de francs de crédits spéciaux), plusieurs centaines à l'école élémentaire (1,5 million) et 2 millions de francs sont attribués à des associa-

Rubrique OSP

64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A 3 T

puis OSP

tions « partenaires ». Les enseignants ont à leur disposition un mportant matériel mis au point par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) ou les centres régionaux et départementaux textes, illustrations, diapositives, films vidéo... Le CNDP diffusera

Le second axe consiste à proposer au monde scolaire deux « temps

d'autre part cinq émissions sur FR 3

• Le 21 mars sera la journée de la Révolution française et des droits de l'homme dans tous les établissements. Un texte de Condorcet sera lu dans les écoles, les collèges et les lycées, qui participeront à la plantation par les communes des carbres de la liberté » (le Monde du 25 février). Un petit livret, édité par la Mission, en explique la symbolique et donne les partitions de quelques chants révolutionnaires (I 10 000 exemplaires). Une affiche de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen a été tirée à 250 000 exemplaires ; un recueil de textes et de documents « du dixhuitième siècle à nos jours » à 450 000 exemplaires (288 pages).

• Le 11 mai, des fonctionnaires des finances sont appelés à faire avec les instituteurs une leçon d'éducation civique sur la « Révolution française et les finances publiques » dans les classes de CM2. Tout n'a-t-il pas, en effet, débuté sur ce thème?

(1) CNDP, 29, rue d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05. Tél.: 46-34-90-00.

VENTES PAR APPARTEMENT & 4 P. PRINC. Au 8- étage - Bât. 27 - Escaller 2 - Escallectment de voiture es sur ADJUDICATION

à VITRY-SUR-SEINE (94) 12, 14, 16 avenue de la Commune-de-Paris
Mise à prix: 70 000 F
S'adr. S.C.P. Gastineau, Malangeau,
Baltelle-Cousseu, avocats associés à Paris
(6'), 2, carrefour de l'Odéon - Tél.: 46-3302-21 - Ts avocats près trib. gde inst. de
Créteil. S/lieux nour visiter, lea 13 et 15 mars 1989 de 14 h 30 à 15 h 30.

3º lot

Vte 1/snis, pal. just. Évry (91) march 14 mars 1989 à 14 h en 1 sent lot MAISON D'HAB, à BOIGNEVILLE (91920) M. à P.: 100 000 F Chemin rural de Nange Coc 1 663 m² S'adr. S.C.P. R. Ellai - J.-M. Grhand - F. Ellai avocata à Évry (91000) 3, r. du Village - Tél.: 60-77-96-10

Vte s/sais. pai. just. Évry (91) mardi 14 mars 1989 à 14 h Parts et portlons UNE MAISON D'HAB. à ONCY-SUR-ÉCOLE (91490) — M. à P. : 188 600 F 20, rae du Maréchal-Leclerc — Cos 5 a 97 ca - Occupés S'adr. S.C.P. R. Efini - J.-M. Grimai - F. Efini avocats à Évry (91000) 3, r. Village - Tél. : 68-77-96-10 Vis. s/pl. vendr. 10 mars de 11 h à 12 h

Vente sur surenchère au palais de justice d'Évry le mardi 21 mars 1989 à 14 h UN IMMEUBLE à usage professionnel SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (Essonne)

12, rue Denis-Papin

Vente au palais de justice de Paris, le hundi 20 mars 1989 à 14 h En dix lots à PARIS 19°, 12, rue Bouret UN STUDIO Libre Mise à prix : 50 000 F

APPARTEMENT an 1= étage Libre Mise à prix : 70 000 F APPARTEMENT **APPARTEMENT**

an 37-étago Loué Mise à prix : 60 000 F Loué - Mise à prix : 70 000 F S' au 10' lot : parking dans la cour Mise à prix : 2 000 F chacum M' Yves Touraille, avocat à Paris, 48, rue de Clichy. Tél. : 48-74-45-85 long, avocat à Paris, 42, rue Ampère. Tél. : 47-66-21-03, M' Patrick M syndic à Paris, 60, bd de Sébastopol.

Cabinet de la S.C.P. Cheralier-Chevaller/Andrier-Baradez, avocats au barreau d'Évry, 108, pl. des Miroirs à Évry — Tél.: 64-97-11-11. Cabinet de la S.C.P. Vestot-Bourgeois - Viala, avocats au barreau d'Évry, 61, rue Saint-Spire à Corbeil-Essonnes — Tél.: 64-96-24-68. Cabinet de la S.C.P. Normand - Chalgne - Normand/Bodard - Pailland, avocats au barreau de Paris, 37, r. Galiée à 75016 Paris. Tél.: 47-20-30-01.

au palais de justice d'Évry (Essenne), rue des Mazières, l mardi 21 mars 1989 à 14 heures :

DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS (LOT N- 1), DÉPENDANT D'UN IMMEUBLE COMMERCIAL SIS A ARPAJON (Essonne)

72, GRANDE-RUE ET RUE HENRI-BARBUSSE SANS NUMÉRO ET 3 EMPLACEMENTS DE PARKING (LOTS 1º 2 - 3 et 4) MISE A PRIX : 1 732 500 F (résultant de la surenchère) m obligatoire pour enchéris. Les anchères un peuvent être portées que par un avocat inscrit au barreau d'Évry (Essonne). (L'avocat du poursnivant ne peut intervenir que pour calui-ci.)

Automobile

Le Salon de Genève

Pleins phares sur Mercedes

de notre envové spécial

Belle réplique à BMW qui à Genève, l'an dernier, avait présenté sa 750 à 12 cylindres, Mercedes pré-sente au même salon un cabriolet SL que les amateurs de très belles voitures ne seront pas prêts d'oublier. Livrable en six et en huit cylindres, multisoupapes, avec tous les perfectionnements que l'indus-

e marché de l'automobile de luxe (le prix d'attaque sera de 400 000 F, pour avoisiner avec le plus gros des moteurs les 600 000 F), les autres premières » apparaissent, ici, bien

Il faut toutefois mentionner une nouvelle Nissan qui ne manque pas de classe, une six cylindres baptisée Maxima et qui ne cache pas son intention d'artaquer les gammes supérieures, Renault 25, Saab et



Le cabriolet SL de Mercedes,

nouveau haut de gamme de la firme allemande atteint sans conteste des

On n'hésite pas ici à évoquer à son propos les roadsters des années 50 qui figurent de nos jours dans les collections. Hard-top, capot à commandes electro-hydranliques, ceintures de sécurité intégrées au siège, système d'amortissement adapté automatiquement à la route et couplé à un correcteur d'assiette, tout est prévu pour que la sécurité aussi bien active que passive soit parfaite.

Un perfectionnisme poussé jusqu'à l'extrême, telle la présence d'un arceau de sécurité mobile qui se déclenche de lui-même en cas de collision et peut, bien sûr, être actionné en poussant sur un bouton. On a calcuié que de lui-même, cet arceau quittait son logement, situé dans le coffre de la capote, pour prendre sa position verticale en...

• Expositions : Citroën et la hine au Musée de l'homme. — Le Musée de l'homme (Palais de Chaillot, place du Trocadéro à Paris) abrite jusqu'au 25 mars une exposition consacrée à la Croisière jaune entreprise par Citroen dans les années 30 et à la récente opération Dragon. Entre autres témoignages sur ces deux aventures automobiles on peut y voir des photographies et notam-

sembler sur un même modèle, ce marques occidentales autres que celles de la RFA.

> Les firmes japonaises sont en Suisse très actives. En 1988, près de 100 000 véhicules ont été vendus sur ce marché (99 333), ce qui permet aux constructeurs nippons de pa à la deuxième place derrière l'Allemagne fédérale comme fournisseur de véhicules dans la Confédération.

La France, pour sa part, a vu ses immatriculations baisser (40 323 voitures en 1988 contre 41 668 en 1987). L'Espagne également, alors que les firmes italiennes comme les marques américaines montaient

L'arrivée que l'on attendait mais qui ne sera que pour le début de l'été et la rentrée – des nouvelles grosses voitures de Citroën (XM) et de Peugeot (605) renversera peut-être cette tendance. Car ici, en se, ce ne sont pas forcément les petites voitures qui font les grandes

CLAUDE LAMOTTE.

ment cinquante clichés choisis parmi qui mena cent quarante jeunes de Hong-Kong à Pékin à bord d'AX Citroën. Paralièlement à cette manifestation, un ouvrage intitulé Opération Dragon, un raid en Chine, de Michelle Boivin et Bernard Asset vient d'être publié par les éditions

Dans « le Monde de l'éducation » de mars

• La nouvelle ieunesse des écoles normales supérieures

• Le palmarès

des classes préparatoires

A quoi sert Normale sup? A nées de trois promotions former des superprofs, des chercheurs ou de futurs énarques? La crise de recrutement dans l'enseignement supérieur et la concurrence acharnée des grandes écoles d'ingénieurs et commerciales ont mené la vie dure aux quatre écoles normales res ces quinze demières années. Mais les vieilles dames relèvent la tête. Après une lontabilité, elles sortent de l'oubli et prennent un coup de jeune. La petite demière, installée à Lyon depuis septembre 1987, est un peu la symbole de cette évolution : provinciale, moderne et résolument tournée vers la recherche et l'industrie car c'est un autre signe qui ne trompe pas : māme si l'enseignemen supérieur et la recherche restent ieurs débouchés ∢ naturels », les ENS s'ouvrent, de facon modeste encore, mais symbolique, sur l'entreprise.

Le Monde de l'éducation fait le point sur ces temples de l'élite : les normaliens sont-ils des priviligiés, vivent-ils une crise de la vocation enseignante, comment s'effectue leur scolarité ? Pour la première fois, les destid'anciens élèves d'Ulm et de Seint-Cloud sont passées au crible. Et voilà que l'Ecole polytechnique se voit menacée par la Rue d'Ulm. Les comportements des lauréats des concours montrent de quelle manière : quand ils sont recus aux deux concours, les supertaupins des classes préparatoires scientifiques sont plus nombreux à choisir l'X. Mais Normale sup séduit les meilleurs! Un signe supplémentaire qu'elle retrouve sa bonne santé. Aussi au sommaire du Monde

préparatoires ». Voici venue l'époque où les élèves de terminale et leurs familles s'interrogent sur les partis à prendre après le bac : le Monde de l'Education explique ce que sont les prépas, comment poser efficacement sa candaditature, et publie les résultats des classes aux concours scientifiques, littéraires et commerciaux. Et « Le défi de Lionel Jospin », ou ce qu'il feut savoir pour comprendre l'imbroglio dans lequel se trouvent enfermés le ministre de l'éduca-

€ Le palmarès 1988 des classes

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements: 45-55-91-82. - Poste 4138

Le Carnet du Monde

Décès

M= Béatrice Berriet-Dormi

M. et M= Gérard Dubreuil. M. et M= Ronny Hansson

M= Margaerite AUBIN-DORMION. avocat honoraire au barreau de Paris,

Les obsèques auront lies le jeudi mars, à 10 heures, en l'église de Ven-

survenu à Aix-en-Provence, le 6 mars, à

- Geneviève Bon, son épouse, Ses enfants,

survenu le 7 mars 1989.

Et toute sa famille ont la tristesse de faire part du décès d

Marcel BOU.

Une cérémonie religiense a en lieu en l'église Saint-Sulpice de Noisy-le-Grand, le mercredi 8 mars.

 M. et M= Jean Cambourakis, es parents, Catherine Cambourakis.

sa sœur, Philippe Cambourakis, son frère,

ont la douleur de faire part du décès (

Jean-Michel CAMBOURAKIS.

survenu accidentellement dans sa ite-quatrième année, le 4 mars 1989.

Le service religieux sera célébré jeudi 9 mars, à 10 h 30, en l'église orthodoxe

grecque Saint-Stéphane, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16°, où l'on se réunira.

sur-Marne (Val-de-Marne), dans le

- Les membres du coaseil d'admi nistration de l'hôpital Saint-Joseph, Le directeur général, La communauté des Filles de la cha-

Le corres médical Et le personnel de l'hôpital Saintont le regret de faire part du décès de

> ML Roger JOSEPHL administrateur de l'hôpital Saint-Joseph, directeur général honoraire, de l'hôpital Saint-Joseph, svalier de la Légion d'honnet

officier de l'ordre national du Mérite 10 mars 1989, à 10 h 30, à la grande cha-pelle de l'hôpital Saint-Joseph, 165, rue

Raymond-Losserand, Paris-14. Ni fleurs ni couronnes. Des messes et des prières peuvent être dites à son

L'Amicale des personnels du lycée

et du collège Carnot, Paris-17°, Les parents, Et les élèves, ont la tristesse de faire part du décès de.

M. Pierre LACOUR, principal adjoint de 1974 à 1988, officier des Palmes académiques.

Les obsèques auront lieu le jeudi 9 mars 1989, à 14 heures, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, place du Docteur-Félix-Lobligeois, Paris-17.

- M. et M= Jean-Marie Mayeur,
M. et M= Claude Carpano,
M. Jean-Charles Paoli,

Elisabeth, Catherine et Pierre Mayeur,
Béatrice et Dave Fike Carpano,
Emmanuel, Rémi et Nicolas

Carpano, ses petits-enfants, Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M= Germaine PAOLL née Capdevielle, chevalier de l'ordre national du Mérite,

surveno le 4 mars 1989, dans se quatr

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 mars, à 14 h 15, en l'église de Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône).

Ils rappellent à votre souvenir la némoire de l'intendant général Alex PAOLL

son époux, décédé le 22 janvier 1967. 189, avenue du Maine, 75014 Paris. Les Vignes de la Crête, . Thyez 74300 Cluses.

- Nous apprenous le décès de

Yves-Paul VINCENT,

Twes-Paul Vincent était rédacteur en chef à l'Institut netional de l'audiquiauel, Né le 22 janvier 1948 à Coblence, Yves Gérard, plus contru sous le pseudonyme d'Yves-Paul Vincent, était diplômé du CFJ et a fait toute sa carrière dans l'audiovisuel. Grand reporter su service de la politique étampère de France-Inter depuis 1972, à démissionne en 1980 pour des reisons déontologiques. Engagé par le SOFIRAD pour le lencament d'Africa-I, la assure successivement la rédaction en chef puis le direction des programmes de la radio. Il assure successivement la rédaction en chef puis le direction des programmes de la radio. Il rejoint l'INA en 1884, où il plioteit us certain

Remerciements

M. et Mⁿ Yacine,
très touchés par les nombreuses marques de sympathic reçues lors du décès
de

Monland MAMMERL

et dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous, prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance

Anniversaires

- Florence GUIGUI nous a quittés le 16 mars 1986, au seuil

Pensez à elle !

Une prière sera dite à sa mémoire le dimanche 12 mars. Rendez-vous 2 la porte principale du cimetière perisien de Bagneux, le dimanche 12 mars, 2

Elle était notre bonheur.

Une pensée est également demandée pour sa grand-mère, décédée le 6 mars 1988, et pour son père, disparu le 16 mai

Communications diverses

– Loge J. Th. Désaguliers № 1. Rite Français Traditionnel. JEUDI 16 MARS, 19 h 30. Réception d'un candidat au pre-mier grade. Sur invitation: L.N.F. B.P. 81 75160 PARIS CEDEX 04. Envoi de la Charte de la Maçonnerie Tradition-nelle Libre, sur demande.

Soutenances de thèses

- Université Paris-L, le mercredi 8 mars à 14 h 30, saile 318, Inst. d'arts plastiques, 162, rue Saint-Charles, M. Nasser Vahide-Rakhshani : a soutenu «L'art graphique et les luttes sociales en Iran d'aujourd'hui (de 1979 à nos jours) >.

- Université Paris-I, le vendredi 10 mars à 14 heures, salle 308, entrée : 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, escalier L. Sorbonne, M. Jean-Claude Caron: « La jeunesse des écoles à Paris (1815-1848). Etude statistique, sociale et politique ».

- Université Paris-I (Panthéor Sorbonne), le samedi 11 mars à 14 heures, salle Louis-Liard, Sorbonne, M. Richard Sinding: «Essai sur le

concept de crise ». Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mercredi 15 mars à 14 heures, salle O.-Greard, 46, rue Saint-Jacques, escalier A. M. João Ricardo Carneiro Moderno : « Art et contradiction. Histoire critique de la

philósophie de l'art ». - Université Paris-II, le jeudi 16 mars à 9 heures, salle des conseils. M™ Antoinette Asmorth : « L'école, l'Etat et la société civile en France depuis le XVIⁿ siècle ».

 Université Paris-X (Nanterre), le vendredi 17 mars à 14 heures, salle C 24, M. Michel Blay : « Mathématisation et conceptualisation de la science du mouvement au tournant des XVII^e et XVIII^e siècles ».

- Université Paris-Sorbonne (Paris-IV), le samedi 18 mars à 14 heures, amphithéaire Descartes, 17, rue de la Sorbonne, M. Benoît Gain : « Recherches sur une collection théologique traduite du grec (Florence, Laurentianus San Marco 584). Lettres de Basile de Césarée : édition critique du texte latin ».

- Université Paris-III, le landi 20 mars à 13 h 30, saile Bourjac, 17, rue de la Sorboane, Mª Ida Tomas : « Mac Orian au carrefour des arts ».

- Université Paris-Sorbonne (Paris-— Université Paris-Soronine (Paris-IV), le mardi 21 mars à 14 h 30, saile 405, esc. G. 3º étage, M™ Ouarab, née Hansen Lisbet Bech: « Contraintes sémantiques sur la relation anaphore-amécédent en anglais contemporain ».

- Université Paris-Sorbonne (Paris-1), le jendi 23 mars à 14 heures, salle 308, entrée, I, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. M= Alexandra Zervou-Mouriki: « Art et nature dans l'esthétique phénoménologique française ».

- Université Paris-I, le vendredi - Université l'alle 308, entrée, 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumss, escalier L. (Sorbonne). M= Yvette Goudouneix : « Détérionation et conservation des Opus sectile du littoral adriatique nord italien ».

- Université Paris-I, le vendredi 31 mars à 14 h 30, saile 107, 9, rue Mal-ber, Mas Emmanuelle Moreno : « L'enseignement du second degré dans la région de Sens au XX° siècle. Scolari-

CARNET DU MONDE ts ; 42-47-95-03 Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques83 F Abounés et actionnaires .. 73 F wicat diverses ... 86 F

EXPOSITION INTERNATIONALE De 10 heures à 19 heures . VENTE - ÉCHANGE

18 et 19 MARS

MINERAUX

FOSSILES PIERRES PRÉCIEUSES - BLJOUX

HOTEL PARIS-HILTON (au pied de la Tour Effel) 18, avenue de Suffren, PARIS (15º) experts-con

Jne cascade

one of the same of

dec 1 - at 1

tana kanan dari dari kanan dari k

Marine Walter Committee Co

[حكذا من الأصل

L'expertise comptable manque de bras. C'est pourtant une profession intéressante, en pleine évolution - et particulièrement lucrative... comme le montre une étude réalisée par Campus et le Conseil de l'ordre.

E diplôme d'expertise comptable n'a pas in cont distribute jeunes. Les lycéens l'ignorent. Il rebute les étudiants. Et pourtant, il offre d'agréables perspectives. Avant tout, une assurance anti-chômage. Neuf mille experts-comptables exercent actuellement à titre libéral, auxquels s'ajoutent environ cinq mille cadres salariés en entreprises. « Nos cabinets ont chaque année davantage besoin de diplômés, souligne François Fournet, cinquante-trois ans, président du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés. Nous serons sans doute vingt mille • libéraux • en l'an 2000. » Selon une enquête réalisée auprès des promotions 1985, 1986 et 1987 pour l'ordre et le Monde Campus (1), 95% des diplômés ont trouvé leur premier emploi en moins de trois mois.

« La formation est trop longue », disent une majorité d'étudiants. La durée théorique de sept ans fait sourire, mais la réalité tourne plutôt autour de dix ans. Un véritable « parcours du combattant », disent les intéressés, qui ont à affronter une succession de diplômes-couperets. Et on met facilement un à deux ans pour réaliser le mémoire final.

S'ajoute à cela une image peu flatteuse du métier. Un sondage auprès d'étudiants (2) montre qu'ils associent la « profession comptable libérale » avec la rémunération ». la « responsabilité » et les « débouchés ». Mais non avec le « dynamisme » et le - goût du risque ». C'est, selon eux, une profession qui ne laisse aucune place aux loisirs. Les étudiants interrogés voient l'expertles traits d'un homme influent (une éminence grise qui conseille sans agir), traditionnel, routinier, spécialiste (enfermé sur les métiers de la comptabilité), vieux et passif.

En attendant que les efforts de relations publiques de l'ordre rendent le métier plus attrayant auprès des jeunes, la profession n'hésite pas à afficher des prix... alléchants. Le diplôme d'expertise comptable a la réputation de se vendre cher. Le revenu amuel net moyen des diplômés 1985, 1986 et 1987 est de 312 000 F, selon l'enquête Monde Campus, avec un maximum à 800 000 F. Mais la moitié d'entre eux ont commencé leur carrière avant d'avoir terminé les dernières épreuves du dinlôme : l'âge médian est de trente-quatre ans (3).

Toutes promotions confondues,

une grande partie des diplômés disposeraient d'un revenu compris entre 400 000 F et 600 000 F par an. Mais on démarre naturellement beaucoup plus bas. Selon François Fournet, les stagiaires penvent espérer 100 000 F à 130 000 F la première année, 130 000 F à 195 000 F la deuxième, et 195 000 F à 235 000 F la troisième, pour des cabinets parisiens. En province, un stagiaire peut commencer entre 70 000 F et 85 000 F la première année. Un jeune diplômé ne se situe pas en dessous de 300 000 F, confie-t-on à la Fiduciaire de France, le plus gros cabinet avec quatre mille deux cents salariés, dont quatre cent vingtcinq diplômés. Selon François Fournet, entre trente-cinq et quarante ans, un associé dans un cabinet de 100 à 150 salariés gagne entre 600 000 F et 700 000 F par an. Lorsque l'on atteint les sommets de la hiérarchie des cabinets - ce qui reste naturellement exceptionnel, - les revenus atteignent 1 000 000 F à 1 500 000 F. une centaine de diplômés dépassent le million de francs annuels, estime un spécialiste.

Naturellement, peu d'experts-

henres par semaine. Un expertcomptable consacre au moins 50 à 60 henres par semaine à l'exercice de sa profession. « Nous sommes absorbés par notre activité, comme tous les métiers en contact avec la clientèle. Nous sommes à son service », observe Martial Thévenot, spécialiste de l'image de la profession auprès des jeunes, expert-comptable à la Fiduciaire de France. Chaque

Un métier

de contact

membre d'un cabinet est respon-

sable de plus d'une centaine de dossiers clients.

Contrairement à l'image que les jeunes ont d'elle, l'expertise comptable est un métier de contact. Et cela devrait aller en s'amplifiant. « Les missions de conseil et d'assistance aux PME vont se développer », prévoit Martial Thévenot. Notamment le conseil en gestion, en stratégie, ou en organisation (en particulier l'équipement informatique). En revanche, l'audit, ou la révision comptable, qui consiste à juger de la régularité et de la sincérité des comptes, est un marché dont la ance serait en bout de

course.

rentable. Mieux vaut se diriger vite vers la consolidation des comptes annuels des groupes, un produit à plus forte valeur ajoutée ». D'ailleurs, la formation à l'expertise comptable prépare à un horizon beaucoup plus large: sur 2 430 heures de cours, seules 19 % sont réservées à la comptabilité (28 % au droit, 23 % à la gestion, 14 % aux mathématiques, statistiques et informatique, 9 % à l'économie, et 7 % aux langues). Pourtant, sur l'ensemble de la profession, deux tiers des recettes proviennent encore de la tenue de comptabilité, et 14 % seulement d'activité de conseil. Mais tout dépend de la taille du cabinet. A la Fiduciaire de France, la tenue de comptabilité ne représente que 5 % du chiffre d'affaires.

Où s'exerceront ces métiers? Dans des unités de plus en plus grosses. Intérêt pour les jeunes : c'est là que la part du budget formation dans le chiffre d'affaires est la plus confortable. « Les cabinets ont tendance à se regrouper », explique François Fournet. Et les plus grands cherchent à accéder à des réseaux internationaux. Mais ce phénomène est loin de toucher toute la profession: Deux tiers des diplômés inter-La tenue de comptabilité est rogés par le Monde Campus se toujours considérée comme le pro- trouvent dans des cabinets de duit « vache à lait » de la profes- moins de vingt salariés. C'est le comptables travaillent trente-neuf sion, mais il est de moins en moins reflet de la réalité : 92 % des cabi-

nets ont moins de 20 salariés et l'ordre. Leur rémunération réalisent 59 % du chiffre d'affaires de la profession. Seules quarante sociétés d'expertise comptable en ont plus de cent chacune. Certains tentent l'aventure de la création de cabinet, ou du rachat de clientele. Une voic jugée • un peu dépassée • par François Fournet à l'heure où les gros mangent les petits. Mieux vaut intégrer directement un cabi-

Des postes

dans les entreprises Si l'exercice libéral rebute, des

perspectives alléchantes existent vers des postes de cadres salariés en entreprises. Selon un pointage réalisé par l'ordre sur les diplômés des années 1982 à 1987, 40 % d'entre eux préfèrent accéder aux postes de commandes d'une société. Le diplôme d'expertise comptable y est en effet très coté. Nombre de mémorialistes (ceux qui préparent leur mémoire) s'orientent vers l'entreprise avant d'avoir obtenu le diplôme. On peut accéder, par exemple, aux postes de chef comptable, responsable de la consolidation, auditeur interne, contrôleur de gestion, directeur comptable, directeur financier, directeur administratif et financier, secrétaire général, voire directeur général ou PDG. Mais la concurrence est rude avec les jeunes issus du haut enseignement commercial ou des écoles d'ingénieurs.

«Une grande majorité des entreprises de plus de cinq cents salariés ont un expert-comptable diplômé à un poste de responsabilité ., remarque Edouard Jagodnik, président de la commission formation professionnelle à

moyenne est de 500 000 F par an. selon l'enquête 1988 de l'Union des diplômés experts-comptables (salariés). Les entreprises vont chercher une partie de leurs futurs dirigeants dans les cabinets libéraux.

Les directeurs des comptabilités du Printemps, de Thomson, et d'Electronique Serge Dassault, le directeur financier et comptable du groupe Monoprix, le directeur des services comptables et du budget d'Air liquide, les directeurs du contrôle général de la Shell-France et d'Essilor international, le directeur des affaires administratives, comptables et immobilières d'Air Inter, et les directeurs généraux de Conforama, d'Euromarché, de K-Way-France et de la Socpresse (groupe Hersant) ont un point commun: ils sont tous titulaires du diplôme d'expertise comptable.

FRANÇOIS KOCH.

(1) Exploitation de 433 question-

naires reçus (sur 1 850 envoyés). (2) Sondage « Image de marque des métiers de l'expertise comptable sur les campus parisiens , réalisé en 1987 auprès de 1 200 élèves d'HEC, de l'ESSEC, de l'ESCP, de l'IEP, de l'uniine et d'étudiants en MSTCF (maîtrise de sciences et techniques comptables et financières) par des junior entreprises pour la Fondation des sciences et études comptables.

(3) Parmi les réponses au questionnaire le Monde Campus, 98 % ont été rédigées par des diplômés «régime 1973». Le «régime 1981» devrait donper dans les toutes prochaines années des diplômés plus jeunes. Les étudiants en «régime 1973», qui ont préféré en regame 1973, qui out pretere entrer dans la vie active avant l'obten-tion du diplôme, se dépêchent d'en finir : la période transitoire entre les deux régimes se termine en 1992.

(Suite de ce dossier page 28.)

Une cascade de diplômes

O N distingue deux étapes principales pour obtenir le diplôme d'expertise comptable : la préparation du diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF), puis le stage.

1. LA PRÉPARATION DU DESCF

Après le baccalauréat, les étudiants peuvent emprunter trois routes : la filière extrauniversitaire (dite « classique »); le cursus universitaire spécifique; ou d'autres voies.

 LA VOIE EXTRA-UNIVERSITAIRE Il s'agit de préparer les trois diplômes comptables supérieurs (16 épreuves au total), dans un délai théorique de quatre ans.

- Le diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF), comportant cinq épreuves : introduction au droit de l'entreprise ; économie ; méthodes quantitatives ; comptabilité ; expression et communi-

 Le diplôme d'études comptables et financières (DECF), comportant sept épreuves : droit des sociétés et droit fiscal ; relations juridiques de crédit, de travail et de contentieux ; organisation et gestion de l'entreprise : gestion financière ; mathématiques appliquées et informatique ; comptabilité approfondie ; contrôle de gestion.

- Le diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF), comportant deux épreuves écrites (droit et comptabilité ; économie et comptabilité), portant sur l'ensemble du programme vu précédemment, et deux épreuves orales (grand oral ; soutenance d'un compte rendu de stage d'initiation). La préparation de ces diplômes est possible dans certains lycées, dans des établissements d'enseignement privé, ou à l'INTEC (Institut national des techniques économiques et comptables du CNAM).

• LE CURSUS UNIVERSITAIRE SPÉCIFIQUE

 La maîtrisa de sciences et techniques comptables et financières (MSTCF), que l'on peut préparer dans vingt-cinq universités, dispense de 14 épreuves sur les 16 que totalisent les DPECF, DECF et DESCF. Le DUT

tions, option finances-comptabilité, et le BTS comptabilité-gestion dispensent de la moitié des épreuves.

AUTRES FILIÈRES

- Soixante-seize diplômes permettent d'obtenir des équivalences parmi les 16 épreuves des DPECF, DECF et DESCF. Par exemple : un DEUG en droit ou en sciences économiques (2 dispenses) ; diplôme de statisticien économiste de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (6) : Sciences Po Paris section écofi, BP ou BTS comptable (7); diplôme ESSEC, HEC, Sup de co Lyon ou Paris (8); diplôme des ESCAE (10): Sup de co Lyon section finances comptabilité (11); agrégation du second degré des techniques économiques et de gestion (16).

2. LE STAGE ET LE DIPLOMÉ D'EXPER-TISE COMPTABLE.

Muni du DESCF. l'étudiant entre en stage (salarié) d'expertise comptable pour trois ans (dont au moins deux chez un membre de l'ordre des experts-comptables). A l'issue de ca stage, le candidat se présente à trois épreuves finales : révision légale et contractuelle des comptes ; entretien avec le jury ;

rédaction et soutenance du mémoire. Le jeune diplômé peut :

- exercer la profession libérale d'expertcomptable (après inscription au tableau de

- accéder aux fonctions de commissaire

aux comptes (après inscription auprès de la

Compagnie des commissaires aux comptes); - rechercher un emploi de cadre salarié en entreprise (responsabilités comptables, financières, administratives ou de gestion).

★ Voir le nº 397/398 Finances et comptabilité. collection « Avenira », 55 F, ONISEP, 75635 Paris Cedex 13.

Des réformes souhaitables

«La perspective trop lointaine du diplôme rebute les jeunes, reconnaît François Fournet. président du Conseil supérieur de l'ordre des experts comptables et comptables agréés. Je souhaite qu'une réforme permette de l'obtenir dès la fin des études théoriques (à bac + 4), le droit d'exercer étant acquis après seulement deux ans de stage. »

Un aménagement a été récemment demandé — en vain : la possibilité de donne l'équivalence du DPECF (diplôme préparatoire aux études comptables et financières) à tout diplôme de niveau bac + 4. Cette miniréforme, qui devrait être à nouveeu proposée l'automne prochain, permettrait d'élargir la diversité du recrutement, comme le souhaite la profession. Actuellement, un tiers des experts-comptables sont issus de la filière dite classique (dont la promotion professionnelle), un autre de la formation universitaire, le troisième du haut enseignement commercial. Il n'y aurait pas assez de passerelles pour attirer les élèves des écoles d'ingé-

La profession souhaite également une évolution du contenu de la formation. « Certaines matières se périment trop vite, souligne Jean-Emmanuel Combes, Il faudrait alléger. une partie des programmes en fiscalité et en droit. » Dans certaines matières, en revanche, le programme est notoirement insuffisant : la communication orale et écrite, les langues étrangères, la comptabilité internationale et le droit international, l'informatique.

« Il faudrait effectuer davantage de comparaisons internationales, ne pas faire de la culture en yase clos, insiste M. Combes. L'enseignement est également trop statique : il manque des matières historiques pour pou-

Ecole Supérieure de Commerce de Lyon

Diplômés du 2° cycle

(maîtrise, diplôme d'ingénieur, IEP, licence ou équivalent), vous pouvez, sur concours. être admis à l'ESC Lyon **en 2º année.**

- Date limite de dépôt de dossier: 16 mai 1989. Epreuves écrites : 17 juin 1989.
- Epreuves orales: 1, 4 et 5 septembre 1989.

Conditions spéciales pour les sportifs de haut niveau.

Information et dossier de candidature auprès de : Pascale VERCRUYSSEN/Service Admissions de l'ESC Lyon 69132 ECULLY CEDEX



.

The condition of the state of t

Fier d'être expert

N parcours rectiligne, ai sim U ple qu'il n'y a rien à en dire. C'est ainsi que Xavier Hourcade voit trop modestement sa brillante carrière. A trente-eix ans il est directeur général de Conforame.

Son père, pharmacien de Biarritz monté à Paris, souhaitait que son fils soit médecin. Qu'il exerce, en tout cas, une profession libérale. Va pour l'expertise comptable. Après une maîtrise de gestion et un doctorat de finances à l'université Paris-Dauphine, à vingtquatre ans, il entre en stage au cabinet Befec, un des grands de la place de Paris. Comme c'est souvent le cas. il commence par les photocopies, les pointages, en banque... puis, petit à petit, il prend des responsabilités et gère de gros dossiers.

« Je ne pouvais pas faire ca toute ma vie. C'est trop frustrant de faire des audits et d'en voulais mettre en œuvre, et pas seulement conseiller. » C'est en répondant a une petite annonce parue dans le Monde, qu'il est appelé, en 1983, à émigrer dans « le pays où la vie est *moins chère ».* comme directeur financier. Pour lui, aucune hésitation. Il trouve exaltant groupe de la grande distribution qui pèse 6 milliards de francs de chiffre d'affaires. Il se sent fier d'être expert-comptable, et reconnaît qu'il doit une bonne partie de sa compétence actuelle aux six années passées

dans un cabinet libéral. Préférent rester discret sur son salaire — sans doute plus proche du million de francs annuel que de la movenne de 600 000 F, - il avoue ne travailler « que » 200 à 220 heures par mois. Sans doute pour réserver un peu de son temps à ses enfants (qui seront bientôt quatre).

> LE RACHAT D'UNE CLIENTÈLE

F. K.

Aider

les boulangers DIPLOMÉ à trente-quatre ans, Philippe Claris (qua-rente ans) aurait souhaité intégrer le cabinet où il a terminé son stage. Sans succès. Il a finalement racheté une cliantàla de tenue de comptabilité pour 1 million de francs. Grâce à un crédit-vendeur sur 90 % de la somme, avec des taux d'intérêt très avantageux de l'ordre de 3 à 4 %, il a pu démarrer sans trop de difficultés. Des cabinets à 1 million de francs sont rares : il est plus facile d'en trouver à 2

Lors d'un rachat de cabinet, il faut négocier un protocole de présentation de clientèle comprenant touiours une clause de sauvegarde (ou d'évasion). Dans le cas présent, elle prévoyait les conditions dans lesquelles, pendant une durée de deux ans, les pertes (ou fuites) de clientèle seraient à la charge du vendeur.

La clientèle est en effet une marchandise très particulière, puisque sa valeur est attachée i une relation personnelle avec le praticien. D'où les difficultés de Philippe Claris et de son associé, qui voulaient, naturellement, faire évoluer la qualité des produits offerts par leurs prédécesseurs, partis à la retraite. « Nous n'étions pas habitués à travailler pour des boulangeries, des garagistes, des restaurateurs, ou des PME, compte tenu de notre expérience en stage où nous gérions les dossiers de sociétés beau-coup plus grosses. > En cinq années leur chiffre d'affaires a progresse de 1 à 3 millions de francs. Au fur et à mesure que leur endettement diminuait, ils ont pu augmenter ieurs salaires. De 195 000 F à 286 000 F par an, pour une durée de travail de 200 à 240 heures par mois.

La diversité des contacts evec ses clients est ce qui plaît le plus à Philippe Claris. « Nous sommes leurs conseillers. Nous motivons les petits patrons pour qu'ils améliorent leur geation. Je vis à 200 à l'heure. Ce ne serait pas le cas si j'étais cadre salarié en entreprise. »

LA CRÉATION D'UN CABINET PAR UNE FEMME

Agnès Bricard Company...

E gagne 100 000 F par· mois. » Agnès Bricard, trente-cinq ans, répond sans hésiter à notre question. Mise en avant par la profession comme symbole de réussite en exercice libéral, elle n'a pourtant pas la grosse tête. Son cabinet, créé de toutes pièces en 1983, a aujourd'hui une taille respectable : 12 millions de francs de chiffre d'affaires et vingt-cinq collaborateurs. Son aventure sert de publicité auprès des étudiantes qui hésitent à se diriger vers cette profession un tantinet machiste : 93 % des experts-comptables sont des hommes (mais 36 % de leurs salariés). Il semble pourtant que l'on assiste à une féminisation : selon l'enquête de l'Ordre pour le Monde Campus, 14 % des diplômés 1985 à 1987 sont des

Rien ne destinait Agnès Bricard, fille d'un chauffeur routier et d'une secrétaire, au métier de l'expertise comptable. « J'étais passionnée de religions, et je voulais faire des études d'archéologie. - Pourtant, à l'université de Nanterre, elle obtient une maitrise en droit, une autre en sciences économiques, puis un DESS de fiscalité appliquée. Signe de son hésitation, elle part

Le Monde Campus > publie,

chaque semaine, des offres de

stages en entreprises pour les étu-

diants. Les personnes intéressées

doivent contacter directement le

CDTE, association responsable

de ce service, en téléphonant au

(1) 47-35-43-43 ou en s'inscri-

vant sur minitel 36-15 JOB-

MARKETING

Lieu : Paris. Date : mars. Durée :

Ind.: base 50 F/heure. Obs.: poste d'encadrement, anglais souhaité.

Lieu: Rueil-Malmaison. Date: mars.

Derée : 3 mois mini. Profil : bac+2. Ind. : à définir. Obs. : écude de marché

dans le secteur de la grande distribution, secteur médical. M 1269.

Lieu : Paris. Date : mars. Durée :

déterminer. Obs. : recherche adresse pays langue allemande en vue organis-tion commerciale de vente. C 1292.

Lieu: Fontenay-sous-Bois. Date: mars.

Durée: 2 mois. Profil: bac+2. Ind.: à

Lien : Bordeanz, Date : à définir.

Durée : à définir. Profil : bac + 3. Ind. :

à négocier. Obs. : recherche et suivi de marchés. M 1235.

Apprenez l'anglais

à Toronto, Canada

à l'été '89

cours d'été d'un mois (juillet/août),

• enseignement personnalisé axé sur

d'habitants), cosmopolite, animée,

Pour recevoir le prospectus et une

demande d'inscription écrivez à:

LANGUAGES INTERNATIONAL (TORONTO)

130 Rosedale Valley Road, Suite 203

Toronto, Ontario M4W 1P9

CANADA

activités parascolaires branchées

sur la réalité socio-culturelle

choix d'hébergement: hôtel.

Toronto: grande métropole

voyages éducatifs optionnels:

Kingston, Montréal, région

anglophone (3 millions

intensif et bien dosé, anglais

normalisé, tous les niveaux

les besoins individuels

maison privée

sauvage

STAGE.

d'équipement. M 1273.

fichier produits conna matique. M 1318.

deux ans en Martinique pour tra-vailler dans la « fabrication de sociétés mères étrangères.

De retour en métropole, elle déconvre à vingt-cinq ans l'exper-tise comptable. Son stage la conduit un an dans un petit cabinet, puis deux ans dans un grand. * Puisqu'ils ne voulaient pas m'intégrer, j'ai décidé de créer mon entreprise en 1983. - Elle la baptise ABC, pour Audit Bilan Conseil. Ou Agnès Bricard Company? Au cours de la première année, elle est scule avec une secrétaire, et ne se consacre qu'à des tâches de formation. Parce que « les grands moyens appellent les grands moyens », elle achète un local de 200 mètres carrés dans le huitième arrondissement de Paris, et se dirige à grands pas vers « la vraie perfornance » : atteindre au bout de cinq ans 10 millions de francs de chiffre d'affaires. Objectif

L'activité d'ABC se décompose en 20 % de tenue de comptabilité, 30 % de surveillance, 20 % de révision et 30 % d'assistance juridique, judiciaire, fiscale ou sociale. Fin 1987, elle crée le département ABC International,

Agnès Bricard consacre 250 à 260 heures par mois à son cabinet. Elle estime que, pour réussir, il faut à la fois beaucoup d'imagination, des qualités d'animateur et une aptitude à gérer, à organiser une entreprise. « Développer un cabinet, c'est transmettre sa compétence à ses collaborateurs. Je suis autant mobilisée par la recherche de clients que par celle de bons équipiers. »

Une fois embauchés, leurs performances sont minutieusement étudiées. Ils doivent remettre chaque mois le compte de leurs ures facturables (2,2 % à 2,5 % du salaire brut) et des autres (formation, documentation géné-rale). Ce récapitulatif permet d'établir la facturation-client, mais aussi de suivre la rentabilité de chaque membre de l'équipe. « Je peux ainsi, en plus du treizième mois, donner une prime d'intéressement qui peut aller jusqu'à 2,5 mois de salaire,

confie Agnès Bricard. C'est très motivant pour mes collaborateurs de savoir que je fais un bilan précis de leur travail chaque mois. » Ses stagiaires out un salaire compris entre 104 000 spécialisé dans l'assistance compet 208 000 F par an, les chefs de

groupe entre 250 000 et 300 000 F, et les associés entre 600 000 et 1 000 000 F.

 Lorsque j'ai découvert la profession, j'ai eu le sentiment que les salaires étaient beaucoup trop bas et qu'il n'y avait pas réellement de politique de formation et d'animation d'équipe. » Agnès Bricard a done voulu essayer d'appliquer les idées qu'elle défendait lorsqu'elle présidait l'Association nationale des experts-comptables stagiaires et des étudiants en comptabilité (ANECS). Elle continue d'ailleurs à «militer» pour la profession en participant à l'Institut français des experts-comptables (IFEC), principale organisation syndicale, et an conseil régional Paris Ile-de-France de l'Ordre.

« Il y a peu de femmes dans la profession, mais celles qui l'ont choisie y vont franchement, et réussissent... - Agnès Bricard reconnaît que certains clients sont sensibles à son charme. Mais que d'autres sont réticents à parler affaires avec une semme. - Pour les décoincer, sourit Agnès Bricard, je les amène à parler de leur fille... •

Lica: Gentilly. Date: mars. Durée

2×3 mois sons contrat à durée détermi-née. Indemnité: 135 000 F/an. Profil:

bac + 3 Comm. Obs. : assistant du direc-teur de la communication d'un grand

groupe. Communication interne et externe, suivi de relations avec 44 ces-

Lien: Neuilly-sur-Seine. Date: avril-

mai. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : mise en place sur base de données d'une application budget,

Lien: grandes villes de France. Date: immédiat. Durée: 3 mois en pré-embauche. Indemnité: 6 500 P/mois.

Faire partie d'une équipe de gestion d'un restaurant. 100 postes offerts.

Lieu: Montrouge. Date: juin. Durée: 1 mois. Profil: bac+4 gestion, finance. Indemnité: 1.500.F/mois. Obs.: réali-

ser une étude financière pour l'implan-tation d'un centre de naturopathie. G 1254.

Lieu: Fresnes. Date: mars. Durfe

1 mois mini. Profil: bac+3 Ecole de

commerce, DESS gestion. Obs.: appel d'offres pour fournisseurs, étude de

ÉLECTRONIQUE

Date: immédiat. Durée: à convenir si

satisfait embanche. Indemnité: seion candidat. Obs.: montage essais propor-tions de micro ordinateur IBM. E 1245.

et de nombreuses autres propositions

3615 JOBSTAGE

sur Minitel:

Lieu: Paris. Profil: BTS electronique

G 1151.

ûtre SuperDB. G 1307.

nce exigée. C 1339.

Les stages de la semaine

Durée : 3 mois mini. Profil : bac+3. Ind. : à négocier. Obs. : développement de produits de formation, mise en place d'un réseau. M 1239. Lien: Tonlouse, Date: mars, Durée

3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à négocier. Obs. : étude de marché, installation de Lieu : Faremontiers. Date : immédiat. Durée: 2 à 3 mois. Profil: bac + 3, 4. Indemnité: 5000 à 6000 F. Obs.:

2 mois. Profil : marketing. Ind. : 1 400 F/mois. Obs. : enquête marketing. Connaissance du milieu des biens nde de marché, secteur du bâtiment. M 1194. Lieu: Lagny. Date: avril. Durée: 2 mois. Profil: bac+4. Obs.: assistant Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : indéfinie. Profil : marketing.

chef de produit, secteur agroalimentaire, M 1184. Lien : Les Ulis. Date : mars à juin. Durée : 3 mois. Profil : Ecole supérieure de commerce. Indemnité : 4 000 F.

Obs.: assistant chef de produit. Anglais exigé. Commaissances micro logiciel PC ou Mac. M 1263. Lieu : Côte-d'Azur. Date : juillet. Durée : 1 mois. Profit : bac + 2. Indem-nité : 1 500 F. Oba. : réaliser une étude

de marché pour l'implantation tre de naturopathie. M 1253. Obs. : suivi clientèle et gestion d'un Lien : Fresnes. Date : mars. Durée : 3 mois. Profil : bac + 3. Indemnité : remboursement de frais et primes. Lieu: Noisiel. Date: immédiat. Darée: 8 semaines. Profil : bac+3. Ind. : à

d'une entreprise dans secteur électrons tager. M 1250. Lieu : Paris. Date : mars. Durée 2 mois. Profil: bac+3. Indemnité: à définir. Obs.: assistant chef de produit (logiciels). Connaissances informati-ques et marketing. M 1242.

convenir. Obs.: élaboration d'une politi-que marketing, distribution et vente, suivi clients. Commissances en droit. Lieu: grandes villes de France. Date: toute l'année. Durée: 3 mois en pré-embauche. Indemnité: 6 500 F/mois. Lien: Viroflay. Date: immédiat. Durée: à déterminer. Profil: bac+3, 4. Ind.: à déterminer. Obs.: études de Obs.: faire partie de l'équipe d'un res-taurant. Etre dégagé des OM. 100 postes à pourvoir. M 1151. marché au sein d'une agence en marke-ting. M 1240.

INFORMATIQUE Lieu: Paris. Date: mars. Durée: 4 à 6 mois. Profil: bac+2. Indemnité: 8 000 F. Obs. : développement d'un logi-ciel de gestion de linéaire en langage C.

Lieu: Versailles. Date: immédiat. Durée: 2 mois. Indemnité: SMIC mini. Profil: bac+2. Obs.: analyste programmeur Micro, comaître DBASE 3 +. I 1304.

Liou: Paris. Date: mai. Durée indéter-minée. Profil: bac+5, écoles d'ingé-nieur. Indemnité: 5 000 F minimum. Développement d'applications de ges-tion. Connaître langage C, Pascal, Unix. I 1301.

Lien: Marseille. Date: immédiat. Durée: indéterminée. Profil: bac+5 info. Indemnité: à négocier. Etude et réalisation de réseaux. Comaissances télécom. I 1300.

Lieu : Marseille, Date : immédiat. Derée : ind. Profil : bac+6 info. Indemnité: à déterminer. Obs. : participation aux travaux de développement. Connai-

Lien: Chatcaudun. Date: mars. Durée: 6 mois CDD. Profil: bac+2 info. sances: angiais, MS DOS, DBASE III, Unix, Mendos, Mensdet, OS 2. I 1297. Lieu: Nanterre. Date: immédiat. Durée: 2 mois. Profil: bec+2. Obs.: oppement sous DBASE, Ba fes, réseaux. I 1296.

COMMUNICATION

Lieu: Puteaux. Date: mai. Durée: 6 mois. Profil: bac+3 on 4. Type CRLSA, EFAP. Obs.: assistante en communication, commissances informa-

Lien: Paris. Date: mars. Durée: 3 à 6 mois. Profil: CELSA, EFAP, IFP. Dossiers de presse, organisation de manifestations. Comaissances informatiques, anglais, milieu de la presse. C 1253.

Lieu : Paris, Date : mars, Durée : 4 mois. Profil: bac + 3 mini. Indemnité: à négocier. Obs.: élaboration de dossiers pour préparation de conférences et tables rondes. Ecoles de commerce ou de gestion souhaitées. C 1237.

Lieu: Levallois. Date: mars. Indemnité: 6 000 F/mois. Durée: indéterminée avec embanche possible. Profil: bac+2. Obs.: assistante de presse pour les petites annonces. C 1335.

Lieu: Paris. Date: mars. Durée: 3 mois. Profil: bac+2 Comm. Indemnité: à convenir. Obs.: assistant du directeur suivi d'une opération de presse, contact avec journalistes, organis. interview. C 1332.

Lieu: Paris. Date: mars. Durée: 3 mois. Profil: bac+2. Indemsité: 2 000 F/mois. Obs.: attaché de relations publiques. C 1323.



UNIVERSITE ACION MARNE TAL 化矿油剂 on 体外列 44 path 24 H

ou en appelant au : 47-35-43-43 COURRIER

Des Soviétiques à Poitiers

'Al lu avec beaucoup d'intérêt

(le Monde Campus du 16 février) l'article intitulé « Les enfants de la perestroïka». Cet article prétend que, pour la pre-mière fois en France, au prix d'efforts - surhumains l -, un lycée (privé) de Paris a réussi à faire venir et séjourner dans des familles françaises des élèves soviétiques. Je me permets de vous signaler qu'un tel « exploit » a été réalisé (modestement, sans déplacement de montagnes) en mars 1988 (un an déjà!) par Poi-tiers, à l'initiative des professeurs de russe (enseignement public) de la ville et de l'association France-URSS locale.

En retour, du 3 au 9 février 1989, des élèves de Poitiers ont

DIRECTEUR *ADMINISTRATIF* ET FINANCIER DE TECNAL

L'appel de l'entreprise

STÉPHANE BRIQUET, trente-quatre ans. ne s'est nes quatre ans, ne s'est pas attardé. A la fin de son stage d'expertise comptable, il a quitté le cabinet où il se trouveit. « Je n'ai pas aimé la tenue de comptabilité pour des petits commerces qui vous amènent leurs factures dans des caisses en carton. Les missions d'audit sont plus passionnantes. Mais. dans un gros cabinet, il est difficile d'avoir des response rapidement. >

Il trouve son bonheur en 1982 comme responsable des services comptables et fiscaux chez Bertin et Cie, société privée de recherche et développement sous contrat (plus de 300 millions de francs de chiffre d'affaires). Il y a fait des plans de financement, a pu suivre des projets et mettre en place un système informatique. Après avoir obtenu son diplôme d'expertise comptable, à trente ans, il a poursuivi ses études, tout en travaillant, vers un DESS de finances. « On est en concurrence avec des experts comptables qui sortent également d'une école de gestion ou de commerce. On a plus de valeur avec deux diciómes. >

Il a rencontré son actuel PDG chez Bertin. Ils se sont appréciés. Et quelques mois plus tard : embauche, au 1e ianvier 1989, comme directeur administratif et financier de Tecnal, groupe de sociétés spécialisé dans la robotique et les automatismes de l'agro-alimentaire. Sa fonction est bien plus large que son titre ne pourrait le laisser penser : en plus de la comptabilité, de la gestion financière, du contrôle budgétaire et de la fiscalité, il a en charge l'informatique et la gestion personnel et donne un avis Mais ce qui le passionne avant tout, c'est de participer à la direction d'un groupe en très racide expansion : « Le chiffre d'affaires, de 60 millions de francs l'an demier, va exploser en 1989. Nous faisons des contrats de 20 millions. »

Il apprécie que l'étendue de la diversité du programme du diplôme d'expert comptable. « C'est l'une des rares formations qui associent aussi bien la comptabilité et la fiscelité. >

 Lorsque j'ai choisi cette voie, c'était en partie perce qu'elle est réputée lucrative. » Il jette pourtant un voile pudique sur son salaire, qu'il situe (pour deux cent quarante heures par mois) entre 300 000 et 450000 francs.

été recus par des familles soviétiques de Iaroslav.

Le privilège de la jeunesse

DANS l'article intitulé « Prime à la jeunesse » du Monde du 7 février, j'ai pris connaissance de l'arrêté ministériel du 13 août 1988 qui favorise les candidats de vingt ans et moins pour leur entrée dans certaines grandes écoles en leur accordant une

majoration de points. Père de deux enfants adoptés à l'étranger à l'âge de sept et neuf ans, je pense à tous les autres enfants qui sont dans ce cas, à ceux à qui un accident a fait perdre une ou plusieurs années, que la maladie a retardés dans leur scolarité. Je pense à tous les enfants réfugiés en France, et notamment aux petits Asiatiques souvent si travailleurs et si brillants en classe. Tous ne passeront pas leur baccalauréat à seize ans ! « « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ... Encore faut-il être né sous la bonne étoile.

M. PHILIPPE SCHAAL

BACCALAURÉAT - Exemen probatoire - Brevet Sans comprometire vos vacances, entraînsz-vous systématiquement grâce à nos dosalers devoirs couvrant le programme.

C.U.F. H.BORDAS - Cours universitaires de France Enseignement privé à distance

43, rue Boutard 75014 Tél. - 45.39.37.00

43.26.26.97 St-Germain-dea-Prés - 1

هكذا من الأصل

recorded along the control of the control of the record and the control of the c

dées... La révolte qui s'est exprimée collectivement est la somme de situations individuelles

contrastées, mais qui se rejoignent dans une même amer-

motivés. >

L'un vient, l'autre part

PIERRE n'a certainement pas l'esprit de contradiction ni moins encore de goût pour la provocation. A le voir siroter sereinement son café, on le prendrait volontiers pour un homme rangé, menant une existence paisiole. Pourtant, bien qu'il n'ait pas l'ambition de jouer les aventuriers, certains de ses collègues le considèrent comme un kamikaze. A l'heure où des milliers d'enseignants s'indignent de leurs conditions de travail, Pierre a choisi d'abandonner son métier d'ingénieur pour devenir professeur dans le secondaire.

Sans regrets, mais non sans étonnement... Entré dans le bâtiment voilà dix ans par les hasards d'une « relation », Pierre occupait, l'année dernière encore, un poste d'ingénieur d'affaires dans la région parisienne. L'occasion plus que la vocation avait conduit ce jeune homme sérieux, mais « un peu fainéant », à se spécialiser dans l'installation de matériel électrique. Chargé des relations entre clients et responsables de chantier, il jonglait quotidiennement avec des problèmes techniques et commerciaux. Son expérience, jointe à une double maîtrise de maths et d'économie, lui permettait de toucher un salaire mensuel de 15 000 F net.

Un jour, pourtant, Pierre a décidé de renoncer à ses revenus confortables pour se diriger vers une carrière nettement moins

rémunératrice. En se tournant, à trente-six ans, vers l'enseignement, Pierre souhaitait avant tout préserver une vie familiale que son emploi du temps d'ingénieur malmenait. Je m'occupais essentiellement des ordinateurs, qui sont des bestioles charmantes, mais qui ont le défaut de fonctionner en permanence », explique-t-il. Lassé d'avoir à programmer ses temps libres en fonction des caprices des clients, il décide d'opter pour une profession où les vacances sont fixées de façon presque immua-

Commence alors une période de bachotage, durant laquelle Pierre prépare le CAPES de mathématiques. Après avoir réussi le CAPES théorique en juin 1988, il continue de travailler dans son ancienne entreprise, pendant son préavis, avant de se retrouver, un beau jour, devant une classe de 35 élèves, sans avoir reçu de formation préalable ni de conseils particuliers.

Travail

dans le brouillard

Stagiaire au lycée Condorcet à Paris en attendant de passer l'épreuve pratique du CAPES, il navigue à vue en espérant faire de son mieux. L'absence de tout regard extérieur sur son travail le stupéfie. . Dans l'enseignement, observe-t-il, personne ne vous dit si vous faites ou non du bon travail. Si dans dix ans on s'aperçoit que tous mes élèves sont devenus éboueurs, on se dira peut-être que j'étais mauvais, mais en attendant... » Pierre, qui souffre de ce « brouillard », ne refuserait pas de faire venir un collègue plus expérimenté dans sa classe. Mais cela ne fait apparemment pas partie des habitudes...

Cette solitude des enseignants constitue pour lui un autre sujet d'étonnement. « Dans n'importe quelle entreprise, tout le monde se retrouve à la pause de 10 heures, remarque-t-il. Au lycée, la salle des professeurs n'est pas prévue pour accueillir grand monde. Les heures de cours sont désalées et les ensaignants na sont décalées et les enseignants ne font que se croiser. » Ce manque de communication l'attriste un peu, lui qui espérait s'enrichir au contact d'un milieu intellectuel...

Pour espacés qu'ils soient, ses contacts avec le reste de l'équipe enseignante sont cependant agréables, et l'heure n'est pas aux regrets. Bien sûr, la correction des copies n'est pas une mince affaire, et l'usure nerveuse que peuvent susciter certaines classes à problèmes l'effraie un peu. Bien sûr, la question du salaire lui semble « tellement affreuse » qu'il préfère ne pas y penser, se contentant

d'espérer que sa femme ne sera pas obligée de cesser de travailler. Mais la joie de pouvoir faire progresser les élèves compense à ses yeux bien des désagréments. C'est une plus grande satisfaction que de recevoir un gros chè-que d'un client, concint-il en sou-

Cet amour de l'enseignement Alain-Michel le partage. Mais il n'a pas suffi à le retenir. L'enthousiasme, la passion même, ne manquaient pourtant pas à ce jeune homme de treate-deux ans, qui a démissionné de l'éducation nationale en décembre 1988, épuisé d'avoir à faire des acrobaties pour survivre avec son maigre salaire. Titulaire d'un DEA de lettres modernes, il avait choisi d'enseigner, voici six ans, par goût pour le langage sous toutes ses formes. Au terme d'un parcours sinueux, qui l'avait conduit à interrompre ses études avant le bac, puis à les reprendre cinq ans plus tard, il avait finalement été nommé maître auxiliaire en 1983, dans l'académie de Versailles.

La visite

des huissiers

« Le maître auxiliaire, explique Alain-Michel, est une espèce de baroudeur de l'éducation nationale. > Toujours disponible il a pour mission de remplacer les professeurs absents durant des périodes indéterminées. Alain-Michel se souvient des longues heures passées dans les transports en commun. Cette instabilité se répercute sur le travail de ces professeurs qui prennent une classe au vol, s'arrangent comme ils penvent avec les programmes et ne voient jamais les résultats des méthodes qu'ils ont appliquées. « L'avantage, c'est que je pouvais à la longue m'adapter rapidement à tous les types de situations », affirme Alain-Michel, qui raconte comment il venait incognito dans les établissements, deux jours avant le début de ses cours, pour consulter le cahier de textes et pratiquer une reconnais-

sance sommaire du terrain. Cette vie monvementée se greffait sur une situation financière excessivement difficile. Entre deux suppléances, Alain-Michel ne recevait qu'une indemnité, inférieure à son traitement de 6 000 F net, qui lui était lui-même souvent payé avec un certain retard. « Je passais mon temps à relancer le rectorat et à demander des délais supplémentaires à mon banquier. Je ne savais plus comment payer mes factures, j'ai même vu des huissiers se présenter à ma porte pour réclamer leur dû. » Comment vivre dans ses conditions?, s'interroge ce père de deux enfants en bas âge. Lorsqu'on lui demande si sa femme travaille, il répond par un sourire qui se passe de commen-taire. Un ménage ne peut pas vivre d'un salaire de maître auxi-

Ces soucis pécuniaires ont accéléré son départ, mais ils n'en sont pas les seules causes. Les carences en matière de formation choquent cet homme qui croit à l'enseignement. « La première fois que je me suis trouvé devant une classe, je n'avais aucune idée de la façon de procéder. J'ai improvisé en leur parlant de Bau-delaire, et, bien sûr, je me suis

L'inspection, qui place les enseignants dans une position · infantile » et sanctionne au lieu de conseiller, ne lui semble pas pouvoir remédier à cette situation. Quant aux chefs d'établissement, « ils ne sont pas là pour former et n'ont pas les outils

De tels dysfonctionnements l'ont éloigné à jamais d'un milieu où les enseignants deviennent « sauvages » à force de travailler en francs-tireurs. Anjourd'hui, il gagne « régulièrement » sa vie dans une profession parahôtelière. Il ne côtoiera plus l'éducation nationale que comme parent d'élèves. Non sans regrets : ses élèves, il les aimait bien...

RAPHAÉLLE REROLLE.

Les oubliés de la mer du Nord

A cité éducative Jan-Lavezzari est plantée dans les dunes, au pied du phare. Un lycée dans le vent, encore jeune malgré ses façades décrépies par l'air salin. Conçu il y a quinze ans pour huit cents élèves, il en accueille anjourd'hui plus de mille trois cents. Sur la lande sablonneuse, le terrain ne manquerait pas pour accueillir de nonveaux bâtiments préfabriqués, mais les demandes les plus insistantes restent sons écho. Adossé à la mer du Nord, le lycée berckois est en effet l'établissement scolaire le plus éloigné de Lille : 150 kilomètres, deux heures de

voiture. Cette position excentrée s'ajoute au sentiment d'exclusion de certains professeurs berckois. notamment ceux de l'enseignement professionnel, qui, dans le débat actuel s'estiment les «éternels laissés-pour-compte ». Pourtant, les grands bâtiments jaune safran abritent à la fois un lycée polyvalent préparant aux bacs A, B, C ou D, ainsi qu'aux bacs technologiques F8, G1, G2, G3, et un lycée professionnel tertiaire conduisant à deux CAP, à trois BEP et à un bac professionnel « bureautique », option comptabilité. Le même matériel, les mêmes classes servent aux deux établissements. Les enseignants des deux unités se condoient dans la même salle des profs.

Mais la cohabitation quotidienne n'empêche pas la rancœur. Les professeurs de LEP vivent mal l'obligation de faire vingt et une heures de cours par semaine contre dix-huit à leurs collègues certifiés de l'enseignement génétal. « Nous étions dans l'attente des promesses de Jospin, dit l'un d'eux. Maintenant qu'elles se précisent, nous sommes franchement déçus. Réduire notre horaire en. six ans à raison d'une demi-heure par an, c'est de la provocation. » Ils sont pressés. « Nous faisons quotidiennement la comparaison avec nos collègues du lycée polyvalent. > L'égalité de traitement avec les autres professeurs, c'est la revendication fondamentale qui cimente une mosalque de mille et une déceptions.

Renaud Drouffe, dix-huit ans de carrière, brandit sa déclaration annuelle d'un « parcours d'ornières et de dégradations ». Ce prof de lettres et d'anglais rêvait d'une voie plus royale. Surveillant, puis maître auxiliaire (MA), il a trouvé la

Le Monde

Mercredi 26 avril

Panorama en France et

Partenaires et usagers

à l'étranger

LE FINANCEMENT DE

Colloque organisé avec le concours

de la Commission des Communautés européennes

26 et 27 avril 1989 — Université Paris-Dauphine

Avec la participation de Lionel Jospin,

ministre d'État, ministre de l'éducation

nationale, de la jeunesse et des sports

Inscriptions - Renseignements et programme

E.J.A. Formation Vera Couturier

26, rue Vercingétorix, 75014 Paris Tél. : (1) 43-35-01-67

Télex : EIA 203 918 F - Télécopie : (1) 43-20-07-42

Jeudi 27 avril

Quelles évolutions possibles ?

Management et gestion

des établissements

A quelies conditions?

route du CAPES barrée. Déviation vers le diplôme de PLP I. En évoquant les opportunités manquées, « les portes qui s'ouvrent et qui se ferment au gré des réformes », il a le sentiment que l'éducation nationale s'est comportée en marâtre ».

L'enseignement professionnel n'a pas bonne réputation. Les vocations sont rares. Laurent Chalmeau voulait enseigner l'anglais après sa licence et sa maîtrise à Toulouse-le Mirail. Admissible au CAPES, recalé à l'oral. il réussit le concours de PLP1. « Je ne connaissais pas les

lycées professionnels, mais 'avais besoin de travailler. • Après une formation à l'ENNA de Lille, il exerce depuis dix ans à

Itinéraire identique pour son jeune collègue Philippe Rouch, qui vit sa deuxième année de professeur de lettres-histoiregéographie : « Bien que fils d'enseignants, j'ignorais totalement ce qu'était un LEP quand nant, il sait. Ariégeois de Saint-Girons, il a du mettre cap au nord, d'abord à Nantes pour se former, puis à Berck, où il a déconvert la rude réalité du métier. « Bien que stagiaire, j'ai eu un plein-temps qui m'interdiannuelle de revenus sait toute formation pédagogi-(103 000 francs) comme preuve que, dit-il. J'avais cinq classes hétérogènes, de la quatrième à la première année de bac professionnel. Pendant un an, j'ai travaillé à raison de soixante heures par semaine. J'ai failli craquer. •

Philippe Ronch pour des latitudes moins septentrionales a rejoint une épaisse pile sur le bureau du proviseur berckois. Il envisage même de quitter l'enseignement. « Je suis passionné par mon métier, mais, si rien ne devait changer à court terme, j'envisagerai une autre voie. »

Professeur de comptabilité,

Bernard Kazmierczak ne veut pas abandonner un navire sur lequel il s'est embarqué par hasard il y a une quinzaine d'année. Au retour du service militaire, il avait rempli un dossier pour être surveil-lant. « Refusé. On m'a bombardé MA. A l'époque, j'ignorais ce que cela voulait dire. - Aujourd'hui, il aimerait progresser en passant le diplôme de PLP2. « L'an dernier, je suis allé tous les samedis à Lille, à mes frais, pour préparer le concours interne. Aucun des sujets préparés n'est sorti, et il y a eu un reçu pour cinquante-cinq candidats. A ce rythme, je serai encore PLP I en l'an 2000. »

L'impression

de rabacher

Sa collègue Thérèse Petit, prol'esseur de secrétariat. est à Berck depuis deux ans, après avoir beaucoup galéré de remplacement en remplacement : « J'ai dix classes, deux cent cinquante élèves. C'est beaucoup, mais je ne me plains pas. Je suis d'ici, j'ai un poste ici et j'enseigne ma matière. » Bonheur précaire pour cette titulaire académique qui, chaque été, surveille sa boîte aux lettres, dans la crainte d'une nouvelle affectation: - L'incertitude dure jusqu'à fin août. » Plus instable qu'elle... il y a Béatrice Sauvage, maître auxiliaire depuis 1975 et adjointe d'enseignement depuis 1984.

Cette dernière a fait étape à Berck en 1988-1989, mais elle est « lasse de voyager ». Surtout dans les lycées professionnels. « Ma place n'est pas ici, estime-t-elle Je n'ai pas de formation spécifique, je ne sais pas comment pren-dre ces élèves, dont beaucoup ne savent pas lire et écrire. . Cette vision pessimiste côté lettres est confirmée côté chiffres : • Est-il normal que des élèves de BEP ne sachent pas calculer la moitié d'un million? » s'exclame Laurent Chalmeau, pour qui, depuis dix ans, dans les LEP, « le niveau

C'est la raison pour laquelle ce jeune enseignant, après avoir

réussi le concours de PLP2 en 1987, prépare aujourd'hui le CAPES interne, porte de sortie vers l'enseignement général. « Jaime mes élèves, affirme-t-il. Nous avons avec eux un contact que les profs certifiés n'ont pas forcément avec les leurs. Mais j'ai l'impression de me scléroser. de rabàcher. J'almerais travailler l'anglais de manière plus approfondie, avec des élèves plus

sous onte to the transfer of t

大川のうちのうななのなの語の情報ははははははははないので

Ce 'risque, d'appauvrissement est ressenti par Renaud Drouffe: « Nous sommes contraints de minorer notre discours en permanence. » Pour lui, « c'est le rôle de travailleur social qui conserve un minimum d'attrait au métier ».

Bernard Kasmierczak ne ressent pas de frustration. Il est vrai qu'il enseigne une matière principale. Avec les CAP et les BEP, il entretient des relations complices : « Un attachement viscéral. » La création d'un « bac pro » il y a deux ans lui est apparue comme « un plus ». « Il me semble qu'on joue un rôle dans la vie éducative de ces jeunes en diffi-culté, explique-t-il. Un regard ou une poignée de main en remerciement, ça suffit. »

Estimant que, sur 80 % des jeunes qu'on affirme vouloir conduire au baccalauréat, une bonne partie se trouvent en LEP, les professeurs s'indignent de l'indifférence dans laquelle on les tient. Nos élèves ne sont pas performants, leurs parents ne suivent pas leurs études et donc ne sont pas un groupe de pression, disentils en substance. « Elèves, parents et profs dans le même panier, le raisonnement se tient -, résume Bernard Kasmierczak, désolé de la mauvaise réputation qui colle à la peau des LEP.

Pourtant, les enseignants de lycée professionnel se sentent concernés par le discours officiel actuel réclamant innovation, suivi des élèves et ouverture sur le monde professionnel. «J'innove tous les jours », constate Philippe Rouch. Comment, sinon, interesser des jeunes qui, dans la filière «normale», se détournaient des études? « Faire passer un message à trente-cinq lascars qui ne sont pas grands amateurs d'anglais requiert une grande tension nerveuse, assure Laurent Chalmeau. Pour enseigner dans un LEP, il faut être en bonne santé. - Or la fatigue gagne.

JEAN-JACQUES BOZONNET.



PREPASUP enseign 23; rue Cortambert L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 75116 PARIS 會(1)45030166

■ STAGES DE PRÉPARATION AU BAC stages intensifs
 de révisions à Pâques et en juin, Bacs B. C et D.

 Bac Français 1^{re}
 préparation à l'écrit TERMINALE C "PILOTE"

ORIENTÉE HEC TERMINALE B "PILOTE" ORIENTÉE SCIENCES-PO remboursement intégral en en cas d'échec au Bac.

MERICAN ACCENT PRINTEMPS 89

Cours d'anglais intensifs ou trimestriels pour adultes et étudiants dans un milieu unique.

American Language Institute The American University of Paris

B.P. AL-22

34, avenue de New-York

75116 PARIS

Tél.: 47.20.44.99

UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS

PROPOSCRETA PARIS UN MINA 190% AMERICAN

Mester in Business Administraction moîtrise de la gestion au plus hout Un environnement international. Un programme intensif de 11 mois. Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur

situé entre New York et Boston. <u>Budiants</u> diplômés Grandes Ecoles au 2° cycle Universitaire.

le Campus de l'Université de Hartford



15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28,

389 SE ;

A STATE OF THE STA

Sept principes pour réformer les programmes

Remise à jour permanente, cohérence, progressivité, globalité, diversité... Tels sont quelques-uns des « Principes pour une réflexion sur les contenus de l'enseignement », élaborés par la commission présidée par Pierre Bourdieu et François Gros. En voici le texte. _

Une commission de réflexion sur les contenus de l'enseignement a été créée, à la fin de l'année 1988, par le ministre de l'éducation nationale. Présidée par Pierre Bourdien et François Gros et composée de Pierre Baqué, Pierre Bergé, René Blanchet, Jacques Bouveresse, Jean-Claude Chevallier. Hubert Condamines, Didier DaCunha Castelle, Jacques Derrida, Philippe Joutard, Edmond Malinvaud, François Mathey, elle a reçu mission de procéder à une révision des savoirs enseignés en veillant à renforcer la cohérence et l'unité de ces savoirs.

Dans la première phase de leur travail, les membres de la commission se sont donné pour tâche de formuler les principes qui devront régir leur travail. Conscients et soucieux des implications et des applications pratiques, pédagogiques notamment, de ces principes, ils se sont efforcés, pour les fonder, de n'obéir qu'à la discipline proprement intellectuelle qui découle de la logique intrinsèque des connaissances disponibles et des anticipations ou des questions formulables. N'ayant pas pour mission d'intervenir directement et à court terme dans la définition des programmes, ils ont voulu dessiner les grandes orientations de la transformation progressive des contenus de l'enseignement qui est indispensable, même si elle doit prendre du temps, pour suivre, et même devancer, autant que possible, l'évolution de la science et de la société.

Des commissions de travail spécialisées acceptant ces principes continueront ou commenceront un travail de réflexion plus approfondi sur chacune des grandes régions du savoir. Elles essaieront de proposer, dans des notes d'étape qui pourraient être remises au mois de juin 1989, non le programme idéal d'un enseigned'observations précises, dégageant les implications des principes proposés. Ces propositions qui porteront essentiellement sur la restructuration des divisions du savoir et la redéfinition des conditions de leur transmission, sur l'élimination des notions périmées ou peu pertinentes et l'introduction des nouveaux savoirs imposés par les avancées de la connaissance et les changements économiques, techniques et sociaux, pourront être présentées et discutées dans un colloque regroupant des experts internationaux.

Si, dans le système d'enseignement comme ailleurs, le change ment réfléchi constitue une exigence permanente, il ne s'agit pas, évidemment, de faire, à ch moment, table rase du passé. En effet, entre toutes les innovations qui ont été introduites au cours des appées réceptes, heaucoup étaient pleinement justifiées. S'il importe d'éviter de reconduire sans examen tout ce qui est hérité du passé, il n'est pas possible de discerner à tous les moments et dans tous les domaines la part du « périmé » et du « valide ». Il faut seulement prendre pour objet constant de réflexion le rapport nouveau qui peut et doit être instauré entre la perpétuation nécessaire du passé et l'adaptation non moins nécessaire à l'avenir [...].

Pas d'adjonction

sans suppressions

Les programmes doivent être l. soumis à une remise en question périodique visant à y întroduire les savoirs exigés par les progrès de la science et les changements de la société (au premier rang desquels l'unification européenne), toute adjonction devant être compensée par des suppres-

Diminuer l'étendue, voire la difficulté d'un programme ne revient pas à en abaisser le niveau. Ân contraire, une telle réduction, opérée avec discernement, doit permettre une élévation du niveau dans la mesure (et dans la mesure sculement) où elle permet de travailler moins longtemps, mais mieux, en remplaçant l'apprentissage passif par la lecture active - qu'il s'agisse de livres ou de supports audiovisuels, - par la discussion ou par l'exercice pratique, et en redonnant ainsi toute sa place à la créativité et à l'esprit d'invention.

Ce qui implique, entre autres choses, que soient profondément transformés le contrôle de l'apprentissage et le mode d'évaluation des progrès accomplis : l'évaluation du niveau atteint ne devrait plus reposer seulement sur un examen lourd et aléatoire. mais devrait associer le contrôle continu et un examen terminal portant sur l'essentiel et visant à mesurer la capacité de mettre en œuvre les connaissances dans un contexte totalement différent de celui dans lequel elles ont été acquises - avec, par exemple, dans le cas des sciences expérimentales, des épreuves pratiques permettant d'évaluer l'inventivité, le sens critique et le « sens prati-

L'éducation doit privilégier tous les enseignements propres à offrir des modes de pensée dotés d'une validité et d'une application générales par rapport aux enseignements proposant des savoirs susceptibles d'être appris de manière aussi efficace (et parfois plus agréable) par d'autres voies. Il faut en particulier veiller à ce que l'enseignement ne laisse pas subsister des lacunes inadmissibles, parce que préjudiciables à la réussite de l'ensemble de l'entreprise pêdagogique, notam-ment en matière de modes de pensée ou de savoir-faire fondamentaux qui, parce qu'ils sont censés être enseignés par tout le monde, finissent par n'être enseignés par

Il faut résolument privilégier les enseignements qui sont chargés d'assurer l'assimilation réfléchie et critique des modes de pensée fondamentaux - comme le mode de pensée déductif. le mode de pensée expérimental ou le mode de pensée historique - et aussi le mode de pensée réflexif et critique qui devrait leur être toujours associé. Dans un souci de rééquilibrage, il faudrait notamment rendre plus clairement perceptible la spécificité du mode de pensée expérimental, au prix d'une valorisation résolue du traitement qualitatif, d'une reconnaissance claire du caractère provisoire des modèles explicatifs et d'un encouragement et d'un entraînement constants au travail pratique de recherche. Il fandrait anssi examiner si, et comment chacun des grands secteurs de la connaissance (et chacune des disciplines » dans lesquelles ils se traduisent de manière plus ou moins adéquate) peut contribuer à la transmission des différents modes de pensée, et si certaines spécialités ne sont pas mieux placées, par toute leur logique et leur tradition, pour assurer l'apprentissage réussi de l'un ou l'autre d'entre eux.

Et il leur fandrait enfin veiller faire une place importante à tout un ensemble de techniques qui, bien qu'elles soient tactiquement exigées par tous les ens gnements, font rarement l'objet d'une transmission méthodique : utilisation du dictionnaire, usage des abréviations, rhétorique de communication, établissement d'un fichier, création d'un index, utilisation d'un fichier signalétique ou d'une banque de données, préparation d'un manuscrit, recherche documentaire, usage des instruments informatiques. lecture de tableaux de nombres et de graphiques, etc. Livrer à tous les élèves cette technologie du travail intellectuel et, plus généralement, leur inculauer des méthodes rationnelles de travail (comme l'art de choisir entre les tâches imposées ou de les distribuer dans le temps) serait une manière de contribuer à réduire les inégalités liées à l'héritage

Un cadra

non un carcan

Ouverts, souples. révisables, les programmes sont un cadre et non un carcan : ils

contraignants à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des ordres d'enseignement ; leur élaboration et leur aménagement pratique doivent en appeler à la collaboration des enseignants. Ils doivent être progressifs ~ connexion verticale – et cohêrents - connexion horizontale tant à l'intérieur d'une même spécialité qu'au niveau de l'ensemble du savoir enseigné (au niveau de chaque classe).

Le programme n'a rien d'un code impératif. Il doit fonctionner comme un guide pour le professeur et pour les élèves – et les parents - qui doivent y trouver un exposé clair des objectifs et des exigences du niveau d'enseignement considéré (on pourrait demander aux professeurs de le communiquer aux élèves en début d'année). C'est pourquoi il doit être accompagné d'exposés des motifs indiquant la «philosophie» qui l'a inspiré, les objectifs recherchés, les présupposés et les conditions de sa mise en œuvre et comportant aussi des exemples d'application.

Les objectifs et les contenus des différentes spécialités et des différents niveaux doivent être niveau déterminé (dans telle ou telle classe); d'autre part, sa transmission est plus ou moins difficile, à ce niveau du cursus, étant donné ce que sont les capacités d'assimilation des élèves et la formation des maîtres

Ce principe devrait conduire à exclure toute espèce de transmission prématurée. Il devrait conduire aussi à mobiliser toutes les ressources nécessaires (notamment en temps consacré à la transmission et en moyens pédagogiques) pour assurer la transmission et l'assimilation effective des savoirs difficiles qui sont jugés absolument nécessaires.

La transformation éventuelle des contenus et l'instauration définitive d'une modification du programme ne devraient être opérées qu'après un travail d'expérimentation accompli en situation réelle, avec la collaboration des professeurs et après la transformation de la formation (initiale et continue) des maîtres chargés de les enseigner. L'effort d'adaption qui serait exigé des enseignants devrait être soutenu par l'octroi de semestres ou d'années sabbatiques et par l'organisation de perçus et définis dans leur inter- stages longs qui leur permet-

pensée ou à des savoirs nouveaux,

d'acquérir de nouvelles qualifica-

De manière plus générale, des

instances devraient être mises en

place qui auraient mission de

recueillir, de rassembler et d'ana-

lyser les réactions et les réflexions

des enseignants chargés de l'appli-

cation, suggestions, critiques,

aménagements souhaités, innova-

tions proposées, etc. (le réseau

minitel pourrait être utilisé à cette

fin). Un effort permanent de

recherche pédagogique à la fois

méthodique et pratique, associant

les maîtres directement engagés

dans le travail de formation, pour-

L'obligatoire

et l'optionnel

mission du savoir en diversifiant

les formes de la communication

obdagogique et en s'attachant à

la quantité de savoirs réellement

assimilés plutôt qu'à la quantité

de savoirs théoriquement pro-

posés, on distinguera, tant parmi

les spécialités qu'au sein de cha-

que spécialité, ce qui est obliga-toire, optionnel ou facultatif et, à

côté des cours, on introduira

d'autres sormes d'enseignement,

travaux dirigés et enseignements

collectifs regroupant des profes-

seurs de deux ou plusieurs spé-

cialités et pouvant revêtir la

forme d'enquêtes ou d'observa-

L'accroissement de la connais

sance rend vaine l'ambition de

l'encyclopédisme : on ne peut

enseigner toutes les spécialités et

la totalité de chaque spécialité.

En outre, des spécialités sont apparues qui allient la science

fondamentale et l'application

technique (c'est le cas de l'infor-

matique dans tous les ordres

d'enseignement ou de la technolo-

gie au collège). Leur introduction

dans l'enseignement ne peut être

une simple addition : elle devrait

avoir pour effet d'imposer à plus

ou moins long terme une redéfini-

tion des divisions de l'enseigne-

tions sur le terrain.

Dans le souci d'améliorer

e le rendement de la trans-

rait ainsi s'instaurer.

ger d'orientation.

d'assurer l'assimilation réfléchie du minimum commun de connaissances, des enseignements optionnels, directement adaptés aux orientations intellectuelles et au niveau des élèves, et des enseignements facultatifs et interdisciplinaires relevant de l'initiative des enseignants. Cette diversification des formes pédagogiques et des statuts des différents enseignements devrait tenir compte de la spécificité de chaque spécialité tout en permettant d'échapper à la simple comptabilité par « discipline » qui est un des obstacles majeurs à toute transformation réelle des contenus des enseigne-

Cette redéfinition des formes d'enseignement qui ferait alterner cours et travaux pratiques, cours obligatoires et cours optionnels ou facultatifs, enseignements individuels et enseignements collectifs enseignement par petits groupes (ou aide individualisée aux élèves) et par groupes plus larges aurait pour effet de diminuer le nombre des heures inscrites à l'emploi du temps des élèves sans augmenter le nombre des classes attribuées à chaque professeur. Elle accroîtrait l'autonomie des enseignants qui, à l'intérieur du cadre d'ensemble défini par le programme, pourraient organiser enx-mêmes leur plan d'études avant chaque rentrée annuelle. Elle devrait aussi conduire à une utilisation plus souple et plus intensive des instruments et des bâtiments (les autorités territoriales compétentes - région, département, commune devraient s'employer à construire ou à rénover les bâtiments scolaires, en association avec les enseignants, de manière à offrir à l'enseignement les locaux adaptés,

en nombre et en qualité). Les activités collectives et multidimensionnelles conviendraient sans doute mieux à l'après-midi. C'est le cas, par exemple, de l'enseignement des langages : englobant l'étude des usages du discours, oral ou écrit, et de l'image, il est placé à l'intersection de plusieurs spécialités: il suppose une bonne utilisation des matériels techniques; il conduit à des relations avec des partenaires extérieurs (artistes, industries de l'image, etc.) et appelle la production autant que le commen-

Des enseignements

donnés en commun

Le souci de renforcer la La cohérence des enseignements devrait conduire à favoriser les enseignements donnés en commun par des professeurs de différentes spécialités et même à nser les divisions en « disciplines », en soumettant à l'examen certains regroupements hérités de l'histoire et en opérant. toujours de manière progressive, certains rapprochements imposés par l'évolution de la scienc

Tout devrait être fait pour encourager les professeurs à coordonner leurs actions, à tout le moins par des réunions de travail visant à échanger l'information sur les contenus et les méthodes d'enseignement, et pour leur donner le désir et les moyens (en locaux adaptés, en équipement, etc.) d'enrichir, de diversifier et d'élargir leur enseignement sortant des frontières strictes de leur spécialité ou en donnant des enseignements en commun. (Il serait souhaitable que certains enseignants paissent être officiellement autorisés à consacrer une part de leur contingent d'heures d'enseignement aux tâches, indispensables, de coordinationorganisation des réunions, reproduction des documents, transmissiou de l'information,

Les séauces d'enseignement regroupant des professeurs de deux (ou plusieurs) spécialités différentes réunis selon leurs affinités devraient avoir la même dignité que les cours (chaque heure d'enseignement de ce type comptant pratiquement pour une heure pour chacun des professcurs qui y participent). Elles s'adresseraient à des élèves qui seraient regroupés selon d'autres logiques que celles des filières actuelles, plutôt par niveau d'aptitude ou en sonction d'intérêts communs pour des thèmes particuliers. Un contingent d'heures annuelles, dont l'emploi serait librement décidé par l'ensemble des professeurs concernés, pourrait leur être officiellement

Tons les moyens disponibles bibliothèques renouvelées, enrichies, modernisées, techniques audiovisuelles - devraient être mobilisés pour en renforcer l'attrait et l'efficacité [...].

Sciences

et histoire

La recherche de la cohérence devrait se doubler d'une recherche de l'équilibre et de l'intégration entre les diffé-rentes spécialités et, en conséquence, entre les différentes formes d'excellence. Il importerait en particulier de concilier l'universalisme inhérent à la pensée scientifique et le relativisme qu'enseignent les sciences historiques, attentives à la pluralité des modes de vie et des traditions culturelles.

Tout devrait être mis en œuvre pour réduire (toutes les fois que cela paraît possible et souhaita-ble) l'opposition entre le théorique et le technique, entre le formel et le concret, entre le pur et l'appliqué et pour réintégrer la chnique à l'intérieur même des enseignements fondamentaux. La nécessité d'équilibrer les parts réservées à ce qu'on appellera, par commodité, le « conceptuel », le < sensible > et le < corporel > s'impose à tous les niveaux, mais tout spécialement dans les premières années. Le poids imparti aux exigences techniques et aux exigences théoriques devra être déterminé en fonction des caractéristiques propres à chacun des niveaux de chacune des filières, donc en tenant compte notamment des carrières professionnelles préparées et des caractéristiques sociales et scolaires des élèves concernés, c'est-à-dire de leurs capacités d'abstraction ainsi que de leur vocation à entrer plus on moins vite dans la vie active.

Un enseignement moderne ne doit en aucun cas sacrifier l'histoire des langues et des littératures, des cultures et des religions. des philosophies et des sciences. Il doit au contraire se mesurer et travailler sans cesse à ces histoires, de façon de plus en plus subtile et critique. Mais pour cette raison même il ne doit pas se; régler sur la représentation qu'en donnent parfois ceux qui réduisent l'« humanisme » à une image gnement des langages peut et doit, tout autant que celui de la physique ou de la biologie, être l'occasion d'une initiation à la logique; l'enseignement des mathématiques on de la physique, tout antant que celni de la philosophie ou de l'histoire, peut et doit permettre de préparer à l'histoire des idées, des sciences ou des techniques (cela, évidemment, à condition que les enseignants

soient formés en conséquence). De manière plus générale, l'accès à la méthode scientifique passe par l'apprentissage de la logique élémentaire et par l'acquisition d'habitudes de pensée, de techniques et d'outils cognitifs qui sont indispensables pour conduire un raisonnement rigoureux et réflexif. L'opposition entre les « lettres » et les « sciences », qui domine encore aujourd'hui l'organisation de l'enseignement et les mentalités » des maîtres, des élèves et des parents d'élèves peut et doit être surmontée par un enseignement capable de professer à la fois la science et l'histoire des sciences ou l'épistémologie, d'initier aussi bien à l'art ou à la littérature qu'à la réflexion esthétique ou logique sur ces objets, d'enseigner non seulement la maîtrise de la langue et des discours littéraire, philosophique, scientifique, mais aussi la maîtrise active des procédés ou des procédures logiques ou rhétoriques qui y sont engagés [...].

Le Conseil national des programmes d'enseignement aura oour tâche de mettre en œuvre l'ensemble des principes énoncés ci-dessus. Ses membres devront être choisis en fonction de leur seule compétence et agir à titre personnel et non en tant que représentants de corps, d'institutions ou d'associations. Il devra travailler en permanence (ce qui suppose que ses membres soient libérés d'une partie de leurs autres charges) pendant une durée de cinq ans, mais les modi-fications qu'il entendra éventuellement apporter aux programmes en vigueur ne pourront être mises en application que tous les cinq ans. Sa compétence devra s'étendre à tous les ordres et à tous les tvoes d'enseienement.

which formal



dépendance. Les programmes doivent prévoir explicitement toutes les répétitions (et celles-là seulequi so pour assurer l'assimilation des connaissances fondamentales. S'il peut être utile d'aborder la même question à partir de points de vue différents (per exemple, la perspective, du point de vue des nathématiques et de l'histoire de l'art), il reste que l'on doit travail-ler à abolir, du moins quand la preuve aura été faite de leur inutilité, tous les doubles emplois et chevanchements indésirables, tant entre les niveaux successifs de la même spécialité qu'entre les différents enseignements du

Pour être en mesure de demander et d'obtenir des enseignements continus et cohérents, les programmes doivent prévoir de manière aussi précise que possi-ble le niveau exigé au départ (en évitant notamment les intitulés vagues laissant place à des interprétations élastiques) et le niveau exigé au terme de l'année considérée. Ils doivent être mis à l'épreuve, de manière à être réalisables sans prouesse particulière dans les limites du temps imparti [...].

La cohérence et la complémentarité entre les programmes des différentes spécialités doivent être méthodiquement recherchées à chaque niveau. Dans le cas où des commissions par spécialité sont nécessaires, il fant prévoir une commission des programmes commune (par niveau) pour assurer la cohérence et éliminer les doubies emplois.

Sans sacrifier à l'imitation servile des modèles étrangers, on devrait trouver une inspiration critique dans la comparaison méthodique avec les programmes en vigueur dans d'autres pays, européens notamment : moyen de porter an jour les oublis et les lacunes, la comparaison devrait permettre de débusquer les survivances liées à l'arbitraire d'une tradition historique. (...)

L'examen critique des contenus actuellement exigés doit toujours concilier deux variables : leur exigibilité et leur transmissibilité. D'une part, la maitrise d'un savoir ou d'un mode de pensée est plus ou moins indispensable, pour des raisons scientifiques ou sociales, à un

Il importe de substituer à l'enseignement actuel, encyclopédique, additif et cloisonné, un dispositif articulant des enseigne-

حكة الأصل

Un Consortium paneuropéen ressemblent des industriels et des universitaires de toute l'Europe y compris l'Europe du Nord organise en France

UNE GRANDE PREMIÈRE EUROPÉENNE POUR

RESPONSABLES DE FORMATION ET FORMATEURS.

un séminaire de 4 jours les 13, 14, 15 et 16 mars 1989. " L'EXPERTISE EUROPÉENNE "

ENSEIGNEMENT A DISTANCE FORMATIONS MULTIMEDIA avec la participation des experts européens les plus réputés.

Pour informations détaillées et inscriptions dans la limite des

Ecole Polytechnique Formation Continue Madame Christine Nora — 91128 Palaiseau Cedex

Téléphone : (1) 60 19 40 18 Télécopie : (1) 69 41 94 42 SATURN PO Box 564, Walton Half, Milton Keynes MK7 6DG, UK.

1 CONCOURS

3 CARRIÈRES DE COMMISSAIRES

L'armée de terre, la marine et l'armée de l'air recrutent en 1989 plus de 30 élèves commissaires parmi les jeunes gens titulaires d'un diplôme du 2° cycle

de l'enseignement supérieur (licence, I.E.P...)

Limite d'âge 25 ans

RENSEIGNEMENTS auprès des directions centrales des commissariats

37, boulevard de Port-Royal

Une grande ecole au sein de l'universite

Le Monde

EN BANQUE DE DONNÉES

EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL

SINORG G CAML SERVEUR

Tél, : (1) 45-38-70-72

Informations et

dossiers d'inscription :

Portes

le 15 mars, de 10h à 18h

77, me de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine

Ouvertes

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 87

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS:

75998 PARIS ARMÉES

Tél.: 16 (1) 43.36.83.27

ARMÉE DE TERRE : D.C.C.A.T.

MARINE: D.C.C.M.

Tel.: 16 (1) 42.60.33.30

Postes : 21221 et 21398

2, rue Royale - 75200 PARIS NAVAL

AIR : D.C.C.A.

des inscriptions:

1er cycle: 26 mai

DESS: 28 avril

DEA: 30 juin

2ème cycle: 2 juin Magistère: 19 mai

Formation continue: nous consulter

36.16 celsa

26, boulevard Victor

75996 PARIS ARMÉES

Tél.: 16 (1) 45.52.64.54

places disponibles s'adresser à

es programme

E. Paris

🕶 e imp. 💢

Les Bourses de Clermont-Ferrand

rand 89. école, d'ingénieurs, de commerce ou

n, ou en troisième cycle d'universus:
Pour participer, définissez et justifiez
votre projet en 3 pages dactylographièss. Vous pouvez présenter votre
mémoire sous la forme que vous voulez (photos, vidéo, plaquettes...). Il ne marketing_) ainsi que le pays où vous

"LE CÂBLE, QUELLES UTILISATIONS poseraz votre sac de voyage!
POUR QUELS PUBLICS" tel est le thème des Bourses de Clermont-Ferthème des Bourses de Clermont-Fer-

en renvoyant le bon ci-contre au Service de Communication de la Mairie -10, rue Philippe Marcombes, 63000



superbe histoire des nids de mygales tapis dans les plantes vertes exotiques, des yuccas généralement, et vibrant sous l'arrosage, qui se répandit comme une traînée de poudre en 1986? Qui n'a entendu celle, plus récente, du petit chien si mignon ramené clandestinement d'Afrique de l'Ouest, qui, une fois en France révèle sa vraie fois en France, révèle sa vraie nature, celle d'un gros rat malade et sanguinaire? Le rat est plus connu encore, depuis près de vingt ans, par son os qui se plante dans la gorge du client d'un restaurant asiatique.

A la suite de folkloristes et ethnologues américains, Véronique Campion-Vincent, dans le dernier numero de la Revue française de sociologie, désigne ces rumeurs à contenu narratif organisé par le terme de « légendes urbaines ». Elles diffèrent des légendes traditionnelles ou des mythes en ce que l'événement rapporté est tenu non sculement pour réel mais pour actuel, au lieu de se situer dans un lointain passé ou un temps mal

Ce type de rumeurs n'est pas nonveau, et l'auteur les rapproche de séries légendaires anciennes : celle sang devait servir à soigner le roi atteint de la lèpre (Paris 1750) ou la rumeur d'empoisonnement par les riches qui se répandit à Paris en 1832 à l'occasion d'une épidémie de choléra. La croyance ancienne en la « traite des Blanches » s'est réactivée à de nombreuses reprises depuis les années 50, l'élément sexuel concernant la nudité cédant le pas à la composante xénophobe ou antisé-

Ces légandes urbaines servent, selon l'auteur, à organiser et inter-préter le flux multiforme des informations et des stimuli qui assaillent les citadins. Elles déchiffrent un ordre maléfique derrière les désordres de notre société et ses muta-tions rapides. Elles premient aussi en charge les sujets interdits aux médias comme les maladies des célébrités et surtout l'hostilité envers l'étranger dont l'expression est sanctionnée par la loi, à din moment où les immigrés paraissent revendiquer leur différence. Les mygales, rats et autres serpents contamination par l'étranger. Pour-tant, et l'auteur en fait état dans une note, le thème des lâchers de

vipères, probablement plus rural qu'urbain, s'accommode de serpents bien de chez nous.

A cet article fait écho, dans le e numéro, un texte de Jean-Noël Kapferer, spécialiste ès rumeurs, sur les disparitions de Mourmelon. Il s'agit ici d'événements bien réels; mais ils ont été interprétés par des rumeurs mettant l'accent sur les thèmes du crime sexuel, de l'étranger et de l'adoles-cence conformément à un archétype invariant et millénaire. La rumeur répond aussi au silence de l'armée, « la grande muette », dans sa recherche d'un ordre caché et relativement simple qui exclut certaines hypothèses et en privilégie d'autres comme celle d'un criminel étranger

l'imaginaire. » Une note de la rédaction précise que cet article a été rédigé avant

informations grâce à l'enquête «Contacts», réalisée conjointement ou militaire, donc extérieur à la cité. « Les rumeurs de Mourmelon pui-sent en réalité leur contenu dans

ANTHROPOLOGIE .

un regard africaniste

per Sylvie Faizang. Utilisant la même démarche que lors de ses précédentes études anthropologiques sur la maladie en Afrique, l'auteur s'est « immergé » dans une commune de la région He-de-France afin d'observer les différents types de recours thérapeuti-ques choisis par les malades et de comparer les systèmes symboliques qui les sous-tendent, en France, et

en Afrique.

† Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, collection Cahiers de l'homme ethnologie – géographie – linguistique, 109 p., 90 F.

COMMUNICATION _ La Logique de l'usage, essai sur les machines

per Jacques Perriault. Directeur du département Recherche et innovation du Centre national d'enseignement à distance, l'auteur retrace la longue histoire de l'invention et des applications des « machines à communiquer » depuis les premiers procédés optiques et le phonographe jusqu'à l'ordinateur et la vidéo, et analyse la logique « singulière » des pratiques mises en

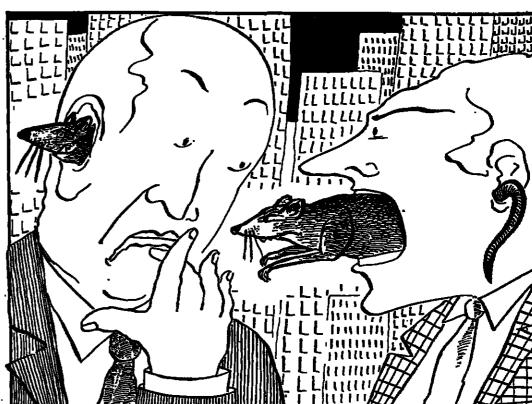
œuvre par les usagers. ★ Flammarion, 252 p., 89 F.

SOCIOLOGIE

CAMPUS

BIBLIOGRAPHIE

Légendes urbaines



cours de l'été 1988. Ils ne remettent pas en cause, il est vrai, la logique propre à la rumeur, objet de l'analyse. Reste que certaines formula-tions, par leur caractère tranché, peuvent susciter anjourd'hui un certain malaise, même si aucune inculpation n'a été prononcée dans cette affaire. Dans le décryptage de nos modernes légendes, de leur message caché ou de leur morale implicite, il est difficile de trouver le ton juste qui ne situe pas leur auteur dans la sphère éthérée du vrai savoir, et les colporteurs de rumeurs dans celle de l'illusion, voire de la sottise. A la définies avec dix-sept interiocuteurs vérité, cette difficulté est celle de toutes les entreprises de dévoilement propres aux sciences de l'homme.

Tant que les médias ne se font pas l'écho des rumeurs, elles se propagent de bouche à oreille, sur le monde : voici ce qui vient d'arriver à l'ami (e) d'un (e) ami (e), et non pas à l'ami d'un ami d'un ami, le maillon supplémentaire sautant à chaque fois. Leur diffusion repose donc tout entière sur les conversations. Pour en percer les méca-Cofe 1201-11 2voit q lueur sur ces contacts interperson-

nels, leur fréquence et leurs occa-Sur ce suiet inexploré en France. voici enfin disponibles de précieuses par l'INSEE et l'INED, déjà exploi-tée sous certains aspects (voisinage, associations...) par François Héran, mais dont il nous livre, dans le dernier numéro d'Economie et Statistique, l'apport central. Il s'agit des pratiques de sociabilité des Français saisies par les discussions qu'ils ont eues pendant une semaine, à l'exté-neur de leur foyer, avec amis, collè-gues, parents, voisins ou autres inter-locuteurs (à l'exclusion ici des conversations téléphoniques et des discussions professionnelles). Trente-quatre discussions ainsi

différents par semaine : ce score moyen recouvre bien sûr d'impor-tantes variations selon le sexe, l'âge, le milieu social, l'activité. Ces critères et leurs combinaisons mettent en évidence l'existence de formes diverses de la sociabilité. Retenons, parmi les multiples résultats de cette analyse très fouillée, les scores médiocres des ouvriers, qui remettent en cause l'image habituelle d'une sociabilité populaire foisonnante. Les pratiques de sociabilité resiètent, plus qu'elles ne compen-sent, les hiérarchies socioculturelles, ce qui n'incite pas à voir en elles une social.

Ce statut social peut-il encore se définir principalement par l'activité professionnelle à une époque où les

population âgée de plus de quinze ans? Cette question est posée dans un article de Dominique Schnapper, pièce maîtresse d'un dossier sur «Emploi et destina sociaux» que présente le numéro déjà cité de la Revue française de sociologie. Avec l'extension du chômage et la multiplication des statuts intermédiaires, le rapport à l'emploi et à la protection sociale devient une des dimensions essentielles de la position sociale. La politique adoptée par l'Etat-providence en France pour lutter contre la crise a créé une hiérarchie des statuts sociaux : statut de l'emploi, emplois sans statut, sta-tuts dérivés de l'emploi – chômage, retraite, préretraite auxquels il faut ajouter le statut de femme au foyer, dont la diminution est plus que com pensée par la croissance des précédents, - statuts nés de la solidarité, enfin les « sans-statut », qui échappent même au réseau de l'assistance.

Une tentative d'évaluation de la part relative de chacune de ces caténotamment en évidence la baisse régulière depuis dix ans de l'emploi législation sociale contribuent fortement à construire l'identité sociale de leurs « titulaires ».

PHILIPPE BESNARD. ★ Revue française de sociologie, janv.-mars 1989. Economie et Statisti-



Pour une anthropologie de la maladie en France,

humaines à communiauer par J.-M. Perreti.

ÉCONOMIE _

Les Revenus en France per Yves Hussard et Plerre Concialdi.

actifs titulaires d'un emploi ne

Que sait-on sur les revenus des Français ? Quels sont les effets de la crise économique sur l'évolution et sur le partage des prélèvements obligatoires? Le revenu minimum d'insertion est-il une réponse significative face à l'évolution de la pau-vreté ? Deux spécialistes, chercheurs au Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) font le point. * La Déconverte, collection «Repères », 126 p., 38 F.

ÉDUCATION. L'École avant l'école par A. Platteaux et R. Messager. l'École élémentaire

per J.-P. Delakaye et N. Dujour. le Collège per D. Roullet et D. Jen Trois guides qui répondant aux questions que les parents se posent sur les structures scolaires, l'emploi du temps, le contenu des pronmes, les méthodes des équipes pédagogiques ou aur les conditions de passage et de redoublement.

★ Nathan, collection « Pour aider votre enfant », 85 F et 99 F. Gestion des ressources

Un tableau des différents domaines de la fonction personnelgestion des emplois et des carrières, définition des politiques de rémunération, amélioration des conditions de travail et de sécurité, formation et information des salariés, relations sociales, à l'attention des cadres d'entreprise, des élèves des grandes écoles de commerce et des étudients en économie des universités.

* Libralrie Vuibert, collection

* Vuibert Entreprise », 268 p., 95 F.

HISTOIRE.

Le Parti socialdémocrate suédois et la Politique étrangère de la Suède 1914-1918. par Jean-Pierre Mousson-Lestans.

Cet ouvrage tente de comprendre comment le Parti social-démocrate a contribué à la non-intervention de la Suède dans la première guerre mondiale, en dépit d'un contentieux séculaire avec la Russie, d'une solidarité croissante depuis 1871 avec l'Allemegne impériale et d'un renouve du sentiment nationaliste dans le

* Publications de la Sorbonne, 575 p., 180 F.

INFORMATIQUE, Thèses, mémoires

et publications

au micro-ordinateur per Bernerd Césari. Ce guide a pour vocation d'aider nts et chercheurs à réaliser et à éditer des documents au microordinateur, et de les informer sur les matériels et les logiciels adaptés. * Expansion scientifique française, 184 p., 110 F.

LANGUES_

La Mort à Venise de Thomas Maun et l'Invention de Morel

d'Adolfo Bloy Caseres. Deux nouveaux titres dans une jeune collection bilingue où les textes sont accompagnés d'une introduction critique et de notes à caractère

culturel et linguistique. * Le Livre de poche, collection « Les langues modernes/Bilingue », série allemande et série espagnole, 300 p. environ, 31 F.

via la représentation commercia

française de Sarrebruck - avec la

chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg, puis avec celle de la En l'espace de deux mois, un service spécialisé et informatisé dans la ission de fonds de commerce sept « affaires » à reprendre. Depuis le mois de décembre, le couple vend avec succès pain noir et saucisses de

Début septembre 1988, J. Morvant est licencié pour raisons économiques d'une entreprise industrielle en Seine-et-Marne. Il s'adresse à la chambre de commerce de Paris. Laquelle le met en contact avec le fichier « offres de vente » de Transcommerce. Aujourd'hui, J. Morvant, originaire de la région, tient librairic-papetericcadeaux-jouets dans la ville qui l'a

M. et M= Gozard ne veulent plus entendre parler d'un petit café-hôtel dont ils sont les héritiers. Ils s'adressent à leur notaire. Celui-ci prend contact avec la Bourse d'offres de Clermont. Le café-hôtel a depuis fait le bonheur d'un restaurateur de

Trois exemples de reprisestransmissions réussies, au cœur de la France, grâce à une initiative née localement il y a tont juste trois ans, encore unique dans l'Hexagone, et qui s'est étargie à l'ensemble de la région Auvergne.

Une initiative qui fait l'orgueil de la CCI et qui a toute chance de oucher sur un réseau national de transmission-reprise dans le commerce. Et sous d'autres formes, dans l'artisanat de production, grâce aux

Les pouvoirs publics ont vite repris la balle au bond : « La transmission d'entreprises est un sujet rebattu. Mais en matière de commerce, sans une attention perma-nente portée à ce phénomène, on ne peut espérer grand-chose en termes de maintien du tissu commercial, centre-ville . déclarait le 16 février. à Clermont-Ferrand, M. François Doubin, ministre du commerce et de

L'improvisation interdite

Rebattu en effet le sujet de la transmission d'entreprises. Un « drame national », comme il a été dit quelquefois, mais dont on retient surtout la facette PME-PML Ou celle, plus médiatique, du « grand patron - qui n'a pas pu, on su, se « retirer - à temps. Les exemples quasi balzaciens abondent encore

En revanche - mêmes causes, mêmes effets, - on sait peu de chose des innombrables « Bonheur des ames », « merceries-pouveautés et autres épiceries-buvettes qui disparaissent silencieusement de la France de Braudel. Pas de tapage non plus autour du quincaillier qui s'évanouit des banlieues au bénéfice d'une agence bancaire. Moins de bruit encore à propos des « petits com' » condamnés de Thionville ou des sites de la défunte Normed, à La Ciotat on à Dunkerque.

Les causes en revanche sont cer-nées. En gros, jouent « l'effet »

grande surface des années 70, les restructurations de style sidérurgie ou textile, la désaffection des Français de souche pour des métiers jugés passéistes et dévoreurs de temps de travail.

Tout un chacun dresse un estat : le fameux tissu rural ou suburbain est menacé! Le lamento est général. Alors ? Alors force est de freiner le déclin, jugé un peu vite inélactable ».

 Je relève que 83 % des cessions en zone rurale se font au moment du départ en retraite du commerçant, sans avoir été préparées, l'exploitant ayant laissé péricliter l'entreprise au cours des dernières nnées », constatait M. François Doubin devant un parterre de notables pour une fois réunis : élus et cadres consulaires, marchands de biens de la FNAIM, notaires. · C'est en outre un phénomène d'une ampleur quantitative exceptionnelle, poursuivait le ministre. Il y a eu en France en 1987 vingt-sept mille reprises de fonds de com-merce. Et d'ajouter : « La bonne transmission, c'est d'abord celle où le vendeur et le repreneur se sont rencontrés à temps, c'est-à-dire avant que l'entreprise ne soit dépréciée, et dans laquelle la valeur du fonds est correctement faite. »

< Opportunités privilégiées »

Une évidence? Certes. Mais elle fait apparaître une relative désillusion dont aujourd'hui on prend conscience. La mode du « tout créatif », du « si chacun créait son entreprise », impulsée notamment sous le gouvernement Fabius, semble avoir fait beaucoup de victimes. « Nombreux sont ceux qui ont échoué », confie un conseiller du ministère du commerce. Autre déconvenue plus récente : les primes au départ de l'Etat et des grands groupes déconfits - construction navale par exemple - considérées imprudemment comme des « magots » par les ouvriers licenciés, ont abouti à des faillites personnelles dramatiques : en clair, on ne s'improvise pas commerçant ou artisan, . L'idée que le commerce, comme la prose de M. Jourdain, se pratique sans l'avoir appris, est encore trop répan-due », constate l'un des promoteurs de l'opération Transcom

sollicitant une bourse ou un prêt, ne

l'est pas d'un commerçant. Ce qui signifie – on en fait aujourd'hui la

constatation! - qu'il ne peut y avoir

de bonne transmission sans forma-tion préalable. Timidement, cer-

taines CCI proposent des stages de...

quarante heures qu'on forme un commerçant », convient le ministre

Une quasi-absence de formation

jugée d'autaut plus grave à

Clermont-Ferrand que, selon une récente étude de la cellule régionale

d'observation du commerce (CROC), 42 % des commerçants

ne trouvent pas de successeurs

(50 % pour les seules alimentations

générales), dans la seule région

valu au lancement de Trans-

commerce. « Depuis son démarrage.

plus de trois cents transactions on

été réalisées, se réjouit M. Cerrati, Le fichier des offres recense en

moyenne trois cent cinquante oppor-

commerce a, par ailleurs, développé,

outre un certain nombre d'instru-

ments informatiques (logiciel, vidéotex), un système d'évaluation

de correspondants (trois cent

quarante-six notaires et agents immobiliers) a été créé afin d'offrir,

« dans les meilleurs délais», des

Une fourchette de prix est propo-

sée. Une aide d'autant plus pré-

cieuse que le cédant, surtout s'il est

agé, surestime généralement

«l'œuvre de toute une vie». Prix moyen, à titre indicatif, d'un fonds

de commerce dans la région Auvergne : 250 000 francs à 350 000 francs.

Faire

des émules

L'intérêt de l'opération est aussi

de faire des émules. Pour l'heure, des contacts sont engagés avec les

départements de la Loire, de l'Ardè-

che et de la Corrèze. Des actions

analogues sont entreprises en Picar-die, Midi-Pyrénées, Aquitaine, en vue de déboucher sur un réseau

gne, pour exemplaire qu'elle est, engage en priorité les zones rurales défavorisées. En clair, là où s'impose

une intervention. An plan national,

l'Etat s'efforce d'impulser les

reprises-transmissions à l'aide de

plusieurs cutils. A la mi-décembre

1988, le ministère a effectué une

sélection des « opérations de restruc-

turation de l'artisanat et du com-

merce » (ORAC) et «actions de

transmission-reprise » (AIRA)

dotées budgétairement. Opérations

expérimentales, pour l'instant mais qui ont été inscrites dans le cadre

Pour ce qui concerne l'artisanat de production proprement dit, il convient de noter qu'il se différencie

peu des problèmes du petit com-

merce. L'Association pour la promo-

tion et le rapprochement d'entre-prises (APRE) observait

récemment, en effet, que « sur pru-

sieurs centaines de chefs d'entre-prise interrogés, 35 % ne songealent

pas à une reprise de leur entreprise,

53 % y songealent, mais ne faisaient rien . Constatation de cette situa-

tion : sur cent cinq mille immatricu-

lations au répertoire des métiers, il

d'entreprises, actuellement en cours.

La priorité reconnue par tous les intervenants « de développer et de maintenir ce qui existe » a conduit

le conseil des ministres à adopter, le 15 février, un certain nombre de

C'est ainsi qu'une meilleure utili-

sation de la taxe sur les grandes sur-

faces a été décidée comme son élar-

rissement afin d'instituer une aide à

la transmission et à la reprise, et

La revalorisation annoucée du

taux moyen de l'indemnité de départ

(10 %) ainsi que celle du montant

(10 % également) suffirent-elles à

«moderniser» le réseau dense et souvent archalque des petits com-

merces et des entreprises artisa-

Encore faudrait-il aborder les pro-

blèmes fiscaux, qu'il s'agisse du régime des plus-values, ou des méca-

nismes de la donation-partage. Vaste

JEAN MENANTEAU.

la taxe sur les grandes surfaces

d'encourager certains équipements collectifs, parkings de centre-ville,

des contrats de plan Etat-région.

Au cours de l'année 1988, Trans-

Une raison de plus donc qui a pré-

Auvergne

La transmission d'entreprises chez les commerçants et les artisans

De fait, le renouveau d'intérêt des pouvoirs publics pour les petits commercants et les artisans n'est pas innocent. Mais réaliste. « Il y a un effet de seuil au delà duquel le tissu peut se déchirer », s'alarme œ même conseiller. « Dans un pays qui compte un demi-million de commerces, cela vaut d'y réfléchir. >

Rien d'étonnant donc si les chambres consulaires et les pouvoirs publics s'efforcent d'encourager la transmission-reprise, moins aléatoire que la création ex nihilo.

« Il est communement admis que. dans l'ensemble, un commerce sui trois échoue avant d'avoir passé le cap des trois ans », reconnaît avec réalisme mais amertume M. Cerruti, président de la CCI du Cantal.

Une récente étude de l'INSEE vient, par ailleurs, corroborer le soutien à la transmission : « La croissance des reprises dans le commerce est un phénomène marquant des cinq dernières années », remarque l'institut, qui a, d'autre part, effec-tué des études de terrain l'année écoulée. « Les actions de transmission constituent des opportunités privilégiées d'accès dans le commerce sans risques excessifs pour les candidats. > Et d'ajouter: « Encore faut-il que cédants et repreneurs puissent dialoguer... >

Or que se passe-t-il dans les faits? Rarement, sous les lambris Napoléon III des chambres consulaires, encore moins dans les chambres de métiers, les acteurs que sont les vendeurs, repreneurs, agents immobi-liers, mandataires de fonds de commerce, conseillers juridiques, etc., sont réunis. Par ailleurs, le manque d'informations des candidats repreneurs est patent. Où et à qui s'adresser? Enfin. leur formation - le bât blesse cruellement - est souvent minime, voire inexistante.

Paradoxe! Ce qui est exigé d'an artisan charcutier par exemple, d'un

La création d'emplois en coopérative

Les SCOP changent de cap

grāce », de 1981 à 1983, les sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) ont subi un mouvement de reflux qui s'est traduit par une chute des effectifs : de 40 423 en 1984 à 32 206 en 1988. Pas loin des 30 500 de 1979. Ca petit secteur de l'économie avec un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs - tente de retrouver un nouveau souffle en développant les services à forte valeur ajoutée et en favorisant la issance de filiales autour des SCOP existantes.

« Nous avons subi un assèchement des créations dites en réanimation d'entreprises défaillantes», explique Jean Gautier, chargé de mission à la Confédération générale des SCOP (CGSCOP). Pour deux raisons : la «concurrence» du RES (rachat d'entreprise par les salariés), créé en 1984, et la démobilisa tion des organisations syndicales. « CGT, CFDT et FO n'ont plus le réflexe coopératif lorsqu'une entreprise périclite», reconnaît-on à la CGSCOP. En outre, les disparitions de grosses coopératives ont pesé lourd. Notamment dans le bâtiment, secteur d'implantation traditionnel des SCOP - encore 41 % aujour-d'hui, - la fonderie et le travail des métaux (14%) et les industries du livre (8 %). Certaines sociétés, créées dans la précipitation et dans l'euphorie de la gauche au pouvoir, n'ont pas fait long feu.

Rapprocher les porteurs de projets

Bien que le nombre de créstions ex nibilo soit resté constant, celles-ci concernent des équipes de plus en plus réduites, les coopératives n'étant pas épargnées par le vent d'individualisme qui souffle sur les créateurs d'entreprises. Les SCOP créées ex nihilo en 1980 regroupaient 19 coopérateurs chacune, contre 9 huit ans plus tard. Toutes SCOP réunies, la moyenne s'établit aujourd'hui à 24 coopérateurs, contre 53 dix ans auparavant. Plus de 91 % des SCOP ont un effectif inférieur à 51 coopérateurs chacune, dont 46 % moins de 10. La législation a d'ailleurs suivi le mouv puisque, en 1978, le nombre minimal d'associés a été réduit de sept à quatre, puis de quatre à deux en 1988. « C'est le moyen d'intégrer certains secteurs, comme les sociétés de services et d'ingénierie en informatique, et les bureaux d'études, où l'on peut envisager de déman rer à deux », observe Jean Gautier. C'est le cas de cadres ou d'ingénieurs qui choisissent le statut de SCOP pour lancer une activité de bureautique ou de

Les « créneaux porteurs » sont d'ailleurs le cœur de cible de l'association Campus coopérative, dont l'objectif est d'apporter une formation à des jeunes cocréateurs de niveau bac + 2 lie Monde du 4 août 1988). Salariés pendant deux ans de cette « pouponnière », ils sont aidés par les animateurs à concevoir les études de marché et des prototypes. En outre, Cambus coopérative participe au lancement de chaque projet à hauteur de 78 000 francs, et fournit des

«Société de portage >

La première promotion de cinq équipes (novembre 1986 à lécembre 1988) présente un bilan contrasté: seules trois ont créé una société. « Bien que ca soit encore expérimental, commente Michel Porta, responsable formation à la CGSCOP, nous avons prouvé qu'il est possible de mettre en contact des porteurs de projets dans des secteurs où les coopératives sont peu nombreuses, notamment dans les métiers de la communication. 3

La stratégie de création tous azimuts du début des années 80 semble révolue. Dans un premier temps, les coopérateurs ont veillé à ce que leurs entreprises oient mieux gérées, Entre 1985 et 1987, la productivité a augmente de 10 %. Dans la même période, le résultat net, toutes SCOP confondues, a fait un bond

PRÈS leur « état de de 25 millions de francs à 246 millions. Dans un deuxièm temps, les SCOP ont multiplié la création de filiales. Mais lorsque ces demières ont la forme coopérative, elles doivent nécessairement couper le cordon qui les relie avec la SCOP mère au bout de dix ans, par obligation statutaire. Ainsi, pour éviter de perdre le contrôle des filiales qu'elles ont créées, nombre d'entre elles leur donnent plutôt la forme de SARL ou de SA classiques I

> La consolidation des SCOP existantes et la filialisation de nouvelles activités ne signifient pas que le marché de la transmission d'entreprises soit abandonné pour autant. En septembre 1988, la société Spot a d'ailleurs été créée avec un capital de démarrage de 18 millions de francs. Son objectif est de racheter des entreorises saines. pour lesquelles aucun repreneus ne se fait connaître, et de favoriser leur transformation en coopératives dans un délai compris entre six mois et un an. Spot devrait effectuer ses premiers rachats très prochainement.

TIN DANS LE

L'utilisation d'une tella «société de portage» semble effectivement un bon moyen pour permettre des transitions moins brutales d'entreprises dites normales vers des coopératives. Car la plupart des patrons. comme leurs salariés, n'ont pas d'elles une bonne image, le fonctionnement dit démocratique, où le patron est élu par l'ensemble des coopérateurs-associés, fait

Une SCOP est-elle vrziment un moyen de répondre à des caspirations qualitatives a que la relation salarié-employeur ne permet pas? Douce utopie? Parce que ce type de société est fondé sur « une participation égalitaire à la prise de décision » — « un homme égale une voix> - et que les éventuels bénéfices ne leur échappent pas, « les coopérateurs de très vite des travailleurs individuellement plus motivés et en charge de responsabilités. L'esprit d'équipe, le respect mutuel, la confiance, la tolérance, souvent prônés, se traduisent per des relations plus détendues, voire plus familia coopérateurs, y compris avec la direction de la SCOP», analyse Philippe Auvergnon, chargé de recherche su CNRS (1).

Des responsbilités sociales

Mais la médaille a son revers. ∢Bien que le travailleur d'une tive sache mieux qu'un salarié d'una entreprise clas pourquoi et pour qui il produit», « bien qu'il s'agisse d'expénelles», ajoute Philippe Auvergnon, « les conditions de travail n'y sont pas nécessaire xures ». Le chercheur remarque même que, au grand désarroi d'inspecteurs du travail, certaines règles concernant la durée effective du travail, l'élection de représentants du personnel ou l'application d'une convention collective ne sont pas toujours respectées. Jean Gautier reconnaît qu'une structure construite autour de «l'abolition du salariat > donne des sueurs froides aux iuristes. Et certains esprits pervers? - parient d'e autoexploitation » lorsque des coopérateurs décident de ne pas se payer les heures supplémentaires saires à la bonne santé de

«Qui pourrait leur donner des leçons, ajoute Jean Gautier, s'il y va de la survie de leurs emplois. » Le mouvement coopératif estime avoir des responsabilités sociales. La CGSCOP tente actuellement une expérience d'accueil de chômeurs de longue durée. Sur les douze stagiaires pris en charge (300 heures de formation), Michel Porta estime que sept sont en passe d'être embauchés en SCOP.

FRANÇOIS KOCHL

(1) «L'Ample et la nécessité, ou les conflites de travail dans les coopératives envières de production», par Philippe Auvergnon, Formation Emplot n° 23, juillet-septembre 1988. Centre d'études et de recherches sur les qu (CEREQ). Editions La Document tation française.

Ouinze jours d'emploi dans « le Monde »

 L'emploi des immigrés. --Les sentiers de traverse de l'intégration. Les anges gardiens d'Amiens : Nourredine et ses copains du Pigeonnier sauvent leur quartier en créant une entreprise. Les malheurs des surdiplômés (« le Monde Economie » du 21 février 1989).

• La bonne santé de l'UNE-DIC. - L'assurance-chômage en excédent de 2,3 milliards de francs (le Monde du 22 février

• Ecartelée entre le traitement social et le placement. - L'ANPE croule sous les mis-sions (le Monde du 23 février

● La prévention des difficuités de l'emploi. - Une expérience originale pour la réduction des effectifs chez Thomson-CSF (le Monde du 25 février 1989).

 Diminution du chômage de 0,6 % en janvier. - Les statistiques du chômage pour le mois de janvier font apparaître une amélioration après l'«accident» de décembre dernier. Le gouvernement prépare un nouveau plan pour l'emploi Use Monde daté 26-27 février

 Après la condamnation du magasin IKEA dans l'Essonne. - Travail du dimanche : les syndicats gardiens de la loi (le Monde du 28 février Les bienfaits de la rigueux

salariale. - Des centaines de milliers de chômeurs en moins.. (le Monde du 28 février 1989).

• Deux nouvelles mesures pour l'emploi. - Aide à la première embauche. Contrat de retour à l'emploi (le Monde du

 Les cadres dans la tourente. - Acteurs ou victimes des OPA, les cadres se retrouvent au cœur du Monopoly industriel (le Monde Affaires du



programme.

nsterdam... Auckland... Bahrein... Bangkok... Bombay... Ca n... Colombo... Hambourg... Hong kong... Istanbul... Jakart rachi... Kuala Lumpur... Londres... Los Angeles... Manill ilbourne... Montréal... New York... Pékin... Riyadh... Séou rgapour... Sydney... Taipei... Tokyo...

VOTRE EXPERIENCE BANCAIRE INTERNATIONALE VOUS OUVRE LE PLUS VASTE CHAMP D'ACTION DANS LE MONDE

Présente dans 65 pays, forte de 13 000 salariés dont 10 000 à l'étranger, la Banque Indosuez a aujourd'hui le plus beau réseau du monde. Son département international, en plein développement, recherche des cadres commerciaux confirmés.

Vous avez 5 à 7 ans d'expérience bancaire internationale, vous maîtrisez parfaitement les systèmes de financement à court terme et moyen terme, et la mise en place de montages financiers vous est familière. Votre connaissance des marchés extérieurs et votre sens des négociations à haut niveau vous permettent de saisir toutes les opportunités d'affaires pour le développement de notre groupe international.

Bien évidemment, vous parlez couramment le français et l'anglais. Une troisième langue étrangère serait fortement appréciée. Vous êtes basé à Paris, votre mission implique de nombreux déplacements à l'étranger. Votre rémunération sera étroitement liée à vos performances.

Si notre challenge vous passionne, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo), sous la référence DI 02 M à :

Banque Indosuez - Service Recrutement 9, rue Louis Murat - 75371 Paris Cedex 08.

L'annonce parait simultanément dans Le Soir, De Standaard, Handelsblad, The Independent, Suddeutsche Zei-tung, Corriere Della Sera et El País.





Avec 3.400 personnes et 5 usines, nous sommes le premier fournisseur français d'alternateurs-démarreurs et le deuxième européen. Ausein du groupe VALEO, nous recherchons afin d'internationaliser notre dimension humaine sur la France, des Ingénieurs Electro-Mécaniciens à fort potentiel titulaires de diplômes d'Ecoles ou d'Universités de la Communauté Economique Européenne.

Par nos innovations et la qualité de nos productions, nous faisons progresser l'automobile.

Pour aller encore plus loin, nous vous proposons aujourd'hui des métiers diversifiés en : Etudes - Recherche et Développement, Méthodes de Fabrication, Achats et Services Commerciaux.

Vous avez acquis de préférence une formation complémentaire en gestion et possédez une première expérience de 2 à 3 ans. Bien sûr, vous parlez votre langue d'origine ainsi que le français... Notre ouverture internationale

vous conduira à jouer un rôle "moteur" au sein de notre branche ou du groupe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et votre CV en français ainsi qu'une photo et un numéro de téléphone à Jean-Claude VAN DER ELST -Directeur des Ressources Humaines - VALEO-E.E.M. -2, rue A. Boulle - 94000 CRETEIL FRANCE.

La Compagnie des Mines d'Uranium

L'Equipement Automobile

BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités =





Services d'Hôtellerie, de Restauration et de Management "LA VOLONTE AU COEUR DU SERVICE"

> SHRM - ANGOLA Recherche son



Basé à LUANDA en ANGOLA

Dépendent directement du Directeur de SHRM ANGOLA, il sera responsable de l'animation, du contrôle et du développement d'activités de

 distribution type grandes surfaces
 activités d'hôtellerie et de restauration - services divers

- - <u>- - 3.21.</u>2

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, il a une bonne pratique de la langue Angleise, et des connaissances en Portugais.

Une expérience minimum de 3 à 5 ans de la direction d'un centre de profits, acquise de préférence dans la distribution type grandes surfaces et dans la restauration type cafétéria ou dans une société de services, sera un

Ce poste doit conduire à moyen terme à la responsabilité d'une Direction de filiale.

il est préférable que le candidat soit marié, l'expatriation étant possible en famille. L'éducation des enfants sera assurée à LUANDA. Avantages classiques à l'expatriation.

Les personnalités interessées par cette recherche peuvent adresser leur tettre de candidature et C.V. sous référence C/223 à : GROUPE SHRM - 113 rue de l'Evêché - 13002 MARSEILLE.

L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS à Munich

pour son service Presse et Relations publiques (réf. EXT/266).

un RÉDACTEUR (grade A2/3)

Les fonctions à remplir consistent à publier et à gérer les brochures d'information de l'Office destinées au public, les communiqués de presse, les publications spéciales, un bulletin d'information périodique, ainsi que le rapport annuel, à rédiger des articles destinés à informer le personnel et à assister la direction de l'Office dans la rédaction de discours et la préparation de

Les candidats doivent posséder un diplôme sanctionnant des études universitaires complètes, avoir plusieurs années d'expérience professionnelle en tant que rédacteur et être aptes à traiter des sujets complexes de manière intelligible. Ils doivent avoir une très bonne connaissance de l'une des langues officielles (allemand, anglais et français) et bien connaître les deux autres.

Comme dans d'autres organisations internationales, il est offert pour ce poste contrate deutes à autres organisations internationales, il est criter pour de public un traitement élevé, exampt de l'impôt national sur le revenu. Une Ecole européenne dispense un enseignement gratuit aux enfants du personnel de

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 7 avril 1989. Les formulaires de candidature officiels peuvent être obtenus auprès du

Service du personnel, Office européen des brevets, Erhardtstrasse 27, D-8000 MUNICH 2. Tél.: (089) 2399-4316.

votre pays. Ecrire à : Instituto Europeo



Association pour l'appui au développement

pour un contrat minimum de 2 ans : **TRESPONSABLE**

DE HAUT NIVEAU

Minimum bac + 4 Qualités de gestionnaire et de relations humaines indispensables. La poste concerne la direction d'un programme important d'actions en milieu scolaire dans un pays d'Afrique. Une expérience d'expatriation et de pédagogie sera appréciée.

Envoyez CV + lettre manuscrite sous nº 8226. LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

SELEC

in the "International Trade of Commodities" located in the Lemanic area is looking for a

DEPUTY TO THE CHIEF FINANCIAL OFFICER

The first assignment of this executive will be to set up and run a computer-based system for the control of our customer and country risks and to negociate with our banks the sophisticated financial packages our clients need.

Fluent in French and English, the successful candidate has several years of experience in a bank, active in the raw material field, or a trading company.

> Please answer under ref. 420 to: D.A.G. 65, rue de Rivoli 75001 PARIS who will transmit.



Îngénieur, diplômé d'une école type AGRO, ENSIA, ENSAIA... Vous avez acquis une expérience d'au moins 7 ans dans un contexte industriel, alimentaire et international de préférence.

Directement rattaché au directeur de l'Etablissement vous serez : LE NUMERO 2 DE L'USINE.

VOTRE MISSION PERMANENTE: la production dans le respect des normes de quantité, de qualité, de délai et de coût.

VOS RESPONSABILITES:

La logistique des matières premières et des poduits finis.
 ela fabrication et le conditionnement des produits.

Envoyer nous votre lettre de candidature, C.V., photo et prét. s/réf.08.400 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Le Monde **CADRES**

P.M.E. COMMUNICATION

Centre de Paris, recherche

collaborateur direct (H/F)

très polyvalent - sens des responsabilités 50 ans environ, Niveau Chef Comptable, très expérimenté comptabilité, enregistrement et centralisation (connaissance de la saisie comptable sur micro-ordinateur appréciée). Déclaration sociales, fiscales, T.V.A., payes,

contentieux. Très sérieuses références exigées.

Adresser C.V. manuscrit avec photo récente en indiquant prétentions, référence 35.251.

PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur - 75008 PARIS. **DEMANDES** D'EMPLOIS

CADRE DIRIGEANT

Ingénieur-gestionnaire, double nationalité suisse-CEE. Français. anglais, espagnol, allemand et italien courants. Connaissance approfondie des affaires (Marketing, ventes, contrats, joint-ventures, know-how, finances, création de sociétés...) avec l'Amérique latine, le Japon, les pays de la CEE. Préparé à négocier les grands marchés de 1992 dans les secteurs : Technologies de pointe, projets clés en main, biens d'investissement et produits grande série.

Disponible rapidement en Suisse ou dans la CEE.

Ecrire sous réf. DGS à GESTADEX S.A. BP 2929 - 1002 LAUSANNE (Suisse) - Telefax : 41-21-20-30-28.

INGÉNIEUR H.E.I.

GÉNIE CIVIL

Expérience FRANCE et ÉTRANGER chantier (5 ans), ingénierie (10 ans), tertiaire ntion (3 ans).

Mise au point projet, relation **RECHERCHE POSTE**

et et / ou re

Ecrire sous réf. 8176, LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

AGENDA IMMOBILIER

LES CITADINES***

Louez votre studio et 2 pièces neufs prêts à vivre pour un jour/pour une semaine et + KITCHENETTE, VAISSELLE, CANAL +, SERVICES.

PARIS TROCADÉRO(1) 47-04-88-02

8, rue Blaise-Pascal, 92200 NEUiLLY-SUR-MARNE, TÉLEX 610872 - TÉLÉCOPIE (1) 46-24-80-57.

RARE

HERBLAY PR. GARE 95

Sup. Mansart 6 P. 1 800 000 F. Cab. Vermelle, 39-19-21-27.

VILLENNE S/SEINE (78)

Belle mais. 7 P. Gd turral 300 m gare 2 400 000 F. Cab. Vermalle. 39-19-21-27.

YERNOUILLET (78)

Bei maison Bréguet 7 P. Domeine. Piscine. Tennis. 2 050 000 F. Cab. Vermelle. 39-15-21-27.

COTE D'AZUR

LES DERNIÈRES TERRES A BATIR VUE MER - DOMAINE PRIVÉ et gardienné toute l'année

CAP BENAT - Face aux Iles d'Hyères

POSIDONIA In.: Département vente
Domaine privé du Cap Benat / 83230 BORMES-LES-MIMOSAS.
Tél.: (33) 94-71-27-28, téléfax: (33) 94-64-85-05.

Visisite sur rendez-yous / Docum

+ 4 4 4 4 4 efab 🛕 efeb GAT T

Terrestres (GIAT) comprenant 15000 personnes, notre Etablissement de BOURGES (EFAB) est à l'avant-garde des technologies de Systèmes d'Armes. Notre activité s'etend de la recherche appliquée à la production industrielle et à l'assistance technique. Pour celà nous disposons de moyens importants axés plus particulièrement sur les Technologies de Pointe (C.A.O. - D.A.O.-Robotique, Ateliers flexibles...) et nous recherchons :

LE CHEF du SERVICE **METHODES**

qui se verra confier la responsabilité d'une équipe de 40 personnes (niveau techniciens) ayant en charge la préparation du travail d'une unité de fabrication mécanique de 200 personnes. Ce poste s'adresse à un INGENIEUR GRANDE ECOLE (ENSAM - ECAM - ICAM -ENSL...) possédant une expérience de quelques années dans le domaine de la mécanique et maitrisant les méthodes modernes d'aide à la décision (CFAO, Système Expert...)

Merci d'adresser lettre manuscritre C.V. détaillé et Humain 18, rue du Docteur Zamenhof

tions s/réf.89/GIM. au S.I.A.R. Service Factour 92131 ISSY-les-MOULINEAUX Cedex

Recherchons
PROFESSEURS
assurer l'encadrement de groupes de jeunes en séjours linguistiques, vacançes de
Piques, du 2 au 14 avril 89. 43-50-20-20.

QUOTIDIEN DÉPARTEMENT SECRÉTABLE

DE RÉBACTION DÉBUTANT

Recherche
JOURNALISTE
Exp. 5 ans mini. Conn.
milieux preses africaine et al
possible ONG (francoptones
en pert.). Familiarité avec
questions de dévelop. et
anvir. bil. angl./français.
Poste basé à Paris.
Adresser candidature à ;
institut Panos, 31, rue de
Reuilly, 75012 Paris.

IMPORT/EXPORT JEUNE HÖMME

inglais courant, 30 and nviron, avec formation spérieure, connaissance ure, connaissand ées du Comme

SUMITOMO FRÂNCE

COMMERCIAUX Chaudromerie, acier inox et noir, bonne formation techn. de base, esp. de la vente en milieu industriel, chimie, pétro-chimie, nucléaire, agro-filmetime, nucléaire, agro-

travail à domicile

ÉTOILE WAGRAM PARKING A VENDRI

Ingénieur cipièmé U.K., die porible pour REDACTION, TRADUCTION TECHNI-QUE. 42-08-20-95 (Rédec. tra.) boxes - parking

week-ends, matinde et soirée. Tél. : 48-59-55-93/soir. Bijoux

ACHAT OR BIJOUX PERRONO OPÉRA 4, Chaussie-d'Antin. TOILE, 37, av. V.-Hugo

Bijoux anciens hagues romantiques - 20 % ACHAT OR

COMPTABLE DECS are, très bon sens are, cherche ampiol AFR/M. Orient L Rachid DJERBI commercial. Aptitude à la direct, adminis. et commer. Lleenciée en droit, vous prop. d'essurer una respons. Commerc. 42-49-86-00.

Britannique, 48 ans, banquier international confirmé, domeine inspec-tion, contrôle financier. Bilincontrole financier. Blin-gue. Cher. emploi consultant ou poste similaire, Côte d'Azar. Ecrire nº 3217, LE MONDE PUBLICITÉ

COMMERCE INTERNAT.
M.-O., LIBYE, EGYPTE
ALBANE
Cadre 50 a., grde compétence et exp. Conn. perf.
arabe, angleis, sib., souheit.
collabo. PME-PMI pour
développer aff. de ces pays.
Etud. tres prop.
Eorire AREF BP. 183
06805 CAGNIES
Tél. 93-20-45-47 Analysts-programmeu conneis. COBOL + GAP : rech. emploi motiva

L'AGENDA

Antiquités

POUR DECORATION ACHÈTE A YOTRE PRIX MEUBLES-OBJETS ART EMPIRE

ELECTRICIEN-HQ.

Recherche posts sur Paris et/ou rég. parisismes sud. Tél. après 19 h su 69-00-48-61.

43-87-92-80

Baby sitter

Cuisine

KITCHENETTE LIIIIput 1 m, 3 400 F. Cabine de douche 2 000 F SANITOR 21, ree de l'Abbé-Grégoire, Paris 6: 42-22-44-44. Jeune fille

au pair Feire pratiquer l'angleis à vos enfents pour être à la page en 1992 ?
Appelez l'agence franco-phone basée et agréée en Angletarre pour une jeune fille au pet avec références.
Mme Crane,
Bese Knees Agency.
T. : 19 (44) 1-878-70-39 (24 h).

J.F. au pair à New-York ogée noussie, référence, dédorn regerners. T. 71-84-88-85-83. Pianos

Plano: GELBER, MESSIAEN
Conservatoire de Paris,
pédag, de Liszt, piano ancien
a rett. STERNWAY. Livres,
disques, partitions, festivais... 100 pages: 35 F
(30 F+ 5 F de port)
Lettre du musicion,
12, r. Jacob, 75006 Paris,

Tissages VEND
important (ot de tissus,
anviron 12 000 m.
Prix intéressant
40-92-11-77, Nantes. Vacances Tourisme

PAQUES

Yves et Littere accuellent vos enfants dans une anciente ferma XVIII siècle, confortable, rénovés, chères 2 ou 4 avec s. de beins. Situés au milieu des pêturages at forèts. Accuell volont. Ilmité à 15 enfts, idéal en cas 1 enforcation. Amblance 1" séparation. Ambiance familiale et chaleurouse. Activités : termis, six de fond, jeux collectifs, fabrication paint, pointure sur bols. 1 690 °F Pâques (ski de fond). T. (16) 81-38-12-61.

DRISCOLL HOUSE HOTEL 200 chambres simples 100 £ par semaine, demi-persion. Rens. : 172 New Kerns Road LONDON SE1 4717-G-R. Tál. : 19-44-1-703-41-75. LOC, LA NORMA d des pietes, pour 4 pers. 48-77-89-81, soir.

CHAMPOUSSE stadio 2 sem. Pâques 1 600 F l'une, 3 000 F les deux. Tál. 49-93-21-00 ou (16) 92-67-02-52. 5 pers., vac. prin. forfali sport inclus. 91-66-13-63 LE LAVANDOU LOUE

Gde villa prox. piage Tel. : (16) 90-94-07-02.

YERNEUIL-S-SEINE (78) Belle maison récente, 7 pass, 245 m² hab, sur 1 000 m². 1 600 000 F. Cab. Vermeille, 38-18-21-27.

TRIEL-SUR-SEINE (78 Belle vue, maison 7 pces, sur 650 m². 1 180 000 F. Cab. Vermelle. 39-19-21-27. Loisir TRIEL S/SEINE (78)

Mais. neuve 6 P s/1 520 m² frais notain réd. 1 950 000 F. Cab. Vermelle. 39-19-21-27. ORGEVAL (78) MEULAN (78)

CONFLANS PR. GARE (78 Belle maison, 6 pces comble aménageable, su 400 m². 1 450 000 F. Cob. Vermelle. 39-19-21-27. CONFLANS PR. RER (78)

Meis. 5 P. s/250 m² s/sol total 950 000 F. Ceb. Vermelle, 38-19-21-27. CONFLANS CENTRE (78

CHANTELOUP-LES-Y. (78)

maisons individuelles **CONFLANS** Ste-HONORINE 78 Mais, ancienne rest., 4 poes, velle décorat., sur besu ter-rein, 470 m², 780 000 F. Cab. Vermeille, 38-19-21-27."

> CHANTELOUP-LES-Y. (78) ANDRÉSY (ENV.) 78

ANDRÉSY GARE (78) (5"). Belle mais., 6 pcss, très bel état. 1 020 000 F. Cab. Vermalle. 39-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78) (10"), Mais., 5 post sur 500 m², combies améries./dépend. stud. 880 000 F. Cab. Versielle. 39-19-21-27. JORCVELLE (84) RER 3 mm. 10 mn Paris centre. con de villa, triples, de caractère 100 m².

ABLON (94) RER 'art. vend meison de ville 6/7 p., grd jardin, cherme. 880 000 F 46-63-46-14, 18-21 h.

PROVENCE PRES NYONS Vend t. bells maison 3 chbres. living. culs., s.dh., terrasee, GARAGE SUR 5300 m³ 750 000 F T. : LUX (19352) 43-33-03

de campagne BASSE VALLÉE OGNOR

maisons

Vers Perses , 70 ds vil. Rech. mais, bourg 8 P., chire B.E. Grange avec ver-ger 30 a. + parc 40 a. 88-74-24-31, ap. 20 h. maison de campagne su 2,5 he. Cuis., s. d'eau, séjour, chem., 4 chbres, bourg 5 km. PROX 480 000 F. Tél.: (1) 42-23-78-80.

propriétés A 70' de Paris, direct aut. Sud MONTARGIS (45)

Découvrez la nature, détente, remise en forme, coygénation dans le charme d'une ancierne maison de campagne prolongée dans le allence de son terrait, 3 ha PX TOT. 690 000 F

Créd. 100 % rembouri comme un loyer ACQUIS TION. Encore une exclusive TURPIN A 1 h des pietes, a : marcolouse, à vendre apprenurse 30 hs, maison tradition. rénovée, r.-de-c. 115 m² + sani, neufs, 3 chipres mans, mys 65 m²

3 chipre mans, rives 65 m² + débarras, dépend, stre-nantes 300 m², vue peno-ram, sur Pyrén, Proxèm, lec. Px: 300 000 F Gabiache, 8t-Frajos 31230 L'Isle-em-Dodon, 61-94-13-32.

e, 2 selles de t in autorouse Paris-N 15 mn golf 18 tross. Prix: 1 700 000 F. Facilitás de peiement. Tél.: 94-78-70-88 (le soir de préférence).

IMMO 106 33, R. DE LA MADELEM EPERNON (28230) (16-37) 83-73-73

30" PARIS. Pav. r.-de-ch. + 1" 6t. cais. 5 p.p., s.-d-bis, w.-c., se-sot unia (2 vol.), div cart. fue!, 450 m' pelouse srborisée. terrasse donseit \$/parc. état neur absolu 900000. Crédit para. 100 %. MGN 43-87-71-55 38, bd Barlgnolles, 75017 Paris

GOLF DE ST-NOM

مكذا من الأصل

Hauts-de-Seine

	0.40	
UN		
PROD		
in the second se	ION	
The real of the second	1	ž
St. grantene (b. j.)		; ▼
Figure 18 Sept. 18 Sept.		
● 特別 利用 出 ()		

########	
promote the control of the control o	
•	
Form the second	
2 m 12 m	
material of the second	
INTATO BILIER	
IMATO SILIER	
is the state of th	

n April Material Control of the	
artifik best 1 · · ·	
💆 reportation of the Control of the	زم ا
表現的な (大学) ト	م د
电池等等 50 0000	47.
The state of the s	
and the second section is a second section of the second section is a second section of the second section is a	-/
EAS	COTEDA
	•
	;
<u>:</u>	·
-	

MATO	DIDA BILIER
Lista	LUNES"
	Control Contro
hrigatigatinak alam a - var - 2 ka ug Baratinak a - var - 2 ka ug	
	COTEDAL
	·
 -	Service of the second s
	ें जिल्लाक की

EPRODUCTION INTERDITE			
	~ _		
	SE		
000			
appartement	s ventes		
1° arrdt	7º arrdt		
M* Tulleries 2 P. Son état, 1 320 000 F Tél. : 48-27-96-86	Pr. CHAMP-DE-MAI		
SEAU STUDIO 45 m² one imm. XVIII, très cleir. xpo. sud, belles press.	Double living +2 chbr bains, cab. de toll., 2 w 46-34-13-18.		
tions. Px intéres. Exolus. AGNUS 45-08-12-70.	VANEAU imm. socien salon, s. à manger 1 chire 57 m², escell		
roche rue Royale	François Feure 45-48-22-7		
ert. vd 4-5 p., jolf imm. 18-siècle, 1-6t.	CHERCHE MIDI 3/4 P., 110 m', imm. XVI CHARME, CALME, SOLI		
Prix : 2 900 080 F	Rue LACÉPÈDE, Im		
RUE DU JOUR	'ancien, 4° ét., esc., d séj. + chbre, excel. ét lumière, calme. 1.575.000 François FAURE, 48-49-22-		
VUE ST-EUSTACHE bs gd 2 p. impec. emv. 90 m² bel imm. channe 1 900 000 10-26-42-47 — 40-28-42-74	(9° arrdt		
TIENNE-MARCEL. PL. TRE des HALLES 2 P. 50 m²	9° M° CADET RUE SAULNIER, BÉAU 2 PCE cuis., beins, imm. revalé		
cour 1 100 000 F. TRANS OPERA 46-22-80-43.	CLAIR, CALME. 590 000 F. 43-27-81-1		
2º arrdt	3 PCES. 675 000		
M BONNE-NOUVELLE RAND 2 P., CLIS., beins SOLEL, CALME	CHARME ET CLART IMPECCABLE. Petit 3 pc tt cft, double expos., t clair. 48-04-35-35.		
RUE ET COUR '50 000 F - 43-27-81-10. M° BOURSE	TRINITÉ 5 P.		
2 P. duplex, 5° sans asc. T#: 49-27-96-96	Bel appt. spacie Pierre de 1, 5 250 000 PLURIMMO 45-48-25-0		
ACE REX. p. de taille walé, BEAU STUDIO ret., uls., bains, wc, asc.,	N.D. LORETTE		
uls., bains, wc, asc., 40 000 F, créd. possible. 48-04-84-48.	3 P. Appt de charme prix : 1 610 000 F PLURISMO 45-48-25-01		
3º arrdt	10° arrdt		
9-, M-ND. LORETTE scrifié vu urgence, beau p. s/rus, cuis., Sal. de bns, wc. Px: 450 000 F.	M-CHATEAU-DEAU A SAISIR, 475 000		
bns, wc. Px : 450 000 F. Crédit poss. 48-04-84-84, P MARAIS PROCHE MAIRE	VRAI 3 PCES, TT C		
uperbe studio, s/rus, cuis., de-bns, wc, pourres. CARACTÈRE, 440 000 F.	A SAISIR		
27801 poss. 40-04-64-48.	idéal étudient bon plact studette tt cit 200 000		
de arret	PLACE DES VICTOIR		
rès RUE SEDAINE. Beeu tudio + cuis., wc., bains, igicode, 4° ét., e/rue, 435 000 Forédit.	imm. ravalé 2 p. env. 32 triple expo., poutres, élevé, 800 000 F		
43-70-04-84. MARAIS	40-25-42-47 - 40-26-42-7		
DBLE LIV. + CHBRE Rue et jard. 1 800 000 F. LURIMBAO 45-48-25-01.	NATION RER		
ARAIS 5 p. 150 m², 3° 6t. sc. (possibilité 4 chères), bains, ch. indiv. très bon état.	BEAU 2 PCES, ouis., tt o gardien, faibles charge 1" ét., clair." 347 000 créd. 43-70-04-64.		
Appx Callings 42-60-77-68.	PRÈS BASTILLE		
CIEUR DE PARIS lerre de t. 90 m², balcon, l cheminés 42-78-68-56.	1 280 000 F. 49-27-95-5 11* Métro VOLTAIRE Bass 2 P. refet peuf, cui		

a. Px intéres. Exches, NUS 45-08-12-70.	VANEAU imm. socien salon, s. à manger +	Prix 3150000 F. TRANS OPERA - 46-22-80-43
che rue Royale		PRÉS DENFERT od stand. liv. 3 chbres 112 m² cuis. équipée 2 bns, vue dégagée, terranse 100 m², parking Prix : 4 100 000 F
(18) vd 4-5 p., jolf imm. 18-stitcle, 1-62.	CHERCHE MIDI	Prix: 4 100 000 F
K : 2 900 000 F	3/4 P., 110 m², imm. XVIII. CHARME, CALME, SOLER LARTIGUE 47-05-61-91. Rue LACÉPÈDE. Imm.	Réc. stand. 4 P. tt cft 2 ins 103 m² parking Prix: 2 300 000 F 43-35-18-36
RE DU JOUR	'ancien, 4º ét., esc., dble séj. + chbre, excel. état, lumière, calme. 1.575.000 F. François FAURE, 45-49-22-70	15° arrdt
VUEST-BUSTACHE		PONT MIRABEAU
mm. channe 1 800 000 3-42-47 — 40-28-42-74,	9º arrdt	3/4 piaces, 87 m² enso-
MRE-MARCEL. PL. des HALLES 2 P. 50 m² 1 100 000 F. TRANS PERA 46-22-80-43.	9º Mº CADET RUE SAULNER, BEAU 2 PCES cula., beins, innt. reveló, CLAIR, CALME. 590 000 F. 43-27-81-10.	leillé, terrasse, cave, par- long, 7 800 F charges com- prises, revenu X 4, libre imm. Tél. : 45-54-03-07.
	RUE DUMKERQUE	Prox. Square Georgee-Brassees 86 m² + beloon + park. bon plan 2 100 000 F, 43-28-73-14.
2º arrdt	3 PCES. 675 000 F	PLACE BRETEUL 4 p. + service. Bel imm.
P BONNE-NOUVELLE ID 2 P., cuis., beins SOLEL CALME RUE ET COUR XXX - 43-27-81-10.	otair. 48-04-35-35.	pierre de t., 90 m² 1= ét. clair, ascenseur. PRIX 2 900 000 Tél. : 43-06-90-82
Mº BOURSE	TRINITÉ 5 P.	CONVENTION. Imm. récent stand., gd studio + baic.,
duplex, 5° sams asc. F#: 48-27-96-96	Bel appt. specieux Pierre de 1, 5 250 000 PLURIMMO 45-48-25-01	perk. possible, François FAURE, 45-49-22-70.
P BONNE-NOUVELLE E REX. p. de taille i, BEAU STUDIO ref., bains, wc, asc., 00 F, créd. possible. 48-04-84-48.	N.D. LORETTE 3 P. Appt de charme	16° arrdt
48-04-84-48.	3 P. Appt de charme prix : 1 610 000 F PLURISMO 45-48-25-01	16°, BO MURAT VUE SUR SEME BEAU 2 PCES cuis., bains, pierre de t. 980 000 F. 43-27-81-10.
3° arrdt	10° arrdt	cuis., bains, pierre de t. 980 000 F. 43-27-81-10.
M-ND. LORETTE	M-CHATEAU-D'EAU A SAISIR, 475 080 F	Mª ÉTOILE, EXCEPT.
s/rus, cuis., Sal. de wc. Px : 450 000 F. t poss. 48-04-84-84.	VRAI 3 PCES, TT CFT	studio, se composent de 1 pcs, cuis. équipée, bains, wc. 639 000 F créd. 48-04-08-60.
RAIS PROCHE MAIRE be studio, s/rue, cuis.,	3° ét., sur cour, bon imm., cave. 48-04-35-35.	MANGE, 595 000 F
-bns, wc, poutres. ACTERE. 440 000 F. L poss. 48-04-84-48.	A SAISIR	EXCEPTIONNEL, BD MURAT. 2" 42, bon imm., 2
4º arrdt	idéal étudiant bon plact studette 11 cft 200 000 F 40-28-42-47 - 40-26-42-74	PCES, sal. d'eau, wc. à installer, cave, gardien, digi- code. 48-04-35-35.
RUE SEDAINE. Beeu	PLACE DES VICTOIRES	PLURIMMO
o + cuis., wc., bains, ode, 4º ét., s/rue. 135 000 Forédit.	imm, ravalá 2 p. acu. 32 m²	BEAU STUDIO, 6°, asc.
43-70-04-84,	triple expo., poutres, ét. élevé, 800 000 F 40-28-42-47 - 40-28-42-74	solell, refait, 795 000 F VICTOR-HUGO, 2 PCES
MARAIS	11º arrdt	MM. STANDING, 4°, asc., vue s/jardin, 1 180 000 F

Studio, s/rue, cuis.,	3º ét., sur cour, bon knm., cave. 48-04-35-35.	MANGE, 595
TERE. 440 000 F. DER. 48-04-84-48.	A SAISIR	EXCEPTIONNEL, MURAT. 2º 61, boni
P arrdt	idéal étudiant bon plact studette 1t cft 200 000 F 40-26-42-47 - 40-28-42-74	PCES, sal. d'usu, installer, cave, gardie code, 48-04-35
E SEDAINE. Beeu cuis., wC., beins.	PLACE DES VICTOIRES	PLURIMM
a, 4ª ét., s/rue. 000 Forédit. 3-70-04-84.	imm. ravaié 2 p. env. 32 m² triple expo., poutres, ét. élevé, 800 000 F 40-28-42-47 – 40-28-42-74	BEAU STUDIO, 6º, solell, refait, 795 0
MARAIS IUV. + CHERE	11° arrdt	VICTOR-HUGO, 2 SMM. STANDING, 4 vue s/jardin, 1 180
ard. 1 800 000 F. MO 45-48-25-01.	NATION R.E.R. BEAU 2 PCES, quie., tt cft.	ATELIER ARTISTE, 3 4º, asc., soleil, 2 300
5 p. 150 m², 3° ét. sabilité 4 chbres), h. indiv. très bon état.	gardien, faibles charges, 1 ° ét., clair. 347 000 F, créd. 43-70-04-64.	PRÈS TROCAE 4 PCES Vue dégagée, 2 900
R DE PARIS	PRÈS BASTILLE rare 3/3 P., caractère 1 280 000 F. 49-27-96-96	THÉOPHILE GAUTIER, Dble liv., 3 cl 3 750 000 F
t. 90 m², balcon, ée. 42-78-68-56.	11º Métro VOLTAIRE Beau 2 P. refeit neuf, cuis., tout confort, secenseur.	45-48-25-0
pieme de 1., 180 m², ballos prestations, 3°, ur. 43-26-73-14.	Prix 590.000 F. Crédit possible. 48-04-84-48	TROCADÉRO Imm. 1 STAND Triple liv. +
	BASTILLE/LAPP	salon belc. 2 chbres office 2 belns PROF

5- M- GOBELINS	42.72.40.19.
RAVISSANT STUDIO cuis. américaine, baina, confort CLAIR, CALME. 590 000 F. 43-27-81-10.	PARMENTIER 65 ou 65 m² à aménager s/coor variatre 42-72-40-19.
PRÈS PANTHÉON Stalo + Mezzanine, onime. prix : 480 000 F PLURIMIMO 45-48-25-01	12° arrdt PRÈS Mª CHARENTON Studio, cuis., ti cft, cave,
CONTRESCARPE maison 17*, 4 chambres pd séjour, 4 beins park.	feibles charges, 2" ét., s/jar- din, exp. sud. 259 000 F, crédit. 43-70-04-64.
220 m² + terrasse CHARME. 47-03-32-44	12" AV. DAUMESMIL PROCHE BOIS, begu 3 P, cuis, 11 cft, VUE DEGAGEE
PORT ROYAL récent Beeu 4 P. tt cft 82 m³ 2 bns	760 000 F créd. poss. 48-04-85-85.
perk.dble Px 3 200 000 F PORT ROYAL Pierre de t. liv. dble + chbre cuie.	DAUMESNIL, dans imm. récent, très beau st. 30 m² env., ét. élevé, vue dégagée, état
brus 50 m² étant nf 1 320 000 F	OPERA 46-22-80-43.

soleil, calme, impecable FLEURUS 45-44-22-35.	5 P. 130 stand. Px 3 OPERA
(6º arrdt	25 m² TER
SÈVRES BABYLONE 2 pces 40 m² 920 000 F imm. Pierre de talle PLURIMINO 45-48-25-01	nier ét., sa cft, park., IMMOBIL!
SÉVRES BABYLONE STUDO refeit neuf, cultimetta, bains, 490 000 F	NATION, be cuis., tt cit SANAOBIL
François Feure 45-48-22-70.	PTE DORE

RUE ST SULPICE imm. XVII ^a asc. demier 6t. DUPLEX 110 m ² François Faure 45-49-22-70.
FLEURUS SPÉCIALISTE RIVE GAUCHE 12, r. NDDES-CHAMPS SORTIE MP 5T-PLACIDE Cherche-Mids 2 p. 950 000. Ousis seine 2 p. 1 600 000. Lucambourg 3 p. 2 200 000. St-Placide 5 p. ses. 4 550 000. Asses 6 p. 250 m² bon plan
TTES SURFACES

TÉ1. 45-44-22-36.	2
RUE VAVIN 185 m² stand. idéal prof. libérale François Faure 45-49-22-70.	-
THÉATRE DE L'ODÉON B. Racine, 3 p. 70 m², charme, excellent état, François Feurs 48-49-22-70.	7
BO ST-MICHEL Appt 73 m², bon état, Priz 2 200 000 F. TRANS OPERA 46-22-80-43.	b

Px 3 150 000 F. TRAMS ERA 46-22-90-43.	de 1. Appt 103 m². ét. élevé. asc. 3 465 000 f. TRAMS OPERA 46-22-80-43.
TERRASSE, DAUMES- lie résidence, 8º et der- , sec., 3 pces, cuis., tt rk., 1785 000 F. MAS BILIER 43-45-88-63.	AV. DE VERSAILES. Appl 90 m², standing. Prix 2 415 000 F. TRANS OPERA 46-22-80-43.
K, bon imm. ancien, stud., c ct., 485 000 F, MAS DBILIER 43-45-88-63.	R. BASSANO
ORÉE, belle résidence, 3/4 p., cuis. 11 cft, bel- pit. 1750000 F. MAS DBLIER 43-45-58-53.	kmm. anc., båt. principal 2- åt. asc., interph., gardier 3 P., 65 m²
1BIZOT PRÈS M*. 3 p. cuis., tr cft, bel- 3* ét, asc., parkg. 625 000 F. MAS 60 ER 43-45-85-83.	1 840 000 F
14° arrdt	Entr., séj., 2 chitres, sde-bne cuis., wc., pend., placards, cave, possib. séjour-cible &E 7E 81 67

E-FEUILLET
ANCE CONSIDERATE OF THE PROPERTY OF THE PROPER
Marrdt Male, 3 P. 60 m plerre de L, 11 ch 1 785 000 F ERA 46-22-80-43

rteme	iito veiites
A SAISIR chare to cit imm. 4º 6t. nº 1 350 000 60-08.	PORTE MAHLOT besu 2 p. env. 45 m², be ninosation de caractère, 4º cherme, ceime, 1 080 0001
P. 100 m ² m², imm. or. s/Paris. F. TRANS	18° arrdt
-22-80-43 F gd stand, 12 m² cuis, un décacés,	BD CLICHY SUD RAVISSANT 2 PCE

3 chbres 112 m² cuis.	SUD RAVISSANT 2 PCES
upée 2 bns, vue dégagée, errasse 100 m², parking Prix : 4 100 000 F	cuis., bains, sur rue. 470 000 F. 43-27-81-10.
RÉS PARC MONTSOURIS Réc. stand. 4 P. tt cft 2 brs 103 m² parking Prix: 2 300 000 F 43-36-18-36	ORDENER. Près Mr., imm. récent, stand. STUDIO, cuis., w.c., bas, digicode, ga- dan. frét., s/ne, asc., bric. 318 000 F. 43-70-04-64.
15° arrdt	18 PRÈS M., EXCEPT. 2 pcas, entr., cuis., bns., wc., cave, ch. central
PONT MIRABEAU	ind. 519 000 F, crédit. 48-04-08-60.
	2 PCES, 45 m², 429 000 F

PONT MIRABEAU	48-04-08-60.
4 pièces, 87 m² enso- 16, terrasse, cave, par- 19, 7 800 F charges com- ses, revenu × 4, libre mm. Tél. : 45-54-03-07.	2 PCES, 45 m², 429 000 F BD DE LA CHAPELLE BD imm. 2-6. acc., onsio, off., 1 olders, cois., box, wc.
cz. Squaru Georges-Brassess om² + belcon + park. bon plan 100 000 F, 43-28-73-14,	LES AMIRAUX BEAU 3 P. 850 080 F
PLACE BRETEUL p. + service. Bel intre. erre de t., 90 m² 1= ét. clair, ascènseur. PRIX 2 900 000 Tél.: 43-08-90-92	DERU J F. 630 000 F. Superbe imm. p. de t., asc., entr., séj., 2 chbres, brs. cuis. équipée, balo., cave, gardien, chardings coll., 48-04-35-35.
	9 40 P66 F / A

Tel.: 43-06-90-92	48-04-35-35.
IVENTION. Imm. récent d., gd studio + baic., possible. François AURE, 45-49-22-70.	Dep. 12 500 F/m ² Toutes surf. a rénover dans invit. réhabilité standing asc. s/pl. Les 7-9 et 11-03, de 12 à 14 h.
16° arrdt	49, r. des Poissonniers, 18
18°, BO MURAT VUE SUR SEINE BEAU 2 PCES Jac., beins, pierre de t. COO F. 43-27-81-10.	ABBESSE VUE TOUT PARIS Pierre de t., 8º asc., séj. + chibre, style staller, refait rf, kosa. Pptaire. Tél.: 43-36-82-00.
PÉTOLE, EXCEPT. revelé, 4º ét., s/me, lo, se compose bairs	Métro MARCADET Besu 3 p. tz cft, cuis., s. de b., douche, wc., ch. cent. 1 260 000 F. Immo Marca-

	Imm. ravalé, 4º ét., s/ma, studio, se composant de 1 pos, cuis. équipée, bains, wc. 639 000 F créd.	Beau 3 p. 12 cft, cuis., s. de b., douche, wc., ch. cent. 1 260 000 F. immo Merce- der, 42-52-01-82.
	48-04-08-80. MANGE, 595 000 F	MARCHE LEPIC (39 m²) cuis., bains, emièr. équipé sd-bns, wc., px 685 000 F
ı	EXCEPTIONNEL, BD MURAT. 2* 62., bon imm., 2 PCES, sel. d'asu, wc. à installer, cave, garden, digi- corie 48.04.35.35.	GUY MOQUET (60 m²) 3 p., suis., sd-bns, p. de t., ori- gin, et fonctionnel. Px 915 000 F. MGN 43-87-71-55

ces, se. creat, wc. a staller, cave, gardien, digi- code. 48-04-35-35.	MGN 43-87-71-55
PLURIMMO	38, bd Betignolies, 75017 Paris.
BEAU STUDIO, 6º, esc. soleil, refait, 795 000 F	(19º arrdt) FACE BUTTE-CHAUMONT
VICTOR-HUGO, 2 PCES IM. STANDING, 4*, asc., vue s/jardin, 1 180 000 F	6 PCES, 2 250 000 F RUE MANIN. Superbe apt. 180 m² environ, cuis., sde- brs. + cab. toil., bel imm
ATELIER ARTISTE, 3 PCES 7, asc., soleil, 2 300 000 F	chf cent. collectif, gardien. Idéel prof. Ibérale. 48-04-35-35.
RÈS · TROCADÉRO; 4 PCES /ue dégagée. 2 900 000 F	RUE DE JONVILLE 2 pces 420 000 F ctair 40-25-42-47.

. 2 300 000 1	40-28-42-47.
AUTIER, 5 PCES 3 chbres. 0000 F	20° arrdt
-25- 01.	Près square Edith-Pier knm. pierre de taille BCAN 9 BCCC ESE RA
D imm, récent le liv. + petit 2 chbres cuis. is PROF. LIB.	BEAU 2 PCES, 595 00 Entrie, sij., 1 chbre, cuis., 1 wc. siperé, chie supos., c gardien, 42-71-93-00.
1 DÉDA	VILLAGE DE CHARONI RUE SAINT-BLAISE

TDOCADÉDO	VILLAGE DE CHARON RUE SAINT-BLAISE 9 D. TT CET 410 RG
TRUCADERO	2 P., TT GFT, 410 00 3- 42., imm. rénové, z piétonne, 2 poes, cule., d'esu, wc., gardien, code, 41-71-93-00.
6 PIÈCES 200 m²	MAISON

AMAL PIERRE DE T. GD STAND. Appt d'angle LUXUEUX Prastat. exceptionnailee	LA CAMPAGNE A PARIS RUE PAUL STRAUSS
Heil, gd salon s. à manger, 4 chbres, 3 bains, cuis. très heute gamme, gd balc., 2 services, 2 ceves.	100 m, M ÉCOLES CCES 3 100 000 F
FRANCE CONSEIL	1930 meutitre, 4 niveeux Liv. en L 4 chbres, gde culs., 2 w.c. beins, 3 belcons petio.

5.	GDE TERRASSE SUI
rke NS	FRANCE CONSEIL
MS	48-28-00-75

(78-Yvelines)
YERNEUIL
200 m gare, 30' St-Lezare, ds résid. stand. part. vd appt
92 m², 4º ét., séir, 3 chbres, 2 bains, loggia, tennis privé.
cadre bolas. Px : 780 000 F. Tél. : 40-48-58-57 HB 39-71-84-44 ap. 19 h.
MANDECAURT DED (78)

18]	
pc.	Province
-27.	TROIS VALLÉES
ER	St-MARTIN de BELLEVI
mg,	DANS LE VILLAG
	Fece égitse au pied des p aur le plus grd dom, skiabi
78)	monde - QUELQUES AS de CHALETS NEUFS. E
U/ #	eajour + 1 ou 2 chbre Prestations de qualité
27 .	PRIX 15 000 File m ^a . Livraison 1989.

FACE BOIS

8, sv. de Messine, 75006 Paris. Tél.: (1) 45-62-62-14 et s/pl. « AUX AIRELLES » Tél.: 79-00-65-31.
A vendro, dans STATION SKI JURA (prox. Mizebief) maison comprenent 3 APPARTEMENTS 6quipés, capacité de 21 lits sen éres \$4.79.16.99 H B

appartements ventes Etranger HAUTEUR D'ALGER Cuerder Présidence, dans résid, privés 8° étage, asc. à vdre en tte ppté. Sel appt de qualité. 2 chires, tr. gd saion, gde s. de bains + cables deuche, quie.

45-63-17-63.

J'ACHETE COMPTANT un

APPT A PARIS

FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

6, RUE LITTRÉ PARIS & echerche APPTS toe sur-leces, préférence rive gau-che, pour nombreux clients. PAIEMENT COMPTANT.

non meublées

Paris M- EXELMANS

BOULOGNE PRÈS HOTEL DE VILLE 2 pees, cuis., bains, refsit neuf, A SAISER, 470 000 F. 43-27-81-10. ASNIÈRES près gare except., 50 m², 2 p., entr. cuis., sald'eau, wc, 2*érag. s/nse et cour. Prix: 448 000 F crédit total, 48-04-08-60.	HAUTEUR D'ALGER Cuerder Présidence, de résid. privés 8º étage, auc vdre en tre ppré. Bel ay de qualité. 2 chires, tr. salon, gde s. de bai + cabine douche, cu amén. Nombreux piscer Terrasse + baic, logs Ceve, pos. parting. VI IMPRIENABLE S. LA BA feire offre adrieuse rr 4t MURATET, 15, r. Teithe
BOULOGNE, BOIS	75009 Paris, qui transmetti
BEAU 2 P	appartements achats
cuis., sde-b. PARFAIT	Rech. 1 à 3 p., PARIS préf

EIA1.42-7 1-83-00.	2. 5. 5. 7. 14. 15. 15. 4. 5.
LEVALLOIS 525 000	Paie cpt chez notaire. {1} 48-73-48-07, même soir.
METRO LOUISE-MICHEL	J. FEURLADE, 64, av. de
2º ft. bon imm. revelé. 2 PIECES. cuis., cabinet	La Motte-Picquet (15°),
todette. 48-04-35-35.	rech. pour bons clients IMM. et GDS APPTS 6, 7, 15,
VANYES, AU PIED DU III	18° ardts. 48-66-00-75.
Très beau 5 page (115 m²),	HOTELS PARTICULIERS ET APPARTEMENTS
1º ét., poss. prof. fibér., park., s/sol. 2 180 000 F. 46-38-	très gel stand, à partir de
17-19.	200 m². 7°, 8°, 16°, 17°.
Montrouge.	1. DE MONGAN SA

1746 Deau 5 pose (115 m²). 1766, pose, prof. šbár., park., e/sol. 2 180 000 F. 46-38- 17-19.
Montrouge. 5 mn, porte d'Orlásna, 2 p. oft, 8* ét. 48 m' sur pero sud, perláng a./sol direct, ismr. ravetó, état impecceble, cuis. équipée, cave. 600 000 F. 76l. 42-53-78-06.
MEUDON (92) PRÈS RER

cuis., s. de beins, wc., cave, tt cft, 57 m². PRIX : 684 000 F. TéL : 39-69-41-36.
BOULOGNE - 4 P. 95 m ² + terrasse 10 m ² , vus penor. s/Seine. 1,844.000 F. TRANS OPERA, 46-22-80-43.
ST-CLOUD Hippodrome Résidence s/parc, vue, solall, vardure, 5 pièces,

FLEURUS, 45-44-22-36.
SURESNES VUE SUR SEINE URGENT 2 P. refait neuf, cuisine, tout
confort. 380.000 F, crédit total poss. 48-04-84-48.
NEUILLY ST-JAMES
5 P., 150 m² + service, 5º asc., sel imm. anc., pierre de t., dole iv., plein sud avec balc. VLIE

CONSEL 48-28-00-75.
93 Seine-Saint-Denis
ST-DERES, Mª PTE PARIS axcept., appt 80 m² se com- posant de 3/4 p., entr.

Seine-Saint-Denis
ST-DENES, M- PTE PARIS except., appt 80 m² se com-
posant de 3/4 p., entr.,
ouis., bains, wc. Poes. récu- pérer granier, 639 000 F.
pérer granier. 839 000 F. Créd. 48-04-08-80.
{ 94 }
Val-de-Marne)

JOINVILLE	
FACE MARNE	•
BEAU 3 P. 595 000	
ét., bon imm., entrée, fi., 2 chbres, cuis., bains,	L

chbres, cuis., beins, indép., cheminées. UE IMPRENABLE THE et ILE FANAC. Lites RER et 10 min. ris. 48-04-35-35.	Tue de Ci baic., c 5 000 4
VINCENNES	SULL

IF pierre de 1., 3 p., our, doie + 2 chibres, a, baid. et cave. de 14 h à 18 h ce	SULL 1-MUKLA BOULEVARD BOUR Dbie liv. + chbre, 5 720 F.c.e. CKGIN 48-24-50-00.
, r. Charles-Silvestri, 43-98-17-18.	Mª JASMIN VILLA PATRICE-BOUL
PERREUX Centre et Merre	3 p., 80 m², rde-c privative, 6 660 compr. CIGIMO 48-24-50-00

REUX	privative, 6 660 F
It Marne	compr. CIGIMO
D. de. t.,	48-24-50-00.
ie 3 chbres, erage. Etet F REGMER clette. 94 LE -24-17-63.	BEAU STUDIO 45 m² Dens imm. XVII, tr. ci expo. sud, belles pres tions. Px intéresses EXCLUSIVITÉ AGNUS 45-08-12-70.
ed du RER	16- PRÉS ORTF
ec jardin,	R. DU RAMELAGIL 5-, s
ins, balcon,	sec. refait nf., 2 p., cu
linés, sud.	bains, possib. 3 p., 3 740
3-27-81-10.	charges. 43-54-02-01
F (94)	

ort F	R. BOISSIÈR
_	entre av. Kléber et pl. léne, imm. réc., 6º asc., dble expe
m²,	4 P. 100 m²
ois, OF.	Entrée, séj., 3 chbres, cui s. bne, s. d'eau, poes. mb
74	45-75-81-67.

Région parisienne
92 NEURLY PORTE MARLOT RUE DE CHARTRES, Bel imm. ancien 3° sans sec., 3 poss, c., bs, 5 300 + ct. 43-54-02-01.
CONFLANS ET ENV. (78) Soudice à pert. de 1 800 F + ch. 2 pose à pert. de 2 100 F + ch. 3 pose à pert. de 2 600 F + ch.

	(Province)
Į	A LOUER VILLA NEUVE VIII. pr. de Béziers, tranqu Bué assurée, 3 chambre
ĺ	2 s.d.beine, cas + chan
	née. Solarium, id. pour co retr. Loyer mene. 4 500 Tél. (16) 67-90-62-36 H.E

non meublées demandes

(
ST Re
du ét:
즚
kit
Т

TÉL. : (1) 45-27-12-19 **EMBASSY SERVICE**

DE GRANDÉ CLASSE	
Belles réceptions avec minimum 3 chembres.	
(1) 45-62-78-99	
CHERCHE STUDIO	
5° — Limite nord 13°. Tél. syant 9 h 30	
40.00.00	

CHERCHE STUDIO 5- — Limite nord 13 Tél. syant 9 h 30
au 43-35-88-60
UNION FONCIÈRE
CHDUDELNNE

EUROPÉENNE	informa
, RUE SERRYER, 75008 PARIS	PERMIS DE COI ET DIRECTION
LOCATION, VENTE GESTION	PAR ARCHITEC POUR VO APPARTEME
	PAVILLON

APPAR	TEM U ME I SA RS	GAR	S VE ES NTEL ANT	E IS
HEC HEC			19	

villas	
PARIS 1 L. ROISSY 3/4 L. A VILLA INDÉPENDANTE	
'aysaga vallée Mari 5000 m², bois, grotte 764 (1) 60,23,635.01	

meublees demandes

	Paris	\supset
Rech	MULTINATIO L. Pour sa cli tudio su 4 PCE	entèle
état gara) maubiés, l smis – 45-00-8	. фузга 0-20.
reche: kitche	porateur LE M rche chambre, c enette, wc.,	louche, Paris.
	100 F max. URG 8u (16) 44-26-6 après 20 h.	

RECHERCHONS POUR AMBASSADES

J. DE MONCAN SA 45-63-17-63.

Studio au 4 PCES (bon at) maublés. Loyers	PX: 2 900 000 F. PPTAIRE: 45-44-11-
arantis — 45-00-80-20. lisborateur LE MONDE, herche chambre, douche, chenette, wc., Paris, 1 800 F max. URGENT. 4 au (18) 44-28-61-51 après 20 h.	16' GARE SAINT-LAZ/ 2 Commelies en Parial Prox. gare, écoles, c merces, 160 m² babital 56', + chemnés, c.uis. é pée, 4 chbres, s. d'esu, s bains, ribreux rangames Sous-eof tot. avec garag volturas. Alarme périm gus. Jardin clos 500
hôtels particuliers	Terrasse carrelée plein : très calme. Prix 1 750 000 F (fr. not. n 42-61-74-83 à part. de 10

pavillons

SONDY-GARE SPLENDIDE PAYELL S P. cuis., beine, chi cent. wc. s/sol, garage, jard. 685 000 F. Tét.: 43-70-04-84.

terrains	
HERBLAY	
gare, 600 m² verger ksau viabiliaé, 495 000	
hors taxa 43-87-71-55.	

NOGENT PROX., BOED DE VINCENNES Hôzel perdeuller 10 p., 1 100 m² de terrain. 7 150 000 F 43-07-14-00. p. 18.	6' gara, 600 m² verger s côteau visbiliaé, 495 000 hors taxa 43-87-71-55.		
	forêts		
immobilier	MAYENNE		

immobilier information	MAYENNE A 20 km autoroute, for 140 hs. 6 500 m³ chêr Excellente chasse, Houdle B709, 53031 LAVAL.
RMIS DE CONSTRUIRE DIRECTION DE R A V A U X PAR ARCHITECTE DPLG	Tél.: (16) 43-56-81-60.
POUR VOS APPARTEMENTS, PAVELLONS.	immeubles
BOUTIQUES, BUREAUX	MINDERE DEC MUTAIDI

PAVILLONS, BOUTIQUES, BUREAUX Tél.: 47-33-63-12.	MARCHÉ DES HOTAI
HOMMES D'AFFARES HOMMES D'AFFARES Vos déplacements à Paris HALL'STUDIOS feid, pl. cont. RER, parkings offr. locat. gd stand. + serv. CHANGE, COURRIER, MENTEL, FAX	LA COURNEUVE, 5/7, r. ÉMILE-20LA 2 nivx, sur 968 m² e compr. 23 hurx. Sur utile 650 m² env. Libre. là prix 2 400 000 F. Visit 9 mars, 14 h 30/16 h 3 lèt Denextreux, (1) 48-34-21

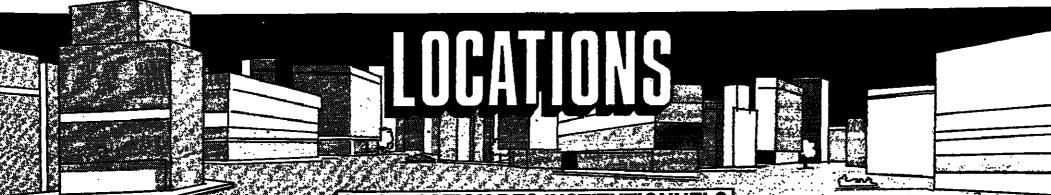
RECHERCHONS POUR
INVESTISSEURS
DE 1- ORDRE
mmeubles de bureaux
mmaubles d'habitation (milma occupé, loi 1948), terrains,
rôtels perticuliers, locaux com
merciaux. FRANCE CONSEIL

42-21-06-17.

Si le stress vous gagne, faites une cure à Minitel 36.15 code FNAIM ou téléphonez au 42.27.44.44

FNAIM La meilleure vue sur l'immobilier.

FNAIM



LA SELECTION DES INSTITUTIONNELS

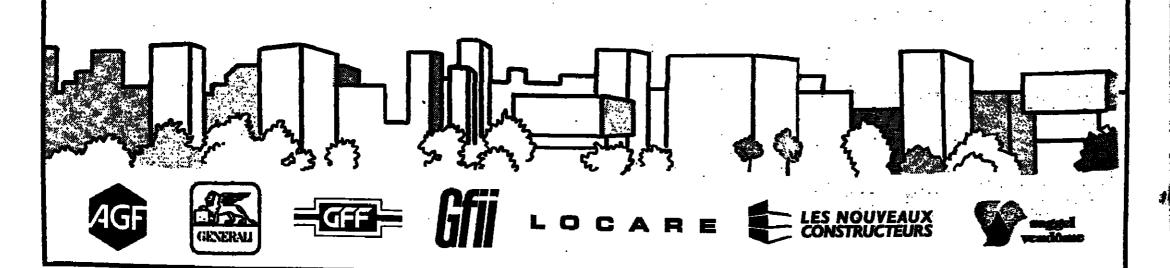
Compagnice d'Assurances - Sociétés inmobilières - Calaves de Retra le MONDE public une sélection d'apparaments ou de malaces indivin

			1			1		l	2 2 288 F . Hall
Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations
PARIS - 3º A	RRONDISSE	MENT]	OO HALITO	DE CEINE	ł I		
2/3 Pièces 61 m², 5º étage	. 6 500 720	OUI .	8, rue de Hesse SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. indiv. électr. Pohe place des Vosges	92 - HAUTS	-UE-JEINE 1 7700	l ou i	Boulogne	Chauff, collect.
PARIS - 11º					82 m², rde-c.	1 680	-	33-35, rue Anna-Jacquin AGF 42-44-00-44	Imm. de bon stand. Proximité bois Boulogne, Vis./r,-v.
3 Pièces 64 m², 4º étage	4 770 360	OUI	3/7, rue des Nanattes AGF 42-44-00-44	Imm. récent, près M° St-Maur, cheuff. incl. Vis./rv.	3 Pièces 66 m², 6• étage	4 000 1 202)	Boulogne 95, av. Pierre-Grenier SAGGEL 47-42-44-44	Cheuff. collectif
PARIS - 12º	ARRONDISS	SEMEN'	T		2 Pièces	2 900 950	OUI	Clichy 9. impassa Barbier	Chauff, collectif
3 Pièces 81 m², 1" étage	6 350 930	OUI	8/10, rue Jules-Céser AGF 42-44-00-44	Imm. réc., calme, bon stand., Mº Bastille,	50 m², 4º étage	5 800	ou	SAGGEL 47-42-44-44 Clichy, 7, rue Foucault	Imm. récent Chauff, collectif
		ļ 		chauff. coll. Vis./rv.	4/5 Pièces 116 m², 6º étage	1 900	OUT	SAGGEL 47-42-44-44 Courbevoie, 3, place Charras	Imm. récent Chauff, individual
PARIS - 13°					4 Pièces 85 m², 4º étage	5 650 742	"	AXA 40-75-59-26	Chauff, individuel.
3 Piàces 61 m², 4º étage	3 900 698	OUI	12, rue du Moulin-de-la-Pointe SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. ind. gaz. kmm. récent	5 Pièces 103 m³, 4º étage	6 650 857	OUI	Courbevoie, 3, pl. Chanas AXA 40-75-59-26	Libre au 31-03-89
PARIS - 15°	ARRONDISS	SEMEN'	Ŧ	1	2 Pièces 51 m², 2º étage	3 700 600	CUI	Levaliois, 60, rue Rivay AXA 40-75-59-26	Libre au 31-03-89
3 Pièces 72 m². 6º étage	5 300 1 256		3, place Violet SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. coll., Mº Charles- Michel ou Commerce	2/3 Pièces 86 m², 7° étage	7 740 1 382		Neuilly 39, boulevard du Château SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif,
2/3 Pièces 73 m² 1° étage	5 500 1 109	,	4, av. Emile-Zola SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif	2 Pièces	5 600		Neuilly, 8. rue des Dames-Augustines	Vue dégagée, soleil Imm. bon standing, Chauff, collectif.
5 Pièces 101 m², 7• étage	10 850 .1 160	CUI	18, rue Tiphaine LOCARE 45-79-20-22	Terrasse 39 m², Mº Motta-Picquet	68 m², 3° étage	1 150		AGF 42-44-00-44	Vis./rv.
PARIS - 16º	ARRONDISS	SEMEN	Γ		Studio 40 m², 2ª étaga	3 430 680		39, rue Parmentier AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif. Vis./rv.
3/4 Pièces 90 m², 2º étage 3/4 Pièces	7 500 1 672 7 200		4/6, rue Charles-Dickens SAGGEL 47-42-44-44 134, quai L-Blériot	Chauff. collectif Mº Passy Chauff. collectif	3 Pièces 73 m², 14º étage	4 234 900	OUI	Puteaux 10/16, square L-Blum AGF 42-44-00-44	Chauff, collectif Vis./rv.
97 m², 1= étage	1 389		SAGGEL 47-42-44-44	Vue sur Seine	4 Pièces 82 m², 2º étage	4 850 740	oui	Puteaux, 1, rue Volta AGF 42-44-00-44	lmm. récent, chauff. indiv Vis./rv.
PARIS - 20°					3 Pièces 78 m², 14º étage	5 050 1 045	OUI	Puteaux 12, square L-Blum	Chauff. coll. Vis. /rv.
2 Pièces 57 m², rde-c.	3 800 640	OUI	74-80, rue de Buzenval AGF 42-44-00-44	kmm. récent, M° Buzenvel Chauff. coll. Vis./rv.	3 Pièces	4 400	ou	AGF 42-44-00-44 Vanves	Pche Mª Malakoff
78 - YVELIN	. -				72 m², 1≃ étage	803		7, rue Auguste-Comte SAGGEL 47-42-44-44	Plateau de Vanves Ch. mixte
5 Pièces 111 m², 3º étage	11 600 1 640	OUI	Saint-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-70	Vue directe sur parc Chauff. ind. électr.	94 - VAL-DE	-MARNE	· 	i de la companya de La companya de la co	
5 Pièces 119 m², 1= étage	6 660 1 370	QUI	Versailles Grand Sècle 20/22, promen. Mona-Lisa AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./rv.	4 Pièces 88 m², 1° étage	5 040 850	OUI	Cachan, 34, av. Carnot, AGF 42-44-00-44	Chauff, moxte. Vis./rv.
2 Pièces 51 m², 4º étage	2 650 720	oui	Versailles Grand Siècle 2, promenade Vénézia	Chauff. collectif	4 Pièces 72 m², 3º étage	3 500 1 160	OUI ·	Gentilly, 23/25, rue de la Division-Leclero AXA 40-75-59-26	Libre au 31-03-89
4 Pièces 102 m², 2º étage	5 440 1 300	OUL	AGF 42-44-00-44 Versailles Grand Siècle 20/22, promen. Mone-Lisa	Chauff. collectif Vis./rv.	4 Pièces 90 m², 1€ étage	6 100 720	2	Vincennes 138, rue de la Jarry GFF 49-02-38-66	Balc. 10 m², chff. élec., p. ds t., sol.l, calme verd. S/p. 10-03-89, 10/14 l
91 - ESSON	NE '		AGF 42-44-00-44		PROVINCE	•	•		
3 Pièces 70 m², 3º étage	2 600 1 050		Wissous, Le Val-le-Croix, route d'Antony GFII 69-20-20-54	Chauff. collectif Espaces verts	14 - LOIRE-A				
4 Pièces 76 m², 3º átaga	3 350 899	OUI	Giff-sur-Yvette Giff-sur-Yvette Rés. Les Grandes-Coudrales GCI 40-18-28-70	Chauff. collectif. Dans parc	4 Pièces 96 m², 4º étage	5 100 450	OUt	Nantes Les Terrasses de Monselet, 58, bd Meusnier-de-Querion LES NOUV. CONSTRUC.	1" occupation, iram. grand stand., tennis, prestations de luxe,
4 Pièces 80 m², 10° étage	3 400 1 300	OUI	Massy 7, square Ydu-Manoir AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./rv. + frais park.	6 Pièces	5 400 ·	OUI	40-76-03-91 Nantes/Orvault	terrasse
4 Pièces 102 m², 4º étage	5 250 1 460	QLR	Bois-Colombes, 11/17, r. du Gel-Leclero AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif. Dible asjour, 2 chibres. Vis./rv.				Les Domaines d'Orvauit LES NOUV. CONSTRUC. 40-94-98-28	maison de haut standing, dans parc centenaire, tennis, terrasse

INSTITUTIONNELS

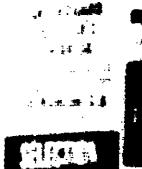
pour paraître

dans cette rubrique,
composer 45-55-91-82,
poste 4324.



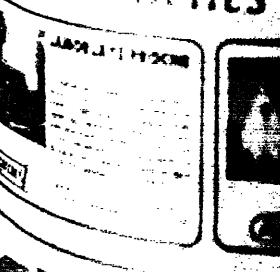
هكذا من الأصل

SÉLECTIO











de commerce

CCEUR DE PARIS LUXE HOTEL *** Murs et fonds, 63 chbres, px just. Idéel invest. 47-57-50-32.

Vends ensemble ou sépar. 2 MAG. DE SURGELES TOUT EQUIPÉS Aubervillers 200 m² 38 m vitrine, Px : 580 000 F Stains, centre-ville 100 m² 540 000 F. 43-52-66-20. 8. Bur.

CENTRE BRUXELLES, BRASSERIE-RESTAURANT

Etablissement existant depuis 1955, 140 pl. sealest + 40 pl. terasee (oblig. brass. + petite restauration).

Prix 28 Mio Fb.

Prix 28 Mio Fb.
Renseignements : EAPI
1008, Chaussée de Wavre
— 1180.
F. F.: (32-2) 733-38-18

industriels

LES MUREAUX

729 m³ d'ateliers + bureaux 7824 m² de terrain

COMMERCIALISATION

T RENSEISMEMENTS: 15, ret des Serins 92000 MANTERRÉ Tél.; 47,76,17,46

Ventes

SOCOMIE

SOCOMIE

Locations

PARC EVOLIC-EVRY

Ventes

Ш

one of the state o

CHANGE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE P

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE



Les Belles Propriétés du Monde

déal SAV informatiq 369 m² de high-tach

15, run des Sories 92000 MANTERRE Töl. : 47.76.17.48



8 • COLISÉE

DOMICHIATIONS
CONSTITUTIONS STES
BUREAUX
et TOUS SERVICES
AFC 43-59-20-20

* PASSY TROCADERO

CIDES 47-23-82-10

LAMORLAYE PROCHE

RD POINT CHPS-ÉLYSÉES

Au calme, sur 2 800 m² clos et pay-sagé, belle villa contemporaine comp. : hall, cuis. aménagée, coin rapas, séj., salon avec cheminée, wc, avec leve-mains, bureau ou p. avec leve-mains, bureau ou s.-è-m. au 1° sur mezzanine, 4 belles chires, s. de bains, wc, lingerie, gerege intégré 2 voit. Prix justifié : 1 780 000 F.

Agences nº 1 ~ S.A. Groupe BGS, 77, rue du Connétable 60600 Charally. (18) 44-57-15-10.



CHANTILLY

Agences nº 1 - S.A. Groupe BGS, 77, rue du Connétable, 60500 Chantilly.

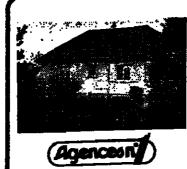


SENLIS

Lisière de forêt d'Ermenonville, jolle maison récente, sur 500 m² arborés : entrée, séjour 40 m², cui-sine, 5 chambres dont 3 avec salle de bains, we, grenier, petio, s/sol total avec garage. Px : 1 300 000 F.

(Agences ni

Agences nº 1 — S.A., Groupe BGS, 4, av. Foch, 60300 Senis, (16) 44-53-28-96.



Maison 1960, entrée, séjour double, cheminée, cuisine, 4 chambres, salle de bains, w.-c., sous-sol total. garage, jardin 600 m². Prix : 1.548.000 F.

Agences nº 1 - S.A. Groupe BGS, 77, rue du Connétable 60500 Chantilly. - (16) 44-57-15-10.



Dans un cedre résident, proche Chantilly gare, magnif. construct. de 7 pces princip. : entr., cuis. équip., nbx rangts, 2 s. de bns, 2 w.-c., s./soi compl. amén., le tt sur 1.000 m² clos, expos. sud.

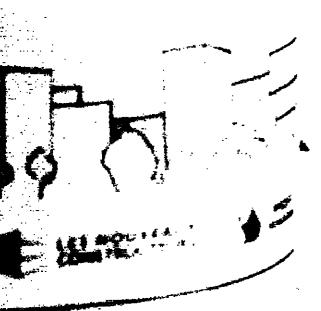
Agencesni

Agences nº 1 - S.A. Groupe BGS,



Prox. Chantilly, maison de 172 m² habi. sur terrain de 969 m². Entrée, séjour 46 m² av. cheminée, cuis. amén., 5 chbres, 2 s. de bns, w.-c., s./sol total, garage. Prix : 1.700.000 F.

Agences nº 1 - S.A. Groupe BGS, 4, avenue Foch - 60300 Senlis.

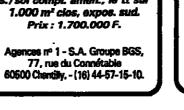


SINE

1 1840 1884

....\<u>.</u>4

. د دهنو ۲





Téléph. : (16) 44-53-28-96,

Communication

Tensions chez les artistes-interprètes et les auteurs

Les laissés-pour-compte de l'Eldorado audiovisuel

Après les grèves du secteur public à l'automne, voici que les artistes-interprètes, à leur tour, menacent de paralyser la production et que les auteurs se plaignent de spoliation. Eldorado des uns, l'audiovisuel semble, pour les autres, une indus-trie en péril.

Curieux paradoxe! Pas un jour ne se passe sans qu'une nouvelle chaîne par câble ou par satellite ne se crée. La publicité télévisée s'envole : + 27 l'an dernier après + 37 en 1987! Banquiers et entrepreneurs privés s'entichent de production audiovisuelle, alors que les particuliers, appâtés par les Sofica, y ont déjà investi plus de 850 millions de francs. Quel autre secteur économique peut se prévaloir de telles per-formances et de tels résultats ?

Pourtant, cris d'alarme et signaux de détresse se multiplient. • Nous n'avons plus rien à perdre », entendon dire de toute part. A l'automne, les grévistes du secteur public, partis en guerre contre leur condition salariale, s'enferment peu à peu dans un des plus longs mouvements de grève à la télévision. Et le feu n'est pas encore éteint. FR 3 ne discerne toujours pas son avenir et la SFP ne sait même plus s'il lui en

Dimanche 5 mars, après trois heures d'une assemblée générale fiévreuse, les artistes-interprètes votent à leur tour, à une très grande majorité, un préavis de grève illimitée pour le 29 mars. Une grève de la production télévisée, de l'industrie du doublage, et qui pourrait s'étendre aussi au tournage de longs métrages ; une grève-menace témoi-gnant d'un malaise diffus, d'un sentiment d'appartenance à une « pro-fession sinistrée ».

Une profession lâchée aussi par les plus célèbres des siens. Les messages et témoignages de sympathie câblés par Suzanne Flon ou Gene-viève Fontanel n'ont pas réussi à masquer l'absence de Michèle Morgan, Roger Hanin, Marie Dubois, Pierre Arditi, Evelyne Bouix et autre Bernard Giraudeau qui s'étaient déplacés pourtant, dix-huit première vague de revendications. Les artistes dénonçaient alors les sur les séries... doublées!

atteintes à leur convention collective, le · bradage par l'INA de son stock aux chaines privées : le mon-tant des cachets pour les rediffu-sions. Dimanche, les interprètes reprochaient aux télévisions la . trahison - de leurs engagements de 1988: moins de trente-six mille jour-nées de travail fournies par les chaînes l'an dernier, au lieu des quarante-quatre mille dûment garantis par écrit. « Nous avons été floués », s'indignait François Parrot, délégué général du SFA-CGT.

Mais, au-delà des revendications distance, revenaient les mêmes craintes. les mêmes interrogations : l'emploi de la langue française, délaissée pour les grandes coproduc-tions internationales, les «cadences infernales » qui font toujours s'accélérer les rythmes des tournages, le travail qui se raréfie. - Je tournais dans trois télé-films par an, résu-mait un comédien. Je n'ai pas tourné depuis trois ans. •

Les artistes-interprètes qui se pres-saient dimanche salle Gémier, à Paris, n'avaient rien à voir avec ceux qui, la veille, dédaignaient leurs césars du haut de leur notoriété. Seconds rôles de ces « dramatiques » qui ont fait les beaux jours de l'ORTF, ils découvrent avec amer-tume qu'ils n'ont plus guère de place dans la nouvelle donne commerciale des télévisions d'aujourd'hui : coproductions européennes de prestige avec vedettes internationales, d'un côté, «sit-com» (Maguy ou Marc et Sophie) employant toujours les mêmes têtes d'affiche, de l'autre.

Restent à ces laissés-pour-compte le doublage et la rediffusion. Comment ne pas comprendre alors - à défaut d'approuver un certain irréalisme financier - les revendications dont l'un et l'autre sont l'objet? L'an dernier, les artistes-interprètes la concurrence québécoise dans le doublage et bataillaient ferme pour obtenir de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), de la Cinq et de M6 une substantielle rémunération des rediffusions. Aujourd'hui, ils ouvrent un nouveau front en réclamant un droit à rémunération

Mêmes causes? Mêmes effets? e rapprochement serait à nuancer. Mais le recul de la production de fictions et la quasi-disparition des documentaires à la télévision, ne sont pas pour rien dans la colère des auteurs et des réalisrateurs. Cent trente, parmi lesquels Charles Bra-bant, Marcel Carné, François Reichenbach et Claude Sautet, pour les plus connus, viennent d'adresser une « mise en demeure » à l'INA, déten-teur des archives de l'ORTF, accusé de commercialiser • sans autorisotion préalable, des œuvres dont il ne détient pas ou plus les droits d'exploitation ». Une initiative orchestrée par deux sociétés d'auteurs, la SCAM et la

 L'INA n'est pleinement pro-priétaire que des supports (pellicule ou bande magnétique), explique le directeur général de la SACD, M. Hubert Astier. Il l'est aussi des droits d'exploitation des œuvres, mais seulement pour des durées déterminées, dix ans le plus souvent. Après, il faut renégocier avec les auteurs des œuvres concernées pour pouvoir continuer à les commercialiser. - Aussi la SCAM et la SACD proposent-elles un accord global au terme duquel l'INA reverserait 20 % du prix vente aux

SACD (1).

Un armistice dont l'INA, qui s'estime légitime propriétaire des archives, ne veut pas entendre par-ler. « Cette subtile distinction entre support et droits d'exploitation est bien tardive, ironise le PDG de l'INA, M^{ms} Janine Langiois-Glandier. Elle n'est pas du tout conforme à l'esprit d'une ORTF qui finançait 100 % du coût des œuvres. Elle néglige aussi le forfait annuel versé par les chaînes aux sociétés d'auteurs. Un cas unique au monde. Le forfait payé l'an der-nier par TF 1, A 2 et FR 3 ne s'est-il pas élevé au total à la coquette somme de 500 millions de francs? Aux yeux de l'INA, et non sans raison, ces exigences supplémentaires mettraient en péril l'existence même d'un marché secondaire (d'occasion) des œuvres audiovisuelles en France et constitueraient ainsi un handicap nouveau pour la création.

Des procès sont en cours et une

première tentative de conciliation a récemment échoué. Aussi le minis-

M= Catherine Tasca, vient-elle de nommer un «.M. Bons Offices », le conseiller d'Etat Jean-François Théry. Cette affaire illustre une nouvelle fois la difficulté du paysage audiovisuel français à trouver son équilibre. Et celle de ses profession-nels à retrouver une place compatible avec les nouvelles lois du mar-

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) SCAM : Société civile des uteurs multi-médies ; SACD : Société

A propos du rachat de Pathé

M. Parretti dénonce « la campagne malveillante » de la presse

Le groupe de M. Giancarlo Par-retti a démenti, mardi 7 mars, avoir procédé en décembre 1986 à une importante augmentation de capital importante augmentation de capital (300 millions de francs) de sa société Interpart « en argent liquide ». L'un des collaborateurs du groupe, M. Salvatore Picciotto, administrateur délégué de la filiale Interpart Edition, a précisé que les termes « versements en espèces », utilisés par le Journal officiel du Grand Duché du Luxembourg et reproduits par le quotidien le Figaro, signifient en fait « versement en numéraire » (le Monde du ment en numéraire » (le Monde du 8 mars).

Nous avons procédé de la façon la plus normale, en apportant une attestation de notre banque prouvant que nous disposions bien des liquidités nécessaires. Les transferts s'effectuent de banque à banque par têlex (...). Nous n'avons pas transporté d'appar liquide en l'ivente. télex (...). Nous n'avors pas trans-porté d'argent liquide au Luxem-bourg », a conclu M. Picciotto. Il a également annoncé l'intention du groupe Parretti de porter plainte contre « la campagne malveillante » menée par différents organes de presse, qui s'interrogent depuis plu-sieurs semaines sur l'origine exacte des fonds de M. Parretti. Celui-ci vient notamment de proceder le vient notamment de prendre le contrôle, pour 950 millions de

La concentration dans les réseaux câblés américains

La fusion Time-Warner provoque l'inquiétude de nombreux groupes audiovisuels

NEW-YORK

de notre correspondant

Bien que la plupart des analystes estiment que la fusion annoncée le estiment que la rusion amource le 4 mars entre Time Inc. et Warner Communications Inc., deux géants de la communication, sera réalisée dans les délais prévus, la plupart des firmes intéressées par la production et la distribution de programmes cri-tiquent amèrement la naissance d'un production de la communication de géant que peu d'entreprises seront en mesure de concurrencer.

 Je suis particulièrement troublé par la force potentielle que Time-Warner sera sans doute en mesure de développer dans l'avenir , affirme Robert Wright, président du réseau national de télévision NBC (National Broadcasting Company). (National Broadcasting Company). Empêchée par la loi de posséder en propre des réseaux câblés. NBC — qui est surtont une entreprise de production — est en mesure, dès à présent, de démontrer le danger de la création d'un mastodonte de la production et de la distribution. En effet, la chaîne s'apprête à lancer deux programmes réguliers de télévision, l'un consacré aux affaires et l'autre à la protection des consoml'autre à la protection des consommateurs. Les deux productions sont destinées à être diffusées sur des réseaux câblés.

«Sollicitée, Time Inc. a refusé d'injecter nos nouveaux pro-grammes sur ses réseaux », affirme le responsable du secteur câble chez NBC, qui pense que « Warner fera de même désormais ». Si le refus des deux sociétés est confirmé, NBC aura perdu l'accès à cinq millions et demi de prises à travers le pays... Pourquoi ce refus? Selon Paula Greer, une analyste spéciali-sée du cabinet de recherche sur l'audiovisuel Paul Kagan & Associates, - Time dispose désormals d'un puits de programmes grâce au catalogue d'images de Warner et n'éprouve pas le besoin de s'approvisionner åilleurs ».

Une autre maison offre un aperça des difficultés à venir : Universal Pictures, la célèbre maison de production de films, dispose d'un contrat de distribution avec Home Box Office (HBO), le canal de télévision payante de Time. «Time, maintiendra-t-elle notre contrat maintenant qu'elle possède une maison de production? », se demandent les responsables de Universal. Andrew Schwartzman, directeur d'une association de défense des consommateurs, Media Access Pro-

consommateurs, Media Access Project, en déduit que la « fusion Time-Warner réduira la liberté d'information, car elle diminuera la concurrence sur les réseaux de la nouvelle firme ». M. Schwartzman affirme également que la fusion pourrait faire baisser les prix payés par les opérateurs de réseaux câblés aux producteurs de programmes "Personne ne connaîtra jamais les prix payés par Time à Warner..." Il est indubitable que la combinai-

son entre un opérateur de réseaux câblés et un producteur d'images inquiète gravement les maisons de production. Ensemble, Time-Warner représentera le second opérateur du pays, après Tele-Communications Inc., et pourra raisonnablement espérer une expan-sion à l'étranger. Evitant la presse mais expliquant leurs intentions anx analystes des firmes d'investisse-ments, les responsables des deux sociétés ne cachent pas leur volonté de partir à la conquête de l'Europe et de l'Asie.

· Si nous réussissons notre fusion, le monde sera notre réseau », nous promet, sans sourcil-ler, Steven Ross, président de War-ner, qui rappelle que Time possède une option contractuelle sur le canal Cable News Network (CNN), an cas où la société mère de celui-ci, Turner Broadcasting Corp., venait à être vendue, L'analyste Felix Rohatyn de la banque Lazard Frères remarque à ce propos que Time-Warner présentera un endettement relativement mineur — 19 milliards de francs, - ce qui ini permettra d'envisager avec aisance de nou-velles acquisitions.

Après un premier mouvement de grande surprise, le marché boursier s'est ressaisi mardi, propulsant le titre Time à 116,75 dollars (+9,25). Est-ce un signe de satis-faction des milieux boursiers? Rien l'est moins sûr. Selon les analystes, la ruée sur Time est due surtout à l'espoir de certains investisseurs de voir se matérialiser une contre-offre sur l'ensemble du capital de Time, autrement dit une OPA hostile de la part de ceux qui ne seraient pas d'accord avec la fusion.

CHARLES I ESCALIT

Te Monde EEDUCATIO

LE PALMARES DES PRÉPAS

Comment s'inscrire dans une prépa aux écoles scientifiques, littéraires, commerciales, ainsi qu'à l'IEP de Paris. Où et comment déposer sa candidature, compte tenu de son dossier scolaire. Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

ECOLES NORMALES SUPÉRIEURES: UNE NOUVELLE JEUNESSE

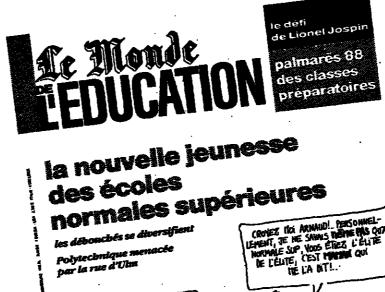
Les ENS sortent d'une longue période de réforme. Leurs débouchés se diversifient, la rue d'Ulm menace Polytechnique. Le point sur ces temples de l'intelligence à la française.

POLITIQUE ÉDUCATIVE : LE DÉFI DE LIONEL JOSPIN

Pour comprendre ce que le ministre propose. Pourquoi les enseignants s'y opposent. Le point sur les négociations en cours.



Pour bien comprendre ses enfants. Pour préparer leur avenir.





Numéro de mars - 124 pages - 17 F En vente chez votre marchand de journaux contre).

■ Les grèves sporadiques du secteur public et les journées d'action conduisent le gouvernement à se montrer vigilant (lire page 42).

■ Dans sa dernière note de conjoncture. l'INSEE estime que la croissance économique devrait ralentir en France d'ici à l'été (lire page 42).

■ M. Jean-Marc Vernes, PDG de Béghin-Say et de la Banque industrielle et commerciale du Marais, est actuellement au centre de deux enquêtes (lire ci-dessous).

Un entretien avec M. Marc Viénot, président de la Société générale

Économie

(Suite de la première page.)

- Maintenant que la bataille est finie, pouvez-vous nons indiquer quelles ont été les grandes lignes de votre défense ? Elle s'est appuyée sur une

idée simple affirmée avec constance : le refus de tout « actionnaire de référence ». C'est une notion que j'ai toujours récusée, comme toutes les grandes banques commerciales étrangères. Dans une grande banque commerciale universelle, il ne peut y avoir d'actionnaire de résérence ou, pour reprendre l'expression de M. Pébereau, de *e primus* inter pares ». Le métier de banquier commercial exige une liberté de jugement de tous les jours et une totale indépendance. Sur ce thème, nous avons recueilli, sinon celui de la Banque de France, du moins l'appui de nos clients, de nos actionnaires et plus largement de la presse et de l'opinion publique.

» Nous avons mené simultanément deux actions : rassembler à nos côtés des actionnaires qui partagent notre conception de l'actionnariat d'une grande banque commerciale, d'une part ; souligner les contradictions de l'hétéroclite coalition adverses, d'autre

 Des grands investisseurs privés, industriels et financiers, sont également venus vous sonte

- La plupart n'ont pas souhaité jusqu'à aujourd'hui que leur participation soit rendue publique, position que nous avons comprise et respectée. Mais rassurez-

annuels approche, et votre curiosité sera bientôt satisfaite.

» Mais n'oubliez pas le soutien des actionnaires individuels. Nous avons veillé à les tenir informés et n'avons pas hésité à leur conseiller dans certains cas de vendre quand les cours étaient élevés. Ils nous en ont été reconnaissants et la plupart nous ont témoigné leur fidé-

Comme nous l'avaient indiqué de grandes banques étrangères au plus fort de la bataille, cet actionnariat et en particulier les actionnaires clients constituent un élément-clé de la protection de l'indépendance d'une banque.

« Le secteur public n'est pas un bloc >

 Venous-en à l'accord. Vous étiez partisan d'un actionnariat diversifié et divisé. Vons avez accepté un actionnariat concentré et organisé, avec buit actionnaires de premier rang possédant au total 35 % du capital.

- Cette notion d'actionnaire de premier rang n'est pas la nôtre: nous ne voulons ni d'actionnaire de premier rang ni de « primus inter pares », mais des actionnaires attachés au développement de la banque. Il n'y a pas non plus de bloc organisé d'actionnaires contrôlant une fraction du capital, ce qui serait une infraction à la loi bancaire. Notre actionnariat est bien tel que nous l'avons toujours soubaité : diversifié et associant des entreprises privées et publiques, des investisseurs français et étrangers, le personnel de la banque et le public.

- Mais, contrairement à l'une vous, la saison des rapports de vos conditions, deux action-

naires ont plus de 4,5 % de votre capital : la Caisse des dépôts, qui, avec 6 % est votre premier actionnaire, et le GAN, qui possède 49%.

- Il est vrai que les deux établissements que vous citez ont une position particulière. En ce qui concerne la Caisse, je ne crois pas qu'elle ait la prétention d'être un actionnaire de référence de la banque. Associée à l'offensive de M. Pébereau, elle avait un peu plus de 7 % du capital. Elle a accepté à notre demande de ramener sa part à 6 % et ne sera pas représentée au conseil d'administration. Le niveau de participation du GAN est plus difficile à comprendre. Il est en effet plus élevé que celui de compagnies d'assurence de taille plus importante et ayant avec nous des relations d'affaires développées. Laissons au temps le soin de nous éclairer sur ce qu'étaient les véritables motivations des dirigeants du GAN.

- Le secteur public est passé dans le capital de la Société générale de 12 % au moment de la privatisation à 15 % avant l'offensive de M. Pébereau et à 22 % aujourd'hui. N'y a-t-il pas là les signes d'une renationalisation « rampante » ?

- Je rejette la conception qui consiste à prendre le secteur public comme un bloc. La place du secteur public en France est un fait de société. Il est composé d'entreprises dont le capital est contrôlé par l'Etat, entreprises dont la qualité de gestion est souvent proportionnelle à l'indépendance que leurs dirigeants successifs out su préserver. Ce n'est pas l'Etat qui est actionnaire de la Société générale, mais plusieurs entreprises publiques. Il n'y a pas, comme cela a été dit dans d'autres cas, de « blocs » d'actionnaires, ne serait-ce que parce que, je le répète, de tels blocs constitueraient une infraction au regard des réglementations bancaires nationales et internationales. Je vous ferai remarquer également que dire que le secteur public détient 22 % du capital, c'est aussi souligner que le secteur privé détient lui 78 % du capital. Compte tenu des redistributions intervenues au cours des derniers mois au sein de ces 78 %, M. Pébereau avait raison de dire dans vos colonnes que son opération marquerait la véritable priva-

tisation de la Société générale! Le rôle de Rhône-Poulenc

- Vous qui êtes opposé au mariage entre banque et assurance, vous vous retrouvez avec six essureurs dans votre capital!

- C'est sans doute le meilleur moyen pour n'avoir pas à nouer d'alliance exclusive! Sur les rapprochements entre la banque et l'assurance, je ne prétends pas qu'il n'y a pas de points de rencontre entre les deux professions. Les assureurs convoitent, et ils ont bien raison, les réseaux de distribution des banquiers. Notre clientèle, à nous banquiers, peut nous demander des produits d'assurance. D'ailleurs nous lui en proposons depuis longtemps dans l'assurance vie : la Société générale a été en 1971 - il y a dix-huit ans! - la première banque francaise à prendre une participation dans une société d'assurance. L'an dernier, nous avons distribué plus de 4 milliards de francs de primes. Qu'au beau milieu du débat sur la synergie banqueassurance en France, la Dentsche Bank ait onté récemment pour la convoler » avec une compagnie d'assurance, comme chacun nous

» En dehors de l'assurance vie, il existe des coopérations possibles avec des assureurs. Notre objectif sera toujours de rechercher le meilleur produit pour nos clients, ce qui écarte la perspective d'une relation exclusive avec un seul assureur. Plus généralement, je ne vois pas en quoi les complémentsrités dont nous parlons doivent nécessairement conduire à des rapprochements en capital. Totaliser des bilans pour pouvoir se présenter comme le numéro un curopéen me semble être une idée

- Finalement vous êtes assez proche de M. Bérégovoy, sur ce

- Mais sur beaucoup d'autres

- M. Jean-René Fourtou, président du groupe public Rhône- turé notre activité « haut de

lions dans le capital de votre banque. Y a-t-il un accord de participation croisée entre Rhône-Poulenc et la Société générale ?

- Non, il n'y a pas d'accord formel. Comme M. Bébéar, president d'Axa, M. Fourtou a joué dans le dénouement de cette affaire un rôle décisif. Il souhaitait voir se rétablir de bonnes relations entre son actionnaire, l'Etat. et sa banque, la Société générale. Entre nos deux entreprises, comme avec la CGE, existent des liens historiques et des affinités traditionnelles. M. Fourton a raison de penser que si son entreprise demande à la Société générale un soutien en capital pour se lancer dans tel ou tel projet, en France ou à l'étranger, elle nous trouvera à ses côtés plus encore demain que dans le passé, ce qui n'est pas pen dire.

- L'accord prévoit aussi l'entrée de trois nouveaux administrateurs dans votre conseil d'administration. Il sera désormais « plaraliste » comme le sonhaitait M. Bérégovoy avec des proches du RPR. de l'UDF et du PS : un petit Parlement à la tête de l'entre-

- Le mot Parlement ne me paraît pas exact. Quant au piuralisme, si c'est de politique qu'il

DAMW

société privée.

ment financier?

s'agit, il n'a rien à faire dans

l'entreprise. Je suis choqué par

cette prétention d'attribuer des

étiquettes politique aux membres

du conseil d'administration d'une

- Votre victoire n'est-elle pas, en définitive, celle de l'establish-

- Je n'ai pas, personnellement,

le sentiment d'appartenir à un

establishment quelconque. Je ne

sais d'ailleurs pas très bien ce

qu'est l'establishment financier.

peut-être une certaine parenté

avec ce que l'on appelle la nou-

velle finance, c'est-à-dire la

remise en cause de concepts tradi-

tionnels plutôt conservateurs. Ce

serait le mouvement opposé à

l'inertie. Moi, je suis plutôt en

faveur du mouvement, encore

faut-il que celui-ci s'appuie sur

des idées vraiment nouvelles. Je

n'en ai pas trouvé dans les propo-

< Aucune

manipulation de cours »

temps avant d'engager une

enquête. Avez-vous, de votre côté,

affaire, nous nous sommes fixé

comme règle de conduite de ne

faire aucun commentaire sur les

- La Société générale n'a-t-elle

- Dans quel but? Je ne vois

pas procédé à des manipulations

pas pourquoi la banque aurait eu

intérêt à manipuler les cours.

Nous ne nous sommes livrés à

- Toute cette affaire n'a-t-elle

aucune manipulation.

enquêtes annoncées ou en cours.

de cours ?

repéré certaines irrégularités ?

- La COB a mis beaucoup de

- Depuis le début de cette

sitions de M. Pébereau.

La tentative de M. Pébereau avait

fusions et acquisitions, project financing...). J'ai noté avec satisfaction que nous apparaissions au cinquième rang des « arrangeurs » d'opérations sinancières en 1988, ce qui est un bon début.

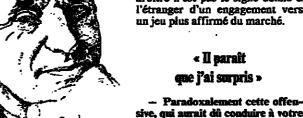
- Avec M. Pébereau, vous seriez peut-être an premier rang?

- Eh oui (rires)... Nous serions maintenant actionnaire minoritaire des Wagons-Lits. Nous avons peut-être manqué l'occasion de notre vie!

- Si elle est votée au printemps, la loi sur le « dénoyautage » risque-t-elle de remettre en cause l'accord auquel sont parvenus tous les protagonistes ?

- Non. L'accord n'est pas un pacte d'actionnaires an sens où l'entend le projet de loi. A ce sujet, je suis tout à fait surpris que l'on puisse traiter de façon singulière une catégorie d'entreprises. les sociétés privatisées. Je ne suis pas convaincu que le Parlement et le Conseil constitutionnel se résolvent à créer une catégorie juridique nouvelle qui devrait s'éteindre en 1992.

» Il est aussi surprenant de priver ces entreprises, et elles seules, des moyens de défense que constiment les accords entre actionnaires alors que de très nombreuses sociétés françaises ou européennes continueront à pouvoir y recourir. On m'opposera que le gouvernement pourra refuser une prise de participation de 10 %. Mais que l'Etat s'institue arbitre n'est pas le signe donné à l'étranger d'un engagement vers un jeu plus affirmé du marché.



« II paraît que j'ai surpris »

sive, qui aurait dû conduire à votre éviction de la présidence de la Société générale, n'a-t-elle pas conforté votre légitimité tant au sein de la banque que dans les milieux français et étrangers ?

- Je n'aime pas ce terme de légitimité emprunté au droit public. A l'intérieur de la banque, elle n'a, je crois, jamais été mise en cause. Il y a dix-sept ans que je suis à la Société générale et j'en ai été directeur général pendant dix ans. Vis-à-vis de l'extérieur, il paraît que j'ai surpris. J'avais, ma-t-on appris, la re d'être désinvolte, voire dilettante. Cela prouve que l'on a souvent tort de ne pas se faire connaître. Je crois que notre résistance, je veux dire celle de notre groupe, a été plutôt appréciée dans la communauté financière française et étrangère. De ce point de vue, la Société générale, dont les équipes ont fait preuve d'une remarquable cohésion, sort renforcée. Ce qui est attristant, voire consternant, c'est l'image de la place financière de Paris donnée à l'étranger. A cet égard, nous sommes tous durablement touchés.

- Pensez-vous plus particuliè-rement à l'échéance européenne de 1993 en disant cela ?

- Evidemment! Comme vous le savez, cette échéance est d'une particulière importance dans le secteur financier. L'unification du marché européen reste un défi pour la France, surtout un défi pour notre mode d'approche des problèmes économiques et finan-

- Aussi longtemps que Paris restera une place sinon suspecte, du moins singulière, à la déontologie incertaine, que les entreprises françaises demeureront à la fois protégées et handicapées par la protection même dont elles font l'objet, que l'économie mixte demeurera un concept ambigu, nous ne pourrons avoir de comportement adulte et européen. Comme l'ont noté à propos de l'affaire Société générale des observateurs étrangers, les Francais ne sont décidément « pas prêts à joner dans la cour des grands. >

» Si le dénouement de l'offensive menée contre la Société générale pouvait contribuer à nous faire accepter, collectivement, ces « règles de la cour des grands », je crois qu'on pourrait alors, comme vous le suggériez dans votre première question, dire qu'il n'y a que des vainqueurs à l'issue de cette bataille. >

> Propos recueillis par ERIK IZRAELEWICZ.

L'échange de titres avec European Sugar

La COB transmet au parquet le dossier Béghin-Say

Y a-t-il une affaire Béghin-Say? Oui, avait suggéré le chef de l'Etat à l'émission « 7 sur 7 » du 12 février sur TF 1, en évoquant « toutes les affaires en cours dont on ne parle par », précisant même que des montants - hors de proportion -865 millions de francs - étaient en jeu dans le dossier Béghin. En rendant le 7 mars ses conclusions dans l'enquête qu'elle avait ouverte le 19 juillet 1988 sur la société dirigée par M. Jean-Marc. Vernes, proche de M. Jacques Chirac, la Commission des opérations de Bourse COB) a confirmé que des irr rités avaient bel et bien été commises lors d'un échange de titres entre le groupe sucrier français et European Sugar, une filiale à 100 % de sa maison mère, le groupe agroalimentaire italien Ferruzzi.

En 1986 et 1987, Béghin avait acquis sur ses deniers, mais pour le compte de Ferruzzi, 7 % du capital de la firme Montedison, pour un montant de 1,9 milliard de francs. Il devait le 28 décembre 1988 céder cette participation à European Sugar, pour 1,05 milliard de francs. Le manque à gagner - 860 millions

René DOSIERE,

LA COMMUNE, SON

Guide pratique d'analyse

10° éd. revue et corrigée Collection "Pouvoir local"

BUDGET, SES COMPTES

Le best-seller dans la gestion

2 avenue Sœur-Rosalie

75621.Paris Cedex 13

Marc WOLF

municipale.

348 pages - 82 F

de francs – était jugé normal par les dirigeants de Béghin-Say, qui attri-buaient cette moins-value aux consé-ner lieu à des poursuites discipliquences du krach boursier d'octobre

Loin de se satisfaire de cette

explication, la COB estime, après dispositions de la loi sur les sociétés ont été commis. « La commission demande de ce fait à la société Béghin-Say de convoquer sans délai une assemblée générale, afin que ses actionnaires puissent délibérer sur lières. » La COB demande en outre qu'un expert de minorité - chargé d'évaluer les préjudices causés aux actionnaires minoritaires - soit désigné, « en raison de la difficulté rencontrée pour porter un jugement définitif sur la détermination de la parité d'échange des titres Montedi-son et Saint-Louis, et de l'importance des sommes en cause ».

Les conclusions de la COB, qui frappent par leur sévérité, laissent entrevoir des suites graves pour les

ner lieu à des poursuites discipli-naires à l'égard des commissaires aux comptes. La responsabilité civile de ces derniers et des diri-geants sociaux pourrait être recher-chée. La COB a enfin jugé préférable de laisser l'initiative d'action au parquet « afin de ne pas provoquer des pluralités de procédure ».

A peine ce communiqué diffusé, le PDG de Béghin-Say, M. Jean-Marc Vernes, a fait savoir que la transaction litigieuse relevait des conditions normales et qui n'avaient donc pas besoin d'une autorisation préalable du conseil d'administration ». M. Vernes a précisé que Béghin-Say fournirait à l'expert désigné « toutes les informations qui lui seront nécessaires ».

Y a-t-il une affaire Béshin-Say? Oui, répond manifestement la COB. Mais un nom reste singulièrement absent : celui du groupe Ferruzzi, dont on semble oublier qu'il est le principal bénéficiaire de l'opéra-

ÉRIC FOTOCRINO.

La justice se penche sur l'achat de l'Office d'annonces

par M. Jean-Marc Vernes.

une confortable plus-value lors de quelques mois, lorsque le président de la Banque industrielle et comciale du Marais s'était opposé au

Il est clair qu'au sein du gouver-nement on ne serait pas fâché de

rapportés par l'enquête pourraient Le parquet de Paris a ouvert une d'alors dénonce le « verrouillage » enquête préliminaire, confiée à la brigade financière de la police judi-ciaire, sur les conditions du rachat en 1987 de 10 % du capital de par des proches du RPR. C'est cette « coïncidence » de

phoniques et en tire de substantiels revenus : 2,4 milliards de chiffre d'affaires et 73,4 millions de bénéfice net en 1987. A la veille de la privatisation d'Havas par le gouvernement de M. Jacques Chirac, l'ODA voit

renouveler son contrat de régisseur exclusif des annuaires PTT jusqu'en l'an 2003. En échange, France-Télécom entre à 34 % dans le capital de la société, participation qu'elle a portée en janvier de cette année à 43,8 % pour se trouver à parité avec Havas. Cet accord entre les PTT et le groupe publicitaire prévoit que 10 % du capital de l'ODA seront introduits en Bourse sur le second marché en 1990. Dans l'intervalle, cette participation doit être « portée » par un groupe financier. Le choix de la direction d'Havas se fixe alors sur la Banque industrielle et commerciale du Marais, présidée

Or, an même moment, M. Jean-Marc Vernes est sélectionné par M. Edouard Balladur, ministre des finances et de la privatisation, pour faire partie des actionnaires du « noyau dur » d'Havas. Cinq jours après avoir racheté les 10 % de l'ODA, il entre au conseil d'administration d'Havas. Un conseil d'administration dont l'opposition socialiste

dates qui suscite aujourd'hui l'enquête préliminaire de la justice. Le choix de M. Vernes a-t-il été effectué avec le minimum de transparence nécessaire au sein des organes dirigeantes d'Havas? Les modalités particulières qui régissent la prise de participations d'un actionnaire du groupe publicitaire dans l'une de ses filiales ont-elles été respectées ? Le prix de cession des 10% de l'ODA (130 millions de francs) a-t-il été sous-évalué pour permettre à M. Vernes de réaliser l'introduction du titre au second marché? Autant de questions qui avaient été déjà soulevées, il y a

montrer que l' « affairisme » sévit aussi à droite et que les privatisations ont donné lieu à des coérations peu transparentes. A la direction d'Havas, on se bonne à préciser que la vente des 10 % de l'ODA a été précédée d'une expertise et que le choix de la Banque du Marais, disenté au cours de quatre conseils d'administration d'Havas, ne doit

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

responsables impliqués : . Les faits les editions ,ouvriēres LA COMMUNE l'Office d'annonces (ODA). Cette filiale d'Havas détient le monopole de la publicité sur les annuaires télé-SON BUDGET SES COMPTES

récquilibrage du « noyau » dur d'Havas conduit par M. André

rien à des pressions politiques.

même stratégie plutôt que de y incite aujourd'hui, est finalement assez réconfortant. ил рец палуе.

point en tout cas ?

aussi !

pas gêné l'activité de la banque? Ne risque-t-elle pas d'affecter les résultats de 1988 ? - Non, absolument pas : notre banque est capable de faire deux choses à la fois. La profonde cohésion de nos équipes a permis de laisser la charge matérielle de la

défense de la banque à un petit groupe de personnes pendant que d'autres continuaient de gérer l'ensemble de nos activités avec la sérénité requise par notre métier. Comme le laissaient pressentir les résultats du premier semestre, nos résultats 1988 seront bons.

Nous avons par ailleurs restruc-

Charle Burney

. . - - -

Économie

AFFAIRES

Les chantiers navals danois et yougoslaves enregistrent une hausse de leurs carnets de commandes

Le volume mondial des commandes de navires a diminué de 257 117 tonneaux de jauge brute (TJB) an dernier trimestre 1988 par rapport au trimestre précédent, selon les dernières statistiques du Lloyd's Register of shipping, le bureau de classification maritime des Lloyd's, publiées le 6 mars à Londres. Plus de 91 % des commandes doivent être livrées d'îci à la

Le Danemark, la Yougoslavie et les Pays-Bas ont enregistré une hausse de leurs carnets de commandes, tandis que des réductions «substantielles» étaient constatées pour le Japon et la Corée du Sud, notamment, numéro un et numéro deux dans le monde. La chute est surtout sensible pour la Corée du Sud, qui depuis trois ans faisait des efforts opiniâtres pour, progressivement, prendre des parts de marché au détriment du Jacon.

Commentant ce recul coréen (en réalité plus important que ne l'indi-quent les statistiques car depuis cinq mois le gouvernement de Séoul a mis en œuvre un plan de renforcement de la flotte marchande avec évidemment des commandes dans les chantiers nationaux), la chambre syndicale_des constructeurs de navires en France indique : « Déjà en 1987, les chantiers navals coréens affichaient dans leur ensemble 328 millions de dollars de pertes, mais en 1988 ces pertes ont littéralement explosé. Le seul chantier naval coréen qui tire apparemment son épingle du jeu est Samsung, grâce à son intégration dans le plus grand groupe industriel du pays. Mais les autres constructeurs de navires ne peuvent plus combler leurs pertes. La Korean Shipbuilding and Engineer Corp. (KSEC) a fait faillite et est gérée depuis un an par un administrateur judicioire. Ce chantier n'a pris aucune commande en 1988. >

Pour obtenir la liberté des prix du médicament

Le SNIP est prêt à contribuer à la limitation de la consommation

M. Sautier, pour . desserrer

l'étau » des prix et ne pas « être soumis aux aléas d'une politique

soums aux meus a me pottique des prix ou d'un plan de restructuration des finances de la Sécurité sociale », demande d'abord « un rattrapage pour atteindre le niveau des calculés des prix calculés de la Sécurité sociale », demande d'abord « un rattrapage pour atteindre le niveau prix calculés de la Sécurité prix calculés de

moyen européen » des prix, calculé

« au cas par cas, coût par coût », et ensuite la liberté des prix. Mais pour

limiter la consommation en France il s'est déclaré prêt à « condamne

toutes les mesures de promotion n'entrant pas dans le code d'éthique

convenable » et à participer à des « opérations de formation du pres-

Le système de réservation

Amadeus

entre en fonctionnement

Depuis le 8 mars, deux mille agences de voyages françaises peu-vent être connectées au système glo-

bal de réservation informatique Amadeus qui a été créé par Air France, Iberia, Lufthansa et SAS.

Ce branchement permet aux points de vente d'avoir accès, avec leurs

terminaux actuels, aux ordinateurs

de réservation de seize compagnies

aériennes importantes et de vendre jusqu'à la dernière place de chaque

Cette première étape sera suivie,

en juin prochain, d'un accès com

mode aux informations tarifaires, à

la description des plans de cabine des appareils et aux dossiers des passagers. A terme, le système Ama-

deus permettra de réserver égale-

ment des chambres d'hôtel et des

e L'URSS cassa les prix de l'uranium enrichi, selon Washing-

ton. - Dans une réponse écrite au

Congrès, M. James Watkins, secré-

taire américain à l'énergie, assure

que les Soviétiques, pour élargir leur part du marché mondial, ont offert

aux électriciens (y compris améri-

cains) des services d'enrichissement

d'uranium à des prix inférieurs de

50 % à ceux pratiqués par les Etats-

Unis, premiers vendeurs mondiaux de

combustible enrichi avec 45 % du

marché mondial. Au cours des trois

dernières années, explique M. Wat-

l'énergie, chargé du cycle de l'ura-nium, a perdu 170 millions de dollars

de ventes en raison du dumping

Eastern Airlines menace de

déposer son bilan. - Un juge fédé-

ral ayant refusé d'ordonner aux trois

mille quatre cents pilotes de la compagnie américaine Eastern Airlines de

voitures de location

EN BREF

cripteur ».

Le nouveau président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, M. René Santier (ex-PDG de Sanofi), a souhaité, mardi 7 mars, que le secteur sorte du « cycle infernal - consistant à rattraper les bas prix du médicament par la quantité

Selon une étude du SNIP sur les médicaments les plus vendus en Europe au le janvier 1988, repré-sentant 20 % du marché, pour une base 100 en France, la RFA est à 205, les Pays-Bas à 194, la Grande-Bretagne à 137, la Belgique à 121, l'Italie à 107, la Grèce à 88, l'Espagne à 84. Plus le médicament est ancien et plus le décalage est impor-tant. En revanche, en « dose unitaire » par habitant, la France se place en tête de la consommation en Europe, avec 1615 en 1987, devant la Grande-Bretagne (1555), l'Italie (1548), la Belgique (1223), la

Le gouvernement acceptera l'OPA d'International Paper sur Aussedat-Rey

Le ministère de l'industrie à indi-qué, le mercredi 8 mars, que le gou-vernement s'apprétait à donner son feu vert à l'OPA (offre publique d'achat) amicale de 2,2 milliards de francs lancée le 17 janvier sur le papetier français Aussedat-Rey par l'américain international Paper. Cette solution a été préférée au montage français proposé par le papetier Arjonari et son actionnaire principal Saint Louis, qui souhaitaient constituer un grand groupe papetier de taille européenne. Le PDG d'Aussedat-Rey, M. Jacques Calloud, avait fait savoir le 28 février que la proposition d'Arjo-mari ne lui ôtait pas sa préférence pour le projet d'International Paper. seul susceptible à ses yeux d'assurer à son groupe un nouveau développe-

ment.

Première société papetière du monde avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 9,5 milliards de dollars (près de 60 milliards de francs), International Paper est encore peu présente en Europe. L'investissement dans Aussedat-Rey devrait lui regruettre d'assurer sa diversificapermettre d'assurer sa diversifica-tion géographique avant l'échéance

Le ministère de l'industrie a indi-né, le mercredi 8 mars, que le gou-ernement s'apprêtait à donner son eu vert à l'OPA (offre publique 'achat) amicale de 2,2 milliards de 'achat) amicale de 2,2 milliards de

Compagnie du Midi: M. Claude Bébéar nommé président

Le conseil d'administration de la Compagnie du Midi, qui s'est réuni le mercredi 8 mars, a enregistré la démission de sept administrateurs odemission de sept administrateurs — MM. Bernard Pagézy, président de la compagnie, Jacques Calvet, Alphonse Denis, François Donnay, Jacques Ferry, Olivier Lecerf, François de La Villeguerin — et l'entrée d'un nouvel administrateur, M. Michel François-Poncet, PDG de Paribas

M. Claude Bébéar, patron du groupe Axa, est nommé président de la Compagnie du Midi, et M. Pierre Barberis, son numéro deux, directeur général.

REPERES

Aéronautique

Recui des commandes militaires

aéronautique et spatiale, en France, s'est élevé à 83,9 maliards de francs en 1988, soit une progression de 8 % en francs constants par rapport à 1987. Selon le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), cette augmentation de l'activité est besucous plus sensible dans le secteur civil que dans la production militaire, dont la part est passée de 59 % à 57 % du chiffre total.

Le chiffre d'affaires de l'industrie

En 1988, les prises de com-mandes ont atteint 120,5 milliards de F (dont 70 milliards à l'exportation), en hausse de 34 % par rapport à 1987. Les commandes de matériels civils, notamment !'Airbus européen, pèsent 67 % (au lieu de 57 %) du montant global.

Fonctionnaires

La féminisation s'accroît

Au 1º fanvier 1988, la fonction publique d'Etat comptait, en effectifs réels, 2 594 824 agents, se répartissant en 2 288 755 agents civils et 306 069 militaires. Dans le rapport annuel sur la fonction publique de l'Etat (publié à la Documentation française), le ministère note que, « en 1986, pour la première fois depuis les années 1946 à 1950, le nombre total d'agents a baissé at l'effectil giobal est désormais plus proche de 2,6 millions que de 2,7 ». Il observe que, « convertis en équivalents temps complet, les effectifs réels ont suivi une évolution assez proche de

celle des effectifs budgétaires : + 1800 en 1984, - 3900 en 1985 et - 12 300 en 1986 ». Le taux de féminisation des agents civils de la fonction publique tend à s'accroître : 48,6 % en 1976, 50,4 % en 1982 et 51,2 % en 1986.

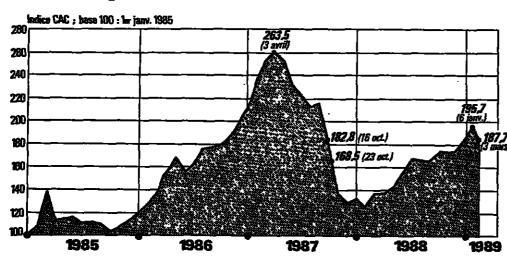
Protection sociale

Les dépenses représentent 21,6 % du PIB

Sur les 1378 milliards de francs versés par la protection sociale en 1986, les 538 régimes de sécurité sociale ont représenté 1 06 1 mil-liards et le régime général 604 mil-liards, selon les comptes présentés à la commission des comptes de la Sécurité sociale le 7 mars. Les dépenses des régimes de sécurité sociale devraient atteindre 1 281,6 milliards en 1989 et ceux du régime général 712,6 milliards. Ce demier versant 58 % des prestations. Les parts des dépenses et des cotisations de protection sociale dans le PIB tendent à se stabilise depuis 1980 : elles en représentaient 21,6 % et 17,8 % en 1988, contre 20,4 % et 16,9 % en 1981.

• • Croissance : presque 6 % pour le Japon en 1988. - Le produit national brut (PNB) du Japon a progressé en volume de 1,2 % au quatrième trimestre 1988 par rapport au trimestre précédent et de + 5 % en rythme annuel, selon les chiffres officiels. Sur l'ensemble de l'année dernière, le PNB du Japon a augmenté d'environ 6 % selon des chiffres encore provisoires

300° entreprise sur un second marché en redressement



Le cap des trois cents introductions a été franchi sur le second marché le 28 février avec l'arrivée à la Bourse de Lyon de Guillin emballages. En six ans d'existence, la place parisienne a accueilli près des deux tiers de ces firmes, l'ensemble des Bourses régionales se partaint le reste avec une prédominance lyonna

en 1986, s'est fortement réduit après le krach d'octobre qui a éprouvé particulièrement ce marché. Il aura fallu attendre le début de l'année 1989 pour que l'indice CAC du second marché retrouve son niveau (182,8) du 16 octobre 1987, veille du krach. A titre de comparaison, son grand frère, le marché à règlement mensuel,

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 2935.../DMP

1. L'Office National des Télécommunications de COTE D'IVOIRE a obtenu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en différentes monnaies, pour financer le coût du projet portant sur la remise en état du matériel et renforcement de la maintenance.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt sera utilisée pour effectuer les paiements au titre du projet portant sur la modernisation et l'extension des réseaux téléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord. 2. L'Office National des Télécommunications invite,

- par le présent Appel d'Offres les candidats admis à concourir, à présenter leurs Offres sous-plis fermés pour la modernisation et l'extension des réseaux éléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord.
- 3. Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'Appel d'Offres dans le bureau du Chef de Service des Marchés sis au 12° étage de POSTEL 2001, Porte 12-07 - Téléphone 34.67.61 ou 34.67.63 Télex n° 23790 ou 23750 - ABIDJAN.
- 4. Tout candidat admis à concourir, intéressé par le présent avis, pourra acheter un jeu complet des documents d'Appel d'Offres, sur demande écrite au service ci-dessus ou après consultation des Cahiers des Charges et moyennant paiement d'un montant non remboursable de 400.000 F. CFA (Chèque certifié ou mandat lettre).
- 5. Toutes offres doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission d'un montant égal à 1,5% du montant total de la soumission; ce cautionnement doit être déposé en même temps que les Offres au Service des Marchés, sis à l'Immeuble POSTEL 2001, Porte 12-07 — ABIDJAN-CI au plus tard le 18 Avril 1969 avant 11 H 00 délai de rigueur.
- 6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture le 18 Avril 1989 à 15 H 00 à la Rotonde de la Cité Financière à ABIDJAN-PLATEAU.

18 et 19 MARS EXPOSITION INTERNATIONALE De 10 heures à 19 heures VENTE - ÉCHANGE

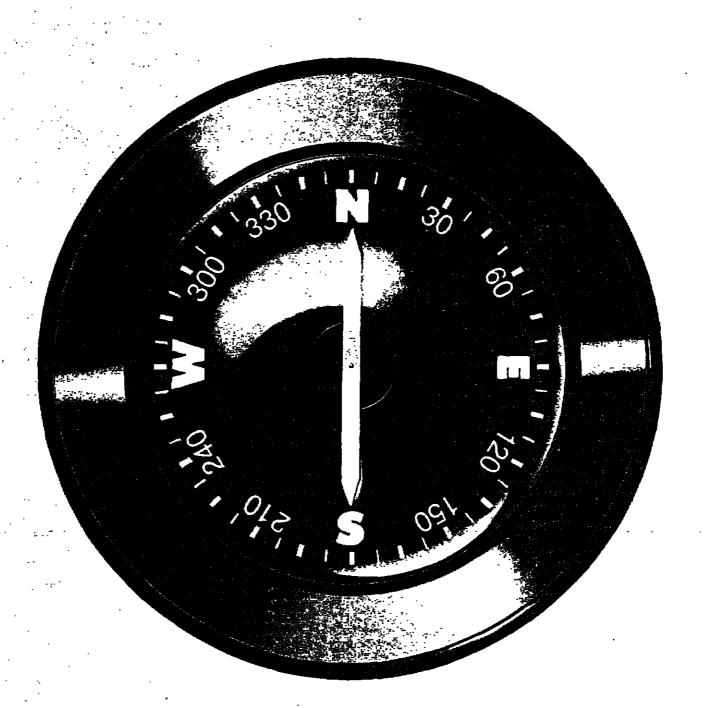
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PARIS-HILTON (au pied de la Tour Eiffel)

cesser leur grève du zèle, celle-ci pourrait déposer son bilan. Les pitotes d'Eastern ont décidé d'appli-MINERAUX quer per beau temps les procédures en cas de météo difficile pour s'opposer aux 250 millions de dollars (1,5 milliard de francs) d'économies que la direction recherche pour sau-18, avenue de Suffren, PARIS (164)



ACHONY VIRE



ACTIONNAIRES: VOTRE INTÉRÊT EST AU SUD

La Ruche Méridionale et CFAO sont à l'origine d'un vrai projet régional, soigneusement mûri: le projet UNIVERS-SUD. Il permettra à La Ruche Méridionale et CFAO, déjà implantée dans le Sud avec SODIM et SODIPRIX, d'être le plus puissant groupe de distribution du Midi de la France tout en garantissant l'indépendance active de La Ruche Méridionale. Les dirigeants de La Ruche Méridionale sont des entrepreneurs, des spécialistes de la distribution, des hommes et des femmes responsables: ils connaissent leur intérêt et le vôtre.

Comme eux, suivez le choix offert par CFAO, premier groupe français de commerce internațional:

- en cédant vos actions à 3.000 F,

- ou en participant à son expansion <u>par l'échange de vos actions La Ruche Méridionale à raison de 4 actions contre 7 obligations convertibles CFAO 6,25 % de 1.500 F nominal.</u>

Choisissez la bonne direction pour vos actions: nous gagnerons à rester au Sud. Votre intérêt est au Sud.

LA RUCHE MÉRIDIONALE ET CFAO



Une nete d'Information présentée conjointement par LA RUCHE MÉRIDIONALE et CFAO (visa COB n° 89-21 du 17.01.89) est disponible sans frais auprès des intermédiaires financiers, de la CFAO: Secrétariat général: 7, place d'Iéna, 75783 PARIS Cedex 16, Siège social: 32, cours Pierre-Puget, 13006 Marseille, et de LA RUCHE MÉRIDIONALE: 2, rue Jean-Baptiste-Perès, 47000 AGEN. Un complément, publié dans la Cote Desfossés du 3 mars 1989, est disponible aux adresses ci-dessus.

Information des actionnaires.





Les giboulées de mars

Les périodes de grand calme social, qui paraissaient caractériser la situation française au cours de ces dernières années, appartiennentelles désormais au passé? A quel-ques jours des élections municipales, l'heure est moins à la trêve électorale qu'au développement d'une nouvelle série de conflits catégoriels. Après le succès de leur manifestation du 4 mars, les enseignants envisagent de nouvelles actions. La fièvre gagne surtout le secteur hospitalier, avec le mouvement de nouveau reconduit des infirmières anesthésistes et la grève des dix mille internes des hôpitaux, les 8 et

Tandis ou'un conflit dur se noursuit depuis trois semaines chez les urs du métro parisien de la COMATEC, la grève s'étend dans la fonction publique en Corse, où les agents des PTT, des impôts et des organismes sociaux sont en pointe pour obtenir, notamment, l'octroi d'une « prime d'insularité ».

Le 7 mars, à EDF, un mot d'ordre de quatre heures de grève lancé par la CGT, pour des revendications concernant l'embauche et les promotions, a été suivi par 22,4 % du personnel. La baisse de production de l'ordre de 20 % n'a pas eu de conséquences pour la clientèle, mais la CFDT a participé à des actions locales et à des manifestations notamment à Paris – ce qui a eu nour effet d'entraîner le report de la réunion de la commission supérieure le 7 mars. Aux PTT, toujours le 7 mars, la grève des informaticiens, lancée par la CGT sur des revendications salariales, a été suivie par près de 45 % des informaticiens de a poste et par 35,7 % des deux mille huit cents informaticiens des télé-

Cette pluie de conslits, même si elle n'a pas la même ampleur et les mêmes répercussions pour les usagers du service public qu'à voirs publics à être particulièrement vigilants. Ils ne penvent que consta-

La charte des droits sociaux

Les ministres du travail de la CEE pressent le mouvement

Réunis le mardi 7 mars à Séville, en Espagne, les ministres du travail de la CEE se sont mis d'accord pour demander à la Commission européenne d'élaborer le plus rapidement possible une charte communautaire des droits sociaux. M. Manuel Chaves, ministre espagnol, a laissé entendre que la Grande-Bretagne avait émis des réserves sur le caractère contraignant de cette charte.

Selon le document de travail à la résidence espagnole, la charte des droits sociaux devraît garantir le fait que le grand marché du le janvier 1993 ne signifiera « pas une détérioration de la situation actuelle des travailleurs ». M. Chaves a indiqué que tous les Européens devraient bénéficier « de garanties sociales et de droits fondamentaux dans le travail, à savoir, notamment, la reconnaissance de la liberté syndicale, le droit à la négociation collective, à la santé et à la sécurité dans le tra-

ter que « le climat revendicatif reste fort dans le secteur public ». C'est dans ce contexte que la CGT organi-sait le mercredi 8 mars — la coincidence avec la journée internationale des femmes n'étant évidemment pas fortuite – une journée nationale interprofessionnelle d'actions sur l'augmentation des salaires, la défense de la protection sociale et l'aménagement du temps de tra-

Un effet d'entraînement

Selon la CGT, cette journée devait être marquée par de multi-ples arrêts de travail et notamment par une manifestation à Paris de la République à Saint-Augustin. Certes, la CGT multiplie tellement les journées nationales d'action, dans le cadre de sa stratégie de harcèlement, que celles-ci finissent par être banalisées. Les dernières initiatives du même type n'ont eu qu'un faible écho et ce n'est pas la publica-tion des chiffres officiels des effectifs de la centrale, confirmant une érosion continue et importante, qui peut amener le gouvernement à 8 mars que des précédentes.

Mais si le potentiel militant de la CGT est affaibli, celle-ci demeure capable de mener des grèves dures dans certains secteurs où, comme on l'a vu à l'automne, il suffit de peu de grévistes pour bloquer l'activité. Elle compte surtout sur l'effet d'entraînement, an-delà des municipales, de ce type d'initiative nationale, voyant dans la « montée » des revendications une confirmation de ses analyses.

Si l'on est loin d'un embrasement enéralisé, le climat social est très fragile. Et le risque existe pour le gouvernement de se retrouver, surtout après les élections municipales, avec une nouvelle série de conflits catégoriels se succédant les uns aux autres et se trouvant réglés au coup par coup sans réponse globale.

Va-t-on assister à une réédition de l'automne social agité de 1988? Les phénomènes sociaux se répétent rarement deux fois. Mais il apparaît de plus en plus que, surtout dans le secteur public, les salariés hésitent is moins à faire grève. Les revendications salariales s'expriment d'autant plus fortement que l'économie va mieux et que la culpabilisation » des salariés protégés face au chômage va en s'atténuant. On est peut-être en train de renouer avec la situation qui prévalait avant 1980 quand le secteur public était fréquemment seconé de turbulences sociales.

Un printemps chand?

Alors que le patronat s'attend à un printemps chaud dans le secteur public, et que M. Marchelli, prési-dent de la CGC, jouant les Cassandre, ne se prive pas de l'annoncer, les pouvoirs publics ne sont pas loin de faire un pronostic voisin. L'« archaïsme » de la gestion du secteur public reconnu de fait par M. Rocard en présentant son plan de rénovation peut transformer les ten-sions sociales existantes ou les revendications salariales longtemps contenues en conflits. Des problèmes de sureffectifs penvent faire resurging des mouvements à la Sécurité sociale. Mais, surtout, l'équilibre paraît bien fragile sur le plan sala-

Pour l'heure, la fonction publique et la plupart des grandes entreprises publiques sont convertes par des accords salariaux pour 1989. Ceuxci sont fondés sur une hypothèse de ausse des prix en glissement de 2,2 %. Compte tenu de la reprise de l'inflation mondiale, beaucoup s'attendent, y compris dans les milieux gouvernementaux, qu'une telle hypothèse soit dépassée. Si ce ment devait être vérifié avant l'été, il y a fort à craindre que les revendications salariales ne

repartent de plus belle. La CGT fera tout pour les entretenir, et même soufflera sur les braises. Mais il est également vrai-semblable que la nouvelle direction de FO, avec à sa tête M. Marc Blondel, qui doit être reçue officielle-ment par M. Rocard après les municipales, se montrera très combative et exigeante sur la question salariale. Que fera alors le gouvernement si les syndicats demandent, en fonction d'une inflation plus forte, des ajustements préservant le pou-

« Grévo-positifs »

Pour le secteur privé, le patronat semble moins inquiet, même s'il s'attend à quelques tensions sociales à l'automne. Mais déjà, en 1988, on enregistré une remontée sensible des conflits. Certes, cette augmenta tion est relative car on était tombé an cours des années précédentes dans des eaux extrêmement basses. Cependant, l'augmentation des grèves en 1988 montre que, selon la formule de M. Pierre Guillen, viceprésident du CNPF, les salariés sont redevenus « grévo-positifs », même dans le secteur privé où ils sont moins freinés qu'ils ne l'étaient auparavant par la crainte du chô-

La situation sociale s'annonce difficile à gérer pour le gouvernement, qui craint de surcroît de payer ce mécontentement encore plus ou moins exprimé dans les urnes. . Nous ne pouvons pas faire tout de suite n'importe quoi », expliquait M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, le 6 mars, « et c'est pourquoi s'avance ici et là la notion de calendrier. C'est dans cette direction qu'iront les négociations ».

Les giboulées de mars n'annoncent pas à coup sûr un printemps chaud. Mais elles sont un signal d'alarme. Il faudra que M. Rocard sasse preuve de beaucoup d'imagination pour relancer le dialogue et faire tomber la fièvre.

Au lendemain des municipales M. Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, donnera le coup d'envoi à une concertation sur le renouveau du service public et M. Soisson, ministre du travail, lancera une discussion avec les partenaires sociaux sur le droit de licenciement alors que ceux-ci concluront leur négociation sur l'aménagement du temps de travail. Autant de rendez-vous qui constitueront des

MICHEL NOBLECOURT.

• Renault-Flins : recul de la CGT. - Aux élections du cemité d'établissement à l'usine Renault de Flins, la CGT, avec 47,85 % des 5 998 suffrages exprimés (66,68 %) a perdu 6,49 points dans le premier collège (ouvrier) au profit de FO, qui en a recueilli 18,32 (+ 5,14 points) et de la CFDT qui en a obtenu 33,83 (+ 1,35 point). Dans le deuxième collège (employés, techniciens, maî-trise), la CGT avec 19,6 % des voix perd 2.4 points au profit de la CGC, majoritaire avec 53,1 % (+ 2,6 points); le CFDT (27,3 %) perd 0,2 point. Dans le troisième collège (cadres), la CGC a recueilli 86,6 % des voix (- 0,3 point), et la CFDT 13.4 %.

 Nettoyeurs du métro : poursuite des négociations. — Depuis le 6 mars, et sous l'égide de M. Gilles Belier, le médiateur nommé par le ministre du travail, les séances de négociations se succèdent pour résoudre le conflit de la COMATEC. La demière rencontre, le 7 mars au soir, s'est prolongée tard dans la nuit sans que les points de vue se rapprochent entre la direction de la société et le comité de grève des nettoyeurs. Comme prévu, une manifestation s'est déroulée le 7 mars après-midi, place de la République. Dans la procédure de référé engagée par la COMATEC, le vice-président du tribunal de grande instance de Paris s'est donné jusqu'au 10 mars pour 13,1 dollars au dernier trimestre

ETRANGER

Les technocrates l'emportent sur les nationalistes

Les Philippines approuvent le programme du FMI

MANILLE

Correspondance

La présidente Cory Aquino a tranché, mardi 7 mars, en faveur des grandes lignes de politique économique telles qu'elles ont été formulées. pour les trois prochaines années, par le Fonds monétaire international (FMI). Le milieu bancaire a en (FMI). Le milieu bancaire a, en effet, confirmé l'approbation par le chef de l'Etat philippin de « l'ensemble de la lettre d'intention » rédigée par ses conseillers économiques à destination du FMI. Les détails de la lettre ne seront vraisemblablement comms que lors-que l'accord final sera ratifié en mai

Le feu vert présidentiel, qui a été salué favorablement par l'ensemble du secteur financier philippin et étranger, fait suite à des mois d'indécision et de controverse. Une emière tentative de négociation s'était soldée par un échec en novembre 1988 à cause de l'intransigeance du courant nationaliste au sein de l'administration philippine ..

Ce courant, représenté par le ministre du développement écono-mique, Mª Solita Monsod, refusait toute concession pouvant freiner un rythme de développement éco-nomique égal à 6,5 % de croissance annuelle ». On craignait déjà, des remous sociaux comme ceux qui viennent d'ensanglanter le Vene-

Depuis, une féroce lutte d'influence a agité l'entourage de la présidente. En fin de compte, le courant « technocrate », représenté par le gouverneur de la banque centrale, M. José Fernandez, et le ministre des finances, M. Vicente Jaime, a eu gain de cause : M. Monsod a été

exclue de l'équipe des négociateurs philippins. Dès lors, un accord entre le chef de l'exécutif et le FMI tenait

De поичеанх horizons

En approuvant la lettre d'intention. Miss Aquino s'ouvre des horizons nouveaux. Le FMI peut mainant débloquer un crédit neuf de 1,3 milliard de dollars, un ballon d'oxygène qui tombe à point compte tenu de l'état d'épuisement actuel des réserves en devises de la République, qui représentent à peine de quoi couvrir deux mois d'importations. Surtout, l'aval du Fonds à la politique économique philippine entraînera le bon vouloir d'autres créditeurs. Les Philippines pourront désormais espérer non seulement une renégociation de la dette extérieure, actuellement estimée à près de 29 milliards de dollars, mais aussi l'accès à de l'« argent neuf » de

Ainsi la décision de M™ Aquino de court-circuiter le lobby nationaliste ne manquera pas d'impressionner favorablement le Club de Paris auprès de qui, il y a une dizaine de mois, les Philippines s'étaient retrouvées en situation de défaut technique sur le paiement des intérêts. De même, les banques commerciales, créditrices de près de la moitié de la dette extérieure, seront maintenant tentées de revoir « amicalement » l'ardoise philippine. Toutefois, dans les milieux bancaires de la capitale, on souligne que l'obtention de crédits nouveaux auprès de ces banques pourrait être freinée par le succès inattendu du marché privé de cette tranche de la dette. En effet, nombre des quatre cent quatre-vingt-

trices « traditionnelles » ont, ces derniers mois, choisi de revendre au secteur privé philippin une part non connue de leurs créances de dette. Dès lors, il n'existerait maintenant qu'un nombre réduit de banques intéressées par une poursuite des relations d'affaires avec l'archipel.

La décision présidentielle d'entériner la lettre d'intention est naturellement loin de faire l'unanimité. Au moment de la reprise du dialogue entre les technocrates philippins et le FML Mme Aquino eut à juguler une grave crise, qui menaçait de diviser sa base parlementaire. Elle a dû ainsi apposer son veto à une proposition qui aurait permis aux politi-ciens élus de participer directement aux négociations. Une telle situation, signale-t-on dans les milienx bancaires, « aurait été une véritable catastrophe - : l'indécision générale aurait empêché pour longtemps la normalisation des relations des Philippines avec la communauté finan-

Anjourd'hui, la majorité parlementaire est toujours partagée sur la conduite à suivre. Certains élus ont depuis souscrit à la position prési-dentielle, alors que d'autres continuent d'exiger un droit de regard, Les politiciens s'inquiètent naturellement des mesures restrictives et « anti-sociales » potentiellement contenues dans la lettre d'intention. Les responsables de la politique économique philippine ont néanmoins tenu à les rassurer, en déclarant que la politique pronée par le FMI demeure favorable à la croissance et s'appliquerait surtout à augmen ter les revenus publics, non par de nouveaux impôts mais par une meilleure gestion de l'appareil

KIM GORDON-BATES.

CONJONCTURE

Les prévisions de l'INSEE pour la France

La croissance devrait ralentir d'iei l'été

production industrielle continue de progresser à un bon rythme», écrit l'INSEE dans sa dernière analyse de la situation économique en France. «La clémence du climat en lanvier et février a favorisé l'activité en particulier dans le bâtiment et les travaux publics même si elle a joué négativement sur la production d'énergie.

L'INSEE estime pourtant qu' • un certain ralentissement du rythme de croissance actuel pourrait intervenir d'ici l'été, appuyant sa prévision sur la stabilisation des carnets de commandes et des perspectives de production des industriels notamment dans l'automobile et les biens de consommation (...) La croissance de l'activité entretient actuellement le mouvement de progression de l'emploi, qui augmenterait d'un demi-point au cours du premier semestre 1989. L'essentiel des créations d'emplois se ferait dans le tertiaire marchand. Les effectifs de l'industrie (hors intérim) se stabiliseraient, ce qui est une perspective un pen moins favorable que celle qu'ouvrait l'INSEE en décembre puisqu'une augmenta-tion des emplois dans l'industrie était alors envisagée. - Les demandes d'emplois en fin de mois se situeraient à la mi-1989 à un niveau voisin de celui atteint en

· Le dynamisme de l'activité industrielle en ce début d'année provient pour l'essentiel, écrit l'INSEE, de la progression un peu plus rapide qu'escompté de la consommation des ménages». Ce regain se porte sur les produits manufacturés, les achats de véhi-cules s'étant stabilisés an niveau slevé atteint fin 1988. Il s'explique par l'augmentation du revenu disponible des ménages : + 2,7 % du pon-voir d'achat sur l'ensemble de 1988 (+ 1 % en 1987) dont + 0,9 % pour le seul quatrième trimestre. Sur cette lancée, l'INSEE estime que la consommation pourrait progresser d'un peu plus de I % au cours du premier semestre 1989 et même de 1,5 % pour les seuls produits manu-

« Le solde de la balance commerciale se dégraderait au premier semestre 1989 par rapport au second trimestre 1988, du fait des échanges de produits manufacturés et surtout de la facture énergétique. Celle-ci subirait les effets du prix du baril importé qui s'établirait à un prix de 16 dollars en moyenne sur le premier trimestre et de 15 dollars au deuxième, après

sensible augmentation dans ses calcuis: 6,30 F sur le semestre. « La hausse du prix d'importation du pétrole (de l'ordre de 15% en moyenne semestrielle) ne devrait être que partiellement compensée

par une baisse des quantités nmées, baisse due à la douceur de l'hiver. Les exportations de produits manufacturés seraient à nouveau tirées par une demande mondiale visoureuse. » Mais. estime l'INSEE, « leur progression serait légèrement moindre que celle de la demande. Il y auraii donc, écrit l'INSEE, encore érosion des parts de marché de la France malgré la stabilisation de sa compétitivité-prix. (...) Le rythme de croissance des importations res-terait élevé, la demande d'investissement étant toujours très forte, et la demande des ménages s'accélérant au premier trimestre. >

menter de 1,7 % sur le prem semestre, taux supérieur à celui du second semestre 1988 (1,4 %) mais similaire à celui observe un an auparavant (1,7 %). L'augmentation des duits manufacturés serait plus rapide, alors que la hausse des services privés - et publics - se modé-

Après avoir souligné que la croissance de l'économie française conti-nuait d'être fortement tributaire de l'état de santé de l'économie mondiale, PINSEE conclut: « Il est crucial que se poursuivent l'effort de modernisation de l'appareil productif et la maîtrise des prix de produc-tion si l'on veut éviter que tout ralentissement de la croissance mondiale ou tout renchérissement des importations énergétiques n'obligent à un freinage de la demande intérieure française, frei-nage qui oblitérerait les progrès récents en matière d'emploi.»

Crédits en baisse par rapport à la première esquisse

Le contrat de plan de l'Île-de-France sera consacré aux transports pour 78 %

Le président du conseil régional de l'Île-de-France, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), a fait état, le 7 mars, d'un accord quasiment défi-nitif avec le préfet de région, M. Oli-vier Philip, sur le contrat de plan pour la période 1989-1993.

Selon lui, le compromis auquel sont arrivés le conseil régional et l'Etat apparaît satisfaisant sur le dossier essentiel – et le plus lourd financièrement – des transports en commun et de la circulation. Mais sur de nombreux autres points, par rapport au projet de contrat élaboré d'un commun accord à l'automne dernier, et qui portait sur 24,5 mil-liards, l'Etat a revu à la baisse ses engagements parfois de manière très.

L'enveloppe totale des crédits s'élève à 22,9 milliards de francs (8,5 milliards pour l'Etat et 14,4 milliards pour la région) dont 18 milliards pour les infrastructures de communication (12 milliards à la charge de la région et 6 milliards pour l'Etat).

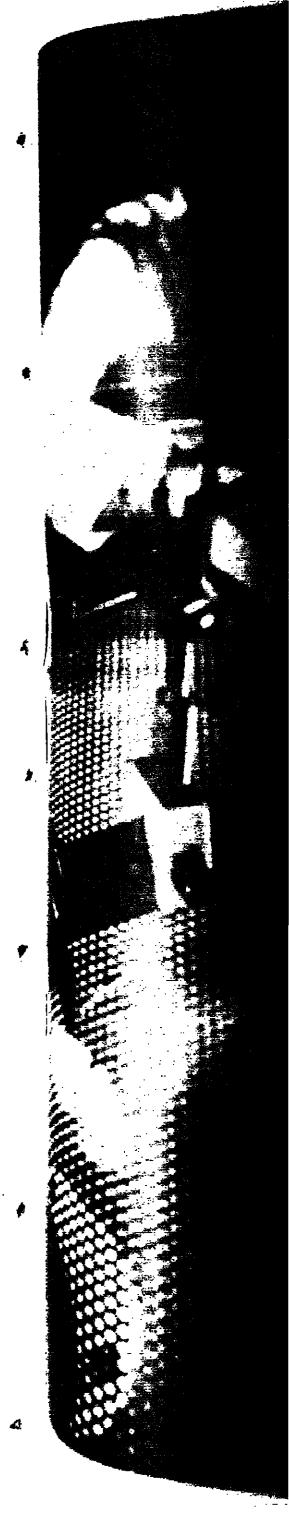
MM. Pierre-Charles Krieg et Jean-Pierre Fourcade, premier viceprésident, chargé des finances, ont vivement regretté que « l'Etat ait fait marche arrière » à propos des crédits relatifs à la recherche, à la musique, aux personnes handicapecs, au programme « Seine pro-pre » ou encore pour le Fonds régional des initiatives locales de l'emploi (FRILE), le tourisme et les loisirs

« Cette baisse est particulièrement dommageable à propos du logement social, qui est pourtant affiché comme une priorité du gouverne-ment, puisque les crédits de l'Etat, qui étaient prévus à 1 400 millions, vont tomber à 1025 millions », a déclaré M. Krieg.

En revanche, à la demande insistante du gouvernement, un volet eignement supérieur» a été introduit dans le contrat de plan, alors que la loi de décentralisation de 1982 prévoit que cette compé-tence relève du seul domaine de l'Etat. La région d'Ile-de-France dépensera, notamment, 440 millions pour une université dans l'est de l'Île-de-France, contre 90 millions à la charge de l'Etat. A condition toutefois qu'une prochaine loi mette un terme à l'anomalie actuelle (qui place en contradiction MM. Lionel Jospin et son collègue du budget, M. Michel Charasse), scion laquelle les régions qui consacrent des crédits à la construction d'établissements d'enseignement supérieur ne peuvent prétendre à un remboursement de la TVA sur ces travaux.

Le conseil d'Ile-de-France devait se réunir le 25 avril pour approuver définitivement le contrat de plan, qui aura dû au préalable obtenir le feu vert du gouvernement en comité interministériel.

F. Gr



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration qui a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988 proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera réunie sur première convocation

le 24 mars 1989 (et à défaut de quorum sur deuxième convocation le 11 avril 1989), de fixer le dividende net de l'exercice 1988 de la SICAV à 720,61 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 19,12 francs portant son montant global à 739,73 francs, se décomposant comme suit :

Obligations françaises net: 587,80 F cl: 19,12 F Créances négociables net: 132,81 F ci: -

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire,

ce dividende sera détaché le 14 avril 1989 et mis en

RÉDIVESTISSEZ SANS FRAIS JUSQU'AU 17 JUILLET 1989 CHEZ L'ÉCUREUIL, AU TRÉSOR PUBLIC,

A LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (AGENCE)

paiement le 17 avril 1989.

حكدًا من الأصل

SOLUTION OF THE PROPERTY OF TH

ESPRIT DE L'ENTREPRISE



Plus que jamais, les entreprises se jugent aujourd'hui à leur engagement social.

Olympus en est tout à fait conscient. En 1988, dans le cadre du 25ème anniversaire de seq implantation en Europe, Olympus assumait une réponse à cette exigence avec la création de la Fondation «Olympus - la science pour la vie».

L'objectif de celle-ci est la formation et la promotion de jeunes scientifiques d'avenir, à qui seront attribués bearses et prix. leur permettant de développer leurs recherches dans des secteurs de pointe.

POUVOIR D'INNOVATION

L'histoire récente de l'évoluties des appareils photo n'est pas concevable sans l'apport des innovations dues à Olympus. Une neuvelle prenye de sa pasition de leader technologique: L'AZ-300 Super Zoom, qui réunit pour la première fois les avantages des annareils reflex et compacts. Raison plus que suffisante, pour que la presse spécialisée européenne décide d'élire l'Olympus AZ-300 Super Zoom, appareil compact epropéen de l'année '88/'89.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Créée il y a 25 aus, en tant que société commerciale consacrée à la distribution sur les marchés européeus, elle a évolué vers une structure européeane îndépendante, engagée dans la recherche et le développement, la production, la distribution et le service après-vente. Avec le souci d'affirmer une position de leader. dans le secteur photographique, comme dans celui des grandes branches de matériels epteélectropiques.

Olympus c'est plus : appareils photo, endoscopes médicaux et industriels, microscopes, produits hiomédicaux et communication de bureau. Si vous voulez en savoir plus sur Olympus, venillez demander une documentation détaillée. Olympus Optical Co. (Europa) GmbH, Wendenstraße 14-16, D-2000 Hamburg 1, B.F.A.

OLYMPUS

LA SCIENCE POUR LA VIE

ke du F\||

Marchés financiers

Les bénéfices de Rhône-Poulenc ont augmenté de plus de 46 % en 1988

la chimie française, a dégagé, en 1988, un bénéfice net de 3,46 milliards de francs, plus important que prévu, en augmentation de 46,5 % sur celui de 1987 qui, pourtant, le meilleur de toute l'histoire du groupe, n'avait pro-gressé que de 17,5 %. Le chiffre d'affaires a atteint 65,33 milliards de francs, en hausse de 16.3 % dont 7 % pour la croissance en volume, 2,8 % pour le relèvement des prix et 5,8 % correspondant aux acquisitions précédentes, notamment la filiale américaine Stauffer achetée en 1987.

Ces excellents résultats sont le fruit d'une conjoncture très favorable dans toute la chimie mondiale, notamment aux Etats-Unis,où un groupe comme Dow Chemicals a vu ses bénéfices tout simplement doubler. En Europe, Rhône-Poulenc s'inscrit en tête des progressions pour les grands chimistes, devant les allemands Hoechst (+ 33 %), BASF (+ 22,7 %) et Bayer (+ 21 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARGEURS S.A. COMPAGNIE FINANCIÈRE ROUDIÈRE

A la suite de l'absorption, en décembre 1988, de la Compagnie Financière Roudière par Chargeurs S.A., il va être procédé, à partir du 3 mars 1989, à l'échange des actions Compagnie Finan-cière Roudière contre des actions Char-geurs S.A. à raison de une action Chargears S.A. pour six actions Compegnie Financière Roudière.

Par ailleurs, il est rappelé aux action-naires de la Compagnie Pinancière Rou-dière qui ne souhaiteraient pas recevoir des actions de Chargeurs S.A. que la Banque Veuve Morin-Pous se portera acquéreur au prix unitaire de 205 F de toutes les actions Compagnie Financière Pandière qui lui servieur proposée Roudière qui lui seraient proposées entre le 3 et le 23 mars 1989 inclus.

Toutes les informations utiles rela-tives à ces opérations peuvent être obtenues auprès des banques et/ou établisse-ments dépositaires des titres.

Rhône-Poulenc, numéro un de En France, Orkem (ex-CdF Chimie) a pu tripler ses profits, mais ils venaient de beaucoun plus bas et inclusient des activités pétrochimiques qui bénéficient à plein de la baisse des prix du pétrole, ce qui n'est pas tout à fait le cas pour Rhône-Poulenc, qui

achète ses produits de base. Ce dernier groupe a pu, en 1988, majorer de 50 % ses résultats opérationnels après amortissement porté à 6,2 milliards de francs et, surtout, diminuer encore son endettement, qui ne représente plus que 50 % de ses fonds propres en 1988 contre 80 % en 1987 (et 390 % en 1982).

Ce désendettement relatif est dû notamment à l'émission, en inillet 1988, d'un emprunt perpétuel de 5,6 milliards de francs qui a permis, en y ajoutant la réincorporation des bénéfices, de porter les fonds propres du groupe de 18,1 milliards de francs à 27,3 milliards de francs. Dans ces conditions le dividende a pu être ugmenté de 30 %, à 15 francs contre 11,50 francs, pour les actions et de 28 % pour les certificats d'investissement, à 20 francs contre 16,50 francs.

Le secteur fibres dégage du profit

Le fait notable de l'exercice a été le retour aux bénéfices du secteur fibres (15 % du chiffre d'affaires), qui a dégagé un profit indicatif de 6 millions de francs après une perte de 305 millions de francs en 1987.

Les textiles proprement dits, rayonne et viscose, accusent encore une perte résiduelle de 240 millions de francs mais sont en extinction quasi totale. Ainsi disparaît, en 1988, un fardeau qui a pesé longtemps sur la situation du groupe et notoirement obéré ses résultats. Il y a une fin à tout, même aux pertes.

UNE NOUVELLE AGENCE DU CREDIT LYONNAIS EN CORÉE DU SUD

Présent à Séoul depuis 1978, le Crédit Lyonnais, première banque européenne en Corée, vient d'ouvrir à Pusan sa deuxième agence.

Pusan est le premier port de Corée, le onzième port container du monde et surtout le deuxième pôle, après Séoul, du rapide développement économique de la Corée.

Le Crédit Lyonnais complète ainsi un dispositif puissant comprenant: • une salle de marchés sophistiquée en liaison directe avec Tokyo et Paris,

• une activité de trust/gestion de fortune, et, dans le domaine du Crédit-Bail, une prise de participation dans le capital de Korea Leasing, troisième société de leasing en Corée.

Pour tout contact avec la Corée: à Paris 42.95.40.31 à Sécul 778.38.11 à Pusan 464.99.01

LA SICAV COMMUNICATION DE LA POSTE

Le conseil d'administration de la SICAV AMPLITUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1988 et a proposé de fixer à 18.63 F le dividende net versé par action, assorti d'un crédit d'impôt de 3,54 F. Sous réserve du vote de l'assem-

blée générale ordinaire, qui se réunira en première convocation le 16 mars prochain, ce deuxième dividende sera détaché le 7 avril et mls en paiement le 10 avril 1989.

Décomposition du dividende en F:				
Obligations françaises	net: 12,55 cl: 1,06			
Actions françaises	net: 3,75 cl: 2,03			
Autres revenus	net: 2,33 cl: 0,45			
TOTAL	net: 18,63 ci: 3,54			

LA POSTE BOUGEZ AVEC LA POSTE

GESTION SOCIETOSTE

NEW-YORK, 7 mers 4 Irrégularité

Valse-hésitation mercii à la Bourse de New-York, où la séance s'est achevée sur une légère baisse après une hausse initiale d'une certaine ampleur. L'andice Dow Jones des valeurs industrielles, qui avait dans le courant de la journée franchi la barre des 2 300 points, après avoir gagné 7 points, a terminé sur un repli de 4,11 points, à 2 290,71 points. La séance a fét relativement active avec mueloue été relativement active avec quelque 173 milions de titres échanges. On dénombrait 734 basses pour 693 hausses.

Après la hausse sensible caregistrée les uns précédents, le marché s'est donc Après la hause sensible enregistrée les jours précédents, le marché a'est donc accordé une petite pause, favorisant les prises de bénéfice à quelques jours de la publication des statistiques sur le chômase en février. Seion les prévisons formante en février. Seion les prévisons formante par les analystes, la création d'environ deux cert cinquante mille emplois devrait être amontoée, confirmant ainsi les signes de surchasaffe de l'économie américaine. Ces chiffres portenaient la contradiction à févude mensuelle des agents d'achats des entreprises américaines, qui note un releutissement de la croissance économique. Les investisseurs institutionnes, avec leurs achats, cont, toutefois, limité le repli des cours. Microsoft, que prévoit une brisse de ses bénéfies trimestriels, a perdu 8.5 points à 53.5 prints. CBS et IBM ont également cétié du terrain. Time loc., qui pourait punas. Cas et man du eguernem cédé du terrain. Time Inc., qui pourait faire l'objet d'une OPA à la suite de son accord de fusion avec Warner Commu-nications, a gagné 9 points à 116 1/4 points. Hausse de Du Porz et de

VALEURS	Cours du 6 mars	Cours du 7 mars	
Alcoe	61	61 1/8	l
A.T.T. Boeing	31 1/4 65 3/8	30 3/4 66 3/8	ı
Chase Membercan Bank	32	31 7/8	ı
Du Pont de Namoura Fantamen Kodek	97 3/4	99 1/2	
Econ	467/8 451/2	45 5/8 44 7/8	ı
Iford	51 3/4	51 1/8	ľ
General Electric		45 1/8	
Goodyeer		85 1/2 48 1/8	
ILELNIA	121 1/2	1193/4	
LT.T.	53 49 1/4	52 5/8	1
Pfiger	\$5 1/8	49 1/2 55 1/8	
Schlamberger	38	38 5/8	
Teraco UAL Corp. en Allegia	527/8	53 1/2	١,
Union Cartride	1197/8 317/8	118 1/4 31 3/8	l
usx	32 1/8	32 1/8	١.
Westinghouse	64 1/8	54	Ľ
Xertax Corp	61 _	60 3/4	

LONDRES, 7 mars 1 Stabilisation

Le mouvement de hausse s'est poursuivi à un rythme toutefois raienti mardi à la City. L'indice Footsie a clôturé en progrès, 10,7 points à 2083,5 points. Le niveau d'activités est demeuré réduit avec 526,8 millions de titres échangés, contre 472,9 millions la veille. Le raffermissement de la livre et l'apaisement des inquié-tades au sujet des taux d'intérêt en Grande-Bretzene ont soutenu la reurs se montraient confiants dans l'attente de la présentation du budget, mardi prochain, par le chancelier de l'Échiquier, qui pourrait comporter des concessions fiscales. La majorité des secteurs se sont améliorés, notamment les immobi-lières (British Land), les titres liés à la construction (Tarmac), les lières (Shell), soutenues par la stabilité des cours du brent, les internationales (Reckitt and Colment du dollar, et les mécar de l'annonce du doublement de ses bénéfices ners annuels à un nivean benefices neus annuels a un invean record. Les fonds d'Etat ont fini en hausse, tandis que les mines d'or out terminé inchangées on en léger repli, comme Am Gold.

PARIS, 8 mars ₽ Sans conviction

mercredi, Rue Vivienne. L'indicateur instantané, qui perdalt 0,95 % des les premiers échanges, descendait jusqu'à 0,45 % en séance. Cette légère baisse, qui feit suite au repli de 10/4 % de la veille en fin de séance, traduit la grande prudence des milieux boursiers. Même si les taux d'intérêt ont marqué une certaine détante ces ont marque une certaine cetains ces demiers jours, notamment en RFA. l'incertitude demeure en ce domaine dans plusieurs pays, et not des mon-dres, comme les Esta-Unis et le Japon. Les opérateurs attendent la publication, vendredi, des statistiques révélateur ou non de la surchauffe économique. Les analystes tablent sur un taux analogue à celui de janvier (5,3 %, contre 5,4 %), mais certains redoutant une nette augmentation des créations d'emplois, ce qui tradui-rait une trop forte activité écono-

En début d'après-midi, les plus fortes hausses étaient emmenées par UCB, Sogérap, Lucheire, Hachette et Pachiney mais avec peu de valeurs. L'intérêt autour de la SCOA n'est toujours pas retombé, et le titre reparteit à la haussa avec 27 500 pièces traities. Rhône-Poulenc a peu réagi après l'ennonce d'un gein de 46 % de bénéfice net part du groupe.

De même Béghin-Say n'a pes fluc-tué au lendemain de la publication des résultats de l'enquête de la COB, Parmi les baisses, on notait des valeurs comme Lebon, Fichet-Bauche, Eurofrance, Primagaz et la Compag bancaire. Le date de l'introduction de la firme britannique Blenheim Exhibi-tion Group PLC sur le second marché stait confirmée par les autorités boursières : ce sera le 15 mars. Sur le merché au comptant, la Compagnie générale d'entreprises automobiles e lécidé de céder 50,19 % de la CFTA (Chemins de fer et transporte auto-mobiles) à la Paternelle risques divers.

Enfin, l'intersyndicale du personnel de la Bourse appelle à un vote jeudi 9 mars pour décider de l'avenir du projet d'accord tant sur les salaires que sur l'emploi négocié avec la délé-gation patronale.

TOKYO, 8 mers **↓**

Le scandale Recruit continue à empoisonner l'atmosphère à la Bourse de Tokyo. En effet, l'annonce, mercredi, de l'arrestation de M. Takashi Kato, l'ancien vicoministre du travail, a jeté un froid sur le marché. Les opérateurs craignent que l'affaire Recruit ne finisse par menacer sérieusement le gouvernement de M. Noboru Takoshita. La journée avait pourtant bien commencé. A l'ouverture, la cotte était en hausse dans un marché Le scandale Recruit continue à confiant et animé. l'indice Nikkel confiant et animé, l'indice Nikkez, qui avait gagoé plus de 61 points la veille, progressait de 135 points à la mi-séance, pour atteindre le niveau des 32 073 yens. Des ventes bénéficiaires ont, par la suite, effacé tons ces gains, et le Nikkel a fini à 31 837,66 yens, soit un recul de 100,28 points sur le niveau de mardi. Selon certains analystes, les investisseurs étaient écolement investisseurs étaient également préoccupés par l'évolution des taux d'intérêt

VALEURS	Cours du 7 mars	Cours du 8 mars
Akai Bridgestone Carnot Fuji Benk Höndi Misters Massestith Bischife Missestith Hessy Sony Corp.	715 1 370 1 550 3 570 1 970 2 380 1 160 7 050 2 480	707 1 370 1 570 3 580 1 920 2 380 1 140 6 580 2 450

FAITS ET RÉSULTATS

 INI: des bénéfices pour la première fois depuis 1975. — L'Institut national industriel (INI), le grand holding espagnol regroupant une solzantaine regroupant une soixantaine d'entreprises, a, pour la première fois depuis 1975, dégagé des résultats positifs en 1988, avec un bénéfice avant impôts de 31,3 miliards de pesetas (1,8 milliard de francs), contre une perte de 42,6 milliards de pesetas en 1987. Ces résultats out été obtenus grâce à une sévère politique d'assainissement, à l'amélicration de la gestion et à la conjuncture internation tion et à la conjoncture inter nale. En 1988, l'INI a cédé les mate. Em 1936, 11N/1 a code les entreprises de son socteur de l'alimentation à Tabacalera. Dans le cadre des contreparties industrielles lifes à la construction du TGV, le groupe a également cédé au groupe Alsthom les entreprises MTM et Ateissa. Les veutes de l'INI out supraenté de 2 % en MIM et Alemai. Les vernes de l'INI ont augmenté de 8 % en l'Espagne et de 14 % à l'exportation, malgré l'appréciation de la devise espagnole. Le groupe compte également céder prochsinement dans le secteur des transports Aviaco et Iberia, ont indiqué les responsables de l'INL

e Pengeot SA émet 1,7 mil-liard de francs de TSDL – Le groupe automobile Peugeot SA vient de procéder à une opération financière visant à réduire son endettement à moyen et long terme en renforçant parallèlement ses quasi-fonds propres par l'émis-sion de 1,727 milliard de francs de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI). Les nouveaux titres emis par PSA seront apportés à une société française créée spécialement à cet effet et qui, co contrepartie, prendra co

charge le service d'une dette de PSA (1,7 milliard de francs) envers le Crédit national. Cette société remboursera le capital du au Crédit national au terme d'une période de huit ans.

• GM Europe ausonce us

bénéfice de 1,81 miliard de del-bars. — General Motors Europe a réalisé, en 1988, un bénéfice net record de 1,81 miliard de dellars (11.5 milliards de francs), soit 8,9% de son chiffre d'affaires, a annoncé, mardi 7 mars à Genève, son président, M. Robert Eston.
Ces résultats sont d'autant plus satisfaisents que les Ascona et les Manta arrivaient en fin de carrière et que le groupe a connu qualques difficultés de production, aujourd'hui surmontées. Les parts de marché du groupe pour l'ensemble de l'Europe ont diminué de 0.1 point, passant de 10.7 % en 1987 à 10.6 % en 1988; su total, 1,3 million d'Opel et de Vauxhall (nom de la firme au Royaume-Uni) ont été immatricu-léss en 1988, soit 40 000 unités ou 3 % de plus qu'en 1987. L'Espa-gne est également devenue pour GM, avec l'usine de Saragosse, le phis important centre de produc-tion en Europe, avec 361 000 véhi-cales produits en 1988.

hémétice en hausse de 28 %. – La Compagnie parisienne de rés-compte a réalisé, en 1988, un bénétice net consolidé de 271 millions de franca, en hansse de 28 % par rapport à l'exercice précédent. Il sera proposé à l'assemblée géné rale des actionnaires un dividende net de 20,52 F, contre 18,30 F

PARIS:

S	eco 1	nd ma	arché 🛚	(lection)	
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours	Demier Court
Ameuit & Associés	·	495	Legel Anna de proje		347 50 d
Appeni			Laco investigament		284 90
BÁC	332	ļ	Locertic		152
B. Democity & Assoc	540		Messing Misks		190
BTCN:	l	512	Métrologie internet	•	600 145
B1P	····	770	Mitroservice	••••	719
Boiron	500 200	1	HARM	224 80	,
Soloré Technologies		1865	Malex		921
Cibins de Lycs		212	Ohuti-Louise.	****	267
Carde		170	Con. Gart. Fig.		207
CAL-deft.CCL		388	First	439	J
CATC	121 50	1	PFA SA		410
CDNE	1300		Produces (C in & Fin)		25
C Econo Best		348	Princer Assurance	400	
CEGID.	860		Publicat, Filosophi		676
CEGEP			Read		886 4
C.E.P. Communication	1770		Ricar & Associás	1	328 70
CGL informations	1210	!	St-Gobels Embellage	1	2192
Categora of Orlow	••••	580	St-Honoré Medana		230
CALM	****	490	SCEPM	1	375
Coccept	330		Segis	398 1	•••
Conforans		811	Sifection inv. (Lyce)	100.60	****
Cards		35420 d	8EP		490 10
Dube			SEP.R	1	1671
Desptiin	••••	1390	8erbo , ,	440	
December	1080		B.M.T.Googl		396
Denille	••••	100 0	Society	725	
Editions Balliand		94	Sept		225 50
Elyptica investiganes	2150		TF1	386	
Recor	1151	245 90	Undeg]	200
George	****	350	Virtina Pirranc. da Fr	460	
Gr. Fonciar Ft. (G.F.F.)	235	<u></u> 1	Valet Clar	215	212
Gaintail	••••	592			
ICC	••••	220 10	LA BOURSE	SUR N	IINITEL !
DA	99 80	265		- 4 5	
16.F	252 U		7 <u>6</u> 12	TAP	Ė∠ 《
Inc. Metal Survice		****	30:1 3	1 2514	ONDE
	••••	720 294.60			YNVE
La Commundo Bectro. 🗸	••••	294 BQ			

Marché des options négociables le 7 mars 1989

Nombre de contrats : 12 782

VALEURS	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VEN				
	EXECCICE	Mars	Juin	Mars	Juin			
	CAETURGE	decnier	dernier	dernier	dernier			
Accer	600	23	45	9	22			
CGE	406	9	24	15	28			
Elf-Aquitaine	490	41	50,10	1,50	7,51			
Lafarge-Coppée	1 400	107	-	6,29	30			
Michella	182	20	28,50	1	6			
Mid	1 590	165		8,10	_			
Paribas	440	28	49	3,50	17			
Pengeot	1 200	548	530	1 1	2			
Seizi-Gobain	568	40	_	4	18			
Société générale	440	35	~	2,50	_			
Thousan-CSF	248	5	16,50	19	19			

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 7 mars 1989 Nombre de contrats : 97 119.

COURS	ÉCHÉANCES										
	Mars 89	Join	89	Sept. 89							
Dernier Précédent	104,80 105,04		,12 ,36	104,68 104,68							
	Option	s sur notionn									
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTI								
I MILE O LALINCIOL	Juin 89	Sept. 89	Jain 89	Sept. 89							
104	1,10	_	0,99	-							

INDICES

CHANGES Dollar: 6,3055 F 4

Le dollar était en légère baisse sur l'ensemble des places interna-tionales mercredi 8 mars. A Tokyo, il terminait la séance à 128,73 yens, contre 129,07 yens la veille, avec des échanger demeurés faibles. A Paris, la devise américaine s'inscrivait à

6,3055 F, contre 6,3080 F au FRANCFORT 7 mms 8 mms Dollar (ca DM) .. 1,2568 1,2539 TOKYO Dollar (ca yeas) . . 129,83 122,73

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) New-York (7 mars).... 93/5-51/2%

BOURSES PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

(Shf., base 100:31-12-81) Indice atatral CAC . 438,7 (Shf., base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 . . 1 627,02 1 617,04 (OMF, base 100: 31-12-81) Indice OMF 50 . 468,75 457,50

NEW-YORK (Indice Daw Jones) Industrielles 2 294,82 2 239,71 LONDRES (Indice e Financial Times ») Industrielles . . . 1 706,4 1 715,63 Mines d'or . . . 173,5 174,7 Fands d'Etat . . . 88,67 TOKYO

7 mars Nikket Dowlans 31 387,94 31 837,66 Indice général . . . 2427,10 2421,78

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS			MOIS	DELL	X MOIS	SEX MOUS					
	+ bas	+ hest	Rep. +	90 đ áp.	Rep. +	os 46p. –	Rep. +	oa dép.				
SE-U	6,2966 5,2373	6,2925 5,2416	- 67 - 143	- 52 - 109	- 120 - 245	~ 100 ~ 227	- 338 - 782	- 234 - 666				
Yen (180) DM	4,8873 3,3954	4,2912 3,3986	+ 161	+ 185	+ 331	+ 367	+ 1059	+ 1156				
FB (180)	3,0096 16,3122	3,8122 16,3238	+ 47	+ 62 + 174	+ 97 + 112	+ 114 + 335	+ 320	+ 379 + 1152				
RS L(1 900)	3,9735 4,6230	3,9776 4,6258	+ 94 - 151	+ 111	+ 189 - 274	+ 212 - 217	+ 698 - 770	+ 686 - 655				
£	10,8157	10,0262	- 464	- 354	- 734	- 675	1933	- 175				

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U 9 1/2 DM 5 5/8 Flatin 6 1/4 F.R. (100) 8 1/4 F.S 5 1/2 L(1 000) 11 1/4 f 12 3/8	9 3/4 91 5 7/8 6 6 3/4 6 8 3/4 8 5 3/4 5 12 1/4 11	1/16 6 3/10 3/4 6 7/8 8 3/8	6 6 3/16 6 5/16	615/16 7 1/1 8 1/8 8 1/2
F. franç 8		7/8 13 3/4 8 7/8	12 15/16 13 1/16 8 7/8 9	12 7/8 13 9 5/16 9 7/1

• Le Monde ● Jeudi 9 mars 1989 45

Marchés financiers

BOU	BOURSE DU 8 MARS Cours relevés à 14 h 00																								
Compan VALEU		r Demier	% +-				- -		Rè	gleme	ent r	nens	suel				-		1	Compan- sation	VALEUR	Cours	Premier	Demier	% +-
3750 CALE 3% (1070 B.M.P.T.P. 1200 C.C.F.T.P.	1050 1058 1196 1196	1066	+ 083 + 057	VAI	LEUR\$	Cours Premier	Demier	%	Compen station	ŤТ	Cours Pressi	Demier		compan-	VALEURS	Coers précéd			%	93	Echo Bey Min De Beers	96 90			
1125 Créd. Lyon. 1700 Rennuk T.P. 1785 Rennuk T.P.	T.P. 1122 1890 TP. 1810 1790	1791	- 105	170 Cross	E #	580 596 451 445	- 586 - 445	+ 086 - 133	1420 3480	Lebon 🛨	400 1355 520 3510	1352 3510	- 343 - 028	700 S	iahapar	570 773	772 7	;; ::		1750 1050 54 615	Deutsche Bani Dreedner Bani Driefontnin Ca Du Poss-Niere.	620	1722 1026	1723 1026	- 069 - 087
1301 Se-Gobein T. 1320 Thomson T.J 586 Accor 570 Air Liquida	P1331 1330 600 601	1330 596	- 008 11 - 067	560 Da Dia 216 Dév. P	40.03	100 3110 468 1475 215	3100 1466	- 089	2530 1330 700	Letty-Somerig . 1 Locabell in. t	480 2475 243 1215 696 700	2480 1229 698	- 1 13 + 029	285 S	iAT. # leai-Chilit (6) # . leapiquet (No) .	700 277 900	280 2	<u></u> [108	300 28 300	Eastman Kode East Rand Electroks	. 27 95 . 312	28 80 312	28 80 312	+ 304
2680 Alcatel 🛨 1990 Als. Superm 325 ALS.P.1 🛧	2765 2776	2755	- 036	480 D.M.C. 350 Droug	Assurár .	330 330 480 480 341 345 400 3350	323 475 334 50 3365	- 212 - 104 - 191 - 103	455 830 335 3960	Locindust	441 10 447 810 814 360 356 880 3978	80 443 10 812 362 50 3870	+ 045 + 025 + 089 - 025	53 S 670 S	icoa+ icres.+ icres.+	598 71 80 722 945	73 720 7	72 90 + 18 -	0 14 1 53 0 42 1 37	385 280 340 48	Exication Exicon Corp Ford Motors . Freegold	. 406 . 288 50 . 329 . 48 80		407 50	+ 037
480 Alethon & . 2570 Arjoon Prior 610 Australia	500 485 mt 2575 2540 mt 512	506 2545	+ 120	B30 Durnez Durnéz B50 Ezex (f	2 * 1 12 Lebbs 1 64a.) * 1	832 838 005 1010 610 1602	835 1008 1599	+ 036 + 030 - 068	1560 86 192	Lyonn, East 🖈 . 1 Mais, Phásic 🖈 . Majoretta (Lyh 🖈	589 1600 90 88 196 200	1600 50 89 20	+ 0.69 - 0.89 1	440 S 1630 S	elimeg 🛨 LFLM. 🛨	429 1680 205		7 - 10 -	047 1 19 1 95	112 290 780	Gançor Gán. Electr. Gán. Balgique Gan. Motors	122.20 282 770		····	
885 Asiz. Entrep: 740 Av. Desenti 385 BAFF + 305 Beil-Equipen	* 692 690 412 50 412	675 410	- 246 1 - 061	940 Electro 485 El.S.(Monte to	792 1781 901 901 470 460 440 440	1751 825 480 438 50	- 229 + 268 - 213 - 034	390 260 3760 160	Mar. Wendel 🖈	410 10 406 258 30 260 920 3820 172 175	403 259 3885 172 50	+ 027 - 089 1	505 S 1010 S	inco k. Rossignol k		1015 10	# 90 + 20 -	0 14 0 79 0 58	157 58 34	Goldfields GdMetropolics Harmony	. 37 80		····	
825 Beil breatie 325 B.M.P. C.L 1 555 Cie Bençaire	t . 627 630	826 318	- 0 12 3 - 041 1	350 - 🖟	antic) ★ BF 1	349 348 1 160 1160 331 3335	354 1160 3311	+ 143	205 1630 210	Michelin 1 Mid (Cle) 1 Mid. 2k SA#	199 198 660 1850 203 202	70 196 50 1641	+ 035 - 126 - 055 - 030	485 S	iligos ★ ocidaté Génér. odecco odecco (Ne)	846 470 148 170		55 - 		76 1020 131 780	Hitachi Hoechet Akt. Imp. Chemicel STAS	79 50 1011 127 10	1017	78 90 1017	- 075 + 059
520 Buzz HV.; 925 Bighin-Say; 960 Bargar (Ma)	* - 666 855 - 842 843	511 660 843	- 078 17 - 090 1 + 012 18	790 Essil i 325 Esso S 370 Eurain	ILDP)大。1 i.A.F. 大 ince大 1	675 1627 318 318 675 1651	1669 317 60 1625	- 035 - 016 - 299	410 129 1130	Min Selsig (Ma) . Mouinex# Navig. Minte # . 1	406 410 130 40 129 062 1063	410 127 1052	+ 099 3 - 261 - 094	118 S 340 S	iodesko 🛧 iogesel (ity)	3300 118 50 318	300 32 325 3	io -	377		iTT in-Yokado Mac Donald's	338 90 184 10 325			
760 Bic ±	739 726 385 393 1 3120 3105 578 572	381 3110	- 104 2	750 Europe	an ch6 k 2	334 1353 475 2470 700 705 88 65 88	1350 2421 720 88	+ 120 - 218 + 286 - 073	156 425 595 840	Nordon (Ry) Nouvelles Gal. 🛊	146 10 148 420 544 565 850 850	50 145 10 555 838	+ 202	1650 S 735 S	omm-ARb. # ource Perrient ouec # pie-Battgmol. #		2445 24 1632 16 720 7 498 4	10 - 10 -	0 74 0 12 1 37 1 01	116 405 425 300	Matematica Marck Mirmanota M. Mobil Corp	. 117 10 . 405 40 . 418 . 311			
90 B.P. France ; 865 B.S.N. ± 840 Canal Place	* 90 90 652 662 861 666	89 10 665 661	- 1 + 0 48	270 Exert 200 Facun 240 Fichet	r1 1x1 Baucherk 1	270 1290 200 1233 032 1001	1282 1201 1001	+ 094 + 008 ~ 3	1400 470 4210	One F.Parink . 1 Order Caby ±	260 1290 470 471 099 4027	1280 465 4032	+ 159 - - 106 - 163	310 S 540 S	osfor 🛠 Justoslabo 🛧	945 307 531	934 S 305 50 3 530 S	14 - 11 - 19 -	1 16 1 95 0 38	230 29160 1030 145	Morgan J.P Nastlé Nisdorf Norsk Hydro .	220 28650 1043 151 40	1035	1035	- 017 - 077 - 165
2690 Cap Gara. S. 580 Camad & 3240 Camelousk 200 Camerosk	620 620	816 3213	- 065 2 - 012 1	255 Fixed 890 Frame	Ma未 ger. Bel大 1	210 210 1/ 258 50 257 645 1630 180 1180	258 1630 1175	+ 048 - 019 - 091 - 042	470 410 1120 390	Peris-Résec.★ . Pechalisonn ★ . 1	462 465 420 425 102 1101 396 408	456 419 80 1104 403	- 0 05 4 + 0 18	1550 To 230 Ti	ales Internet & GL Block & hormon-C.S.F.	4550 230 50		 10 50	ľ	114 2170 690	Ofai Petroline Philip Morns	. 118 50 2175 700	2165	2168	- 032
139 Casino A.D.J 1010 Castor. Dub.	P.* 142 145	144 80	+ 197	175 Genco 700 Gezet	goet Eauxt1	550 640 1605 551 552	1617 580	- 140 + 163	410 1280 1580	Penhoet #	406 407 265 1265 685 1685	407 1282 1885	+ 0 25 - 0 24 1	91 1 1220 T.	iotal (CFP) 🛨 — (cartific.) 🛧 I.R.T. 🛨 I.F.BLacab, 🛨	88 40 1205	88 1 1205 12	37 - 10 +	0 12 1 58 0 41 0 02	109 85 410 350	Philips Placer Dorse . Quitnès Randforquin .	. 112 90 . 86 30 . 432 60			- 248 + 058
690 Cetalenik 420 Censs † 2000 CFA.O. † .	885 695 421 80 423 1835 1825	690 421 80 1839	+ 022 12	300 Groups 230 GTM-E	C06+3 34440-+1	625 626 160 3150 190 1190	628 3140 1190	+ 048 - 063	620 1050 865	Prétabail Sic. ± . 1 Primagne ±	612 610 050 1050 690 680	615 1040 671	- 095 - 275	845 U 530 U 835 U	LC.* LC.*	840 540 830	830 8 541 5 832 8	19 - 10 17 +	1 31 0 12	370 58 45	Royal Duach Rio Tinto Ziec Sast. & Sastel	. 393 58 20 45 50		387 80	- 132
395 C.G.E	A± 1376 1358	1402	- 182 3 + 022 7	120 Hachel 750 Haves	b ★	806 815 308 10 310 2 735 750 550 547	805 314 50 749 545	- 037 + 208 + 190 - 091	630 2800 695 108	Promodes 2	600 596 790 2794 681 682 98 100	590 2790 695 98	+ 206	715 U	I.C.B. \(\pi\) Inically Valéo \(\pi\)	207 50 715 676 312 20	678 6	15 34 +	4 10 1 33 0 58	225 42 1770	St Halens Co Schlamberger Shell tracep Sienteens A.G.	. 49 10 240 80 . 43 20 . 1793	243 50	243 50 1758	+ 1 12 - 2 06
540 Club Médita 187 Codenily 335 Codinagy	m.# 510 510 185 1861 337 338	515 0 185 10 337 20	+ 098 12 + 005 3 + 006 4	260 Hutchi 350 kmétai 115 km. Plu	1000 ★ 1 ★ #### ★ .	295 1296 365 40 383 21 426 50 429	1296 362 10 430	+ 008 - 090 + 082	3280 570 306	Redoute (Le) ★ .3 RPoulenc CP ★ Robur financ	240 3215 579 590 304 304	3199 576 304	- 127 - 052	355 V 770 E	Na Banque /c	351 803 162	350 3	33 + 14 +	057 012	198	Sony	. 348 90 48 70 . 200 50	48 90	49 90	+ 040
705 Colus 🛨		228 50 904	- 022 65 + 056 6	000 Inst. M 530 Interbe	Kient 6	277 280 400 6400 528 528	275 6400 530	- 072 + 038	1600 985 3380	R. Impér. (Ly) 3	920 911 410	911 	- 098	196 A	ener. Express ener. Teleph englo Amer. C	190 50 197 116	::: :: :::	: :::	:	395 280	Unilever Unit. Techn Vani Reefs	. 399 281		396 10	- 073
925 Créd. Foncia 490 C. F. Intures 210 C.C.F	494 480 1 205 205	0 476 10 205 20 -	- 362 11 + 010 9	130 J. Lefe 180 Labinal	bvne★ 1	460 1485 151 1160 000 995 653 1665	1450 1150 990 1663	- 009 - 1	173 1580 580 1190	Segem ± 1	173 610 1501 682 580 176 1171	1520 576 1175	+ 066	990 B	angold ASF (Akt) ayer	438 970 1010 89	979 9 1002 10	78 +	0 93 0 50		Volva West Deep , . Xerrax Corp Yamenouchi .	455 198 385 183	462	462	+ 154
1050 Crédit Nat. A	r11021 11010	11020 f		Com		197 1495 nt (*	(lection)	- 074	2200	iSaloman	145	I	L		V (séle	196 (ction)	l			2 48	Zambia Corp.	269			/3
VALEURS	% % d du nom. coup		EURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEU	RS G		Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VAL	EURS	Enission Frais incl.	Rachet net	VA	LEUR\$	Emis Freis	sion incl.	Rachet net	VALEU	RS ,	Emission Frais Incl.	Rachat net
Oblig	gations	CT Heigh			185 10 670	Machines Bull . Magasine Unipe	×		07	Vinipsix		1235 150	Action		. 232.03	\$56 39 225 82	Frusti-Ass	giona	.] 2	2 63	28 53 Pi	resior stix Piscense		625 65 262 48	607 43 261 17
Sap. 8,80 % 77 9,80 % 78/83 10,80 % 78/94	123 5 968 100 25 6 417 102 90 5 474	Cafradal (L	4	1115	947 d 362	Magnest S.A. Maritimae Pert. Métal Déployé Mors			00 70 89 10 . 40 80 d	Westerman S.A	1474	830	Actions Fish Actions sile Actions		622.72 621.38	502 46 600 21 596 92	Fructions	gne	11382		32 50 PI 3623 06 PI	no invesios. Ipiment A . , Ibiment cri-ti		717 58 1078 33 74108 42	685 02 1078 33 74108 42
13,25 % 90/90 16,20 % 82/90 16 % juin 82	104 50 10 082 105 47 2 397 107 62 11 923	Comphos Cle industri Comp. Lyo	: idh p-Alun,		357 3800 455	Navig. (Mat. de) Nassal Optorg		3	30 58 80	1	rangère		AGF. Acto AGF. 5000 AGF. ECU)	. 607 61 . 1095 94	1088 64 692 79 1085 09	Factions	• • • • • • • • • • • • • • • • • • •	86	0 13 9 35 7 77	848 16 PI 27 09 PI	cement J coment Pred situdo		57508 40 55582 50 117	57509 40 ♦ 59582 50 113 87
14,60 % Mv. 83 13,40 % Mic. 83 12,20 % oct. 84	109 45 0 600 115 45 2 823 108 72 5 047	C.M.P Créd. Géa.	(La)	565	825 17	Oriel (L.) C.L. Origny-Denoral Palais Mourons		41	70- 50	A.E.G	435	192	AGF, Food AGF, Intel AGF, Inves	ioeds t	4557 12155	107 80 434 70 118 59	Festi ECL Festi Pre	 nibe	58 1139	11.52 14.55 1	4397 76 PA 572 83 PA 1226 16 PA	enière Obligat inopense Esu / Association	ices	11068 81 114 03 22092 87	11057 75 110 58 22082 87
11 % féx. 85 10,26 % mars 96 ORT 12,75 % 83	110 95 0 462 105 10 10 144 2010	Crédital Derbiny S.	=!(Ge) A t		606 159 611 281	Painel Marrocei Parimence Parimence Parimence	2	21 10	00 85	American Brands . Am. Petrofine Arbed	394	405	AGF. OBLI AGF. Sicu Agimo		. 10960 74 . 647 80	1103 05 10960 74 631 80	Gestion A	możnios	6042 15	2.37 6 8.92	15642 B	entz estre-quentus R utacic	ر. طحن	122.43 109 164.11	119 41 1 06 161 68
OAT 10 % 2000 OAT 9,90 % 1997 OAT 9,80 % 1996	105 15 7 806 106 25 2 305 103 30 0 993	Delalanda Delama-Vi		l l	1480 2754 d 1208	Parie-Orléans . Partenha Patam. Rieg. D		2	19 50 15 20	Actualente Mines Benco de Sectande Bos Pop Espensi	r 3367 4331		Alesi Alto Ameri Gen		. 19070 . 596009	211 70 183 81 5689 82	Hotens .		115 10241	9 50 2 15 9	1125 83 R 9429 31 S	venus Trimesi venus Vent Honoré Bio-e	inals	5427 75 1173 26 865 87	5374 01 1155 92 827 56
CAL France 3 % CAB Bques jam. 82 CAB Parities	101 81 1 621 102 90 1 621	Ency Proc. Ency Vittal ECLA	Victy	2500 1730	1709	Piper-Heideisch P.L.M. Porcher		1	87 50 85	Banque Ottomane B. Régl. Interest Br. Lesthert Canacina-Pacific	626		America-Val Amplitude Adolesque o	oust terme	. 600 27 . 5331 93	984 97 582 79 5326 80	Interaction Japanic	Fiance	20	75 85 11 115	461 99 Si 195 29 Si	Honové Glob Honové Mutiç Honové Paçif	nce PL .	269 27 206 78 135 92	257 06 197 40 568 90
CHB Sust	102 75 1 621 101 79 1 621 110 2 844	ELM. Leb	nque 27 Jace	748	342 750 276	Promodile Providence S.A. Publicis Rochefortaine S		3	01 50	Chrysler corporatio CR	165 23 60 786		Associc Aspet Feber Associc		. 322 58 . 1450 66	1109 19 321 75 1408 41	Laffits-Ar Laffits for	gee páigee mpe _.	23	5 93 6 34 4 72	225 82 9 262 72 9	Honoré P.M.J Honoré Rugi Honoré Survi		483 53 12090 78 497 83	481 99 12042 51 478 58
CFF 10,30% 85 CNE 11,50% 85	103 80 1 194 105 15 7 883 99 7 434	Entrepôts Europ. Acc	Paris carnel ofse ladost		683 75 50	Rochette Rosario (Fis.) Rossilira		1 18	26 17 20	Dart. and Kraft De Beers (port.) Dow Chemical	815	606	Annair Allenia Annair C.L.C. Anna Eastpo		105 96 123 05	1396 74 103 75 117 47	Laffine for Laffine for	pension nos	34 24	093 2 19 8 76	325 67 S	Honosé Tacks Honosé Valor periois		902.77 12533.30 5676.72	765 37 12533 30 5671 05
CREM 10,90% dife. 86 . C.N.C.A. T.P	107 70 1 826 107	Etentik Fireless			2870 226 361	Rougier et Fils Secer SAFAA		2	85 05 60	Gén. Balgiqua Gewert Gano	1335	301	Ara Investo Ara Volcora Bood Associa	itions	. 117 <i>5</i> 7	118 69 112 24 2470 29	Laffeto-Ci	ig ig	14 20	176 359 969	137 06 Si 200 18 Si	oud Taust ection Craise mades (Cando		10665 77 566 10 714 58	10555 77 + 549 61 704 03
Métrologie L 6% 6/7 .	l I 8150	Foncibre (C	Cie)	1265 502	 520	Safio-Alcam SAFT Saga		23	47 08	Grace and Co GTE corporation Honeywell inc	187 50 283 390)	Capital Plus Canden-Pier CIP (voir AG	TP F Actions) .	3038	1749 31 29 05	Listinch . Listinch	kyo Antions	528 1112	125 1	354 5276 85 1121 25	# /##00### 1 & et és . # 5000		1472 10 698 84 395 88	1459 90 668 78 385 29
VALEURS	Cours Demi	Foregrose			441 1080 636	Salins du Midi Satatu Savobienna (Mi SCAC	i 2	15 2	40 94 216	Johannesburg Kabote Latonin Middand Susk Pic .	48 X	50 50	Comptension Comptension Conversioners	ib	. 11433 37442	5231 80 111 360 02	Lian Tráns		213	243 309	764 78 SI 2111 97 SI	6 dasor		822 64 618 24 443 13	784 98 601 69 431 27
Ageche (Sté. Fin.)	tions 1440	France (La From. Paul GAN	i Russed		6700 904	Servilo Macho S.E.P. (M) Sici	D 1	70 1	13 76 20	Miseral-Rassours. Norancia Olivetti	84 127 90	, ::::	Concinter Drount-France Drount-lawer	2	. 765 81 . 1080 21	509 06 750 16 1031 23	Livest post Méditente	no investis decilio de	71 191	4 11 1 57 0 97	880 84 172 76			217 58 432 59 1230 23	215 43 421 01 1194 40
A.G.F. (St Cent.) Applic Hydraut. Athel	791	GFIL Gewant		:::: ::::	300 970	Signed Signed (Li) Signed			20 55 89	Pathoed Hoking . Pizer Inc	390 345 10		Drouot-Sécs Drouot-Sélec Ecucio	cia	. 14821 . 110015	250 24 139 58 1083 89	Monecia .	nvertissern	577° 53970	0 X 5	5771.22 St			352 43 1094 68 1422 41	239 69 1045 04 1267 91
Astory	327 50	Gds Moui. Groupe Vic			382 690 849	Sph (Plant. Hi Solid Geneciles Solical Solic		20	75 40 00	Robeco	294 70 307 483 90	294 50 306 10	Scenarii Mar Ecunsii Prist Ecunsii Trim	edestione . Hertsiel	. 398 28 . 2023 49	31886 62 376 95 2003 46 2063483	Morgan co Motestica	urt terme Vépéis nio Sél	14870	075 14 212 18	187075 Sc 121170 Sa	ol Investinace Migis Actino Migis Rande	apot	525 09 1133 18 1123 95	501 28 1089 60 ◆ 1088 57 ◆
Bungus Hypedis Eur Biglin-Say (C.L) Slavy-Couet B.N.P. Interception		ingobet Ingobet Ingobet			400 710	Seficoni S.O.F.LP. (M) . Sofragi		95 1 11	30 97 30	Saipera	31 64		Elicado Exercis Epencis Epencent Sin		. 263 25 . 2675 89	24177 2875 88 4325 63	Natio-Eps Natio-Eps	rgen gen Trácc stroma	14385 648	941 14 819 (1246 94 To 18475 24 To	hnocic Inc-Gan nacontinuois		1166 11 6279 69 83 87	1132 15 6894 93 82 23
Bénédicine Bon-Harché B.T.P.	5900 679 110 2	itemolica itemat. (St	irodio		6500 806				22 38 39	Steel Cy of Can Terreco Thom EMF	120	125	Epagre Ass Epagre Cap Epagre Cap	ocialions . Piùl	25797 56 8222 80 515 42	25768 92 8141 38 515 42	Natio-las Natio-Obi	ri 10-110 Guillons incino	124 53	6 <u>22</u> 7 81	121287 Ti	ecr Rási es . P. Imagrage.			10751 05 5248 32 429 25
Cerbodys CAME Carbone-Lormine	612 152 1	Latine Dai	ikas	435	246 d 398 10 804	Seez (Fin. de) 4 Starni Taittinger Testus Assaits		33	20 20	Toray indust, inc., Vielle Montagne . Wagona-Lits	46 80 1905 1160		Epargue Croi Epargue Indo Epargue Indo	ieses et	. 1574 66 . 82 91	1632 52 79 15 615 80	NatioPlan NatioRea	######################################	63274 304 11375	4 04 6 0 18	3274.04 LL 1029.88 LL	P. moyen te Associations fatnos	200	108 65 111 31 545 24	104.72 711.31 625.53
Cane-Pochán C.E.G.Frig. Canten, Blassy	402	Loca-Espa Locationes Located	naica		263 50 350	Tour Effet Uliner S.M.D Ugine A. Chat.	Gonnag.	7	90 105 o 149	West Rand Whitmen Corporati	m. 196	200	Epargue J., Epargue Lon Epargue Mor	g-Teese .	. 52300 67 . 185 04	52300 67 180 09 1229 31	NessoVal Nippon-Ga	ESS	77(6367	802 732 (757 20 Us 8078 59 Us	ionaier Gerende Régions		1257 41 1302 06 2830 29	1240 88 1276 50 2824 38
Contract (Ny) Combesi Champux (Ny)	220 180	Lourne (St	ioa	2160	1671	U.T.A Vicat		22	57 30 00	Banque Hydro-Ener Baitori	1060	 ::::	Epagra No. Epagra-Obi Epagra-Obi	nia is	. 12125 54 . 203 11	12035 28 197 67 1074 28	Nomatii . Obii Amot	intian	12570 127	093 II 704	2234 44 ♦ Us 125 78 Us	10000 1000 100 100 Actions		2389 12 183 47 1220 74	2210 56 183 47 1180 60
	ote des	chan	ges		Ma	rché	libre	de	'or	Calciphos	178 2 978 235 84 6	180	Epargue-Uni Epargue-Val Epaiko	e ler	1255 26 451 03 1155 52	1248 39 439 98 1144 08	Oblicie Ré Obligation Obligation	ices Convert us catég	1083 417 16		1096 98 Ur 407 06 Ve	ven Obigaši uren		1655 87 559 36 1686 18	1601 23 545 72 1694 59
MARCHÉ OFFI	COLEGE	COURS 8/3		DES BILLETS Vente	_ '	MONINAIES T DEVISES		réc.	COURS 8/3	C. Occid. Forestillo Coperex Gechot	1 180 343 67	340	Eurodyn Sero-Gen	553	. 1033 96 . 1169 34 . 5842 70	1003 84 1121 22 5577 76	Oblica . Oblivicusi Optiozoni		1064 1028 23	4 96 1 1 69 1	1054 42 Ya	 200		42394 18	42372 99 22059 54
Eroto-Unio (\$ 1) ECU Alicangon (100 DM)	6 308 7 063 339 750	8 305 7 083 339 740	5 080 329 250	349 500	Orfini Pilicat	idio en barra) en lingot) rançaise (20 lir)	769 4	00 7 55	0000 9850 483	Haribo-Ricqilis-Zan Hoogowans Mexin immobilier Metroservice (boss	210 170 240	1777	Euro-Meif Finand Place Finand Valori		. 25 62 . 61060 98	25 23 61690 98 13770 38	Conction . Oreafor .		1244 5961	444 1 170 1	1203 62 5746 22 603 14	יינו	D'		
Belgique (100 F) Peys Bas (100 fL) Denomeris (100 local) Novalos (100 local)	16 213 301 060 87 229 93 250	16 218 301 080 87 160	15 650 291 500 84 250 89 500	91 250 96 500	Pièces	rançaise (10 tr) saksee (20 tr) stine (20 tr)	4	89 . 76 54 80 .	480 460 580	Particip. Persiar Pathi-Cinates	960 379 452	383	Foreicav job Foreisel Fance Gen	v. per 10) .	. 11398 63 . 249 99	11398 63 242 12 7916 15	Paribas Ep Paribas in	iersier iersier	18547 10	702 14 178	5513 99			ICIT CIÈ	
Grande-Brutagne (£ 1) Grâce (100 drachmed Italia (1 000 lime)	4 038 4 624	10 839 4 038 4 825 397 600	10 500 3 600 4 450 385 600	11 200 4 600 4 950	Pilica d Pilica d Pilica d	ie 20 dollars ie 10 dollars in 5 dollars	28	20 36 70 .	2900 1462 50	Rorento N.V. Serne Motes Serv. Equip. Vel. S.P.R.	370 55 30 430 50	338 90	France-Gara France-Inves France-Oblig	 Št	. 262 63 . 431 64	262.07 412.07 458.44	Parker O; Parker Pr	partyrités tástáina	12 95	1 64 2 86 2 66	116 10 530 13 51 74			ments :	
Suisen (100 fr.) Suide (100 tra) Ausriche (100 acti) Espagne (100 pec.)	49 300 49 300 5 452	99 196 5 485	95 250 46 900 5 150	102,250 50 5700	Pièce d Pièce d Or Lon	le 50 pesos le 10 Serins drue	28	35 71 	2970 471	Sté Lectores de Me Ulinez Union Brastorios	380	450	Francis Francis		. 43938	425 98 85 62		 				5-55-9	1-82,	poste /	4330
Portugal (100 esc.) Canada (\$ can: 1) Japon (100 yana)	4 121 6 277	4 122 	3 850 5 060 4 735	4 550 5 450 4 955	OrHon	chgkong Londres		.	••••	c : coupo	n détaché	- o : of	ert _. – •:	droit	détaché -	d:de	mandé -	♦ : pri	x préc	édent	- ★ :π	erché c	ontinu		

éex

da anx ises de maien, direction sement pas le arra de la cux, ir leur l'Iran. is d'an le la cux, iran le cux, iran

Çais
) et 21
le 1 006
sulation
plus.]

tisterat ant a urité, t dans onnaite notre t sim-ritaire ion de roir à sinté in the pré- notre ement page d'ont les apas si pas si

not smer age out it re a siles pas

Le Monde

ÉTRANGER

- 3 Mobilisation internationale pour la protection de la
- 4 MM. Baker et Chevardnadze se retrouveront à Moscou en mai.
- 10 La situation au Tibet. 11 Les pressions s'accentuent sur le président Botha pour

POLITIQUE

12-13 La préparation des élections municipales : la campagne à Paris : les affronte ments entre le PS et le PCF dans les villes de plus de vingt mille habitants; Histoires de villes : prison tranquille à Ensisheim. La mort de Roger-Patrice

SOCIÉTÉ

- 5 Les hôpitaux publics per-turbés par les grèves des internes et des infirmières
- 16 Débat entre la Ville et le préfecture de police à propos des « agents de sécurité» dans l'Est pari-

- 17 L'effet « glasnost ». Les folies de l'art déco au Palais des beaux-arts de Bruxelles.
- 18-19 Malaise dans la créa tion dramatique. 20 Expositions. 38 Communication.

ÉCONOMIE

- 39 L'affaire Beghin Say. 40 Le SNIP prêt à contribuer à la limitation de la consommation des médi-
- 42 Les Philippines approu-

SERVICES

- vent le programme du FMI. 44-45 Marchés financiers.

Abonnements 2 Annonces classées . 32 à 37 Métécrologie25 Mots croisés25 Radio-télévision25

Spectacles 21 à 24

TÉLÉMATIQUE

Réservez vos séjours à la moi

- x c % 44.5

- Consultez les hauteurs de neige dans les stations . CORUS
- Chaque matin le mini-journal de la réduction JOUR L'ectualité 24 hours sur 24
- 3615 tapez LE MONDE

La distribution des journaux perturbée par une grève aux NMPP

La Fédération du Livre CGT a annoncé pour le mardi 7 mars à par-tir de 17 heures un mouvement de grève de vingt-quatre heures reconductible dans les centres des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP). Ce mouvement a pour but d'obtenir des garanties pour les personnels des NMPP chargés du «liassage» des journaux, dont le statut est menacé, selon la CGT, par la mise en place des nouvelles imprimeries du Monde et du groupe de M. Robert Hersant. Ces imprimeries, qui intègrent des « stackers » — appareils programmés par informatique permetque des journaux pour le réseau de vente, - priveraient, selon la CGT, les employés des NMPP de leur travail. Le mouvement de grève est parti du centre parisien de La Vil-lette (six cents travailleurs) et devrait perturber la parution des quotidiens nationaux le mercredi mars. Ce jour-là, le Conseil supérieur des NMPP, qui comprend des représentants de ministères et des éditeurs, doit se réunir.

La mort de Roger-Patrice Pelat

« Maintenant, je vais me battre non seulement pour moi mais aussi pour lui »

nous déclare M. Max Théret

M. Max Théret est bouleversé. Et il est venu le dire, mercredi matin 8 mars, an Monde, sans cacher ses larmes. C'est pen après 17 heures, mardi, qu'un coup de téléphone de l'un des fils de Roger-Patrice Pelat lui a appris le décès de celui-ci. L'épouse de M. Théret avait eu Patrice Pelat au téléphone, depuis sa chambre de l'Hôpital américain de Nenilly, à 14 h 30 le même jour : < Il disalt qu'il allait mieux, que la fièvre était retombée, qu'on venait de lui enlever ses perfusions, raconte-t-elle. Mais surtout, il s'inquiétait de la santé de Max. D'abord de Max, pas de lui-

même... » « Ce qui est scandaleux, c'est qu'on va dire maintenant qu'il était très malade, s'exclame M. Théret. Moi je peux vous dire qu'il y a deux mois, il était aussi solide que ses arbres de Sologne. C'est cette affaire qui l'a tué, cette justice sur la place publique, ces apprentis shé-

rifs. C'est comme si on avait donné des grands coups de pied dans les côtes d'un type un peu chétif. Il en meurt. Et voilà qu'on dit qu'il n'est pas costaud! C'est pareil. Le stress que peut provoquer une affaire comme celle-ci, je suis bien placé pour en parler. -

Lui-même malade du cœur, M. Théret a quitté son refuge des Yvelines pour venir faire des examens également à l'Hôpital américain de Neuilly. Il se retrouve seul première ligne de l'instruction judiciaire en cours sur l'affaire

Maintenant je vais me battre non seulement pour moi, mais aussi pour lui. C'est ce que je ressens. Cet homme était innocent. Moi, je lui avais conseillé de parler, de s'exprimer, de ne pas tout garder sur le cœur. S'il ne le faisait pas, c'est parce qu'il avait confiance dans la justice de son pays. Je suis scandalisé. C'était un type formidable, un ami, toujours prêt à aider. Un nme simple qui aimait la nature. Il fallait le voir en Sologne, il était transformé. Physiquement, il ne se ressentait plus de son accident cariaque d'il y a trois ans... > M. Theret s'interrompt. Il aime-

rait aussi s'incliner devant la douleur de la famille de son ami. Il hésite, tant la formule lui paraît convenue. Brusquement, il se souvient que, lors de son inculpation pour recel de délit d'initié, Roger-Patrice Pelat « avait été très affecté par l'interdiction qui lui avait été faite de communiquer avec moi, même pour prendre de mes nou-velles ». Une pause. « Certains politiques, professeurs de vertu, feralent mieux de se taire aujourd'hui. Ils se reconnaîtront... Je suis très déterminé. Plus que jamais, il faut se battre. »

EDWY PLÉNEL

_Sur le vif-

Bouclez-la!

Où on est, là? Où on va? Suffit d'appuyer sur un bouton, à l'heure des informations, pour apprendre des trucs confondants : Ariane a encore accroché un satellite à la queue d'une comète. Trois gamins berlinois ont piraté l'ordinateur du Pentagone. Un couple américain divorcé se dispute un embryon congelé. On en reste baba, les yeux perdus dans les étoiles d'un avenir radieux : T'as vu? C'est dingue, non ! Tiens, pousse un peu le son, on entend nen avec tous ces seles cons qui défilent sous nos fenêtres. C'est quoi aujourd'hui? C'est les profs, les laveurs, les matons, les toubibs ? Faut touiours ou'ils queuient, ces mecs-lè ! Qu'est-ce qu'il y a encore qui va pas ?

C'est ça qui est fou, c'est qu'à l'ère de l'informatique le seul moyen de nous faire savoir ce qui nos métros, nos écoles, nos pri-sons, nos hôpitaux, c'est de défiler dans les rues en brandis des écriteaux. Alors lè, on tombe des nues. Quoi ? Qu'est-ce qu'ils racontent? Avec un bac + 3 + 2, une infirmière anesthésiste qui s'est tapé cinq ans d'études très dures ne touche que 200 balles de plus que sa voisine, infirmière tout court? Et, après avoir réussi à franchir

les barrages d'un concours meur-

trier, un interne de garde est payé 15 F de l'heure, moins qu'une baby-sitter? Enfin, c'est pas croyable l

Non, c'est pas crovable i Surtout quand on pense qu'un étu-diant reçu à l'ENA se voit gratifier de 8 000 F par mois, simplement pour le remercier de bien vouloir apprendre à devenir ruge au tribunal administratif ou attaché d'ambassade. Faut reconneître, c'est drôlement plus important que de sauver des vies à longueur de nuit.

Résultat : qu'on nettole les couloirs du métro ou les plaies infectées d'un malade trachéotomisé en réa, on se retrouve au coude à coude. Sarpillière et compresse, même combat i Et ne venez pas me dire : C'est pas du tout pareil, les uns bossent pour une société privée, les autres pour l'Assistance publique. Si, c'est pareil. C'est un rapport de forces. Regardez les médecins anesthésistes, les chefs de service, ils n'ont eu qu'à l'ouvrir pour obtenir immédiatement satisfaction. Les infirmières et les internes, eux, ils n'ont qu'à la boucler. Des sous, désolés, il n'y en a que pour ceux qui en ont plus que vous. L'argent va à l'argent. On vous en donners cuand vous en aurez.

CLAUDE SARRAUTE.

gouvernement, celle de la réinser-

tion, constituait une erreur et a coûté une année d'affrontements et

de douleur pour les deux parties »,

Antxon reste évasif sur la prolon

gation de l'actuelle trêve décrétée par l'ETA, qui prend normalement fin le 26 mars. « Cest l'incomme

majeure qui est dans l'esprit de

tous, tant de notre côté que de celui

EG TOP T

XX) -.

gan."

1787

gg mt rain in in

2.7

F:---

255 4 W ×

Au conseil des ministres

« Plus que les hommes, les femmes sont aujourd'hui touchées par le chômage » déclare le chef de l'Etat

Au cours du Conseil des ministres, mercredi 8 mars, le président de la République a déclaré à propos de la Journée internationale des

« Plus que les hommes, elles peinent pour concilier leur vie profes-sionnelle et leur vie familiale. Plus que les hommes, elles doivent se battre pour faire admettre qu'un travail égal conduit à un salaire

L'égalité professionnelle leur a été reconnue par la loi, mais il reste encore beaucoup à faire pour que

 Election à l'Académie fran- L'Académie française procédera leudi 9 mars à une élection pour pourvoir au remplacement de M^{rss} Marguerite Yourcenar, décédée le 17 décembre 1987. Deux princinaux candidats briquent ce siège : M. Jean-François Deniau, ancien diplomate, ancien ministre, et M. Robert Mallet, écrivain, ancien recteur de l'académie de Paris.

Dans l'hypothèse d'un vote positif, trois fauteuils resteront encore cants, ceux de MM. Thierry Maulnier, Edgar Faure et Jean Mistier.

MODE ET

Cest un fuit, nous connaissons tous cette jeune femme qui suscite a ialousie et la curiosité intense de ses meilleures amies! "Elle porte dix fois plus de nouvelles

robes, de vêtements "super" dans des tissus géniaux et cette Mode la rend si attirante. Pourtant elle ne dépense pas tellement..." Yous vouliez connaître son secret, le voilà : faites comme elle, allez

chez Rodin. Yous y trouverez votre revanche sur cette rivale, au prix les plus doux, des tissus depuis 30 F le mètre. A vous, le bonheur dans la mode.



disparaissent les discriminations qui continuent de les frapper dans tous les domaines de leur vie personnelle et professionnelle.

» Il reste encore beaucoup à faire pour que, dans la vie quotidienne, les hommes et les femmes viveni libres et égaux en droit.

» En ce 8 mars, je tiens à rappeler ces réalités, et à inviter chacun, et particulièrement les pouvoirs

Le conseil des ministres a d'autre part adopté le projet de loi présenté par M. Pierre Bérégovoy portant sur la sécurité et la transparence du marché financier, qui élargit les pouvoirs de la COB et institue un contrôle plus sévère des OPA (le Monde du 8 mars). M. Louis Le Pensec, porte-parole du gouverne-ment, a précisé à la fin du conseil des ministres que ce projet est dans la • droite ligne • de la libéralisation des marchés financiers déjà effec-tuée par M. Bérégovoy avant 1986, et que ce projet met la réglementation française en accord avec les oentations européennes

En tant que ministre des DOM-TOM, M. Le Pensec a présenté, avec M= Edwige Avice, ministre délégué auprès de M. Roland politique de la France dans le Pacifique sud. Compte tenu de l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie, l'objectif présenté par M. Le Pensec est, notamment, de resserrer les liens entre la France et ses territoires du Pacifique sud, d'une part, et les États souverains de la zone, d'autre part.



PUBLICATION JUDICIAIRE

Le Tribunal de grande instance de Nanterre a, par jugement rendu le 11 janvier 1989, condamné M. DIEU-11 Janvier 1969, consumme vi. Diego-SET à payer 1 franc de dommages-intérêts à MM. Houlier, Atlan, Bruyer, Michot épouse Cauzit, Doré, Garcia, Coube épouse Gauthier, Pavia épouse Gratias, Joakierre, Caralp épouse Libault, Moisy, Ravous épouse Petiter, Proust, Leenhardt épouse Schlumberger, Veyer, Wirotius pour avoir abusive-ment utilisé leur identité au dos de cor-

Le numéro du « Monde » daté 8 mars 1989 a été tiré à 508 464 exemplaires

La préparation des élections municipales

M. Mauroy: « La droite, déchirée ne mène pas de bataille nationale »

DIJON de notre envoyé spécial

Les batailles perdues d'avance ne sont pas forcément les moins mobili-satrices. M. Pierre Mauroy a pu le constater, mardi 8 mars, à Dijon, où M. François Rebsamen conduit une liste d'union de la gauche face au maire sortant RPR, M. Robert Poujade, assuré de conserver un poste augnel il avait été reconduit avec près de 70 % des voix en 1983. Quelque huit cents personnes, en effet, ont participé à un « banquet républisecrétaire du PS a observé que les élections municipales ne donnent pas lieu à une « bataille nationale, parce que la droite, déchirée, ne la

La droite, a dit M. Mauroy, n'émet pas d'idées sur les problèmes nationaux ni, non plus, sur les problèmes des villes », de sorte one l'on assiste à « une noncampagne ». Le premier secrétaire estime que l'opposition prévoit ou recherche un haut niveau d'abstention. Il lui a reproché de ne pas mener « *le débat démocratique* », et il a appelé ses auditeurs à agir pour les électeurs à voter.

Soulignant que le PS, lui, « ali-mente le débat », M. Mauroy a défendu les propositions de son parti pour le remembrement des régions, le développement de la coopération intercommunale, le « nouveau souffle » qu'il faut donner, selon kui, au mouvement associatif. Il a déclaré que le problème des loyers est, à ses yeux, « une véritable affaire

M. Barre: «La tradition lyonnaise risque d'être rompue. »

M. Raymond Barre, second sur la liste pour les municipales du maire sortant de Lyon, M. Francisque Collomb (app. UDF), a estimé, mardi lomb (app. UDF), a estimé, mardi soir 7 mars, que » pour la première fois la tradition lyonnaise, non pas apolitique, mais apartisane ». risque « d'être rompue ». L'ancien promier ministre, qui n'a pas cité le nom de Michel Noir (RPR), adversaire de M. Collomb, a estimé nécessaire de mettre la gestion de la mairie « à l'abri des affrontements politiques ». Il faut pour cela a-t-il politiques ». Il faut pour cela, a-t-il ajouté, « une équipe qui fasse passer avant des intérêts partisans les seuls intérêts de la ville de Lyon ».

• CANNES: M. Moullot (PR) répond à M. Chirac. - M. Michel Mouillot, candidat (PR) à la mairie de Cannes, répondant à M. Chirac, qui l'avait qualifié de *e malotru »,* dénonce avec la plus grande force la campagne diffematoire qui le met en cause ainsi qu'Anne-Marie Dupuy », maire sortant RPR. Dans un communiqué, M. Mouillot précise que « ce sont là des médiocres provocations destinées à discréditer les candidats aux élections (...). Il est quand même étrange que ce type de d'élections où l'on me donne largement favori. Je crains que ce ne soit l'œuvre de provocateurs et de mili-tants en plein désarroi devant une défaite qui leur paraît inévitable. »

d'Etat », et que le groupe socialiste fera, dès le début de la session parlementaire de printemps, des propositions pour corriger les effets de la loi Méhaignerie. A l'intention des enseignants, il a affirmé qu'« il ne faut pas faire de l'argent la seule valeur», que « ce qui distingue un homme d'un autre, ce n'est pas son compte en banque », mais qu' « on ne fera pas la réforme de l'enseigne-ment sans revalorisation de la fonction enseignante». «Il faudra du temps, a-t-il dit, mais il faudra, aussi, les mots pour qu'on puisse

Le premier secrétaire a renouvelé ses appels au rassemblement de la gauche, au second tour de scrutin, là où le PS et le PCF seront allés séparément au premier tour. Dans ce département, voisin de celui de M. Jean-Pierre Soisson, M. Mauroy n'a guère parlé de l'«ouverture» Déjà, lors d'une étape, l'après-midi, en Moselle, où il était venu soutenir le maire socialiste de Woippy et ui de Rombas, ainsi que le ca dat du PS à Fameck, on s'était étonné de voir M. Mauroy traverser Metz sans saluer M. Jean-Marie Rausch. Afin de dissiper tout malen tendu, le maire de Metz est venu, à l'aéroport, s'entretenir brièvemen avec M. Mauroy avant le départ de celui-ci pour Dijon.

ESPAGNE

L'ETA optimiste sur les conversations d'Alger avec les émissaires de Madrid

Où trouver Macintosh

sans vous compliquer la vie?

Concessionnaire Agréé Grands Comptes

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4° 42 72 26 26

64, av. du Prado Marseille 6º 91372503

de notre correspondant

Pour la première fois, le dirigeant de l'ETA militaire, Eugenio Etxe-veste, dit «Antxon», évoque les conversations qu'il mène actuellement à Alger avec des émissaires du mol. Il a chois pour cela un entretien que publie, mercredi 8 mars, le quotidien basque Egin, proche des milieux indé-

 Le fonctionnement du processus de conversations respecte les minima exigibles », affirme-t-il, indiquant ainsi que les conditions requises par l'organisation sépara-tiste pour poursuivre les convers-tions sont considérées comme rem-

Antxon affirme, en outre, que les contacts actuels d'Alger doivent ouvrir la voie, selon l'ETA, à une phase ultérieure de négociations politiques avec le gouvernement. Il réitère à ce propos que l'organisation n'entend pas se contenter d'une simple libération et réinsertion dans la société de ses membres aujourd'hui en prison. « La dernière tentative du

du gouvernement espagnol, dit-il. Cette inconnue s'éclaircira durant ce qui reste de conversations, d'ici au 26 mars. »

THIERRY MALINIAK.

affirme-t-il.

 COLOMBIE : obsèques sa incidenta du dirigeant communiste assassiná. — Les funérailles du dirigeant communiste colombien José Antequera, assassiné à l'aéroport de Bocota par des tueurs à gages, ont eu lieu le mardi 7 mars à Bogota sans incidents, en présence de quarante mille personnes environ et surveillées par dix mille soldats. Reportée après de longues négociations entre la gau-che, qui désirait organiser une mani-festation dans le centre de la ville, et le gouvernement, qui l'avait interdite. la cérémonie a duré trois heures.

● EQUATEUR : accord entre le gouvernement et la quérille. unique groupe insurgé équatorien Alfaro vive carajo (AVC), quasiment démantelé en 1986, et le gouvernement du président social-démocrat Rodrigo Borja ont annoncé marti 7 mars la conclusion d'un accord prévoyant l'abandon de la lutte armée par ces demiers guérilleros et leur réinsertion dans la vie civile, ennonce l'agence France-Presse de Quito. Le mouvement AVC avait eu dès sa fondation en 1983 des sens avec le M. 19 colombien, lequel se trouve, lui aussi, en train de négocief avec le gouvernement du président libéral Virgilio Barco sa réintégration dans la lutte politique légale.

 JAMAIQUE : Amnesty demande au gouvernement d'arrêter les exécutions capits - Dans un rapport rendu public à Londres, mercredi 8 mars, Amnesty international lanca un appel au nou-Veau gouvernement jamaicain du travailliste M. Michael Manley, afin qu'il mette un terme aux pendaisons dans le pays (cinquante-neuf depuis 1980) et commue les condamnations à mort de plus de deux cents prison-

PUBLICITÉ FINANCIÈRE 45-55-91-82, peste 4330

حكذا من الأصل